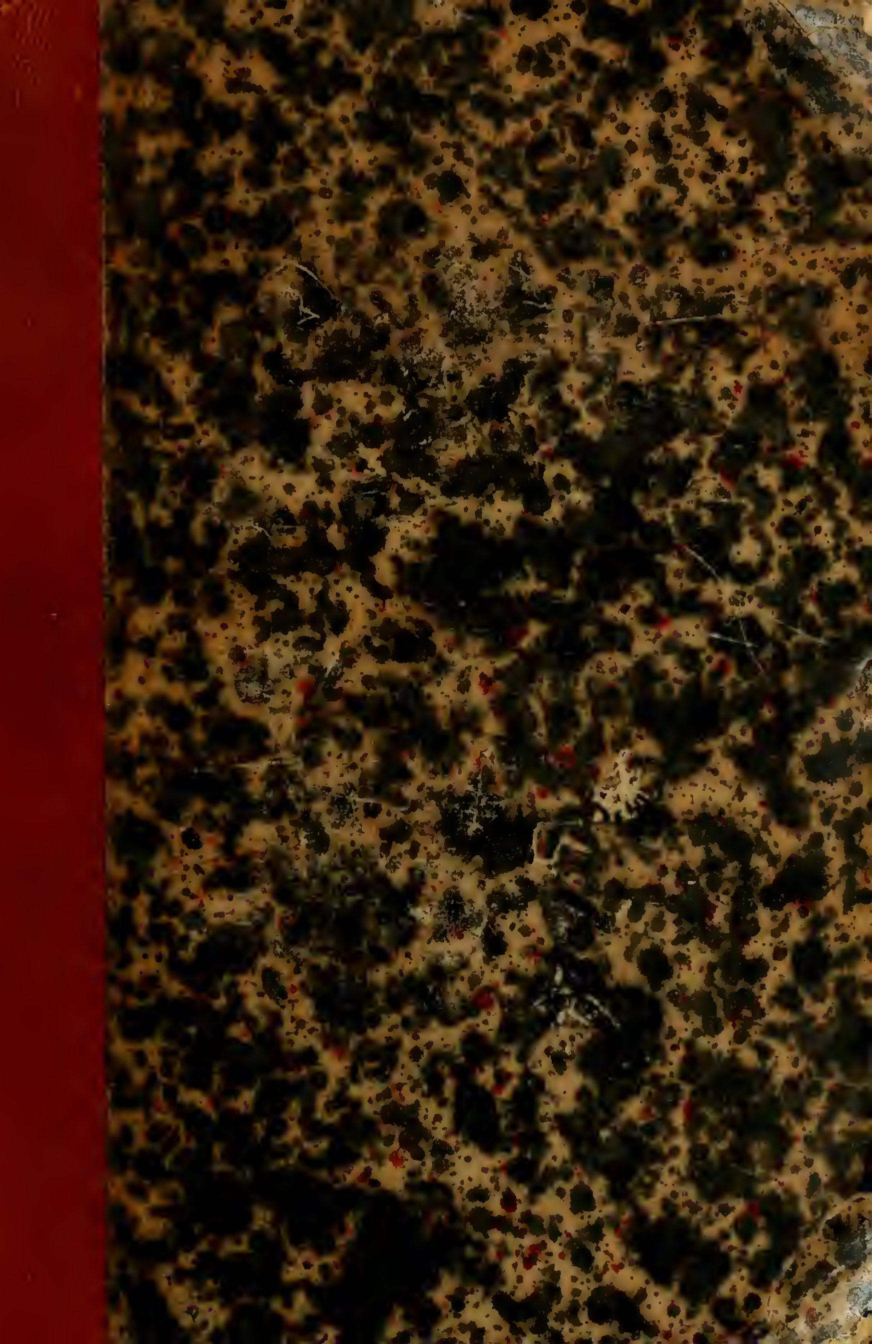
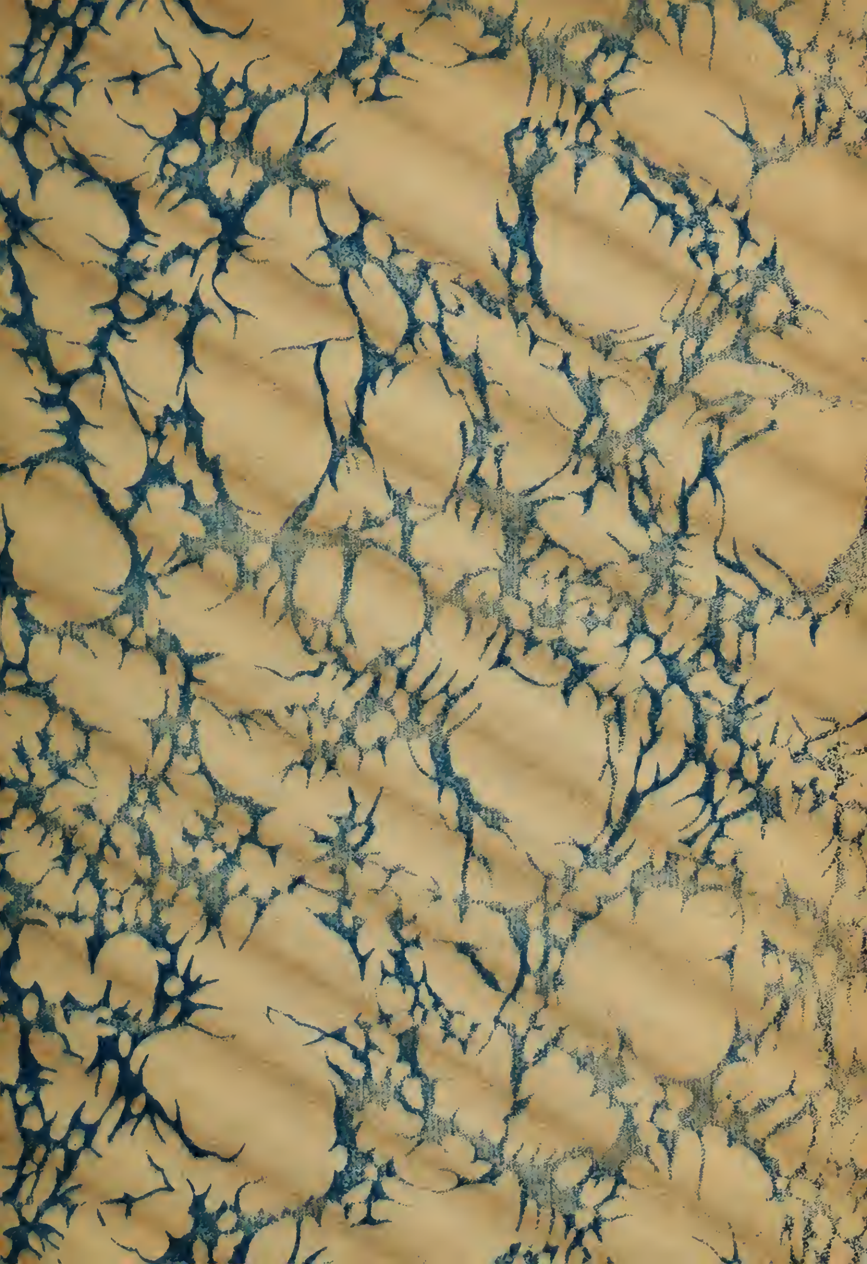






LE

Mouvement Socialiste

LE

Mouvement Socialiste

REVUE MENSUELLE INTERNATIONALE

HUITIÈME ANNÉE

TOME VI

DE LA

DEUXIÈME SÉRIE

MAI-AOUT

1906

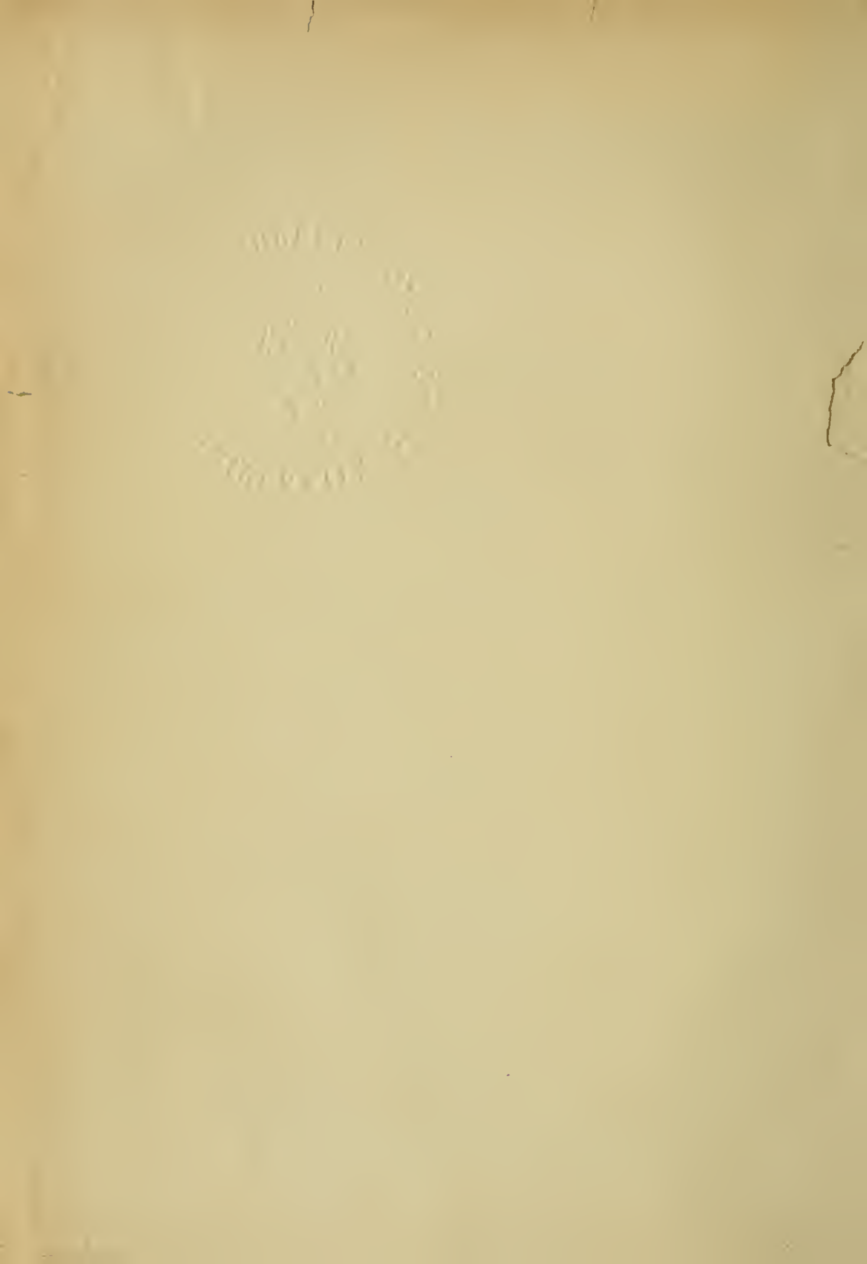
TOME XIX

de la *COLLECTION*

PARIS

EDOUARD CORNÉLY ET Cie, ÉDITEURS

101 rue de Vaugirard, 101



L'Idée de Patrie et le Socialisme [1]

Citoyennes et Citoyens,

Nous assistons à un spectacle étrange : le socialisme et le patriotisme seraient devenus conciliables. C'est du moins ce que, de Jaurès à Guesde, des « réformistes » aux « révolutionnaires », les socialistes parlementaires sont unanimes à proclamer.

Il y a là de quoi déconcerter les esprits les plus simples. Socialisme signifiait jusqu'ici *lutte des classes* et patriotisme *union des classes*. Nulle confusion ne semblait possible entre ces deux principes d'action contradictoires ; et qui défendait l'un combattait l'autre. Lorsque Marx et Engels affirmaient, dans le *Manifeste communiste,* que « les ouvriers n'ont pas de patrie », ils entendaient par là qu'il ne saurait y avoir entre les classes de lien moral capable de les réconcilier (2). Et, de leur côté, les représentants du patriotisme en France n'ont-ils pas toujours invoqué une *solidarité supérieure* qui créerait, dans le cadre national, au-

(1) Les trois conférences que nous publions sous ce titre ont été données, cet hiver, à Paris. Nous les reproduisons telles qu'elles ont été prononcées ; mais nous avons cru profitable d'accompagner le texte de notes fréquentes, que nous n'avions pu utiliser dans notre exposé, forcément rapide.

(2) « On a reproché encore aux communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut pas leur ôter ce qu'ils n'ont pas ». *Le Manifeste communiste,* trad. Charles Andler, p. 50.

dessus des antagonismes sociaux, un terrain neutre, où viendraient s'accorder les intérêts et mourir les conflits (1) ?

La vérité, c'est que nous sommes en présence d'un des symptômes les plus accusés de la dégénérescence du socialisme parlementaire, — lequel n'a trouvé rien de mieux, pour le vaincre, que de prendre de plus en plus au monde bourgeois ses conceptions ! Je me hâte de dire que le sort du socialisme ne dépend pas des aventures des partis politiques. Ces derniers ne l'ont pas entraîné dans leur chute dans l'équivoque. Il vit, plus pur et plus fort, au cœur du syndicalisme révolutionnaire : et en face de la Patrie, comme en face de tous les dogmes de la société capitaliste, c'est la même négation irréductible qu'il fait entendre.

Mais pourquoi le socialisme parlementaire se réclame-t-il ainsi du patriotisme ? Et pourquoi, contre lui, le syndicalisme révolutionnaire reprend-il la tradition anti-patriotique ? C'est ce que je voudrais rechercher avec vous. Auparavant, il nous faudra toutefois retracer l'évolution du patriotisme français : nous ne pourrions relever les emprunts que

(1) Gambetta l'affirmait dans des paroles fameuses, par où il incorporait à la patrie tous les partis politiques : « Il n'y a pas, s'écriait-il, que cette France révolutionnaire, émancipatrice et initiatrice du genre humain, nourrice des idées générales du monde : il y en a une autre... C'est de celle-là qu'il faut dire : Là où est la France, là est la patrie ! ». (*Discours*, t. III, p. 146). De même, lorsque se fonda, en 1882, la *Ligue des patriotes*, l'épigraphe qui fut inscrite en tête des statuts posait, comme un postulat, l'union de tous les français dans la même foi nationale : « Républicain, bonapartiste, légitimiste, orléaniste, ce ne sont là — lisait-on — chez nous que des prénoms : c'est patriote qui est le nom de famille ». Enfin, le défenseur intransigeant de la tradition française, M. Brunetière, dans sa conférence sur l'*Idée de patrie*, n'a pas caractérisé autrement la notion de patrie : « Divisés, dit-il, en tant d'autres points, pour tant d'autres causes, nous nous rapprochons, nous nous groupons, nous nous reformons autour de l'idée de patrie. Elle refai[illegible] incessamment l'unité que la politique défait tous les jours » [illegible]. *1*).

lui a faits le socialisme parlementaire, si nous ne rappelions ses origines et ses caractères.

J'examinerai donc, dans les trois conférences qui vont suivre : 1° l'évolution du patriotisme français ; 2° le patriotisme du socialisme parlementaire ; 3° l'anti-patriotisme du syndicalisme révolutionnaire.

I. — L'évolution du patriotisme français.

I

Le problème des origines commande l'histoire de toutes les grandes idées populaires. C'est dans la mesure où ces dernières gardent la spontanéité et la fraîcheur de leur formation primitive qu'elles sont vraiment puissantes. Le patriotisme français a dû incontestablement à ses origines la force incomparable de son rayonnement. Nous devons donc y insister.

Le sentiment patriotique date des guerres de la Révolution (1). Le paysan de France eut la révélation de la patrie, en défendant contre l'Europe coalisée la parcelle de terre et les droits politiques qu'il venait de conquérir. Non que le mot et l'idée de patrie fussent neufs. M. Brunetière a rappelé une page éloquente de Bossuet, où le grand orateur de la chaire

(1) La partie de nos explications qui a trait aux origines du patriotisme français paraît en même temps dans *Le Mouvement*, revue mensuelle artistique et sociale (*Paris,* 19, *rue des Saints-Pères*).

exalte l'amour de la patrie (1), et l'on sait l'usage que fit de ce terme le XVIIIe siècle (2). Mais la chose n'existait pas dans sa pleine réalité, puisque le peuple en était exclu. Les classes privilégiées, maîtresses du sol et du pouvoir, gardiennes des traditions et des gloires passées, étaient seules à la concevoir, tandis que les classes populaires, privées de propriété et de droits, restaient au-dessous de ce qui constituait la nation.

Même restreint aux degrés supérieurs de la société, le sentiment patriotique était d'ailleurs peu consistant. Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, il souffle un vent de cosmopolitisme qui emporte les quelques notions que les classes dirigeantes pouvaient avoir de la patrie. Les esprits affranchis se laissent aller à une sorte d'humanitarisme vague et sentent déjà, comme le dira plus tard Renan, que pour le penseur la patrie est quelque chose de borné et d'étroit. C'est le temps où Voltaire (3) promène à travers les cours d'Europe les idées nouvelles des philosophes. où les propos de Frédéric II et de la Grande Catherine jettent dans l'en-

(1) F. Brunetière : *L'idée de Patrie*, p. 29. Cette citation est extraite de la « *Politique tirée de l'Ecriture Sainte* » : « La société humaine, dit Bossuet, demande qu'on aime la terre où l'on habite ensemble ; on la regarde comme une mère et une nourrice commune ; on s'y attache et cela unit. C'est ce que les latins appellent *charitas patri soli*, l'amour de la patrie, et ils la regardent comme un lien entre les hommes. Les hommes, en effet se sentent liés par quelque chose de fort, lorsqu'ils songent que la même terre qui les a portés et nourris, étant vivants, les recevra dans son sein quand ils seront morts. »

(2) Saint-Simon, d'Argenson, l'abbé de Saint-Pierre entre autres emploient fréquemment les mots de *patrie* et de *patriotisme*.

(3) Voltaire : *Dictionnaire Philosophique*. V. *Patrie* : « Un eune garçon pâtissier qui avait été au collège et qui savait encore quelques phrases de Cicéron, se donnait un jour les airs d'aimer sa patrie.

« Qu'entends-tu par ta patrie ? lui dit un voisin ; est-ce ton

thousiasme tout ce qui a de l'esprit en France, où l'engouement pour l'étranger, surtout pour l'Angleterre, ne connaît pas de limites. Le même courant cosmopolite passe du reste à travers toute la pensée européenne : Schiller proclame qu'il est citoyen du monde et Gœthe écrit sur la patrie des pages pleines de désinvolture (1).

four ? est-ce le village où tu es né et que tu n'as jamais revu ? est-ce la rue où demeuraient ton père et ta mère qui se sont ruinés et qui t'ont réduit à enfourner des petits pâtés pour vivre ? est-ce l'Hôtel-de-Ville où tu ne seras jamais clerc d'un quartinier ? est-ce l'église de Notre-Dame où tu n'as pu parvenir à être enfant de cœur, tandis qu'un homme absurde est archevêque et duc avec vingt mille louis d'or de rente ?

« Le garçon patissier ne sut que répondre.

« Un penseur qui écoutait cette conversation conclut que dans une patrie un peu étendue, il y avait souvent plusieurs millions d'hommes qui n'avaient pas de patrie.

« Toi, voluptueux Parisien, qui n'as jamais fait d'autre voyage que celui de Dieppe pour y manger de la marée fraîche ; qui ne connais que ta maison vernie de la ville, ta jolie maison de campagne et ta loge à cet Opéra où tout le reste de l'Europe s'obstine à s'ennuyer ; qui parles assez agréablement ta langue parce que tu n'en sais point d'autre, tu aimes tout cela et tu aimes encore les filles que tu entretiens, le vin de Champagne qui t'arrive de Reims, les rentes que l'Hôtel-de-Ville te paie tous les six mois, et tu dis que tu aimes ta patrie !

« En conscience un financier aime-t-il sa patrie ?

« L'officier et le soldat qui dévasteront leur quartier d'hiver, si on les laisse faire, ont-ils un amour bien tendre pour les paysans qu'ils ruinent ?

« Où était la patrie du duc de Guise le Balafré ? Etait-ce à Nancy, à Paris, à Madrid, à Rome ?

« Quelle patrie aviez-vous, cardinaux de la Balue, Duprat, Lorraine, Mazarin ?

« Où fut la patrie d'Attila et de cent héros de ce genre qui en courant toujours n'étaient jamais hors de leur chemin ?

« Je voudrais qu'on me dit où était la patrie d'Abraham.

« Le premier qui a écrit que la patrie est partout où l'on se trouve bien est, je crois, Euripide dans son *Phaëton*.

« Mais le premier qui sortit du lieu de sa naissance pour chercher ailleurs son bien-être l'avait dit avant lui. »

(1) « Je suis fatigué, écrivait Gœthe en 1772 dans les *Annonces savantes de Francfort*, d'entendre dire que nous manquions de

En fait, il n'y avait d'esprit national ni en haut ni en bas. Comment y en aurait-il eu, puisque la nation, au sens réel du mot, n'existait pas ? D'où serait venu le sentiment patriotique, dans cette France qui n'était encore à la veille de la Révolution, selon le mot de Mirabeau, qu'une « agrégation inconstituée de peuples désunis » ? L'esprit local seul était fort. Le tableau de la France présente le spectacle d'une division infinie de pays non assimilés, unis simplement par le lien extérieur et personnel de la fidélité commune au roi. Le roi incarnait l'Etat : on était dévoué à la personne royale, et, par elle, à la France et à sa tradition. L'unité nationale se réduisait à cet attachement des sujets au prince, à cette relation d'homme à homme, à ce loyalisme monarchique.

Ce fut la Révolution qui, par son caractère essentiellement agraire (1), *réalisa* la nation. L'œuvre révolutionnaire se résume dans ce que Taine a appelé un transfert de propriété. Elle enleva la terre à ses possesseurs traditionnels et la donna au paysan. Le sol national, débarrassé des droits féodaux et morcelé, ne fut plus le monopole de quelques-uns, mais devint accessible à tous. La nation exista du jour

patriotisme, que nous n'avons pas de patrie, etc. Ce sont là des mots, rien que des mots. Si nous trouvons un endroit dans le monde où nous puissions être tranquilles, avec ce que nous possédons, un champ pour nous nourrir, une maison pour nous abriter, n'avons-nous pas là une patrie ? A quoi bon ces vains efforts pour faire renaître un sentiment que nous ne pouvons plus éprouver, qui n'a existé, qui n'existe que chez certains peuples, à des moments déterminés de l'histoire, et qui est le résultat d'un certain concours de circonstances ? » Levy-Bruhl : L'*Allemagne depuis Leibniz*, p. 246 (Paris, Hachette, 1890).

(1) Mallet du Plan écrivait en 1796 : « Les paysans ont gagné, et gagné seuls, des avantages immenses à la Révolution. » Et madame de Staël disait un peu plus tard : « Les jeunes gens et les étrangers, qui voient aujourd'hui le peuple enrichi par la division de la propriété et la suppression du régime féodal, ne peuvent avoir l'idée de la situation de ce pays lorsque la nation portait le poids de tous les privilèges. »

où le peuple la posséda. Désormais la nation, c'est le peuple.

Elle l'est d'autant plus que le peuple, avant de conquérir la terre, s'est emparé de l'Etat. L'affranchissement économique du paysan français n'a fait que suivre son affranchissement politique. La Révolution lui a donné la liberté et l'égalité avec la propriété. Ce sont là ses droits « inviolables et sacrés ». L'Etat passe des mains du roi aux mains du peuple : de domaine royal il devient domaine national. Tous ont les mêmes « droits », tous relèvent de la même autorité suprême qui est la loi. La souveraineté n'est plus concentrée en un seul, elle réside dans chacun, elle est diffuse dans la nation.

C'est dans l'ivresse de l'indépendance conquise que la nation prit possession d'elle-même. Elle l'annonça en termes épiques à l'univers. Ces paysans propriétaires ne prétendirent rien moins qu'enseigner la liberté au monde. Les conditions particulières de leur libération devinrent les conditions générales de la libération du genre humain. Ils dépouillèrent leur constitution de ce qu'elle avait de circonstantiel pour lui donner une valeur d'absolu. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen fut plus que la charte d'un peuple de paysans libres : elle devint le Code de l'humanité.

Dès lors, les éléments matériels et moraux du sentiment patriotique sont fournis : il ne tardera pas à s'affirmer. De jour en jour, la nation est de moins en moins une juxtaposition d'éléments étrangers les uns aux autres, la fusion s'opère, le lien social se forme, la conscience commune se dégage. Peu à peu, la France devient un corps collectif dont l'unification intérieure fait une individualité distincte, la communauté des intérêts crée la communauté des sentiments, le sacrifice pour la nation est conçu comme possible, le loyalisme patriotique se constitue.

II

Un événement historique d'une portée exceptionnelle précipita cette œuvre d'assimilation et fit surgir violemment le sentiment patriotique. Ce furent les « guerres de la Liberté ».

Le 11 juillet 1792, l'Assemblée législative proclamait la *patrie en danger* (1). Dès ce moment allait commencer ce duel gigantesque que la France révolutionnaire devait livrer à l'Europe monarchique et à la France de l'ancien régime. Contre la Prusse et l'Autriche, aliées de Louis XVI, des émigrés et du duc de Brunswich, ces propriétaires d'hier, ces citoyens de la veille se dressèrent comme un seul homme. Pour la première fois, c'était une guerre nationale, c'est-à-dire une guerre que la nation faisait pour son propre compte et non pour le compte du roi. Les paysans français défendirent, avec la furie du fanatisme, leur sol et leurs droits menacés. Valmy fut le triomphe des volontaires et des armées révolutionnaires contre les troupes royales et les troupes étrangères.

Le patriotisme français prend ainsi en naissant son double

(1) « Le peuple a, cette fois, dit M. Aulard, le sentiment et la preuve que c'est une guerre nationale qui va se faire, qu'il s'agit de ses propres intérêts à défendre et de la Révolution à maintenir par les armes, et la déclaration de la patrie en danger le force à quitter un instant sa charrue pour aller à la mairie, y voir de ses yeux le danger de la patrie, l'appareil des enrôlements volontaires et des mesures de réquisition, et y recevoir cette cocarde tricolore qu'il portera toujours, jusque dans les travaux des champs, comme le signe de ses devoirs et de ses sentiments nouveaux... Où est ce paysan qui, trois ans plus tôt, allait se cacher aux forêts et aux cavernes, comme un esclave ? Cette fois, c'est un homme libre qui se lève, qui se sent soldat et qui ne s'assièra qu'après avoir vaincu l'Europe. » (*Histoire générale*, t. VIII, p. 130).

caractère démocratique et guerrier. « Patriote » veut dire républicain et soldat. La légende embellira l'histoire. Les démocrates proclameront que, du jour au lendemain, comme les volontaires de Valmy, tout Français peut s'improviser l'héroïque défenseur de la nation. Les gloires des sans-culottes formeront, pendant tout le cours du XIXe siècle, la poésie des classes populaires (1). Quel est le citoyen obscur qui ne sentira battre en lui le cœur d'un volontaire de 93, prêt à donner sa vie pour défendre la France et la Révolution ?

En fait, tout autant que l'enthousiasme, les mesures prises par la Législative et la Convention avaient assuré le triomphe des armées révolutionnaires et jeté les bases guerrières du patriotisme démocratique (2). Ces mesures se résumaient toutes dans le principe de la *nation-armée*, c'est-à-dire du service obligatoire et personnel. Quel qu'ait été l'élan des volontaires, ils n'auraient peut-être pas trouvé dans leur seule ardeur patriotique le secret de leurs victoires : l'histoire dit que ces bataillons improvisés furent lamentables d'indiscipline et de désorganisation. Ce fut la pratique de la nation-armée et de l'*amalgame* — ou mélange des jeunes recrues et des troupes régulières — qui permit aux armées de la Révolution de bouleverser l'Europe.

L'identification de la patrie, de la nation et de l'armée va être ainsi le fondement de l'Etat démocratique moderne. L'universalisation des droits entraîne l'universalisation des devoirs : nul ne peut se dérober à la défense du patrimoine

(1) V. G. Sorel. *La Ruine du Monde antique*, p. 121 : « Les traditions révolutionnaires forment encore aujourd'hui la véritable poésie des travailleurs ; les exploits des sans-culottes intéressent tout homme du peuple, qu'il soit ouvrier de fabrique ou paysan. »

(2) V. Ch. Guieysse : La France et la Paix armée (*Editions de Pages libres*, 1905). Cf. *Le Mouvement Socialiste*, n° 159, Revue critique.

commun et tout bon citoyen aspire à être un bon soldat. L'assimilation du devoir civique au devoir militaire sera le support de notre démocratie guerrière. Le patriote, qui voit dans l'armée l'incarnation de la Patrie, transportera dans la vie sociale les règles de la vie militaire. La discipline qui inculque aux troupes le principe de l'obéissance aux chefs, inspirera la discipline qui impose aux masses le principe de l'obéissance aux lois (1). Le patriotisme sera le ciment de l'Etat.

Après Valmy, les guerres révolutionnaires consolidèrent le sentiment patriotique qui venait de naître. La France se trouva agrandie et étendue jusqu'à ce qu'on appelait ses « frontières naturelles » : le Rhin, les Alpes, les Pyrénées. L'épopée napoléonienne continua l'épopée révolutionnaire. Les guerres de la Révolution avaient été des guerres de liberté : les guerres de Napoléon furent des guerres de conquête. Il ne s'agissait plus de sauver le patrimoine matériel et moral menacé par l'Europe : il fallait au contraire l'élargir contre l'Europe même. La longue chevauchée impériale, qui poussa de capitale en capitale les armées de la France, qui porta à son paroxysme la gloire militaire, qui fit du continent européen un vaste camp retranché, communiqua une force inconnue à l'idée patriotique, démocratique et guer-

(1) En vertu de ce principe, Paul Bert écrivait, alors qu'il était ministre de l'Instruction Publique dans le cabinet Gambetta : « Le développement du bien-être matériel, les progrès mêmes de l'instruction, rendent les citoyens plus sensibles aux jouissances de tout ordre et tendent à les conduire à l'indifférentisme égoïste. D'autre part, le développement du sentiment de l'indépendance individuelle, conséquence du suffrage universel et de l'exercice incessant de la souveraineté, n'est pas de nature à fortifier le respect de la discipline, ni même le culte de la loi. *L'éducation militaire me paraît le plus puissant moyen, je ne dis pas de relever, mais de maintenir le niveau moral, par l'enseignement de l'obéissance raisonnée et des sacrifices légitimes.* »

rière. Napoléon n'avait parcouru les routes d'Europe que pour répandre l'esprit nouveau et l'imposer au monde. Il fut le formidable exécuteur de l'œuvre révolutionnaire.

Il y parvint d'autant mieux que l'organisation de l'Etat, faite sur un type centralisateur et unitaire, allait souder, comme dans un étau, les éléments divers de la nation. La guerre avait sans doute puissamment contribué à fondre en un seul bloc les hommes venus des différentes régions de la France. Mais l'assemblage ne pouvait être maintenu que par une forte organisation extérieure unissant les individus les uns aux autres.

On ne peut rien comprendre à la démocratie française si on n'a présentes à l'esprit ses origines révolutionnaires et napoléoniennes. L'Etat est organisé sur le plan de l'armée impériale. Il constitue un pouvoir souverain, capable de soumettre les citoyens à une règle de fer. L'organisme étatique, lorsqu'il dispose d'une puissance si écrasante, peut façonner à son gré les consciences et résorber en unité nationale les oppositions sociales. La même pensée peut être communiquée à tous, les mêmes sentiments éveillés chez tous, le même patriotisme entretenu au cœur de tous. L'Etat est la force unique d'où tout dérive, et sa mission est la grandeur de la Patrie. Si le lien patriotique, démocratique et guerrier, qui fait sa cohésion, se distend, il sera impuissant à veiller plus longtemps sur les intérêts supérieurs de la communauté nationale. Les destinées de l'Etat moderne sont solidaires des destinées de l'idée de Patrie.

Avec 1813 finit la marche triomphale, et la gloire militaire se ternit pour de longs jours. Les armées impériales ont reculé peu à peu, chassés par les revers, poursuivies par les défaites. Le drapeau français ne flotte plus au dehors, les conquêtes ont été l'une après l'autre perdues, et la France épuisée, prête à être envahie, se retrouve plus petite qu'avant la tourmente. Tous les triomphes et toutes

les gloires se sont dissipés comme la fumée au vent, et il ne reste plus au cœur des Français de 1813 que le désespoir des débâcles et l'humiliation des grandes chutes.

Waterloo fut le terme dernier de la série noire. Mais pour l'exaltation patriotique, ces heures sombres furent plus fécondes que les jours de victoire. Le patriotisme trouve une source plus profonde dans la douleur nationale que dans l'orgueil national. Les hommes de 1813 et 1815 sentirent battre en eux d'autant plus fort l'amour de la patrie que la patrie était foulée aux pieds. Les souvenirs des courses héroïques, qui avaient éclairé le monde avec des lueurs d'incendie, n'en furent que plus sacrés. Ils se trouvèrent recueillis au fond de l'âme populaire et s'y conservèrent longtemps. Et tout le siècle sera dominé par la hantise du drame napoléonien.

III

Le patriotisme français a été fort tant qu'il est resté fidèle à ses origines révolutionnaires et guerrières. Mais il est tombé en décomposition du jour où il a perdu tout caractère conquérant. C'est ce que montre l'histoire des grandes crises qu'il a subies.

Le premier fléchissement du sentiment patriotique fut provoqué par le débordement de pacifisme qui caractérisa le Second Empire. Le gouvernement impérial en fut le premier agent. L'Empereur n'avait gardé des traditions napoléoniennes que le décor : il en avait rejeté l'esprit. Le faste de ses expéditions militaires ne pouvait pas faire oublier qu'elles n'avaient pas la conquête pour cause. Si pompeuse fût-elle, la politique extérieure de l'Empire n'était plus dirigée vers la création d'une France aux limites toujours plus

reculées, menaçante pour ses ennemis, redoutable pour ses voisins, mais vers un but platonique de justice internationale et de protection du droit des faibles. Ce n'est pas pour des intérêts français que les troupes partaient pour l'Italie ou le Mexique : c'était pour un idéal abstrait et un rêve chimérique. Obsédé par le fameux principe des nationalités, le pouvoir ne pensait qu'à l'indépendance des peuples, à la paix du monde, à la fraternité universelle.

Un sentiment fondé sur la guerre ne peut pas se nourrir de la paix et l'idée de patrie succombe dans l'atmosphère du pacifisme. L'attitude chevaleresque de ce souverain poursuivi de songes n'était pas faite pour entretenir dans les âmes l'exaltation guerrière qui est le fond du patriotisme. Si elle flattait extérieurement les aspirations belliqueuses des masses, elle ne leur fournissait aucun aliment substantiel. Comment les passions héroïques auraient-elles été déchaînées dans la conscience populaire par un régime qui discréditait la guerre et déclarait que « l'Empire, c'est la paix » ? (1)

Le parti républicain eut un rôle plus actif encore dans la dissolution de l'esprit patriotique. Il ne faut pas s'étonner de cette rencontre de l'opposition et du pouvoir dans la même conception de l'action pacifique de la France. Comme le gouvernement impérial, le parti républicain empruntait aux idées de la Révolution la notion de la France « soldat de la liberté ». Mais, comme lui, et par le même paradoxe, il voulait ce soldat désarmé. Le mouvement de 1848 n'avait été qu'un retour inconséquent aux principes de 1792, de même que la politique impériale n'était qu'une reprise illogique des idées napoléoniennes. On parlait du droit supérieur des peuples à disposer d'eux-mêmes, on battait en brèche le principe dynastique, mais on dénonçait l'horreur des batail-

(1) Le 9 octobre 1852, à Bordeaux.

les et on voulait une France passive. L'épée ne devait pas sortir du fourreau. Ce n'était qu'un concert ininterrompu d'effusions fraternelles et d'appels à la paix éternelle. Au premier congrès pacifiste, tenu en 1849, s'étaient fait entendre de véhémentes protestations contre les armées permanentes, la servitude militaire, l'esprit de conquête et de guerre.

La lutte contre l'Empire ne fit que développer ces idées pacifistes du parti républicain. Par crainte de l'armée, l'opposition ne tendit qu'à ruiner le prestige de l'institution militaire et elle érigea en principe l'incompatibilité du métier des armes et de la société démocratique. Jules Simon réclamait la suppression de la caserne, son remplacement par l'instruction militaire à l'école, la substitution des milices à la nation armée. « Les armées permanentes sont jugées et condamnées, disait, en 1867, M. Magnin. Il n'y a que l'armement général du pays, alors que nous serions menacés par l'étranger, qui pourrait le rejeter hors de nos frontières. » En mai 1867, Gambetta inscrivait sur son programme pour les « la suppression des armées permanentes, cause de ruine finances et les affaires de la nation, source de haine entre les peuples et de défiance à l'intérieur. » On remet cependant en honneur l'héroïsme spontané des volontaires de Valmy. « Inutile au dedans pour la justice, s'écrie Jules Simon, le soldat n'est même pas nécessaire à la frontière. Un pays qui a des citoyens est invincible : cette terre enfante des vengeurs et des héros, comme un champ fertile qui donne par année deux moissons. » Mais le mot de guerre est insupportable à tout républicain, et on n'admet que la légitimité des guerres défensives. C'est Garnier-Pagès qui le proclame en plein parlement : « Si la guerre défensive, dit-il, est le plus saint des devoirs, la guerre offensive est le plus grand des crimes. »

Le pacifisme des milieux républicans donne naissance à

une innombrable littérature antimilitariste. On pense que la diffusion des lumières tuera le mal. Les romans d'Erckmann-Chatrian vont porter dans le peuple la satire du militarisme et des idées guerrières. Certains publicistes, comme M. Ferdinand Buisson, préconisent la « suppression de la guerre par l'instruction » et affirment que « tout homme a le droit et le devoir de refuser sa collaboration pour une boucherie ».

Il faut dire que cette agitation pacifiste ne prenait tant d'ampleur que parce qu'elle avait des causes économiques profondes. Le grand essor industriel de la France avait singulièrement modifié l'état traditionnel des esprits. L'expansion économique absorbe tous les efforts et la bourgeoisie oublie les idées pour ne penser qu'aux affaires. Les industriels et les commerçants laissent le bas peuple se passionner encore pour la légende patriotique : eux se préoccupent exclusivement de perfectionner la production, étendre les débouchés, maintenir la paix propice aux transactions. Au cadre du marché national, devenu trop étroit, ils substitueront le cadre international. Le libre-échange triomphe. Le capital n'a plus de patrie. Lorsque les intérêts d'une classe deviennent ainsi internationaux, ses sentiments subissent vite la même transformation. La peur de la guerre, l'amour de la paix à outrance, la critique des dépenses militaires, le scepticisme à l'égard des idées patriotiques, l'ironie envers les traditions du passé, voilà sur quels thèmes s'exercent les économistes et les publicistes qui traduisent les besoins nouveaux de la bourgeoisie (1). Il n'y a pas d'exemple plus frappant que le Second Empire, de l'opposi-

(1) Pour juger du ton des critiques adressées à l'armée, citons ce passage d'un discours de M. Ferdinand Buisson au Congrès de la Paix, à Lausanne, en 1869 : « Il faut que la mère de famille inculque de bonne heure à l'enfant cette idée que les armes, qu'un sabre, un fusil, un canon, sont des instruments

tion entre les institutions militaires et les institutions industrielles, qui a été si souvent signalée.

Cette désagrégation des croyances nationales ne va pas d'ailleurs sans provoquer d'âpres critiques. Des moralistes dénoncent cette perte par la classe capitaliste de tout sens patriotique, cette soif de richesses, ce mépris de l'idéal. Ils stigmatisent de grossier matérialisme la « sagesse bourgeoise ». Vermorel oppose l'enthousiasme des « hommes de 1848 » à la corruption des bourgeois du Second Empire : il flétrit amèrement l'abandon de « la vieille politique et des fictions de patrie, de nationalité, de grandeur territoriale, de gloire militaire ». Et un autre écrivain, Montégut, s'indigne à son tour contre « cette sorte de cosmopolitisme vague né de la préoccupation exclusive des intérêts matériels, et qui absorbait peu à peu toutes les âmes ».

A leur tour, les ouvriers se séparent du bloc national. Le libre-échange est actuellement un régime d'insolidarité sociale : non seulement il met aux prises les industriels et les commerçants d'un même pays et les oppose, comme s'ils appartenaient à des nationalités distinctes, mais il dresse encore irréductiblement les uns contre les autres ouvriers et patrons, que le protectionnisme voudrait unir dans de prétendus intérêts communs. Les causes qui détruisaient tout lien entre les hommes des classes possédantes engendrèrent donc nécessairement parmi les classes productrices un égal déta-

que nous devons regarder du même œil que nous considérons les instruments de torture employés il y a quelques siècles. Et quand on ne verra plus de badauds assister aux revues militaires ; quand, au lieu de l'admiration du titre et de l'épaulette, vous aurez habitué l'enfant à se dire : un uniforme est une livrée et toute livrée est ignominieuse, celle du prêtre et celle du soldat, celle du magistrat et celle du laquais, alors vous aurez fait faire un pas à l'opinion ». L'auteur de ces paroles enflammées a d'ailleurs été l'organisateur de l'enseignement primaire militariste en France.

chement de la nation. L'internationalisme ouvrier correspondit à l'internationalisme capitaliste. Le travail n'eut plus de patrie. C'est en 1864 que fut fondée « l'Association Internationale des Travailleurs », dont le but était de grouper les prolétaires de tous les pays dans une même organisation, au-dessus des frontières. Les questions sociales vont désormais remplacer les questions nationales. Mais autant l'idée nationale est un trait d'union puissant entre les hommes, autant l'idée sociale est un ferment de lutte entre les classes. Renan pouvait dire avec raison, en jetant un coup d'œil sur l'avenir, à la fin de son *Histoire d'Israël* : « Les questions sociales ne seront pas supprimées : elles prendront de plus en plus le pas sur les questions politiques et nationales. »

Les origines du patriotisme français sont donc complètement oubliées à la fin du Second Empire. A la veille de la plus désastreuse des guerres, la France ne parle que de désarmement et d'antimilitarisme : les congrès de la Paix se multiplient et annoncent la fin des conflits entre nations. La guerre de 1870-71 vint surprendre le pays classique du patriotisme guerrier en pleine idylle pacifiste, « comme un coup de foudre dans un ciel serein ». Le réveil fut terrible. La perte de l'Alsace et de la Lorraine, le paiement d'une indemnité de cinq milliards, s'ajoutèrent à la honte de l'invasion et de l'investissement de Paris.

IV

1870-71 répète 1813-15. Ce fut le même sursaut de foi patriotique qui succéda, à plus d'un demi-siècle de distance,

à d'identiques désastres (1). Le régime impérial, traître aux traditions guerrières, sombra dans le cataclysme national, et le régime républicain, qui lui succéda, fut un retour pur et simple au patriotisme conquérant de la Révolution et du Premier Empire.

L'idée de patrie s'identifie désormais à l'idée de République. La dissolution du sentiment patriotique avait été provoquée par son alliage avec son contraire, le sentiment pacifiste : la République reniera le pacifisme. Gambetta et ses amis commencent par un aveu public des « erreurs humanitaires » de leur jeunesse. Comme on l'a remarqué, le « repentir de Gambetta » fut le repentir de tous les républicains de sa génération (2). Jules Ferry en était encore hanté, en 1885 : « Vous souvient-il, disait-il à Bordeaux, que sous l'Empire nous ne disions pas beaucoup de bien du militarisme ? Vous rappelez-vous ces vagues aspirations vers le désarmement général, le détachement manifeste du véritable esprit militaire, cette tendance à la création d'une sorte de garde nationale universelle, qui caractérisait la démocratie d'alors ? Ces idées-là eurent des partisans : plusieurs d'entre nous les ont professées, y ont incliné, s'y sont laissé prendre. Mais, je vous le demande, en est-il un seul aujourd'hui qui n'ait pas été converti par les événe-

(1) Pierre Laffite a glorifié ce retour à la tradition patriotique, dans l'éloge qu'il consacrait à Gambetta dans la *Revue Positiviste* (1883. I. p. 120) : « La résistance désespérée de 1870 rendit à la France elle-même le sentiment de son individualité collective, qu'elle tendait à perdre dans les enivrements d'un économisme triomphant, dont les basses aspirations et les lâchetés se dissimulaient en vain sous les apparences d'une philantrophie trompeuse. »

(2) V. Georges Goyau. *L'Idée de Patrie et l'Humanitarisme* (Paris, Perrin et Cie, 1903). Nous avons emprunté au livre de M. Goyau un grand nombre des citations reproduites dans cette partie de votre exposé historique.

ments? Ce pays a vu la guerre de 1870 : il a tourné le dos pour jamais à ces utopies périlleuses et décevantes. »

La tâche urgente des fondateurs de la Troisième République fut-elle aussi de communiquer au pays une persistante émotion guerrière, capable de préparer la « revanche ». Le premier moyen fut la réorganisation militaire, sur les bases de l'armée révolutionnaire et napoléonienne. La Restauration avait aboli la conscription organisée par la loi de l'An VI : elle voulait ruiner le principe de la nation armée et revenir aux pratiques de l'Ancien Régime. Elle constitua ainsi un ensemble de forces militaires permanentes, avec des soldats peu nombreux mais servant longtemps. Le tirage au sort présidait au choix des enrôlements et le remplacement était permis. Ce système, nuisible au développement de l'esprit patriotique, et qui méconnaissait les exigences de la guerre moderne, ne pouvait que faire faillite. Après 1871, on se rendit compte que si la Prusse avait vaincu, c'est qu'elle s'était emparée du secret des victoires napoléoniennes. A son tour, la France battue allait s'inspirer du régime militaire prussien, pour se créer une armée moderne sur les bases du service personnel et obligatoire : elle revenait aux institutions qui lui avaient valu Iéna (1).

On peut dire que l'effort constant des républicains patriotes a été l'accroissement régulier des effectifs. Les lois militaires de 1872, de 1889 et de 1905 ont poussé peu à peu le principe de la nation armée jusqu'à ses extrêmes limites. Le parlement s'est toujours montré prodigue pour le budget de la guerre et l'a laissé se gonfler d'année en année, pour ainsi dire sans protestation ni contrôle.

(1) V. *De Mun.* Discours (III, p. 464) : « Au lendemain de 1870, l'obligation du service personnel en temps de guerre apparut à tout le monde comme la réforme militaire ; il n'y avait qu'à écrire dans la loi et à organiser ce que le sentiment patriotique venait de faire éclater dans les faits. »

En même temps qu'on reconstituait l'armée, on remettait à honneur l'esprit militaire. Gambetta, dans un discours sur Hoche, en 1872, en faisait la condition indispensable de la victoire. Il y revenait plus tard, à Cherbourg, lorsqu'il déclarait que « le point de vue militaire » est le premier auquel doit se placer un État (1). Militarisme et Démocratie, Armée et République redeviennent donc synonymes, comme au temps des origines du patriotisme français. L'Armée est l'image vivante de la Patrie. Instrument de la revanche future, condition de la grandeur de la France dans le monde, elle est la suprême pensée et la suprême idole. Le métier de soldat est une sorte de sacerdoce, qui place celui qui en est investi au-dessus des conditions ordinaires de la vie. Incontestable et incontestée, l'institution militaire domine toutes les institutions sociales.

L'œuvre scolaire vint compléter l'œuvre militaire. L'école fut conçue comme l'antichambre de la caserne. On y devait instruire le futur soldat en même temps que le futur citoyen, ou plutôt, puisqu'ils se trouvaient confondus, on ne pouvait qu'éduquer l'un en éduquant l'autre. L'instituteur fut revêtu d'un caractère aussi sacré que l'officier. Il devait procéder à la formation patriotique des générations nou-

(1) Les amis de Gambetta ont insisté sur le caractère militariste du patriotisme qu'il fondait. Dans le volume consacré par M. Joseph Reinach au « grand ministère », on lit : « Gambetta savait le secret de l'uniforme et ceux qui portaient l'uniforme ne l'ignoraient pas... Passionné pour la politique, pour le triomphe de son parti, il y devenait indifférent sur le terrain des questions militaires. » On sait quel poste de confiance il donna au général de Miribel. — M. Emmanuel Arène a pu écrire également (*Matin*, 22 oct. 1888) : « Auprès de Gambetta, on savait vraiment ce que c'est que l'armée, comment il faut en parler, comment on doit la vénérer et l'aimer. Il y avait pour ce patriote admirable, pour ce grand esprit, deux ministères d'où la politique était exclue : les Affaires Etrangères et la Guerre. »

velles, leur inspirer l'amour fanatique de la France (1), le culte de l'armée, de la gloire militaire, de l'héroïsme guerrier. L'enseignement porta sur l'histoire des hauts faits, des batailles, des grands heurts de peuple à peuple. C'était bien le moins que l'âme des soldats de demain fût pêtrie d'émotions patriotiques. Les publications militaristes, les manuels nationalistes, les reproductions de batailles, les biographies de grands capitaines, envahirent les écoles du

(1) Voici quelques extraits des livres scolaires :

Extrait du *Manuel d'Education morale*, par l'ancien ministre Burdeau, p. 95 : « Qui devons-nous aimer encore ? — Il faut aimer tous les hommes même ceux qui ne sont pas Français. — Pouvons-nous aimer les Allemands ? — Ceux qui ont blessé la France, qui oppriment les Français d'Alsace-Lorraine, nous ne pouvons pas songer à les aimer. »

Extrait de l'*Instruction civique à l'Ecole*, par Paul Bert, p. 83 : « Rappelez-vous bien les paroles de votre vieil instituteur : « Pas de haine entre les Français ; gardez-la pour l'ennemi ! »

Extrait de l'*Education Morale et l'Instruction civique*, par A. Mézières, de l'Académie française, p. 80 : « Vous servirez un jour la France sous l'uniforme du soldat. Ce jour-là, mes enfants, vous devez au pays tout votre sang. L'histoire nationale est remplie d'actes de courage admirables, accomplis sur les champs de bataille. Nourrissez votre mémoire de ces glorieux souvenirs et prenez d'avance la résolution de tout sacrifier, lorsque vous serez grands, au salut de la patrie, à l'honneur du drapeau. »

Extrait des *Lectures choisies*, par Bonnehon et Turgan, p. 110 : « La langue française est celle où l'on dit le mieux ce qu'on veut dire, où il est plus difficile aux malhonnêtes gens de tromper les autres. » P. 202 : « Le peuple français est le seul peuple dont les mœurs peuvent se dépraver sans que le fond du cœur se corrompe. »

Extrait des *Leçons de morale*, par Curé et Houzelle, p. 151 : « Il n'est pas de patrie qui mérite mieux d'être aimée que la France. »

Extrait du *De tout un peu*, par Tarteré, p. 72 : « Que voulez-vous faire quand vous serez grand ? — Monsieur, je veux être soldat pour aller à la guerre et tuer beaucoup de Prussiens. »

peuple. L'enseignement religieux, proscrit, fut remplacé par l'enseignement patriotique. Dieu céda la place à la Patrie. Les chansons guerrières, les exercices militaires, les bataillons scolaires, les sociétés de tir et de gymnastique devaient parachever l'apprentissage du futur soldat (1).

Voilà comment renaquit le patriotisme français, conquérant et démocratique. Tant que les souvenirs du désastre seront puissants, on n'entendra plus parler de pacifisme et d'antimilitarisme. Mais les temps vont venir à nouveau où les préoccupations économiques et l'amour de la paix chasseront la foi traditionnelle : il se passera un phénomène identique à celui qui a marqué la fin du Second Empire. C'est la seconde crise de l'idée de Patrie.

V

Ce fut Jules Ferry lui-même qui porta les premières atteintes à l'œuvre patriotique qu'il avait si fortement organisée. La « politique d'affaires », dont il fut l'artisan essentiel dès 1885, dépouilla rapidement de tout idéal les classes

(1) *Paul Bert. — De l'Education civique.* Discours du 6 août 1882 (Paris, Picard, 1882) : « Oui, c'est l'esprit militaire qu'il faut développer, sans lequel les armes, les canons, les forteresses ne seraient que d'inutiles instruments. » Il glorifie encore « le chauvin qui porte dans son cœur le culte de la Patrie ». Ailleurs, Paul Bert réclame « des fusils pour l'école; oui, le fusil, le petit fusil que l'enfant apprendra à manier dès l'école, dont l'usage deviendra pour lui *chose instinctive.* » Gambetta n'avait-il pas dit, dès le 26 juin 1875, à Bordeaux : « Il faut mettre partout, à côté de l'instituteur, le gymnaste et le militaire, afin que nos enfants, nos soldats, nos concitoyens soient tous aptes à tenir une épée, à manier un fusil, à faire de longues marches, à passer les nuits à la belle étoile, à supporter vaillamment toutes les épreuves pour la patrie. » (Discours II, p. 23.)

dirigeantes. Les souvenirs de la défaite devinrent moins cuisants, les désirs de la revanche se firent moins impérieux, et l'expansion économique imposa ses besoins de paix et de sécurité. On cessa de tourner obstinément les yeux vers la trouée des Vosges : on n'eut plus de regards que pour les territoires coloniaux. La bourgeoisie ne songea qu'à créer des débouchés, établir des comptoirs, se lancer dans de fructueuses entreprises. L'initiateur de l'expédition du Tonkin ne se doutait peut-être pas jusqu'à quelles profondeurs il ruinait l'idéalisme patriotique. Homme d'Etat du grand capitalisme, il servait naturellement cette « politique des intérêts », peu compatible avec l'exaltation des sentiments héroïques, mais indispensable à la prospérité des affaires.

Qui ne se souvient de cette débauche de spéculations financières, d'aventures industrielles et commerciales, qui caractérise cette époque et renouvelle les beaux jours du second Empire ! Ce n'est plus qu'un débordement de scandales, où sombre, comme dans un cloaque, le prestige d'un parlement corrompu, d'une presse à tout faire, d'une démocratie tout entière soumise aux puissances d'argent. L'opportunisme coule à pleins bords, et ce ne sont précisément pas les aspirations éternelles vers le sublime qu'il porte en lui : mais on assiste à un affaissement général des consciences, qui va devenir de plus en plus général.

Il arriva, ce qui était fatal, que du jour où l'idée de patrie faiblit à nouveau, elle cessa de dominer les partis et tomba dans la mêlée politique. Le fait que, dès 1888, les factions politiques s'accusent les unes les autres de trahir la patrie et revendiquent chacune le monopole de sa défense, prouve surabondamment la décadence de l'esprit patriotique. Le boulangisme naquit de cette décomposition. Contre l'opportunisme corrupteur de Jules Ferry et ses amis, il se forma une coalition invraisemblable d'éléments hétéroclites, qui

vit un moment se mêler même des fractions démocratiques aux partis réactionnaires, et dont le prétexte était la préparation de la Revanche ! Autour d'un général d'aventure, à qui des mots heureux et une bonne étoile avaient gagné la faveur populaire, se constitua ainsi un vaste « syndicat de mécontents », qui n'eut pour but que l'exploitation politique du sentiment patriotique. Il serait difficile de concevoir équipée plus fatale au patriotisme français que l'aventure boulangiste. Le café-concert et l'image d'Epinal, qui furent ses grands moyens de propagande, étaient à la vérité insuffisants pour ranimer l'espoir en la Revanche, défaillant au cœur des citoyens. Le général Boulanger eut beau attacher son nom à ces « réformes militaires » importantes, que furent l'octroi de la gamelle aux soldats et la permission de porter la barbe, puis la peinture des guérites aux couleurs tricolores. C'était là une démagogie par trop inférieure, qui devait tuer sous le ridicule ses metteurs en scène. Le patriotisme ne pouvait survivre à pareille parodie (1).

Ce n'est pas Déroulède, avec sa « Ligue des Patriotes », qu allait lui apporter le salut. Le tumulte de ses manifestations théâtrales, le tapage de ses discours pompeux ne fit qu'ac-

(1) Les radicaux infidèles à la tradition et les vrais patriotes sentirent ce qu'avait de mortel pour le patriotisme cette caricature de l'idée de patrie. Le directeur de la *Dépêche* de Toulouse le rappelait, en termes amers, dans un article du 4 mars 1901 : « Cette Revanche de café-concert, survenant après les fièvres de l'affaire Schnæbélé, épuisa chez les badauds l'ardeur patriotique mais elle découragea les patriotes véritables. La décadence de notre armée date de cette époque. Elle a commencé avec l'impudent charlatanisme d'un général de parade, qui battait *la Marseillaise* sur le tambour de Bobèche et qui nous consolait de Strasbourg par Longchamps. Les gens sérieux auraient éprouvé quelque honte à emboîter le pas d'une Revanche qui les menait sur un terrain plus propice aux steeples-chases qu'aux batailles rangées. »

croître le discrédit du patriotisme. Il tua définitivement la « politique de la Revanche », en la rendant grotesque (1).

L'alliance franco-russe, qu'exaltèrent si haut les patriotes professionnels, porta le plus rude coup peut-être au patriotisme traditionnel. Tant que la France était restée isolée en face de l'Allemagne, la tension du sentiment patriotique, fait de ressentiments et d'espoirs, était possible. Lorsque les Français sentirent qu'ils n'étaient plus seuls, qu'un allié leur était venu, ils laissèrent s'éteindre définitivement en eux toute foi guerrière. A l'ombre de l'alliance franco-russe, ils oublièrent les souvenirs de l'Année Terrible, ils cessèrent de penser aux provinces perdues et ne songèrent plus qu'à leurs affaires.

La dissolution du patriotisme, activée par toutes ces causes, allait prendre des proportions imprévues avec l'Affaire Dreyfus. L'Armée et la Démocratie, jusque-là confondues, se dressèrent l'une contre l'autre et, pour la première fois, s'opposèrent. Ainsi s'écroulait l'un des fondements du patriotisme français. Au fond, l'œuvre gambettiste ne pouvait durer que par une tension du lien patriotique : la dislocation devait s'effectuer sitôt qu'un relâchement allait se produire. L'Armée et la Démocratie ne sont intimement mêlées que si un grand but guerrier maintient leur fusion. Mais l'incompatibilité entre l'esprit militaire et l'esprit démocratique se fait jour du moment où disparaissent les aspirations guerrières et où les intérêts de la vie pratique absorbent tous les efforts. Si l'armée est le régime de l'obéis-

(1) Voici ce que dit encore, à propos de Déroulède, le directeur de la *Dépêche*, dans le même article : « C'était une idée grotesque de vouloir qu'on ne pût aimer son pays que moyennant une cotisation et un emblème à la boutonnière. Ce fut une entreprise insupportable qui émit la prétention de rassembler les patriotes en une Ligue et de les embrigader sous la conduite d'un homme dont le plus grand mérite fut d'avoir une taille de tambour-major et une lévite à sous-pieds. »

sance, la démocratie est celui de la critique. Et par là, nous touchons au cœur de la crise de l'Etat moderne. Fait pour la conquête, son unité n'est assurée que dans la mesure où toutes les activités se tournent vers ce but : l'esprit de subordination, inhérent à l'institution militaire, impose alors silence à l'esprit de discussion, caractéristique de l'institution démocratique. Mais ce dernier reprend le dessus sitôt que tiédissent les sentiments héroïques, et la démocratie est ainsi livrée aux mille forces discordantes qu'elle porte en elle.

L'affaire Dreyfus n'a pas eu d'autre sens. Elle a marqué l'abandon des traditions militaristes et patriotiques par la démocratie dirigeante, et ce renoncement a atteint des proportions que nul ne prévoyait. L'œuvre des fondateurs de la troisième République en a été détruite du coup. Gambetta avait placé l'armée au-dessus de la nation, dans un rayonnement de chose sainte. A l'écart des agitations de la politique, elle veillait sur les destinées de la Patrie, et nulle discussion ne devait l'effleurer. Lorsqu'on s'aperçut qu'un tribunal militaire avait jugé par ordre, en dehors des garanties élémentaires de la défense, sans communiquer à l'accusé toutes les pièces, en accumulant les faux et les mensonges, les défenseurs de l'armée s'insurgèrent contre toute révision, qu'ils estimaient criminelle par cela même qu'elle livrait en pâture à la critique les actes de l'Etat-major. Ils étaient fidèles à la tradition gambettiste. La Raison d'Etat a des raisons que la raison ne connaît pas. Le salut de la Patrie exige le respect aveugle de l'armée. Le silence s'impose sur les fautes et les crimes qui la disqualifieraient s'ils étaient connus. On ne saurait estimer selon les règles de la morale vulgaire les actes des grands chefs militaires. « Votre justice n'est pas la nôtre », pouvait dire avec raison le commandant Ravary.

Dix ans plus tôt, c'est d'une voix unanime que l'opinion

publique aurait sanctionné ces vérités patriotiques. Maintenant c'est en réclamant la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil, la suppression des conseils de guerre, la condamnation des hommes de l'Etat-major, la ruine de l'intangibilité de l'armée, les Droits de l'homme et du citoyen, que les démocrates répondirent aux représentants de la tradition. Les tares du haut commandement furent impitoyablement mises à nu ; les scandales du procès Dreyfus, révélés avec éclat, émurent le monde entier ; et l'idole militaire tomba sous ces coups doublement sacrilèges et chaque jour répétés (1).

Dans ce duel entre l'esprit militaire et l'esprit démocratique, qui l'a emporté? Vous savez à quel compromis eut recours le ministère Waldeck-Rousseau-Millerand. On grâcia Dreyfus, pour la seconde fois condamné par un nouveau conseil de guerre. On voulait ainsi apaiser les deux camps et satisfaire à la fois la Raison d'Etat, triomphante après le jugement de Rennes, et les Droits de l'Homme et du Citoyen, vainqueurs par la libération du condamné.

Les démocrates n'avaient pas osé aller jusqu'au bout. Ils étaient nombreux, parmi eux, ceux qui, sentant monter en eux le vieux patriotisme militariste, avaient répudié les

(1) Voici comment M. Durkheim exposait, en 1898, dans l'enquête de l'*Humanité Nouvelle* sur le *militarisme*, les raisons fondamentales du dreyfusisme : « Un groupe social (l'armée), ainsi mis à part et au-dessus des autres, devait nécessairement en venir à s'isoler en lui-même et à considérer de haut, sans beaucoup de sympathie, les idées, les besoins, les aspirations de la société ambiante. D'un autre côté, il y a une contradiction interne à ce qu'un peuple comme le nôtre dont le rôle historique et la raison d'être ont été de proclamer les droits du libre examen et la suprématie du pouvoir civil, accorde une telle prépondérance au pouvoir militaire à la servitude intellectuelle qu'elle incarne. Deux principes aussi contraires ne pouvaient coexister sans en venir, un jour où l'autre, à se heurter violemment, et c'est à ce conflit que nous assistons aujourd'hui. »

attaques violentes contre l'armée. Mais il n'en reste pas moins que la demi-mesure à laquelle ils s'arrêtaient par prudence, ne proclamait que mieux la faillite du patriotisme traditionnel. Elle aboutissait à augmenter le discrédit du pouvoir militaire et à assurer la prépondérance du pouvoir civil. C'était le renversemsnt de l'édifice élevé par Gambetta. Et de fait, du jour où l'armée n'est plus qu'*à la suite* des maîtres de l'heure, du jour où elle est obligée de servir les desseins politiques des ministères du moment, elle cesse d'être elle-même et perd toute vertu.

C'est pourquoi la « républicanisation » de l'armée, c'est-à-dire son inféodation au parti qui détient le pouvoir, signifie sa décadence (1). La suite l'a prouvé. Jamais institution n'avait connu ce degré de désorganisation intérieure où elle est parvenue. Les divisions, jusque-là paralysées par un sentiment supérieur de la discipline, ont éclaté, provoquées par le gouvernement lui-même. La délation est devenue un moyen d'avancement. L'affaire des « fiches » restera comme une accusation permanente contre les procédés d'espionnage républicain introduits dans l'armée par le ministère Combes.

Nous sommes loin des traditions léguées par les premiers hommes d'Etat de la Troisième République. L'arme essentielle de la défense nationale est faussée. Qui pourrait donc contester que l'une des assises du patriotisme français ne tient plus sur ses bases ?

HUBERT LAGARDELLE.

(*A suivre.*)

(1) M. Bérenger a exposé lumineusement les vues des démocrates, dans un article de l'*Action* du 24 août 1905, paru sous ce titre : *L'Armée et la République*. On y lit : *Nous voulons que les soldats de la République soient commandés par des officiers républicains*. Il s'agit, autrement dit, de remplacer dans l'armée la « caste » cléricale par la « caste » franc-maçonnique !

Réflexions
sur la Violence (1)

(Fin.)

CHAPITRE VI

La moralité de la violence (2).

I

Les codes prennent tant de précautions contre la violence et l'éducation est dirigée en vue d'atténuer tellement nos tendances à la violence que nous sommes conduits instinctivement à penser que tout acte de violence est une manifestation d'une régression vers la barbarie. Si l'on a si souvent opposé les sociétés industrielles aux sociétés militaires, c'est que l'on considère la paix comme étant le premier des biens et la condition essentielle de tout progrès matériel : ce dernier point de vue nous explique pourquoi, depuis le XVIIIe siècle et presque sans interruption, les économistes ont été partisans de pouvoirs forts et assez peu soucieux des libertés politiques. Condorcet adresse ce reproche aux élèves de

(1) Voir les numéros précédents depuis janvier 1906.
(2) Ce chapitre et le suivant sont notablement plus développés que dans le texte primitif.

Quesnay et Napoléon III n'eut pas de plus grand admirateur que Michel Chevalier (1).

On peut se demander s'il n'y a pas quelque peu de niaiserie dans l'admiration que nos contemporains ont pour la douceur ; je vois, en effet, que quelques auteurs, remarquables par leur perspicacité et leurs hautes préoccupations morales, ne semblent pas autant redouter la violence que nos professeurs officiels.

M. P. Bureau a été extrêmement frappé de rencontrer en Norwège une population rurale qui est demeurée très profondément chrétienne : les paysans n'en portent pas moins un poignard à la ceinture ; quand une querelle se termine à coups de couteau, l'enquête de la police n'aboutit pas en général, faute de témoins disposés à déposer. L'auteur ajoute (2) « : Le caractère amolli et efféminé des hommes est plus redoutable que leur sentiment même exagéré de l'indépendance et un coup de couteau donné par un homme honnête en ses mœurs, mais violent, est un mal social moins grave et plus facilement guérissable que les débordements de la luxure de jeunes gens réputés plus civilisés. »

J'emprunte un second exemple à M. P. de Rousiers, qui est, tout comme P. Bureau, un catholique fervent et préoccupé de morale. Il raconte comment, vers 1860, le pays de Denver, grand centre minier des Montagnes-Rocheuses, fut purgé des bandits qui l'infestaient ; la magistrature américaine étant impuissante, de courageux citoyens se mirent à

---

(1) Un jour Michel Chevalier entra rageusement dans la salle de rédaction des *Débats* : « Ses premiers mots furent : J'ai conquis la liberté ! On était plein d'attente, on demanda des explications. Il s'agissait de la liberté de la boucherie ». (Renan, *Feuilles détachées*, p. 149).

(2) P. Bureau. *Le paysan des fjords de Norwège*, pp. 114-115.

l'œuvre : « La loi de Lynch était fréquemment appliquée ; un homme convaincu de meurtre ou de vol pouvait se voir arrêter, juger, condamner, en moins d'un quart d'heure, pour peu qu'un comité de vigilance énergique s'emparât de lui... L'Américain honnête a l'excellente habitude de ne pas se laisser écraser, sous prétexte qu'il est honnête ; un homme d'ordre n'est pas nécessairement un trembleur, comme cela arrive trop souvent chez nous ; au contraire, il considère que son intérêt doit passer avant celui d'un repris de justice ou d'un joueur. De plus, il possède l'énergie nécessaire pour résister... Un tel homme, placé dans un pays neuf et plein de ressources, voulant profiter des richesses qu'il renferme et conquérir par son travail une situation élevée, n'hésitera pas à supprimer, au nom des intérêts supérieurs qu'il représente, les bandits qui compromettent l'avenir de ce pays. Voilà pourquoi tant de cadavres se balançaient à Denver, il y a vingt-cinq ans, au-dessus du petit pont jeté sur le Cherry-Creek (1) ».

C'est bien là chez M. de Rousiers une opinion réfléchie, car il revient encore, ailleurs, sur cette question. « Je sais, dit-il, que la Loi de Lynch est généralement considérée en France comme un symptôme de barbarie... mais si les honnêtes gens d'Europe pensent ainsi, les honnêtes gens d'Amérique pensent tout autrement (2) ». Il approuve hautement le comité de vigilance de la Nouvelle-Orléans qui en 1890 pendit « à la grande satisfaction de tous les honnêtes gens », des *maffiosi* acquittés par le jury (3).

Il ne semble pas qu'au temps où la *vendetta* fonctionnait

(1) De Rousiers. *La vie américaine. Ranches, fermes et usines*, pp. 224-225.
(2) De Rousiers. *La vie américaine. L'éducation et la société*, p. 218.
(3) De Rousiers. *Loc. cit.*, p. 221.

régulièrement en Corse, pour compléter ou corriger l'action d'une justice trop boiteuse, la population eût une moindre moralité qu'aujourd'hui. Avant la conquête française, la Kabylie ne connaissait pas d'autre mode de répression que la vengeance privée et les Kabyles n'étaient pas de mauvaises gens.

On concédera aux partisans de la douceur que la violence peut gêner le progrès économique et même qu'elle peut être dangereuse pour la moralité, lorsqu'elle dépasse une certaine limite. Cette concession ne peut point être opposée à la doctrine exposée ici, parce que je considère la violence seulement au point de vue de ses conséquences idéologiques ; en effet, pour amener les travailleurs à regarder les conflits économiques comme des images affaiblies de la grande bataille qui décidera de l'avenir, il n'est point nécessaire qu'il y ait un grand développement de la brutalité et que le sang soit versé à flots. Si une classe capitaliste est énergique, elle affirme constamment sa volonté de se défendre ; son attitude franchement et loyalement réactionnaire contribue, au moins autant que la violence prolétarienne, à marquer la scission des classes qui est la base de tout le socialisme.

Nous pouvons utiliser ici la grande expérience historique fournie par les persécutions que le christianisme eut à subir durant les trois premiers siècles. Les auteurs modernes ont été si frappés par le langage des Pères de l'Eglise et par les détails donnés dans les actes des martyres, qu'ils se sont représenté généralement les chrétiens comme des proscrits. dont le sang ne cessait de couler avec abondance. La scission fut extraordinairement marquée entre le monde païen et le monde chrétien ; sans cette scission, jamais celui-ci n'aurait pu acquérir sa pleine personnalité ; mais cette scission a pu se maintenir sans que les choses se soient passées comme on le pensait autrefois.

Personne ne croit plus que les chrétiens se réfugiaient

dans des carrières souterraines pour échapper aux perquisitions de la police ; les catacombes furent creusées, à très grands frais, par des communautés disposant d'importantes ressources, sous des terrains qui appartenaient, en général, à de puissantes familles, protectrices du nouveau culte. Personne ne met plus en doute qu'avant la fin du premier siècle, le christianisme avait des adhérents au sein de l'aristocratie romaine ; « dans la très ancienne catacombe de Priscille, on a retrouvé la sépulture de la lignée chrétienne des Acilii, du premier au quatrième siècle (1) ». Il semble qu'il faille abandonner aussi l'opinion ancienne relative au grand nombre de martyrs.

Renan admettait encore que la littérature des martyrs devait être prise au sérieux : « Les détails des actes, disait-il, peuvent être faux pour la plus grande partie, l'effroyable tableau qu'ils déroulent devant nous n'en fut pas moins une réalité. On s'est souvent fait de trompeuses images de cette lutte terrible... on n'en a pas exagéré la gravité (2) ». Les recherches de M. Harnack conduisent à une tout autre conclusion ; il n'y aurait aucune mesure entre le langage des auteurs chrétiens et l'importance matérielle des persécutions ; il y aurait eu très peu de martyrs avant le milieu du troisième siècle. Tertullien est l'écrivain qui a le plus fortement marqué l'horreur que la nouvelle religion éprouvait pour ses persécuteurs et cependant voici ce que M. Harnack dit : « Un regard jeté à l'aide des ouvrages de Tertullien sur Carthage et l'Afrique du Nord, montre qu'avant l'an 180 il n'y eut dans ces régions aucun martyr et que, depuis lors jusqu'à la mort de Tertullien (après 220) elles n'en comptèrent, même en y joignant la Numidie et la Mauritanie, guère

(1) P. Allard. *Dix leçons sur le martyre*, p. 171.
(2) Renan. *Eglise chrétienne*, p. 317.

plus de deux douzaines (1) ». Il faut songer qu'à cette époque il y avait en Afrique un assez grand nombre de montanistes qui exaltaient beaucoup la gloire du martyre et n'admettaient point que l'on eût le droit de fuir la persécution.

M. P. Allard a combattu la thèse de M. Harnack par des arguments assez faibles (2) ; il ne parvient point à comprendre l'énorme distance qui peut exister entre l'idéologie des persécutés et la réalité. « Les chrétiens, dit le professeur allemand (3), pouvaient se plaindre d'être comme des troupeaux poursuivis, et pourtant cela n'avait pas lieu d'ordinaire ; ils pouvaient se considérer comme des modèles d'héroïsme, et cependant étaient rarement mis à l'épreuve » ; et j'appelle l'attention sur cette fin de la phrase : « Ils pouvaient se placer au-dessus des grandeurs du monde et, en fait, s'accommodaient toujours plus à lui ». Il y a, en effet, quelque chose de paradoxal, au premier abord, dans la situation de l'Eglise, qui avait des fidèles dans les hautes classes, obligés de vivre en faisant beaucoup de concessions aux usages et qui cependant pouvait maintenir une idéologie de la scission. Les inscriptions de la catacombe de Priscille nous montrent « la perpétuité de la foi dans une série de générations d'Acilii, dans lesquelles se rencontrent... des prêtres, des prêtresses, même des enfants, membres des illustres collèges idolâtriques, réservés par privilège aux praticiens et à leurs fils (4) ». Si l'idéologie chrétienne avait été rigoureusement déterminée par les faits matériels, un tel paradoxe eût été impossible.

---

(1) P. Allard. *Op. cit.*, p. 137.
(2) *Revue des questions historiques*, juillet 1905.
(3) P. Allard. *Op. cit.*, p. 142. Cf., ce que j'ai dit dans le *Système historique de Renan*, pp. 312-315.
(4) P. Allard. *Op. cit.*, p. 206.

La statistique des persécutions ne joue donc pas ici un grand rôle ; des circonstances notables qui se produisaient au cours des scènes de martyre, avaient beaucoup plus d'importance que la fréquence des supplices. C'est en raison de faits assez rares, mais très héroïques, que l'idéologie s'est construite : les martyrs n'avaient pas besoin d'être nombreux pour prouver, par l'épreuve, la vérité absolue de la nouvelle religion et l'erreur absolue de l'ancienne, pour établir ainsi qu'il y avait deux voies incompatibles entre elles, pour faire comprendre que le règne du mal aurait un terme. « On peut, dit M. Harnack, malgré le petit nombre des martyrs, estimer à sa juste valeur le courage qu'il fallait pour devenir chrétien et vivre en chrétien ; on doit avant tout louer la conviction du martyr qu'un mot ou un geste pouvait rendre indemne et qui préférait la mort à l'impunité ». Les contemporains qui voyaient dans le martyre une épreuve judiciaire constituant un témoignage en l'honneur du Christ, tiraient de ces faits de tout autres conclusions que celles que peut en tirer un historien moderne qui raisonne avec nos idées modernes ; jamais idéologie n'a pu être aussi éloignée des faits que celle-là.

L'administration romaine était extrêmement dure pour tout homme qui lui semblait susceptible de troubler la tranquillité publique et surtout pour tout accusé qui bravait sa majesté ; en frappant, de temps à autre, quelques chrétiens qui lui étaient dénoncés (pour des raisons demeurées généralement inconnaissables aux modernes), elle ne croyait pas faire un acte qui fût destiné à occuper jamais la postérité, et il semble que le grand public n'y prenait pas beaucoup garde lui-même ; c'est ce qui explique pourquoi les persécutions ne laissèrent presque pas de traces dans la littérature païenne. Les païens n'avaient pas de raison pour attacher

au martyre l'extraordinaire importance que lui attribuaient les fidèles et les gens qui leur étaient déjà sympathiques.

Cette idéologie ne se serait probablement pas formée d'une manière aussi paradoxale, si on n'avait cru fermement aux catastrophes décrites par les nombreuses apocalypses qui furent composées à la fin du premier siècle et au commencement du second ; on était persuadé que le monde allait être livré complètement au règne du mal et que le Christ viendrait ensuite donner la victoire définitive à ses élus. Tout incident de persécution empruntait à la mythologie de l'Antéchrist quelque chose de son caractère effroyablement dramatique ; au lieu d'être apprécié en raison de son importance matérielle, comme un malheur frappant quelques individus, une leçon pour la communauté ou une entrave temporaire apportée à la propagande, il était un élément de la guerre engagée par Satan, prince de ce monde, qui allait bientôt révéler son Antéchrist. Ainsi la scission découlait, à la fois, des persécutions et d'une attente fiévreuse d'une bataille décisive. Lorsque le christianisme fut suffisamment développé, la littérature des apocalypses cessa d'être beaucoup cultivée, encore que l'idée qui en faisait le fond continuât à exercer son influence ; les actes des martyrs furent rédigés de manière à provoquer les sentiments qu'engendraient les apocalypses et on peut dire qu'ils les remplacèrent (1) : parfois on trouve consignée, dans la littérature des persécutions, d'une manière aussi claire que dans les

---

(1) Il est probable que la première génération chrétienne n'eut pas une complète intelligence de l'identité des idées de martyre avec les idées apocalyptiques ; on s'expliquerait ainsi pourquoi nous ne possédons point de récits antérieurs à l'an 155 (lettre des Smyrniotes racontant la mort de saint Polycarpe) et pourquoi le souvenir d'un certain nombre de très anciens martyrs romains a pu être perdu.

apocalypses, l'horreur que les fidèles éprouvaient pour les ministres de Satan qui les poursuivaient (1).

Nous pouvons concevoir que le socialisme soit parfaitement révolutionnaire encore qu'il n'y ait que des conflits courts et peu nombreux, pourvu que ceux-ci aient une force suffisante pour pouvoir s'allier à l'idée de la grève générale : tous les événements apparaîtront alors sous une forme amplifiée et, les notions catastrophiques se maintenant, la scission sera parfaite. Ainsi se trouve écartée l'objection que l'on adresse souvent aux révolutionnaires : la civilisation n'est point menacée de succomber sous les conséquences d'un développement de la brutalité, puisque l'idée de grève générale permet d'alimenter la notion de lutte de classe au moyen d'incidents qui paraîtraient médiocres aux historiens bourgeois.

Lorsque les classes gouvernantes, n'osant plus gouverner, ont honte de leur situation privilegiée, s'acharnent à faire des avances à leurs ennemis et proclament leur horreur pour toute scission dans la société, il devient beaucoup plus difficile de maintenir dans le prolétariat cette idée de scission sans laquelle il serait impossible au socialisme de remplir son rôle historique. Tant mieux, déclarent les *braves gens* ; nous pouvons donc espérer que l'avenir du monde ne sera pas livré aux gens grossiers qui ne respectent pas même l'Etat, qui se moquent des hautes idéologies bourgeoises et qui n'ont pas plus d'admiration pour les professionnels de la pensée élevée que pour les curés. Faisons donc tous les jours davantage pour les déshérités, disent ces messieurs ; montrons-nous plus chrétiens ou plus philanthropes, ou plus démocrates (suivant le tempérament

---

(1) Renan. *Marc-Aurèle*, p. 500.

de chacun); unissons-nous pour l'accomplissement du *devoir social*, et nous aurons raison de ces affreux socialistes qui croient possible de ruiner le prestige des intellectuels, après que les intellectuels ont ruiné celui de l'Eglise. En fait ces combinaisons savantes et morales ont échoué; la raison n'en est pas difficile à voir.

Le beau raisonnement de ces messieurs, des pontifes du devoir social, suppose que la violence ne pourra plus augmenter, ou même qu'elle diminuera au fur et à mesure que les intellectuels feront plus de politesses, de platitudes et de grimaces en l'honneur de l'union des classes. Malheureusement pour ces grands penseurs, les choses se passent tout autrement : il se trouve que la violence ne cesse de s'accroître au fur et à mesure qu'elle devrait diminuer d'après les principes de la haute sociologie : il y a, en effet, de misérables socialistes qui profitent de la lâcheté bourgeoise pour entraîner les masses dans un mouvement qui, tous les jours, devient moins semblable à celui qui devrait résulter des sacrifices consentis par la bourgeoisie en vue d'obtenir la paix ; pour un peu les sociologues déclareraient que les socialistes trichent et emploient des procédés déloyaux, tant les faits répondent mal à leurs prévisions.

Il était cependant facile de comprendre que les socialistes ne se laisseraient pas vaincre sans avoir employé toutes les ressources que pouvait leur fournir la situation. Des gens qui ont voué leur vie à une cause qu'ils identifient à celle de la rénovation du monde, ne pouvaient hésiter à user de toutes les armes pour développer d'autant plus l'esprit de lutte de classe que l'on faisait plus d'efforts pour le faire disparaître. Les rapports sociaux existant se prêtent à une infinité d'incidents de violence et on n'a pas manqué d'engager les travailleurs à ne pas reculer devant la brutalité quand celle-ci peut leur rendre service. Les bourgeois philanthropes faisant fête aux syndiqués qui voulaient bien

consentir à venir discuter avec eux, dans l'espoir que ces ouvriers, fiers de leurs fréquentations aristocratiques, donneraient des conseils pacifiques à leurs camarades, des soupçons de trahison devaient naître assez rapidement contre les partisans des réformes sociales. Enfin, et c'est le fait le plus remarquable de cette histoire, l'antipatriotisme devient un élément essentiel du programme syndicaliste.

L'introduction de l'antipatriotisme dans le mouvement ouvrier est d'autant plus remarquable qu'elle s'est produite au moment où le gouvernement était en train de faire passer dans la pratique les théories solidaristes. M. Léon Bourgeois a beau faire ses grâces les plus aimables au prolétariat ; vainement il l'assure que la société capitaliste est une grande famille et que le pauvre a une créance sur la richesse générale ; il peut soutenir que toute la législation contemporaine s'oriente vers les applications de la solidarité ; le prolétariat lui répond en niant, de la manière la plus grossière, le pacte social, par la négation du devoir patriotique. Au moment où il semblait que l'on avait trouvé le moyen de supprimer la lutte de classe, voilà donc qu'elle renaît sous une forme particulièrement déplaisante (1).

Ainsi tous les *braves gens* arrivent à des résultats qui sont en pleine contradiction avec leurs efforts ; c'est à désespérer de la sociologie ! S'ils avaient le sens commun et s'ils avaient vraiment le désir de protéger la société contre un accroissement de la violence, ils n'accuîeraient pas les socialistes à la nécessité de la tactique qui s'im-

(1) Nous pouvons ajouter que cette propagande a produit des résultats qui dépassent de beaucoup les prévisions de ceux qui l'entreprirent et qu'ainsi elle a illustré brillamment cette thèse essentielle : que dans notre société existera toujours des moyens d'entretenir la lutte de classe.

pose aujourd'hui à eux, ils resteraient tranquilles au lieu de se dévouer pour le devoir social, et ils béniraient les propagandistes de la grève générale qui, en fait, travaillent à rendre le maintien du socialisme compatible avec le moins de violence possible. Mais les *braves gens* n'ont pas le sens commun ; et il faudra qu'ils subissent encore bien des horions, bien des humiliations et bien des pertes d'argent avant qu'ils se décident à laisser le socialisme suivre sa voie.

II

Nous allons maintenant approfondir davantage nos recherches et nous demander sur quels motifs se fonde la profonde aversion que montrent les moralistes quand ils se trouvent en face des actes de violence ; une énumération très sommaire des quelques transformations remarquables qui sont survenues dans les mœurs des classes ouvrières, est d'abord indispensable.

J'observe, tout d'abord, que rien n'est plus remarquable que le changement qui s'est produit dans la manière d'élever les enfants ; jadis, on croyait que la férule était l'outil le plus nécessaire pour le maître d'école ; aujourd'hui, les peines corporelles ont disparu de notre enseignement public. Je crois que la concurrence que celui-ci avait à soutenir contre l'enseignement congréganiste a eu une très grande part dans ce progrès : les Frères appliquaient, avec une rigueur extrême, les vieux principes de la pédagogie cléricale ; et on sait que celle-ci a toujours comporté beaucoup de coups et de peines excessives, en vue de dompter le démon qui suggère à l'enfant beaucoup de mauvaises

habitudes (1). L'administration fut assez intelligente pour opposer à cette éducation barbare une éducation plus douce qui lui concilia beaucoup de sympathies ; il ne me paraît pas douteux que la dureté des châtiments cléricaux n'ait été pour beaucoup dans le déchaînement des haines actuelles contre lesquelles se débat si péniblement l'Eglise. Il y a cinq ans, j'écrivais : « Si [l'Eglise] était bien inspirée, elle supprimerait complètement les œuvres consacrées à l'enfance ; elle supprimerait écoles et ouvroirs ; elle ferait ainsi disparaître la source principale où s'alimente l'anticléricalisme ; — loin de vouloir entrer dans cette voie, elle paraît vouloir développer, de plus en plus, ces établissements, et ainsi elle assure encore de beaux jours à la haine du peuple contre le clergé » (2). Ce qui s'est passé depuis 1901 dépasse encore mes prévisions.

Jadis existaient des habitudes de très grande brutalité dans les usines et surtout dans celles où il fallait employer des hommes d'une force supérieure auxquels on donnait le nom de « grosses culottes » ; ils avaient fini par se faire charger de l'embauchage, parce que « tout individu embauché par d'autres était sujet à une infinité de misères et même d'insultes » ; celui qui voulait entrer dans *leur* atelier devait leur payer à boire, et le lendemain il lui fallait régaler les camarades. « Le fameux *quand est-ce* marche ; chacun y prend son allumette... Le *quand est-ce* est le condensateur des économies ; dans un atelier où l'on a l'habitude du *quand est-ce*, il faut y passer ou gare à vous ». Denis Poulot, auquel j'emprunte ces détails, observe que les machines ont supprimé le prestige des *grosses culottes*, qui

---

(1) Cf. Y. Guyot. *La Morale*, p. 212-215.
(2) *Essai sur l'Eglise et l'Etat*, p. 63.

n'étaient plus guère qu'un souvenir au moment où il écrivait (1).

Les mœurs des compagnonnages fur nt longtemps fort remarquables par leur brutalilé ; avant 1840, il y avait constamment des bagarres, souvent sanglantes, entre les groupes de rites différents ; M. Martin Saint-Léon a donné, dans son livre sur le compagnonnage, des extraits de chansons vraiment barbares (2) ; les réceptions étaient pleines d'épreuves très dures, les jeunes gens étaient traités comme de vrais parias dans les Devoirs de Jacques et de Soubise : « On a vu, raconte Perdiguier, un compagnon [charpentiers] se nommer le Fléau des renards, [des aspirants], la Terreur des renards... En province, le renard travaille rarement dans les villes ; on le chasse, comme on dit, dans les broussailles » (3). Beaucoup de scissions survinrent lorsque la tyrannie des compagnons se trouva en opposition avec les habitudes plus libérales qui dominaient la société. Quand les ouvriers n'eurent plus autant besoin d'un protecteur, surtout pour trouver du travail, ils ne consentirent plus aussi facilement à subir des exigences qui avaient jadis paru avoir peu d'importance par rapport aux avantages du compagnonnage. La lutte pour le travail mit, plus d'une fois, en présence aspirants et compagnons qui voulaient se réserver des privilèges (4). On pourrait trouver d'autres raisons pour

---

(1) Denis Poulot. *Le Sublime*, pp. 150-153. Je cite d'après l'édition de 1887. Cet auteur dit que les *grosses culottes* ont beaucoup gêné le progrès dans les forges.

(2) Martin Saint-Léon. *Le Compagnonnage*, pp. 115, 125, 270-273, 277.

(3) Martin Saint-Léon. *Op. cit.*, pp. 91-92, 97, 107.

(4) En 1823, les compagnons menuisiers prétendent se réserver La Rochelle, qu'ils avaient abandonnée longtemps comme trop peu importante ; ils ne s'arrêtaient qu'à Nantes et Bordeaux (Martin Saint-Léon. *Op. cit.*, p. 103). — *L'Union des travail-*

expliquer le déclin d'une institution qui, tout en rendant de sérieux services, avait beaucoup contribué à maintenir l'idée de brutalité (1).

Tout le monde estime que la disparition de ces anciennes brutalités est chose excellente ; de cette opinion il était trop facile de passer à l'idée que toute violence est un mal, pour que ce pas ne fût point franchi ; et, en effet, la masse des gens qui sont habitués à ne pas penser est parvenue à cette conclusion, qui est acceptée aujourd'hui comme un dogme par le *troupeau bêlant* des moralistes, qui ne se sont pas demandé ce qu'il y a de répréhensible dans la brutalité. Quand on ne veut pas se contenter de la niaiserie vulgaire, on s'aperçoit que nos idées sur la disparition de la violence dépendent d'une transformation très remarquable qui s'est produite dans le monde criminel et non de principes éthiques. C'est ce que je vais essayer de montrer.

Les savants de la bourgeoisie n'aiment pas à s'occuper des classes dangereuses (2) ; c'est une des raisons pour lesquelles toutes leurs dissertations sur l'histoire des mœurs demeurent toujours superficielles ; il n'est pas très difficile de reconnaître que c'est la connaissance de ces classes qui permet seule de pénétrer dans les mystères de la pensée morale des peuples.

Les anciennes classes dangereuses pratiquaient le délit le

---

leurs du Tour de France se forma, en rivalité avec le compagnonnage, de 1830 à 1832, à la suite de refus opposés à quelques demandes assez anodines de réformes présentées par les aspirants (pp. 108-116, 126-131).

(1) Cf. mon article sur le compagnonnage dans les *Etudes socialistes*.

(2) Dernièrement, M. Monis disait au Sénat : « On ne peut pas écrire dans un texte législatif que la prostitution *existe* en France pour les deux sexes ». (*Journal officiel*, 31 mars 1906, p. 316, col. 3.)

plus simple, celui qui était le mieux à leur disposition, celui qui est aujourd'hui relégué dans les groupes de jeunes voyous sans expérience et sans jugement. Les délits de brutalité nous semblent être aujourd'hui quelque chose d'anormal, à tel point que si la brutalité a été énorme, nous nous demandons souvent si le coupable jouit bien de son bon sens. Cette transformation ne tient évidemmeut pas à ce que les criminels se sont moralisés, mais à ce qu'ils ont changé leur manière de procéder, en raison des conditions nouvelles de l'économie. Elle a eu la plus grande influence sur la pensée populaire. Nous savons tous que les associations de malfaiteurs parviennent à maintenir dans leur sein une excellente discipline, grâce à la brutalité ; quand nous voyons maltraiter un enfant, nous supposons instinctivement que ses parents ont des mœurs de criminels ; les procédés qu'employaient les anciens maîtres d'école et que les maisons ecclésiastiques s'obstinent à conserver sont ceux des vagabonds qui volent des enfants et qui dressent leurs victimes pour en faire des acrobates adroits ou des mendiants intéressants. Tout ce qui rappelle les mœurs des anciennes classes dangereuses nous est devenu odieux.

La férocité ancienne tend à être remplacée par la ruse et beaucoup de sociologues estiment que c'est là un progrès sérieux ; quelques philosophes, qui n'ont pas l'habitude de suivre les opinions du troupeau, ne voient pas très bien en quoi cela constitue le progrès au point de vue de la morale : « Si l'on est choqué de la cruauté, de la brutalité des temps passés, dit Hartmann (1), il ne faut pas oublier que la droiture, la sincérité, le vif sentiment de la justice, le pieux respect devant la sincérité des mœurs caractérisent les anciens

(1) Hartmann. *Philosophie de l'inconscient*, trad. franç., t. II, p. 464-465.

peuples (1) ; tandis que nous voyons régner aujourd'hui le mensonge, la fausseté, la perfidie, l'esprit de chicane, le mépris de la propriété, le dédain de la probité instinctive et des mœurs légitimes, dont le prix souvent n'est plus compris. Le vol, le mensonge, la fraude augmentent malgré la répression des lois dans une proportion plus rapide que ne diminuent les délits grossiers et violents. L'égoïsme le plus bas brise sans pudeur les liens sacrés de la famille et de l'amitié, partout où il se trouve en opposition avec eux. »

Aujourd'hui, d'ordinaire, on estime que les pertes d'argent sont des accidents que l'on est exposé à rencontrer à tout pas que l'on fait et qui sont facilement réparables, tandis que les accidents corporels ne le sont pas facilement ; on estime donc qu'un délit de ruse est infiniment moins grave qu'un délit de brutalité et les criminels profitent de cette transformation qui s'est produite dans les jugements ; quant aux raisons de cette transformation, elles sont très faciles à trouver.

Notre Code pénal avait été rédigé dans un temps où l'on se représentait le citoyen sous les traits d'un propriétaire rural, uniquement préoccupé de gérer son domaine en bon père de famille et de ménager à ses enfants une situation honorable ; les grandes fortunes réalisées dans les affaires, par la politique ou la spéculation, étaient rares et considérées comme de vraies monstruosités ; la défense de l'épargne des classes moyennes était un des grands soucis du législa-

---

(1) Hartmann s'appuie ici sur l'autorité du naturaliste anglais Wallace, qui a beaucoup vanté la simplicité des mœurs des Malais ; il y a là sûrement une grosse part d'exagération, encore que d'autres voyageurs aient fait des observations analogues sur quelques tribus de Sumatra. Hartmann veut démontrer qu'il n'y a pas de progrès vers le bonheur, et cette préoccupation le conduit à exagérer le bonheur antique.

teur. Le régime antérieur avait été encore plus terrible dans la répression des fraudes, puisque la déclaration royale du 5 août 1725 punissait de mort le banqueroutier frauduleux ; on ne peut rien imaginer qui soit plus éloigné de nos mœurs actuelles : nous sommes aujourd'hui disposés à croire que des délits de ce genre ne peuvent être généralement commis que grâce à une imprudence des victimes et qu'ils ne méritent que par exception des peines afflictives, et encore nous contentons-nous de peines légères.

Dans une société riche, occupée de grandes affaires, où chacun est très éveillé pour la défense de ses intérêts, comme est la société américaine, les délits de ruse n'ont point les mêmes conséquences que dans une société qui est obligée de s'imposer une rigoureuse parcimonie ; il est, en effet, très rare que ces délits puissent apporter un trouble profond et durable dans l'économie ; c'est ainsi que les Américains supportent, sans trop se plaindre, les excès de leurs politiciens et de leurs financiers. M. de Rousiers compare l'Américain à un capitaine de navire qui, pendant une navigation difficile, n'a pas le temps de surveiller son cuisinier qui le vole. « Quand on vient dire aux Américains que leurs politiciens les volent, ils vous répondent d'ordinaire . Parbleu, je le sais bien ! Tant que les affaires marchent, tant que les politiciens ne se trouvent pas en travers de la route, ils échappent, sans trop de peine, aux châtiments qu'ils méritent (1). »

Depuis que l'on gagne facilement de l'argent en Europe, des idées analogues à celles d'Amérique se sont répandues parmi nous. De grands brasseurs d'affaires ont pu échapper à la répression, parce qu'ils avaient été assez habiles, aux

---

(1) De Rousiers. *La vie américaine. L'éducation et la société* p. 217.

heures de leurs succès, pour se créer de nombreuses amitiés dans tous les mondes ; on a fini par trouver qu'il serait bien injuste de condamner des négociants banqueroutiers et des notaires qui se retiraient ruinés après de médiocres catastrophes, alors que les princes de l'escroquerie financière continuaient à mener joyeuse vie. Peu à peu la nouvelle économie a créé une nouvelle indulgence extraordinaire pour tous les délits de ruse dans les pays de haut capitalisme (1).

Dans les pays où subsiste encore aujourd'hui l'ancienne économie familiale, parcimonieuse et ennemie de la spéculation, l'appréciation relative des actes de brutalité et des actes de ruse n'a pas suivi la même évolution qu'en Amérique, qu'en Angleterre, qu'en France ; c'est ainsi que l'Allemagne a conservé beaucoup d'usages de l'ancien temps (2) et qu'elle ne ressent point la même horreur que nous pour les punitions brutales ; celles-ci ne lui semblent point, comme à nous, propres aux classes les plus dangereuses.

Il n'a pas manqué de philosophes pour protester contre un tel adoucissement des jugements ; d'après ce que nous avons rapporté plus haut de Hartmann, nous devons nous attendre à le rencontrer parmi les protestataires : « Nous sommes déjà, dit-il, près des temps où le vol et le mensonge que la loi condamne seront méprisés comme des fautes vulgaires, comme une maladresse grossière, par les adroits filous qui savent respecter le texte de la loi, tout en violant

---

(1) Quelques petits pays ont adopté ces idées par imitation, pour être à la hauteur des grands pays.

(2) Il faut noter qu'en Allemagne il y a tellement de Juifs dans le monde des spéculateurs que les idées américaines éprouvent une difficulté particulière à se répandre. Le spéculateur apparaît au plus grand nombre comme étant un *étranger qui pille la nation*.

le droit d'autrui. J'aurais assurément mieux aimé, pour mon compte, vivre chez les anciens Germains, au risque d'être tué à l'occasion, que d'être obligé, dans nos cités modernes, de regarder chaque homme comme un escroc ou un coquin, tant que je n'ai pas de preuves évidentes de sa probité ». Hartmann ne tient pas compte de l'économie ; il raisonne à son point de vue tout personnel et ne regarde point ce qui se passe autour de lui ; personne ne voudrait aujourd'hui être exposé à être tué par les anciens Germains ; une escroquerie ou un vol ne sont que des dommages très facilement réparables.

Pour aller, tout à fait, au fond de la pensée contemporaine, il faut examiner de quelle manière le public apprécie les relations qui existent entre l'Etat et les associations criminelles ; de telles relations ont toujours existé ; ces sociétés après avoir pratiqué la violence, ont fini par pratiquer la ruse, ou, tout au moins, leurs violences sont devenues assez exceptionnelles.

On trouverait aujourd'hui étrange que des magistrats se missent à la tête de bandes armées, comme cela avait lieu à Rome durant les dernières années de la République : Clodius et Milon disposèrent, plus d'une fois, des décisions populaires en terrorisant l'assemblée (1). Durant le procès Zola, les antisémites recrutèrent des troupes de manifestants soldés, qui étaient chargés d'exprimer les indignations patriotiques ; le gouvernement de M. Méline protégeait ces manœuvres qui eurent, pendant quelques mois, un assez grand succès et qui contribuèrent beaucoup à empêcher une loyale révision de la condamnation de Dreyfus.

Je ne crois pas me tromper en disant que cette tactique de

---

(1) G. Ferrero. *Grandeur et décadence de Rome, Jules César*, p. 38, 45, 55, 131-136.

l'Eglise a été la cause directe de toutes les mesures que nous voyons prendre contre le catholicisme depuis cinq ans : la bourgeoisie libérale n'aurait jamais accepté ces mesures si elle n'avait été encore sous l'influence de la peur qu'elle avait ressentie durant l'affaire Dreyfus ; — le grand argument que Clémenceau employait toujours pour exciter ses troupes au combat, était celui de la peur ; il ne cessait de dénoncer le péril que la *faction romaine* faisait courir à la République ; — les lois sur les congrégations, sur l'enseignement, sur le régime des Eglises ont été faites en vue d'empêcher le parti catholique de reprendre les allures belliqueuses qu'il avait eues et que M. Anatole France rapprochait si souvent de celles de la Ligue ; ce sont des lois de peur. Beaucoup de conservateurs ont si bien senti cela qu'ils ont vu, avec déplaisir, les résistances opposées récemment aux inventaires des églises ; il ont estimé que l'emploi des bandes d'*apaches pieux* devait avoir pour résultat de rendre la classe moyenne plus hostile à leur cause (1); on n'a pas été peu surpris de voir M. Brunetière, qui avait été un des admirateurs des apaches antidreyfusards, conseiller maintenant le calme ; c'est que l'expérience l'avait éclairé sur les conséquences de la violence.

Les associations qui opérent par la ruse ne provoquent point de telles réactions dans le public ; au temps de la République cléricale, la Société de Saint-Vincent-de-Pau était une belle officine de surveillance sur les fonctionnaires

---

(1) Dans la séance du conseil municipal de Paris en date du 26 mars 1906, le préfet de police a dit que la résistance fut organisée par un comité siégeant 86 rue de Richelieu, qui embauchait des *apaches pieux* à raison de 3 à 4 francs par jour. Il a prétendu que 52 curés de Paris lui avaient promis soit de faciliter les inventaires, soit de se contenter d'une résistance passive. Il a accusé les politiciens catholiques d'avoir forcé la main au clergé.

de tout ordre et de tout grade ; il ne faut donc pas s'étonner si la franc maçonnerie a pu rendre au gouvernement radical des services identiques à ceux que la philanthropie catholique avait rendus aux gouvernements antérieurs. L'histoire des affaires récentes de délation a montré, d'une manière très claire, quel était définitivement le point de vue du pays.

Lorsque les nationalistes furent en possession des dossiers constitués par les dignitaires des Loges sur les officiers, ils crurent que leurs adversaires étaient perdus ; la panique qui régna durant quelques jours dans le camp radical, parut donner raison à leurs prévisions ; mais bientôt la démocratie n'eut plus que moqueries pour ce qu'elle nomma « la petite vertu » des gens qui dénonçaient à l'opinion les procédés du général André et de ses complices. M. Henry Bérenger montra en ces jours difficiles, qu'il connaissait à merveille la moralité de ses contemporains ; il n'hésita pas à approuver ce qu'il nommait « la surveillance légitime exercée par des organisations d'avant-garde sur les castes dirigeantes » ; il dénonça la lâcheté d'un gouvernement qui avait « laissé outrager comme délateurs [ceux] qui ont assumé la rude tâche de faire face à la caste militaire et à l'Eglise romaine, de les enquêter, de les dénoncer » (*Action* 31 octobre 1904) ; il couvrit d'injures les rares dreyfusards qui osèrent manifester de l'indignation ; l'attitude de M. Joseph Reinach lui parut particulièrement scandaleuse ; il lui semblait que celui-ci aurait dû se trouver trop honoré d'être toléré dans la Ligue des droits de l'homme qui se décidait à mener enfin « le bon combat pour la défense des droits du citoyen, trop longtemps sacrifiée à celle d'*un* homme » (*Action*, 22 décembre 1904). Finalement on vota une loi d'amnistie pour déclarer qu'on ne voulait plus entendre parler de toutes ces vétilles.

Il y eut en province quelques résistances (1) ; mais furent-elles bien sérieuses? Je me permet d'en douter quand je consulte le dossier publié par Péguy dans le neuvième numéro de la sixième série de ses *Cahiers de la quinzaine.* Quelques personnages au verbe abondant, sonore et plein de galimatias, se trouvèrent un peu gênés sans doute devant les sourires moqueurs des notables épiciers et des éminents pharmaciens qui constituent l'élite des sociétés savantes et musicales devant lesquelles ils étaient habituées à pérorer sur la Justice, la Vérité et la Lumière. Ils éprouvèrent le besoin de se donner des allures stoïques.

Est-il rien de plus beau que ce passage d'une lettre de M. Bouglé, grand docteur en sciences sociales, que je trouve à la page 13. « J'ai été bien heureux d'apprendre que la Ligue allait enfin dire son mot. *Son silence étonne et effraie ?* » Voilà un garçon qui doit avoir l'effroi et l'étonnement bien faciles. M. Francis de Pressensé eut aussi ses angoisses ; il est spécialiste en ce genre ; mais elles étaient d'une espèce fort distinguée, comme il convient à un gentilhomme socialiste ; il avait peur que la démocratie ne fût menacée d'une nouvelle « guillotine sèche » semblable à celle qui avait fait tant de mal aux démocrates vertueux durant les scandales de Panama (2) (*loc. cit.*, p. 9) ; quand il vit que le public acceptait facilement la complicité du gouvernement et d'une association philanthropique transformée en association criminelle, il lança ses foudres vengeresses sur les protesta-

(1) La province n'est pas, en effet, aussi habituée que Paris à l'indulgence pour les ruses et les brigandages pacifiques.

(2) M. F. de Pressensé était alors le principal commis de M. Hébrard ; on sait que celui-ci fut l'un des principaux bénéficiaires du pillage panamiste ; cela ne l'a pas déconsidéré auprès des austères huguenots ; le *Temps* continue à être l'oracle de la démocratie et des Ministres du Saint Evangile.

taires. Parmi les plus drôles de ces protestataires, je signale un pasteur politicien de Saint-Etienne, nommé L. Comte. Il écrivait, dans cette langue extraordinaire que parlent les membres de la Ligue des droits de l'homme : « J'espérais que l'affaire nous aurait guéris définitivement de la malaria morale dont nous souffrons et qu'elle aurait nettoyé la conscience républicaine du virus clérical dont elle était imprégnée. Il n'en était rien. Nous sommes plus cléricaux que jamais » (*loc. cit.*, p. 13). En conséquence, cet homme austère demeurait dans la Ligue! Logique protestante et bourgeoise! On ne sait jamais si la Ligue ne pourra pas rendre de petits services aux stoïques Ministres du Saint Evangile.

J'ai insisté un peu longuement sur ces incidents récents, parce qu'ils me semblent propres à caractériser la pensée morale des gens qui ont la prétention de nous diriger. Il est désormais acquis que les associations politico-criminelles qui fonctionnent par la ruse, ont une place reconnue dans une démocratie parvenue à sa maturité. M. de Rousiers croit que l'Amérique arrivera un jour à se guérir des maux qui résultent des manœuvres coupables de ses politiciens. M. Ostrogorski, après avoir fait une longue et minutieuse enquête sur « la démocratie et l'organisation des partis politiques », croit avoir trouvé des solutions qui permettraient de débarrasser les Etats modernes de l'exploitation que les partis exercent sur eux (1). Ce sont là des vœux platoniques ; aucune expérience historique ne permet de supposer que l'on puisse faire une démocratie, dans un pays capitaliste, sans les abus criminels que l'on constate aujourd'hui

---

(1) Dans le douzième numéro de la quatrième série des *Cahiers de la quinzaine*, on trouve l'avant-propos et une partie de la table des matières de ce grand ouvrage. Cf. dans les *Débats* du 6 août 1904, un compte-rendu de M. Bourdeau.

partout. Lorsque Rousseau demandait que la démocratie ne supportât dans son sein aucune association particulière, il raisonnait d'après la connaissance qu'il avait des républiques du moyen-âge; il savait mieux que ses contemporains cette histoire et était frappé du rôle énorme qu'avaient joué alors les associations politico-criminelles ; il constatait l'impossibilité de concilier la *raison* dans une démocratie avec l'existence de telles forces ; mais l'expérience devait nous apprendre qu'il n'y a pas de moyen de les faire disparaître (1).

III

Les explications précédentes vont nous permettre de comprendre les idées que se forment les démocrates éclairés et les *braves gens* sur le rôle des syndicats ouvriers.

On a très souvent félicité Waldeck-Rousseau d'avoir fait voter en 1884, la loi sur les syndicats. Pour se rendre compte de ce qu'on attendait de cette loi, il faut se représenter quelle était la situation de la France à cette époque : de grands embarras financiers avaient conduit le gouvernement à signer avec les compagnies de chemins de fer des conventions que les radicaux avaient dénoncées comme étant des actes de brigandage ; la politique coloniale donnait lieu aux plus vives attaques et était foncièrement impopu-

(1) Rousseau, posant la question d'une manière abstraite, a paru condamner toute sorte d'association et nos gouvernements se sont appuyés longtemps sur son autorité pour soumettre toute association à l'arbitraire.

laire (1); le mécontentement qui devait se traduire, quelques années plus tard, sous les formes du boulangisme, était déjà très marquée; et les élections de 1885 faillirent donner la majorité aux conservateurs. Waldeck-Rousseau, sans être un très profond voyant, était assez perspicace pour comprendre le danger qui pouvait menacer la République opportuniste et assez cynique pour chercher des moyens de défense dans une organisation politico-criminelle capable de mâter les conservateurs.

Au temps de l'Empire, le gouvernement avait cherché à diriger les sociétés de secours mutuels, de manière à être le maître des employés et d'une partie des artisans; plus tard, il avait cru possible de trouver dans les associations ouvrières une arme capable de ruiner l'autorité du parti libéral sur le peuple et d'effrayer les classes riches qui lui faisaient une oppposition acharnée depuis 1860. Waldeck-Rousseau s'inspirait de ces exemples et espérait organiser parmi les ouvriers une hiérarchie placée sous la direction de la police (2).

Dans une circulaire du 25 août 1884, Waldeck-Rousseau expliquait aux préfets qu'ils né devaient pas s'enfermer dans la fonction trop modeste de gens chargés de faire respecter la loi; ils devaient stimuler l'esprit d'association, « aplanir sur sa route les difficultés qui ne sauraient manquer de naître de l'inexpérience et du défaut d'habitude de cette liberté » ; leur rôle serait d'autant plus utile et plus grand qu'ils seraient parvenus à inspirer davantage confiance aux

(1) Dans sa *Morale* publiée en 1883, M. Guyot s'élève avec violence contre cette politique: « Malgré les expériences désastreuses de deux siècles, nous prenons la Tunisie, nous sommes sur le point d'aller en Egypte, nous partons pour le Tonkin, nous rêvons la conquête de l'Afrique centrale. » (p. 339).

(2) J'ai signalé déjà cela dans l'*Ère nouvelle*, mars 1894, p. 339.

ouvriers ; le ministre leur recommandait, en termes diplomatiques, de prendre la direction morale du mouvement syndical (1) : « Bien que l'administration ne tienne de la loi du 21 mars aucun rôle obligatoire dans la poursuite de [la solution des grands problèmes économiques et sociaux], il n'est pas admissible qu'elle demeure indifférente et je pense que c'est un *devoir pour elle d'y participer* en mettant à la disposition de tous les intéressés ses services et son dévouement ». Il faudra agir avec beaucoup de prudence pour ne « pas exciter des méfiances », montrer à ces associations ouvrières à quel point le gouvernement s'intéresse à leur développement, « les diriger, quand il s'agira pour elles d'entrer dans la voie des applications ». Les préfets devaient se préparer « à ce rôle de conseiller et de *collaborateur dévoué* par l'étude approfondie de la législation et des organismes similaires existant en France et à l'étranger ».

En 1884, le Gouvernement ne prévoyait nullement que les syndicats pussent participer à une grande agitation révolutionnaire et la circulaire parlait avec une certaine ironie du « péril hypothétique d'une fédération antisociale de tous les travailleurs ». Aujourd'hui on serait assez tenté de sourire de la naïveté d'un homme qu'on nous a si souvent présenté comme le *roi des malins* ; mais pour se rendre compte de ses illusions, il faut se reporter à ce qu'écrivaient les démocrates à cette époque. En 1887, dans la préface à la troisième édition du *Sublime*, Denis Poulot, industriel expérimenté, ancien maire du XIe arrondissement et gambettiste, disait que les syndicats tueraient les grèves ; il croyait que les révolutionnaires étaient sans influence sérieuse sur les

(1) D'après le député socialiste Marius Devèze, le préfet du Gard a pris cette direction du mouvement syndical sous le ministère Combes. *Etudes socialistes*, p. 323.

ouvriers organisés et voyait dans l'école primaire un moyen certain de faire disparaître le socialisme; comme presque tous les opportunistes de ce temps, il était beaucoup plus préoccupé des *noirs* que des *rouges*. M. Yves Guyot lui-même ne semble pas avoir été beaucoup plus perspicace que Waldeck-Rousseau ; car dans sa *Morale* (1883), il regarde le collectivisme comme étant seulement un mot ; il dénonce la législation existante qui « a pour but d'empêcher les ouvriers de s'organiser pour vendre leur travail au plus haut prix possible. pour débattre leurs intérêts » et il s'attend à ce que les syndicats aboutiront « à organiser la vente du travail en gros »; les curés sont très violemment attaqués par lui et la famille Chagot est dénoncée parce qu'elle force les mineurs de Monceau à aller à la messe (1). Tout le monde comptait alors sur l'organisation ouvrière pour détruire l'autorité du parti clérical.

Si Waldeck-Rousseau avait eu l'esprit de prévision un peu développé, il aurait surtout aperçu le parti que les conservateurs ont essayé de tirer de la loi sur les syndicats en vue de restaurer dans les campagnes la *paix sociale* sous leur direction. Il y a quelques années on a dénoncé le péril que faisait courir à la République la formation d'un parti agrarien (2); le résultat n'a pas répondu aux espérances des promoteurs des syndicats agricoles, mais il aurait pu être sérieux ; pas un instant Waldeck-Rousseau ne s'en est douté ; sa circulaire ne laisse même pas voir qu'il ait soupçonné les services matériels que les nouvelles associations devaient rendre à l'agriculture. S'il avait eu idée de ce qui pouvait se passer, il aurait pris des précautions dans la rédac-

---

(1) Y. Guyot. *Morale*, p. 293, 183, 184, 122, 148 et 320.

(2) De Rocquigny. *Les syndicats agricoles et leurs œuvres*, p. 42, 391 et 394.

tion de la loi ; il est certain que ni lui, ni la commission ne comprirent l'importance du mot « agricole », qui fut introduit, par voie d'amendement, à la demande de M. Oudet, sénateur du Doubs (1).

Des associations ouvrières dirigées par des démocrates, usant de ruses, de menaces et parfois aussi un peu de violence, pouvaient rendre les plus grands services au gouvernement dans sa lutte contre les conservateurs alors si menaçants. Les personnes qui ont récemment transformé Waldeck-Rousseau en Père de la Patrie, ne manqueront pas de se récrier contre une interprétation aussi peu respectueuse de sa politique; mais cette interprétation ne semblera nullement invraisemblable aux gens qui ont gardé le souvenir du cynisme avec lequel gouvernait alors celui qu'on nous représente aujourd'hui comme un *grand libéral* : on avait l'impression que la France était à la veille de connaître un regime rappelant les folies, la luxure et la brutalité des Césars. D'ailleurs, lorsque des circonstances imprévues ramenèrent Waldeck-Rousseau au pouvoir, il s'empressa de reprendre son ancienne politique et chercha à utiliser les syndicats contre ses adversaires.

On ne pouvait plus essayer, en 1899, de conduire les associations ouvrières sous la direction des préfets, comme l'avait prévu la circulaire de 1884 ; mais il y avait d'autres moyens à employer et, en appelant M. Millerand au ministère, Waldeck-Rousseau crut avoir fait un coup de maître. Puisque M. Millerand avait su s'imposer comme chef aux socialistes jusque-là divisés en groupes irréconciliables, ne pou-

(1) On crut qu'il s'agissait de permettre aux ouvriers ruraux de se syndiquer ; Tolain déclara, au nom de la commission, qu'il n'avait jamais songé à les exclure du bénéfice de la nouvelle loi (De Rocquigny, *op. cit*, p. 10). En fait, les syndicats agricoles devaient servir d'agences commerciales aux chefs de culture.

vait-il pas devenir le courtier qui ferait manœuvrer discrètement les syndicats en agissant sur leurs chefs ? On mit en œuvre tous les moyens de séduction pour assagir les ouvriers et les amener à avoir confiance dans les agents supérieurs du gouvernement de Défense républicaine.

On ne peut faire autrement que de penser à la politique que Napoléon entendait suivre en signant le Concordat ; il avait reconnu qu'il ne lui serait pas possible d'agir directement sur l'Eglise, comme un Henri VIII. « Faute de cette voie, dit Taine (1), il en prend une autre qui conduit au même but... Il ne veut pas altérer la croyance de ses peuples ; il respecte les choses spirituelles et veut *les dominer sans les toucher*, sans s'en mêler ; il veut les faire cadrer à sa politique, mais sous l'influence des choses temporelles. » De même, M. Millerand fut chargé d'assurer aux ouvriers qu'on ne toucherait pas à leurs convictions socialistes ; on se contenterait de dominer les syndicats et de les faire cadrer à la politique du gouvernement.

Napoléon avait dit : « Vous verrez quel parti je saurai tirer des prêtres » (2). M. Millerand fut chargé de donner aux chefs des syndicats toutes sortes de satisfactions d'amour-propre (3), tandis que les préfets avaient pour mission d'amener les patrons à accorder des avantages matériels aux travailleurs : on comptait qu'une politique si napoléonienne devait donner des résultats aussi considérables que celle que l'on suivait avec l'Eglise. M. Dumay était parvenu à créer un épiscopat docile, formé de gens que les catholi-

---

(1) Taine. *Le régime moderne*, t. II, p. 10.
(2) Taine. *Loc. cit.*, p. 11.
(3) J'ai appellé l'attention ailleurs sur la grande importance que l'entourage de M. Millerand attachait aux fêtes de paix sociale et au *socialisme mondain* célébré par Mme Georges Renard (*Mouvement socialiste*, 1-15 septembre 1905, pp. 7 9).

ques ardents nommaient, avec mépris, des *préfets violets* ; en mettant dans les bureaux du ministère du commerce un chef de service ayant de l'habileté (1), ne pouvait-on pas espérer former des *préfets rouges* ? Tout cela était assez bien raisonné et correspondait parfaitement au genre de talent de Waldeck-Rousseau, qui fut, toute sa vie, grand partisan du Concordat et aimait à négocier avec Rome ; il ne lui déplaisait pas de négocier avec les *rouges* ; rien que l'originalité de l'entreprise aurait suffi pour séduire son esprit amoureux de subtilités.

Dans un discours du 1er décembre 1905, Marcel Sembat, qui avait été particulièrement bien placé pour savoir comment les choses s'étaient passées au temps de M. Millerand, a raconté quelques anecdotes qui ont fort stupéfait la Chambre. Il lui a appris que le gouvernement, désirant être désagréable aux conseillers municipaux nationalistes de Paris et réduire leur influence sur la Bourse du travail, avait demandé « aux syndicats de faire auprès de lui des démarches devant justifier » la réorganisation de l'administration de cet établissement. On avait été quelque peu scandalisé d'avoir vu, le jour de l'inauguration du monument de Dalou sur la place de la Nation, défiler des drapeaux rouges devant les tribunes officielles ; nous savons maintenant que cela avait été le résultat de négociations ; le préfet de police hésitait beaucoup, mais Waldeck-Rousseau avait prescrit d'autoriser les insignes révolutionnaires (*Journal officiel*, 2 décembre 1905, p. 3668, col. 1 et col. 2). Il importe peu que le gouvernement ait nié toute relation avec les syndi-

(1) M. Millerand ne conserva point l'ancien directeur de l'Office du travail qui n'était pas assez souple pour la politique nouvelle. Je renvoie à la *Voix du Peuple* ceux qui désirent savoir ce que la Confédération du travail pense de son successeur.

cats ; un mensonge de plus ou de moins ne pouvait gêner Waldeck-Rousseau.

La révélation de ces manœuvres nous montre que le ministère comptait sur les syndicats pour faire peur aux conservateurs ; il devient dès lors facile de comprendre l'attitude qu'il avait eue durant plusieurs grèves : d'une part Waldeck-Rousseau proclamait, avec une force extraordinaire, la nécessité d'accorder la protection de la force publique à un seul ouvrier qui voudrait travailler malgré les grévistes, et d'autre part il fermait, plus d'une fois, les yeux sur des violences ; c'est qu'il avait besoin d'ennuyer et d'effrayer les progressistes (1) et qu'il entendait se réserver le droit d'intervenir, par la force, le jour où ses intérêts politiques lui commanderaient de faire disparaître tout désordre. Dans l'état précaire où était son autorité dans le pays, il ne croyait pouvoir gouverner qu'en faisant peur et en s'imposant comme un souverain arbitre des différends industriels.

Transformer les syndicats en associations politico-criminelles servant d'auxiliaires au gouvernement démocratique, tel fut le plan de Waldeck-Rousseau depuis 1884 ; les syndicats devaient jouer un rôle analogue à celui que nous avons vu jouer aux Loges : celles-ci servant à faire l'espionnage des fonctionnaires, ceux-là étant destinés à menacer les intérêts des patrons peu favorables à l'administration ; les francs-maçons étant récompensés par des décorations et des faveurs accordées à leurs amis ; les ouvriers étant auto-

---

(1) On peut se demander si Waldeck-Rousseau n'a pas dépassé la mesure et ainsi lancé le gouvernement dans une voie bien différente de celle qu'il désirait lui faire prendre : il me semble que la loi sur les associations n'eût pas été votée sans la peur et il est certain que la rédaction en a été beaucoup plus anticléricale que n'eût voulu son promoteur.

risés à arracher à leurs patrons des suppléments de salaire. Cette politique était simple et ne coûtait pas cher.

Pour que ce système puisse fonctionner convenablement, il faut qu'il y ait une certaine modération dans la conduite des ouvriers ; non seulement la violence doit rester discrète, mais encore les demandes ne doivent pas dépasser certaines limites. Il faut appliquer ici les mêmes principes que pour les pots-de-vin touchés par les politiciens : ceux-ci sont approuvés par tout le monde quand ils savent limiter leurs exigences. Les gens qui sont dans les affaires savent qu'il y a tout un art du pot-de-vin ; certains courtiers ont acquis une habileté toute particulière pour l'appréciation des remises à offrir aux hauts fonctionnaires ou aux députés qui peuvent faire aboutir une convention (1). Si les financiers sont, presque toujours, obligés d'avoir recours aux bons offices de spécialistes, à plus forte raison des ouvriers, nullement habitués aux usages du monde, doivent-ils avoir besoin d'intermédiaires pour fixer la somme qu'ils peuvent exiger de leurs patrons sans excéder des limites raisonnables.

Nous sommes ainsi amenés à considérer l'arbitrage sous un jour tout nouveau et à le comprendre d'une manière vraiment scientifique, puisqu'au lieu de nous laisser duper par les abstractions, nous l'expliquons au moyen des idées dominantes de la société bourgeoise, qui l'a inventé et qui veut l'imposer aux travailleurs. Il serait évidemment absurde d'entrer chez un charcutier et de le sommer de vous vendre un jambon à un prix inférieur au prix marqué, en réclamant un arbitrage ; mais il n'est pas absurde de promettre à un groupe de patrons les avantages que peut leur

---

(1) Je suppose que personne n'ignore qu'aucune affaire importante ne se traite sans pot-de-vin.

procurer la fixité des salaires durant quelques années et de demander à des *spécialistes* quel pot-de-vin mérite cette garantie : ce pot-de-vin peut être considérable, si on peut espérer un bon courant d'affaires durant cette période. Au lieu de verser un pot-de-vin à un homme influent, les patrons donnent une gratification à leurs ouvriers ; à leur point de vue, il n'y a nulle différence. Quant au gouvernement, il devient le bienfaiteur du peuple et il espère avoir de bonnes élections ; c'est là son profit particulier.

On comprend maintenant pourquoi tous les politiciens ont une admiration si grande pour l'arbitrage ; c'est qu'ils ne comprennent aucune affaire sans pot-de-vin. Beaucoup de nos hommes politiques sont avocats et les clients tiennent largement compte de leur influence parlementaire quand ils leur confient des causes ; c'est ainsi qu'un ancien ministre de la justice est toujours sûr d'avoir des procès rémunérateurs, alors même qu'il ait peu de talent, parce qu'il a des moyens d'agir sur les magistrats dont il connaît très bien les défauts et qu'il peut perdre. Les grands avocats politiciens sont recherchés par les financiers qui ont de graves difficultés à vaincre devant les tribunaux, qui sont habitués à pratiquer de larges pots-de-vin et qui, en conséquence, paient très royalement (1). Le monde des patrons apparait

---

(1) J'emprunte à un roman célèbre de M. Léon Daudet quelques traits de l'avocat Méderbe : « Celui-ci était un personnage bizarre, grand, mince, au corps assez élégant, surmonté d'une tête de poisson mort, avec des yeux verts impénétrables, des cheveux collés et plats et, dans tout son individu, quelque chose de glacé, de rigide... Il avait choisi la profession d'avocat, comme propre à satisfaire ses besoins d'argent et ceux de sa femme... Il plaidait surtout les affaires financières, pour leurs gros profits et les secrets qu'elles lui livraient, et on les lui confiait en prévision de ses relations demi-politiques, demi-judiciaires, qui lui assuraient toujours gain de cause. Il réclamait des honoraires fabuleux. *Ce qu'on lui payait' c'était l'acquittement sûr*. Cet

donc à nos gouvernants comme un monde d'aventuriers, de joueurs et d'écumeurs de Bourse ; ils estiment qu'une classe riche et criminelle doit s'attendre à subir, de temps à autre, les exigences d'autres groupes sociaux ; il leur semble que l'idéal de la société capitaliste, telle qu'ils l'aperçoivent, devrait être un arrangement des appétits par le moyen des avocats politiciens.

Les catholiques ne seraient pas fâchés, maintenant qu'ils sont dans l'opposition, de trouver des appuis dans les classes ouvrières ; il n'est flatteries qu'ils n'adressent aux travailleurs pour les convaincre qu'ils auraient tout avantage à abandonner les socialistes. Ils voudraient bien organiser, eux aussi, des syndicats politico-criminels, comme Waldeck-Rousseau avait espéré en organiser il y a une vingtaine d'années ; mais les résultats obtenus par eux jusqu'ici sont plutôt médiocres. Leur but serait de sauver l'Eglise, et ils pensent que les capitalistes pourraient faire le sacrifice d'une partie de leurs profits pour donner à des syndicats chrétiens les satisfactions nécessaires au succès de cette politique religieuse. Dernièrement, un catholique instruit, qui s'occupe fort de questions sociales, me disait que les ouvriers seraient bien obligés, dans peu d'années, de reconnaître que leurs préjugés contre l'Eglise ne sont pas fondés. Je crois qu'il s'illusionne tout autant que se trompait Waldeck-Rousseau, en 1884, quand il regardait comme ridicule l'idée d'une fédération révolutionnaire des syndicats ; mais l'intérêt de l'Eglise aveugle tellement les catholiques qu'ils sont capables de toutes les niaiseries.

---

homme disposait donc d'un pouvoir énorme. Il donnait l'impression d'un bandit armé pour la vie sociale, sûr de l'impunité. » (*Les Morticoles*, p. 287-288.) Il est évident que beaucoup de ces traits sont empruntés à celui que la *Petite République* a si souvent appelé l'avocat d'Eifel, avant qu'elle en fît le demi-dieu de la Défense républicaine.

Les catholiques ont d'ailleurs des manières de se représenter l'économie qui les rapproche beaucoup de nos plus vils politiciens. Le monde clérical a grand'peine, en effet, à s'imaginer que les choses puissent marcher autrement que par la grâce, le favoritisme et les pots-de-vin.

J'ai souvent entendu dire à des avocats que le prêtre ne parvient pas à comprendre que certains faits que le Code ne punit point, sont cependant des scélératesses, et par le notaire d'un évêque que si la clientèle des couvents est excellente, elle est aussi fort dangereuse, parce qu'elle sollicite fréquemment la rédaction d'actes frauduleux. Beaucoup de personnes, en voyant les congrégations religieuses élever, il y a eu une quinzaine d'années, tant de monuments fastueux, se demandèrent si un vent de folie ne passait point sur l'Eglise ; ils ignoraient que ces constructions permettaient à une foule de gens pieux et coquins de vivre aux dépens des trésors cléricaux. On a souvent signalé l'imprudence commise par les congrégations qui s'obstinaient à poursuivre des procès longs et coûteux contre le Trésor public ; cette tactique permettait aux radicaux d'entretenir contre les moines une vive agitation, en dénonçant l'avarice de gens qui se disent voués à la pauvreté ; mais ces procès faisaient très bien les affaires d'une armée de chicaneaux pieux. Je ne crois pas exagérer en disant que les deux cinquièmes de la fortune ecclésiastique ont été dilapidés au profit des vampires.

Dans le monde catholique règne donc une improbité générale, qui conduit les dévots à supposer que les relations économiques dépendent principalement des caprices des gens qui tiennent la caisse. Tout homme qui a profité d'une bonne aubaine (et pour eux tout profit capitaliste est une bonne aubaine) doit en faire profiter les personnes qui ont droit à son affection ou à son estime : tout d'abord les

curés (1) et ensuite les clients des curés. S'il ne respecte pas cette règle, il est une canaille, un franc-maçon ou un juif; il n'y a pas de violences qui ne soient permises contre un pareil suppôt de Satan. Quand donc on entend des prêtres tenir un langage révolutionnaire, il ne faut pas s'arrêter aux formes et croire que ces orateurs véhéments ont quelques sentiments socialistes ; il faut seulement être certain que des capitalistes n'ont pas été assez généreux.

Ici encore l'arbitrage va s'imposer; il faudra faire appel aux hommes ayant une grande expérience de la vie, pour savoir quels sacrifices doivent être consentis par les riches en faveur des pauvres clients de l'Eglise.

IV

L'étude que nous venons de faire ne nous a pas conduits à penser que les théoriciens de la paix sociale soient sur une voie qui puisse conduire à une morale digne d'être admise; nous allons maintenant procéder à une contre-épreuve et nous demander si la violence prolétarienne ne serait pas susceptible de produire les effets que l'on demanderait en vain aux tactiques de douceur.

Il faut observer, tout d'abord, que les philosophes modernes semblent d'accord pour demander que la morale de l'avenir présente le caractère du sublime, ce qui la séparerait de la petite morale catholique, qui est assez plate.

---

(1) Proudhon. *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, tome I, p. 216.

Le grand reproche que l'on adresse toujours aux théologiens est d'avoir fait la part trop large à la notion de probabilisme ; rien ne paraît plus absurde (pour ne pas dire plus scandaleux) aux philosophes contemporains que de compter les opinions qui ont été émises, pour ou contre une maxime, pour savoir si nous devons y conformer notre conduite.

M. Durkheim disait dernièrement à la Société française de philosophie (11 février 1906) qu'on ne saurait supprimer le *sacré* dans le *moral* et que ce qui caractérise le sacré est d'être incommensurable avec les autres valeurs humaines ; il reconnaissait que ses recherches sociologiques l'amenaient à des conclusions très voisines de celles de Kant ; il affirmait que les morales utilitaires avaient méconnu le problème du devoir et de l'obligation. Je ne veux pas ici défendre les thèses de M. Durkheim ; je le cite seulement pour montrer à quel point le caractère du sublime s'impose aux auteurs qui, par la nature de leurs travaux, sembleraient les moins disposés à l'accepter.

Aucun écrivain n'a exprimé, avec plus de force que Proudhon (1), les principes de cette morale que les temps modernes ont vainement cherché à réaliser : « Sentir et affirmer la dignité humaine, dit-il, d'abord dans tout ce qui nous est propre, puis dans la personne du prochain, et cela sans retour d'égoïsme, comme sans considération aucune de divinité ou de communauté : voilà le droit. Etre prêt en toute circonstance à prendre avec énergie, et au besoin contre soi-même, la défense de cette dignité : voilà la Justice.» Clémenceau, qui ne pratique sans doute guère cette

(1) Lorsqu'un haut dignitaire du palais a reçu un pot-de-vin, le Sultan exige que l'argent lui soit remis et il rend ensuite à son employé une partie de la somme ; la fraction rendue varie suivant que le souverain est, plus ou moins, de bonne humeur. La morale du Sultan est aussi celle de l'Eglise.

morale pour son usage personnel, exprimait la même pensée quand il écrivait : « Sans la dignité de la personne humaine, sans l'indépendance, la liberté, le droit, la vie n'est qu'un état bestial qui ne vaut pas la peine d'être conservé. » (*Aurore*, 12 mai 1905).

On a fait à Proudhon un très juste reproche, le même d'ailleurs que celui que l'on fait à beaucoup de très grands moralistes ; on lui a dit que ses maximes étaient admirables, mais qu'elles étaient destinées à demeurer impuissantes ; l'expérience nous a, en effet, prouvé malheureusement que les enseignements que les historiens des idées nomment des enseignements très élevés, restent d'ordinaire sans efficacité, cela avait été évident pour les stoïciens ; cela n'a pas été moins remarquable pour le kantisme ; et il ne semble pas que l'influence pratique de Proudhon ait été sensible. Pour que l'homme fasse abstraction des tendances contre lesquelles s'élève la morale, il faut qu'il existe chez lui quelque ressort puissant, que la *conviction* domine toute la conscience et agisse avant que les calculs de la réflexion aient eu le temps de se présenter à l'esprit.

On peut même dire que tous les beaux raisonnements par lesquels les auteurs croient pouvoir déterminer l'homme à agir moralement, seraient plutôt capables de l'entraîner sur la pente du probabilisme ; dès que nous raisonnons sur un acte à accomplir, nous sommes amenés à nous demander s'il n'y aurait pas quelque moyen propre à nous permettre d'échapper aux obligations strictes du devoir. A. Comte supposait que la nature humaine changerait dans l'avenir et que les organes cérébraux qui engendrent l'altruisme, l'emporteraient sur ceux qui produisent l'égoïsme ; il se rendait compte de ce fait que la décision morale est instantanée et sort des profondeurs de l'homme comme un instinct.

Proudhon en est réduit, comme Kant, à faire parfois

appel à une scolastique pour expliquer le paradoxe de la loi morale : « Sentir son être dans les autres, au point de sacrifier à ce sentiment tout autre intérêt, d'exiger pour autrui le même respect que pour soi-même et de s'irriter contre l'indigne qui souffre qu'on lui manque, comme si le soin de sa dignité ne le regardait pas seul, une telle faculté semble, au premier abord, étrange... Tout homme tend à déterminer et à faire prévaloir son essence, qui est sa dignité même. Il en résulte que l'essence étant identique et une pour tous les hommes, chacun de nous se sent tout à la fois comme personne et comme espèce ; que l'injure commise est ressentie par les tiers et par l'offenseur lui-même comme par l'offensé ; qu'en conséquence, la protestation est commune, ce qui est précisément la Justice (1). »

Les morales religieuses prétendent posséder ce ressort qui manquerait aux morales laïques (2); mais il faut faire ici une distinction si l'on veut éviter une erreur dans laquelle sont tombés beaucoup d'auteurs. La masse des chrétiens ne suit pas la vraie morale chrétienne, celle que le philosophe regarde comme vraiment spéciale à leur religion ; les gens du monde qui font profession de catholicisme sont surtout préoccupés de probabilisme, de rites mécaniques et de procédés plus ou moins apparentés à la magie qui sont propres à assurer leur bonheur présent et futur en dépit de leurs fautes (3).

---

(1) Proudhon. *Loc. cit.*, pp. 216-217.

(2) Proudhon estime qu'il en était ainsi pour l'antiquité païenne : « Pendant quelques siècles, les sociétés formées par le polythéïsme eurent des mœurs ; elles n'eurent jamais de morale. En l'absence d'une morale solidement établie en principes, les mœurs finirent par disparaître. » (*loc. cit.* p. 173.)

(3) Henri Heine prétend que le catholicisme d'une épouse est chose très salutaire pour le mari parce que la femme ne reste pas sous le poids de ses fautes ; après la confession, elle se met

Le christianisme *théorique* n'a jamais été une religion propre aux gens du monde; les docteurs de la vie spirituelle ont toujours raisonné sur des personnes qui peuvent se soustraire aux conditions de la vie commune. « Quand le concile de Gangres, en 325, dit Renan (1), aura déclaré que les maximes de l'Evangile sur le renoncement à la famille, sur la virginité, ne sont pas à l'adresse des simples fidèles, les parfaits se créeront des lieux à part, où la vie évangélique, trop haute pour le commun des hommes puisse être pratiquée sans atténuation. » Il observe encore, fort bien que le « monastère va suppléer au martyre pour que les conseils de Jésus soient appliqués quelque part »; mais il ne pousse pas assez loin ce rapprochement : la vie des grands solitaires sera une lutte matérielle contre les puissances infernales qui les poursuivront dans le désert (2) et cette lutte continuera celle que les martyrs avaient soutenue contre leurs persécuteurs.

Ces faits nous mettent sur la voie qui nous conduit à l'intelligence des convictions ; celles-ci ne dépendent point des raisonnements ou d'une éducation de la volonté individuelle ; elles dépendent d'un état de guerre auquel les hommes acceptent de participer. Dans les pays catholiques les moines soutiennent le combat contre le prince du mal qui triomphe dans le monde et voudrait les soumettre à ses volontés ; dans les pays protestants, de petites sectes exaltées jouent le rôle des monastères (3), ce sont ces champs de

---

« de nouveau à gazouiller et à rire ». De plus elle n'est pas exposée à raconter sa faute. (*L'Allemagne*, t. II, p. 322).

(1) Renan. *Marc-Aurèle*, p. 558.

(2) Les saints du catholicisme ne luttent pas contre des abstractions mais contre des apparitions se présentant avec tous les caractères de la réalité. Luther, lui aussi, eut à se battre contre le diable, auquel il jetta son encrier

(3) Renan. *Loc. cit.*, p. 627.

bataille qui permettent à la morale chrétienne de se maintenir, avec ce caractère de sublime qui fascine tant d'âmes encore aujourd'hui, et lui donne assez de lustre pour entraîner dans la société quelques pâles imitations.

Lorsque l'on considère un état moins accentué de la morale chrétienne, on est encore frappé de voir à quel point elle dépend des luttes. Le Play, qui était un excellent catholique, a souvent opposé (au grand scandale de ses coréligionnaires) la solidité des convictions religieuses qu'il rencontrait dans les pays à religions mélangées, à l'esprit de mollesse qui règne dans les pays exclusivement soumis à l'influence de Rome. Chez les peuples protestants, il y a d'autant plus de convictions que l'Eglise établie est plus fortement battue en brèche par les sectes dissidentes. Nous voyons là que la conviction se fonde sur la concurrence de communions, dont chacune se considère comme étant l'armée de la vérité ayant à combattre les armées du mal. Dans de telles conditions, il est possible de trouver du sublime; mais quand les luttes religieuses sont très atténuées, le probabilisme, les rites mécaniques et les procédés d'allure magique tiennent la première place.

Nous pouvons relever des phénomènes tout semblables dans l'histoire des idées libérales modernes. Pendant longtemps nos pères considèrent d'un point de vue presque religieux la Déclaration des Droits de l'Homme qui nous semble aujourd'hui n'être qu'un recueil assez fade de formules abstraites, confuses et sans grande portée pratique. Cela tient à ce que des luttes formidables étaient engagées à propos des institutions qui se rattachaient à ce document : le parti clérical prétendait démontrer l'erreur fondamentale du libéralisme ; organisait partout des sociétés de combat destinées à imposer sa direction au peuple et au gouvernement; se vantait de pouvoir bientôt écraser les défenseurs de la Révolution. A l'époque où Proudhon écrivait son livre sur la

Justice, le conflit était loin d'être terminé ; aussi tout ce livre est-il écrit sur un ton belliqueux qui étonne le lecteur d'aujourd'hui : l'auteur parle comme s'il était un vétéran des guerres de la Liberté, il veut prendre sa revanche contre les vainqueurs d'un jour qui menacent de supprimer toutes les acquisitions de la Révolution ; il annonce la révolte qui commence à poindre.

Proudhon espère que le duel sera prochain, que les deux partis donneront avec toutes leurs forces et qu'il y aura une bataille napoléonienne, écrasant définitivement l'adversaire. Il parle souvent la langue de l'épopée. Il ne s'aperçoit pas que ses raisonnements abstraits paraîtront faibles plus tard, parce qu'il y a dans toute son âme un bouillonnement qui le détermine et qui donne à sa pensée un sens caché, fort éloigné du sens scolastique.

La fureur sauvage avec laquelle l'Eglise poursuivit le livre de Proudhon montre que dans le camp clérical on avait exactement la même conception que la sienne sur la nature et les conséquences du conflit.

Tant que le sublime s'imposait ainsi à l'esprit moderne, il paraissait possible de constituer une morale laïque et démocratique ; mais de notre temps, une telle entreprise paraît plutôt comique ; tout a changé depuis que les cléricaux ne semblent plus redoutables ; il n'y a plus de convictions libérales depuis que les libéraux ne se sentent plus animés des passions guerrières d'autrefois. Aujourd'hui tout est devenu si confus que les curés prétendent être les meilleurs de tous les démocrates ; ils ont adopté la *Marseillaise* pour leur hymne de parti ; et si on les en priait un peu fort, ils illumineraient pour l'anniversaire du 10 août 1792. De part et d'autre, il n'y a plus de sublime ; aussi la morale des uns et des autres est-elle d'une bassesse remarquable.

Kautsky a évidemment raison lorsqu'il affirme que de notre temps le relèvement des travailleurs a dépendu de

leur esprit révolutionnaire : « C'est en vain, disait-il à la fin d'une étude sur les réformes sociales et la révolution, qu'on cherche par des sermons moraux à inspirer à l'ouvrier anglais une conception plus élevée de la vie, le sentiment de plus nobles efforts. L'éthique du prolétaire découle de ses aspirations révolutionnaires ; ce sont elles qui lui donnent le plus de force et d'élévation. C'est l'idée de la révolution qui a relevé le prolétariat de l'abaissement » (*Mouvement Socialiste*, 15 octobre 1902, p. 1891). Il est évident que pour Kautsky la morale est toujours subordonnée à l'idée du sublime.

Le point de vue socialiste est tout différent de celui que l'on trouve dans l'ancienne littérature démocratique : nos pères croyaient que l'homme est d'autant meilleur qu'il est plus rapproché de la nature, que l'homme du peuple est une espèce de sauvage ; que par suite, on trouve d'autant plus de vertu qu'on descend davantage dans l'échelle sociale. Plus d'une fois, les démocrates ont fait observer, à l'appui de leur conception, que, durant les révolutions, les plus pauvres ont souvent donné les plus beaux exemples d'héroïsme ; ils expliquent cela en supposant que les héros obscurs étaient de véritables enfants de la nature ; je l'explique en disant que, ces hommes étant engagés dans une guerre qui devait se terminer par leur triomphe ou par leur esclavage, le sentiment du sublime devait naître tout naturellement des conditions de la lutte. Durant la révolution, les gens des hautes classes se présentent d'ordinaire sous un jour particulièrement défavorable ; c'est qu'appartenant à une armée en déroute, ils ont des sentiments de vaincus, de suppliants ou de capitulards.

Dans les milieux ouvriers qui sont *raisonnables*, au gré des professionnels de la sociologie, lorsque les conflits se réduisent à des contestations d'intérêts matériels, il ne peut y avoir rien de plus sublime que lorsque des syndicats

agricoles discutent avec des marchands d'engrais au sujet des prix de guano ; on n'a jamais estimé que les discussions au sujet de prix soient de nature à exercer une influence moralisatrice sur les hommes ; l'expérience des marchés de bestiaux pourrait plutôt conduire à supposer que dans de telles occurences les intéressés sont amenés à admirer plutôt la ruse que la bonne foi ; les *valeurs morales* des maquignons ne passent point pour être très relevées. Parmi les grandes choses accomplies par les syndicats agricoles, M. de Rocquigny rapporte qu'en 1896 « la municipalité de Marmande ayant voulu soumettre les bestiaux amenés sur le champ de foire à une *taxe jugée inique* par les éleveurs... les éleveurs se mirent en grève et cessèrent d'approvisionner le marché de Marmande, si bien que la municipalité se vit contrainte de céder (1) ». Voilà un procédé très pacifique et qui a pu donner des résultats avantageux pour les paysans ; mais il est évident que la moralité n'a rien à faire dans un tel débat.

Lorsque les hommes politiques interviennent, il y a presque nécessairement même un abaissement notable de la moralité, parce que ceux-ci ne font rien pour rien et n'agissent qu'à la condition que l'association favorisée se classe dans leur clientèle. Nous voilà bien loin du chemin du sublime, nous sommes sur celui qui conduit aux pratiques des sociétés politico-criminelles.

Suivant beaucoup de savantes personnes, on ne saurait trop admirer le passage de la violence à la ruse qui se manifeste dans les grèves actuelles de l'Angleterre. Les trade-unions tiendraient beaucoup à se faire reconnaître le droit d'employer la menace enveloppée de formules diploma-

---

(1) Rocquigny. *Op. cit*, pp. 379-380. Je serais curieux de savoir en quoi une taxe peut être inique; mystère et *Musée social !* Les *braves gens* parlent une langue spéciale.

tiques ; elles désirent ne pas être inquiétées quand elles font circuler autour des unions des délégués chargés de faire entendre aux ouvriers qui veulent travailler, qu'ils auraient intérêt à suivre les indications des trade-unions ; elles *consentent* à exprimer leurs *désirs* sous une forme qui sera parfaitement claire pour l'auditeur, mais qui pourra être présentée au tribunal comme étant un sermon solidariste. J'avoue ne pas comprendre ce qu'il y a de si admirable dans cette tactique digne d'Escobar. Les catholiques ont souvent employé des procédés d'intimidation analogues contre les protestants ; aussi, je comprends fort bien pourquoi tant de *braves gens* admirent les trade-unions, mais la morale des *braves gens* est fort peu admirable.

Il est vrai qu'en Angleterre la violence est dépourvue, depuis longtemps, de tout caractère révolutionnaire. Que des avantages corporatifs soient poursuivis à coups de poing ou par la ruse, il n'y a pas une très grande différence à établir entre les deux méthodes ; cependant, la tactique pacifique des trade-unions dénote une hypocrisie qu'il vaudrait mieux laisser aux *braves gens*. Dans les pays où existe la notion de la grève générale, les coups échangés durant les grèves entre ouvriers et représentants de la bourgeoisie ont une tout autre portée ; leurs conséquences sont lointaines et elles peuvent engendrer du sublime.

Je crois que c'est à ces considérations relatives au sublime qu'il faut avoir recours pour comprendre, au moins en partie, les répugnances que provoqua la doctrine de Bernstein dans la social-démocratie allemande. L'Allemand a été nourri de sublime à un degré extraordinaire : d'abord par la littérature qui se rattache aux guerres de l'Indépendance (1),

(1) Renan a même écrit : « La guerre de 1813 à 1815 est la seule de notre siècle qui ait eu quelque chose d'épique et d'élevé ; elle correspondait à un mouvement d'idées et eut une vraie si-

puis par le rajeunissement du goût pour les anciens chants nationaux qui suivirent ces guerres, par une philosophie qui se proposait des fins placées très loin des préoccupations vulgaires ; — enfin, il faut bien reconnaître aussi que la victoire de 1871 n'a pas peu contribué à donner aux Allemands de toute classe un sentiment de confiance en leurs forces qu'on ne trouve pas au même degré chez nous à l'heure actuelle. Que l'on compare, par exemple, le parti catholique allemand aux poules mouillées qui forment en France la clientèle de l'Eglise ! Nos cléricaux ne songent qu'à s'humilier devant leurs adversaires et sont heureux pourvu qu'il y ait beaucoup de soirées durant l'hiver ; ils n'ont aucun souvenir des services qui leur sont rendus (1).

Le parti socialiste allemand tira une force particulière de l'idée catastrophique que ses propagandistes répandaient partout et qui fut prise très au sérieux tant que les persécutions bismarckiennes maintenaient un esprit belliqueux dans les groupes. Cet esprit était si fort que les masses ne

---

gnification intellectuelle. Un homme qui prit part à cette lutte grandiose, me racontait que, réveillé par la canonnade dès le premier mois qu'il passa parmi les corps francs réunis en Silésie, il crut assister à un immense service divin. » (*Essai de morale et de critique*, p. 116). Se rappeler l'ode de Manzoni intitulée : « Mars 1821 » et dédiée à « la mémoire illustre de Théodore Roernov, poète et soldat de l'indépendance germanique, mort sur le champ de bataille de Leipzig, nom cher à tous les peuples qui combattent pour défendre ou pour reconquérir une patrie. » Nos guerres de la Liberté ont été épiques, mais n'ont pas eu une littérature aussi bonne que la guerre de 1813.

(1) M. Drumont a mille fois dénoncé la pleutrerie des catholiques français. Dans la *Libre Parole* du 7 mai 1904, on signale que les catholiques laissent dans la misère un officier qui a été mis en retrait d'emploi pour avoir refusé de faire enfoncer les portes d'un couvent de Rédemptoristes. Le journal ajoute : « Dans le grand parti conservateur, il y a une vertu presque totalement inconnue : c'est la solidarité. »

sont pas encore parvenues à comprendre parfaitement que leurs chefs ne sont rien moins que des révolutionnaires.

Lorsque Bernstein, qui était trop sensé pour ne pas savoir quel était le véritable esprit de ses amis du comité directeur, annonça qu'il fallait renoncer aux grandioses espérances que l'on avait fait naître dans les âmes, il y eut un moment de stupéfaction ; peu de gens comprirent que les déclarations de Bernstein étaient des actes de courage et de loyauté, ayant pour but de mettre le langage en rapport avec la réalité. S'il fallait désormais se contenter d'une politique sociale, il fallait donc négocier avec les partis du parlement et avec le ministre, faire exactement ce que font les bourgeois ; cela paraissait monstrueux aux hommes qui avaient été nourris de théories catastrophiques. Maintes fois on avait dénoncé les ruses des politiciens bourgeois, opposé leurs habiletés à la franchise et au désintéressement des socialistes, montré tout ce que renferme de convenu leur attitude d'opposition ; on n'aurait jamais cru que les disciples de Marx pussent suivre les traces des libéraux. Avec la nouvelle politique, plus de caractères héroïques, plus de sublime, plus de convictions ! Les Allemands crurent que c'était le monde renversé.

Il est évident que Bernstein avait mille fois raison lorsqu'il ne voulait pas maintenir une apparence révolutionnaire qui était en contradiction avec l'attitude du parti ; il ne trouvait pas dans son pays les éléments qui existent en France et en Italie ; il ne voyait donc pas d'autre moyen pour maintenir le socialisme sur le terrain des réalités que de supprimer tout ce qu'avait de trompeur un programme révolutionnaire auquel les chefs ne croyaient plus. Kautsky voulait, au contraire, maintenir le voile qui cachait aux yeux des ouvriers la véritable activité du parti socialiste ; il recueillit ainsi beaucoup de succès auprès des politiciens, mais il a contribué, plus que personne, à rendre la crise du

socialisme aiguë en Allemagne. Ce n'est pas en délayant les phrases de Marx dans de verbeux commentaires que l'on peut maintenir intacte l'idée révolutionnaire, — mais c'est en adaptant toujours la pensée aux faits qui peuvent prendre un aspect révolutionnaire. La grève générale seule peut aujourd'hui produire ce résultat.

Il y aurait à se poser maintenant une très grave question : « Pourquoi les actes de violence peuvent-ils, dans certains pays, se grouper autour du tableau de la grève générale et produire ainsi une idéologie socialiste. riche en sublime ; et ne semblent-ils pas le pouvoir dans d'autres ? » Les traditions nationales jouent ici un très grand rôle ; l'examen de ce problème conduirait peut-être à jeter une vive lumière sur la genèse des idées ; nous ne l'aborderons pas ici.

CHAPITRE VII

La morale des producteurs.

I

Il y a cinquante ans, Proudhon signalait la nécessité de donner au peuple une morale conforme aux besoins nouveaux. Le premier chapitre des discours préliminaire, placés en tête de la *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, a pour titre : « Etat des mœurs au XIXe siècle. Invasion du septicisme moral : la société en péril. Où est le remède ? » On y lit ces phrases redoutables : « La France a perdu ses mœurs. Non pas que les hommes de notre génération soient en effet pires que leurs pères... Quand je dis que la France

a perdu ses mœurs, j'entends, chose fort différente, qu'elle a cessé de croire à ses principes. Elle n'a plus ni intelligence ni conscience morale, elle a perdu jusqu'à la notion de mœurs. Nous sommes arrivés, de critique en critique, à cette triste conclusion, que le juste et l'injuste, dont nous pensions jadis avoir le discernement, sont termes de convention, vagues, indéterminables; que tous ces mots Droit, Devoir, Morale, Vertu, etc., dont la chaire et l'école font tant de bruit, ne servent à couvrir que de pures hypothèses, de vaines utopies, d'indémontrables préjugés ; qu'ainsi la pratique de la vie, dirigée par je ne sais quel respect humain, par des convenances, est au fond arbitraire (1) ».

Cependant il ne pensait pas que la sociéte contemporaine fût frappée de mort ; il pensait que depuis la Révolution l'humanité avait acquis une assez claire notion de la justice pour qu'elle pût triompher de déchéances passagères ; par cette conception de l'avenir, il se séparait complètement de ce qui devait devenir la notion la plus fondamentale du socialisme actuel. « Cette foi juridique, cette science du droit et du devoir, que nous cherchons partout en vain, que l'Eglise ne posséda jamais et sans laquelle il nous est impossible de vivre, je dis que la Révolution en a produit tous les principes ; que ces principes, à notre insu, nous régissent et nous soutiennent, mais que, tout en les affirmant du fond du cœur, nous y répugnons par préjugé, et que c'est cette infidélité à nous-mêmes, qui fait notre misère et notre servitude (2) ». Il affirme qu'il est possible de faire la lumière dans les esprits, de présenter ce qu'il appelle « l'exé-

---

(1) Proudhon. *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, t. I, p. 70.

(2) Proudhon, *loc. cit.*, p. 74. Par foi *juridique*, Proudhon entend ici une triple foi qui domine la famille, les contrats et les relations politiques. La première est « l'idée de la mutuelle

gèse de la Révolution » ; il va, pour cela, interroger l'histoire, montrer comment l'humanité n'a cessé de faire effort vers la justice, comment la religion a été cause de corruption et comment « la Révolution française, faisant prédominer le principe juridique (sur le principe religieux) ouvre une période nouvelle, un ordre de choses tout contraire, dont il s'agit maintenant de déterminer les parties (1) » — « Quoiqu'il advienne de notre race fatiguée, dit-il à la fin des discours préliminaires, la postérité reconnaîtra que le troisième âge de l'humanité (2) a son point de départ dans la Révolution française ; que l'intelligence de la nouvelle loi a été donnée à quelques-uns, dans sa plénitude ; que la pratique ne nous a pas non plus tout à fait manqué ; et que succomber dans cet enfantement sublime, après tout, n'était pas sans grandeur. A cette heure la Révolution se définit : elle vit donc. Le reste ne pense plus. L'être qui vit et qui pense sera-t-il supprimé par le cadavre (3) » ?

J'ai dit, dans le chapitre précédent, que toute la doctrine de Proudhon était subordonnée à l'existence de l'enthousiasme révolutionnaire et que cet enthousiasme s'était éteint depuis que l'Eglise avait cessé d'être redoutable ; aussi, ne

---

dignité (des époux) qui, les élevant au-dessus des sens, les rende l'un à l'autre encore plus sacrés que chers et leur fasse de leur communauté féconde une religion plus douce que l'amour même »; — la seconde « élevant les âmes au-dessus des appétits égoïstes, les rend plus heureuses du respect du droit d'autrui que de leur propre fortune » ; — sans la troisième « les citoyens, livrés aux pures attractions de l'individualisme, ne sauraient être autre chose qu'un agrégat d'existences incohérentes que dispersera comme poussière le premier souffle » (*loc. cit.*, pp. 72-73). Au sens strict, la foi juridique serait la seconde dans cette énumération.

(1) Proudhon, *loc. cit.*, p. 93.

(2) Les deux premiers âges sont ceux du paganisme et du christianisme.

(3) Proudhon, *loc. cit.*, p. 104.

faut-il pas s'étonner si l'entreprise que Proudhon jugeait facile (la création d'une morale absolument débarrassée de toute croyance religieuse) paraît fort hasardée à beaucoup de nos contemporains. Je trouve la preuve de cette manière de penser dans un discours prononcé par M. Combes durant la discussion du budget des cultes, en 1903 : « Nous considérons, en ce moment, les idées morales telles que les Eglises les donnent, comme des idées nécessaires. Pour ma part, je me fais difficilement à l'idée d'une société contemporaine composée de philosophes semblables à M. Allard (1), que leur éducation primaire aurait suffisamment garantis contre les périls et les épreuves de la vie » (*Journal officiel*, 27 janvier 1903, p. 230, col. 1). M. Combes n'est pas homme à avoir des idées personnelles ; il reproduisait une opinion qui était courante dans son monde.

Cette déclaration provoqua un fort tapage à la Chambre ; tous les députés qui se piquent de philosophie, intervinrent dans le débat ; comme M. Combes avait parlé de l'enseignement superficiel et borné de nos écoles primaires, M. F. Buisson crut devoir protester, en sa qualité de grand pédagogue de la troisième République : « L'éducation que nous donnons à l'enfant du peuple, dit-il, dans l'école primaire, n'est pas une demi éducation ; c'est la fleur même et le fruit de la civilisation recueillie à travers les siècles, chez les peuples divers, dans les religions et les législations de tous les âges et dans toute l'humanité » (*Loc. cit.*, p. 235, col. 1). Une telle morale abstraite ne peut être que prodigieusement dépourvue d'efficacité ; je me souviens d'avoir lu autrefois, dans un manuel de Paul Bert, que le principe fondamental de la morale s'appuie sur les enseignements de Zoroustre et

---

(1) Ce député avait fait un discours à la fois très anticlérical et très *antisémite*.

sur la Constitution de l'an III ; je pense que cela n'est pas une raison sérieuse pour faire agir un homme.

On peut se demander si l'Université n'a pas arrangé les programmes actuels dans l'espoir d'imposer la morale aux élèves par le mécanisme de la répétition ; elle multiplie à ce point les cours, qu'on peut se demander s'il ne faudrait pas ici appliquer (avec une légère correction), le vers connu de Boileau :

Aimez-vous la *muscade* ? On en a mis partout.

Je crois que peu nombreux sont les gens qui ont la confiance naïve de M. F. Buisson et des universitaires dans leur morale. M. de Molinari estime, tout comme M. Combes. qu'il faut avoir recours à la religion, qui promet aux hommes une récompense dans l'autre monde et qui est ainsi « l'assureuse de la justice. C'est la religion qui, dans l'enfance des sociétés, a élevé l'édifice de la morale ; c'est elle qui le soutient et qui peut seule le soutenir. Telles sont les fonctions qu'a remplies et que continue à remplir la religion et qui, n'en déplaise aux apôtres de la morale indépendante, constituent son utilité (1) » ; — « C'est à un véhicule plus puissant et plus actif que l'intérêt de la société qu'il faut avoir recours pour opérer les réformes dont l'économie politique démontre la nécessité, et ce véhicule ne peut se trouver que dans le sentiment religieux associé au sentiment de justice » (2).

M. de Molinari s'exprime en termes volontairement vagues ; il semble considérer la religion comme font beaucoup de catholiques modernes (genre Brunetière) : c'est un moyen de gouvernement social, qui devra être proportionné

(1) G. de Molinari. *Science et religion*, p. 94.
(2) G. de Molinari. *Op. cit.*, p. 198.

aux besoins des classes ; les gens des hautes classes ont toujours estimé qu'ils avaient moins besoin d'être disciplinés moralement que leurs subordonnés, et c'est pour avoir fait cette belle découverte que les Jésuites ont tant de succès dans la bourgeoisie. Notre auteur distingue quatre moteurs capables d'assurer l'accomplissement du devoir : « le pouvoir de la société investi dans l'organisme gouvernemental, le pouvoir de l'opinion publique, le pouvoir de la conscience individuelle et le pouvoir de la religion », et il estime que ce mécanisme spirituel est visiblement en retard sur le mécanisme matériel (1). Les deux premiers moteurs peuvent avoir une action sur les capitalistes, mais n'ont pas d'influence dans l'atelier ; pour le travailleur, les deux derniers moteurs sont seuls efficaces et ils deviennent tous les jours plus importants en raison de « l'accroissement de responsabilité de ceux qui sont chargés de diriger ou de surveiller le fonctionnement des machines (2) ; or, suivant M. de Molinari, on ne saurait concevoir le pouvoir de la conscience individuelle sans celui de la religion (3).

Je crois donc que M. de Molinari ne serait pas éloigné d'approuver les patrons qui protègent les institutions religieuses ; il demanderait, sans doute, seulement que l'on mît plus de formes que n'en mettait jadis Chagot à Montceau-les-Mines (4).

Les socialistes ont longtemps eu de grands préjugés contre la morale, en raison de ces institutions catholiques que de grands industriels établissaient chez eux ; il leur semblait que la morale n'était, dans notre société capitaliste, qu'un

(1) G. de Molinari. *Op. cit.*, p. 60-61.
(2) G. de Molinari. *Op. cit.*, p. 54.
(3) G. de Molinari. *Op. cit.*, p. 87 et 93.
(4) En 1883, M. Y. Guyot dénonçait avec violence la conduite de Chagot, qui plaçait les ouvriers sous la direction des prêtres et les forçait à aller à la messe (*La Morale*, p. 183).

moyen d'assurer la docilité des travailleurs maintenus dans l'effroi des superstitions. La littérature, dont raffole la bourgeoisie depuis longtemps, décrit des mœurs si déraisonnables ou même si scandaleuses qu'il est difficile de croire que les classes riches puissent être sincères quand elles parlent de moraliser le peuple : liberté de l'adultère en haut et contrainte sexuelle en bas ; vraiment le contraste est trop fort !

Les marxistes avaient une raison particulière de se montrer défiants pour tout ce qui touchait à l'éthique ; les propagateurs de réformes sociales, les utopistes et les démocrates avaient fait un tel abus de la Justice, qu'on était en droit de regarder toute dissertation sur un tel sujet comme un exercice de rhétorique ou comme une sophistique destinée à égarer toutes les personnes qui s'occupaient du mouvement ouvrier. C'est ainsi que Rosa Luxemburg appelait, il y a quelques années, l'idée de Justice « ce vieux cheval de retour monté depuis des siècles par tous les rénovateurs du monde, privés de plus sûrs moyens de locomotion historique, cette Rossinante déhanchée sur laquelle ont chevauché tant de don Quichotte de l'histoire à la recherche de la grande réforme mondiale, pour ne rapporter de ces voyages autre chose que quelque œil poché » (*Mouvement Socialiste*, 15 juin 1899, p. 649). De ces plaisanteries sur une Justice fantastique sortie de l'imagination des utopistes, on passait, parfois trop facilement, à de grossières facéties sur la morale la plus ordinaire ; on pourrait faire un assez vilain recueil des paradoxes soutenus par des marxistes à ce sujet ; Lafargue s'est particulièrement distingué à ce point de vue ; c'est lui qui espère voir revenir les temps heureux des tribus sauvages, dans lesquelles « les femmes sont d'autant plus honorées qu'elles distribuent leurs faveurs à un plus grand nombre d'amants » (*Socialiste*, 20 juin 1901). Il est inutile d'insister sur des platitudes de ce genre.

La raison capitale qui empêchait les socialistes d'étudier

les problèmes éthiques comme ils le méritent, était la superstition démocratique qui les a si longtemps dominés et qui les entraînait à croire que leur action devait surtout avoir pour but la conquête de sièges dans les assemblées politiques. Dès qu'on s'occupe d'élections, il faut subir certaines conditions générales qui s'imposent, d'une manière inéluctable, à tous les partis, dans tous les pays et dans tous les temps : quand on est convaincu que l'avenir du monde dépend des prospectus électoraux, de compromis conclus entre gens influents, et de ventes de faveurs, on ne peut avoir grand souci des contraintes morales qui empêcheraient l'homme d'aller là où se manifeste son plus clair intérêt. L'expérience montre que dans tous les pays où la démocratie peut développer librement sa nature, s'étale la corruption la plus scandaleuse, sans que personne juge utile de dissimuler ses coquinneries ; le Tammany-Hall de New-York a toujours été cité comme le type le plus parfait de la vie démocratique et dans la plupart de nos grandes villes, on trouve des politiciens qui ne demanderaient qu'à suivre les traces de leurs confrères d'Amérique. Tant qu'un homme reste fidèle à son parti, il ne peut commettre que des pécadilles ; mais s'il a l'imprudence de l'abandonner, on lui découvre immédiatement les tares les plus honteuses : il ne serait pas difficile de montrer, par des exemples fameux, que nos socialistes parlementaires pratiquent cette singulière morale avec un certain cynisme.

La démocratie électorale ressemble beaucoup au monde de la Bourse ; dans un cas comme dans l'autre, il faut opérer sur la naïveté des masses, acheter le concours de la grande presse, et aider le hasard par une infinité de ruses ; il n'y a pas grande différence entre un financier qui introduit sur le marché des affaires retentissantes, qui sombreront dans quelques années, et le politicien qui promet à ses concitoyens une infinité de réformes qu'il ne saurait faire aboutir et qui

se traduiront seulement par un amoncellement de papiers parlementaires. Les uns et les autres n'entendent rien à la production et ils s'arrangent cependant pour s'imposer à elle, la mal diriger et l'exploiter sans la moindre vergogne : ils sont éblouis par les merveilles de l'industrie moderne et ils estiment, les uns et les autres, que le monde regorge assez de richesses pour qu'on puisse le voler largement, sans trop faire crier les producteurs ; tondre le travailleur sans qu'il se révolte, voilà tout l'art du grand homme d'Etat et du grand financier. Démocrates et gens d'affaires ont une science toute particulière pour faire approuver leurs filouteries par des assemblées délibérantes ; le régime parlementaire est tout aussi truqué que les réunions d'actionnaires. C'est probablement en raison des affinités psychologiques profondes, résultant de ces manières d'opérer, que les uns et les autres s'entendent si parfaitement : la démocratie est le pays de Cocagne rêvé par les financiers sans scrupule.

Le spectacle écœurant donné au monde par les écumeurs de la finance et de la politique (1), explique le succès qu'obtinrent assez longtemps les écrivains anarchistes : ceux-ci fondaient leurs espérances de renouvellement du monde sur un progrès intellectuel et moral des individus ; ils ne cessaient d'engager les ouvriers à s'instruire, à prendre une plus claire conscience de leur dignité d'hommes et à se montrer dévoués pour leurs camarades. Cette attitude leur était imposée par leur principe : comment, en effet, pourrait-on concevoir la formation d'une société d'hommes libres, si

---

(1) Quelques personnes me reprochant de manquer de respect pour le régime parlementaire, je suis bien aise de m'appuyer sur l'autorité de Gérault-Richard qui, dans la *Petite République* du 19 mai 1903, dénonçait les « intrigants, arrivistes, faméliques et noceurs [qui] voient uniquement le gâteau ministériel à saisir, et qui cherchaient alors à faire tomber M. Combes.

on ne supposait que les individus actuels eussent déjà acquis la capacité de se conduire eux-mêmes ? Les politiciens assurent que c'est là une pensée tout à fait naïve et que le monde jouira de tous les bonheurs qu'il pourra désirer le jour où les bons apôtres pourront profiter de tous les avantages que procure le pouvoir ; rien ne sera impossible pour un Etat qui transformera en princes les rédacteurs de l'*Humanité* ; si à ce moment, on juge utile d'avoir des hommes libres, on fera quelques bons décrets. pour en fabriquer ; mais il est douteux que les amis et commanditaires de Jaurès trouvent cela nécessaire ; il leur suffira d'avoir des domestiques et des contribuables.

La *nouvelle école* s'est rapidement distinguée du socialisme officiel en reconnaissant la nécessité de perfectionner les mœurs ; aussi est-il de mode parmi les dignitaires du socialisme parlementaire de l'accuser d'avoir des tendances anarchistes ; je ne fais aucune difficulté, pour ma part, de me reconnaître anarchisant à ce point de vue, puisque le socialisme parlementaire fait profession d'avoir pour la morale un mépris à peu près égal à celui qu'ont pour elle les plus vils représentants de la bourgeoisie boursicotière.

On reproche aussi parfois à la *nouvelle école* de revenir aux rêveries des utopistes ; cette critique montre combien nos adversaires comprennent mal les œuvres des anciens socialistes et la situation actuelle. Jadis on cherchait à fabriquer une morale qui fût capable d'agir sur les sentiments des gens du monde pour les rendre sympathiques à ce qu'on nommait avec pitié les classes déshéritées et les amener à faire quelques sacrifices en faveur de frères malheureux. Les écrivains de ce temps se représentaient l'atelier sous un aspect tout autre que celui qu'il peut avoir dans une société de prolétaires voués à un travail progressif; ils supposaient qu'il pourrait ressembler à un salon dan lequel des dames se réunissent pour faire de la broderie ; ils

embourgeoisaient ainsi le mécanisme de la production. Enfin ils attribuaient aux prolétaires des sentiments fort analogues à ceux que les explorateurs du XVII[e] et du XVIII[e] siècle avaient attribués aux sauvages, bons, naïfs et désireux d'imiter les hommes d'une race supérieure. Sur de telles hypothèses, il était facile de concevoir une organisation de paix et de bonheur : il s'agissait de rendre meilleure la classe riche et d'éclairer la classe pauvre. Ces deux opérations semblaient très faciles à réaliser et alors la fusion s'opérai dans ces ateliers de salon, qui ont fait tourner la tête de tant d'utopistes (1). Ce n'est point sur le modèle idyllique, chrétien et bourgeois que la *nouvelle école* conçoit les choses ; elle sent que le progrès de la production requiert des qualités tout autres que celles que l'on rencontre chez les gens du monde ; c'est en raison des valeurs morales nécessaires pour perfectionner la production qu'elle a un souci considérable de l'éthique.

Elle se rapproche donc des économistes bien plus que des utopistes ; elle estime, comme M. de Molinari, que le progrès moral du prolétariat est aussi nécessaire que le progrès matériel de l'outillage pour porter l'industrie moderne au niveau toujours plus élevé que la science technologique permet d'atteindre ; mais elle descend bien plus que cet auteur dans la profondeur du problème et ne se contente point de vagues recommandations sur le devoir ; dans son désir insatiable de réalité, elle cherche à atteindre les racines mêmes de ce perfectionnement moral et elle voudrait savoir comment peut se *créer aujourd'hui la morale des producteurs futurs*.

---

(1) Dans la colonie New-Harmony, fondée par R. Owen, on travaillait peu et mal ; mais les amusements étaient abondants ; en 1826, le duc de Saxe-Weimar fut émerveillé par la musique et les bals. (Dolléans. *Robert Owen*, p. 158, 163-164).

II

Au début de toute recherche sur la morale moderne, il faut se poser cette question : sous quelles conditions un renouvellement est-il possible ? Les marxistes ont eu mille fois raison de se moquer des utopistes et de soutenir qu'on ne crée point une morale avec des prédications tendres, des fabrications ingénieuses d'idéologie, ou de beaux gestes. Proudhon, faute d'avoir examiné ce problème, s'est fait de grandes illusions sur la persistance des forces qui donnaient la vie à sa morale; l'expérience devait démontrer bientôt que son entreprise était destinée à demeurer vaine. Et si le monde contemporain ne renferme par de racines pour une nouvelle morale, que deviendra-t-il ? Les gémissements d'une bourgeoisie pleurnicharde ne le sauveront pas s'il a vraiment perdu ses mœurs pour toujours.

Peu de temps avant sa mort, Renan était fort préoccupé de l'avenir moral du monde : « Les valeurs morales baissent, cela est sûr; le sacrifice disparaît presque, on voit venir le jour où tout sera syndiqué (1), où l'égoïsme organisé remplacera l'amour et le dévouement. Il y aura d'étranges tiraillements. Les deux choses qui jusqu'ici ont seules résisté à la chute du respect, l'armée (2) et l'Église, seront bientôt

---

(1) On voit que Renan n'avait point pour l'esprit coopératif la vénération que montrent beaucoup de nos actuels idéalistes.

(2) Il ne prévoyait pas que son gendre s'agiterait tellement contre l'armée durant l'affaire Dreyfus.

entraînées par le torrent général » (1). Renan montrait une remarquable perspicacité en écrivant ces choses, juste au moment où tant d'esprits futiles annonçaient la renaissance de l'idéalisme et prévoyaient des tendances progressives dans l'Église reconciliée enfin avec le monde moderne. Mais Renan avait été trop favorisé durant toute sa vie par la fortune, pour ne pas être optimiste; il croyait donc que le mal se bornerait à l'obligation de traverser de mauvais jours, et il ajoutait : « N'importe, les ressources de l'humanité sont infinies. Les œuvres éternelles s'accompliront, sans que la *Source des forces vives*, remontant toujours à la surface, soit jamais tarie ».

Quelques mois auparavant il avait terminé le cinquième volume de son *Histoire d'Israël* et ce volume, ayant été publié d'après le manuscrit, renferme certainement une expression plus franche de sa pensée; on sait qu'il corrigeait, en effet, très longuement ses épreuves. Nous trouvons ici de plus sombres pressentiments ; l'auteur se demande même si notre humanité atteindra sa véritable fin : « Si ce globe vient à manquer à ses devoirs, il s'en trouvera d'autres pour pousser à outrance le programme de toute vie : lumière, raison, vérité (2) ». Les temps prochains l'effrayaient : « L'avenir immédiat est obscur. Il n'est pas certain qu'il soit assuré à la lumière ». Il avait peur du socialisme et il n'est pas douteux qu'il entendait par socialisme la niaiserie humanitaire qu'il voyait paraître dans le monde des bourgeois stupides ; c'est ainsi qu'il a supposé que le catholicisme serait peut-être le complice du socialisme (3).

---

(1) Renan. *Feuilles détachées*, p. 14.
(2) Renan. *Histoire d'Israël*, t. V, p. 421.
(3) Renan. *Loc. cit.*, p. 420.

Mais dans la même page il nous parle des scissions qui peuvent exister dans une société, et ceci a une importance considérable : « La Judée et le monde gréco-romain étaient comme deux univers roulant l'un à côté de l'autre sous des influences opposées... L'histoire de l'humanité n'est nullement synchronique en ses diverses parties. Tremblons. En ce moment peut-être la religion de l'avenir se fait et se fait sans nous. Oh ! le sage Kimri qui voyait sous terre ! C'est là que tout se prépare, c'est là qu'il faudrait voir ». Ces paroles ne peuvent déplaire aux théoriciens de la lutte de classes ; j'y vois le commentaire de ce que Renan dira un peu plus tard, au sujet de la « source des forces vives remontant à la surface » : la rénovation se ferait par une classe qui travaille souterrainement et qui se sépare du monde moderne comme le judaïsme se séparait du monde antique.

Quoiqu'en pensent les sociologues officiels, les classes inférieures ne sont nullement condamnées à vivre des ragots que leur abandonnent les classes supérieures ; nous sommes heureux de voir Renan protester contre cette doctrine imbécile. Le syndicalisme a la prétention de se créer une idéologie vraiment prolétarienne et, quoiqu'en disent les savants de la bourgeoisie, l'expérience historique, proclamée par Renan, nous apprend que cela est très possible et que de là peut sortir le salut du monde.

C'est vraiment sous terre que se produit le mouvement syndicaliste, les hommes qui s'y dévouent ne mènent pas grand tapage dans le monde ; quelle différence entre eux et les anciens chefs de la démocratie travaillant à la conquête du pouvoir ! Ceux-ci étaient enivrés par l'espoir que les hasards de l'histoire devaient les amener, quelque jour, à devenir des *princes républicains* (1). En attendant que la

---

(1) Toute la démocratie est dans le mot prêté à Mme Flocon :

roue de la fortune tournât ainsi à leur avantage, ils obtenaient les profits moraux et matériels que procure la célébrité à tous les virtuoses dans une société qui est habituée à payer cher ce qui l'amuse. Beaucoup d'entre eux avaient pour principal moteur leur incommensurable orgueil et ils s'imaginaient que, leur nom devant briller d'un singulier éclat dans les annales de l'humanité, ils pouvaient acheter cette gloire future par quelques sacrifices. Aucune de ces raisons d'agir n'existe pour les syndicalistes actuels, le prolétariat n'a pas les instincts serviles de la démocratie, il n'aspire point à marcher à quatre pattes devant un ancien camarade devenu haut magistrat et de se pâmer d'aise devant les toilettes des dames des ministres (1); les hommes qui se dévouent à la cause révolutionnaire savent qu'ils devront rester toujours dans les conditions d'une vie infiniment modeste. Ils poursuivent leur travail d'organisation sans attirer l'attention et le moindre écrivasson qui barbouille du papier pour l'*Humanité* est beaucoup plus célèbre que les militants de la Confédération du Travail ; pour la très grande masse du public français, Griffuelhes n'aura jamais la notoriété de Rouanet ; à défaut d'avantages matériels qu'ils ne sauraient espérer, ils n'ont même pas la satisfaction que peut procurer la célébrité. Mettant toute leur con-

---

« C'est nous qui sommes les princesses ». La démocratie est heureuse quand elle voit traiter avec des honneurs princiers un F. Faure, homme médiocre en tout (pour ne pas être sévère).

(1) Le socialisme parlementaire est d'une force carabinée sur les bonnes manières, comme on peut s'en assurer en consultant la collectton de la *Petite République* (cf. aussi l'*Autorité* du 30 juillet 1903). Je serais bien aise de savoir pourquoi les femmes des socialistes sont tantôt appelées *dames* et tantôt *citoyennes*. Y aurait-il des classes dans le socialisme mondain ?

fiance dans les mouvements des masses, ils ne comptent point sur une gloire napoléonienne et laissent à la bourgeoisie la superstition des grands hommes.

Il est bon qu'il en soit ainsi, car le prolétariat peut se développer d'une manière d'autant plus solide qu'il s'organise dans l'ombre ; les politiciens socialistes n'aiment pas les occupations qui ne procurent pas de célébrité (et partant pas de profits); ils ne sont donc point disposés à s'occuper des œuvres syndicales qui peuvent demeurer prolétariennes; ils font la parade sur la scène parlementaire, et cela n'a pas généralement de graves conséquences. Les hommes qui participent vraiment au mouvement ouvrier actuel, donnent l'exemple de ce que l'on a toujours regardé comme étant les plus hautes vertus; ils ne peuvent, en effet, recueillir aucune de ces choses que le monde bourgeois regarde comme étant surtout désirable. Si donc l'histoire récompense l'abnégation résignée des hommes qui luttent sans se plaindre et accomplissent sans profit une grande œuvre de l'histoire, comme l'affirme Renan (1), nous avons une raison nouvelle de croire à l'avènement du socialisme, puisqu'il représente le plus haut idéal moral que l'homme ait jamais conçu. Ce n'est pas une religion nouvelle qui se ferait sur terre, sans l'aide des penseurs bourgeois, mais c'est une vertu qui naît, une vertu que les intellectuels de la bourgeoisie sont incapables de comprendre, une vertu qui peut sauver la civilisation, — comme Renan espérait que celle-ci serait sauvée, — mais par l'élimination totale de la classe dans laquelle Renan avait vécu.

Examinons maintenant de près les raisons qui faisaient redouter à Renan une décadence de la bourgeoisie (2) ; il

---

(1) Renan. *Histoire d'Israël*, t. IV, p. 267.

(2) Renan a signalé un symptôme de décadence sur lequel il a trop peu insisté, et qui ne semble pas avoir beaucoup frappé ses

était très frappé de la ruine des idées religieuses : « Un immense abaissement moral, *et peut-être intellectuel*, suivra le jour où la religion disparaîtrait du monde. Nous pouvons nous passer de religion, parce que d'autres en ont pour nous. Ceux qui ne croient pas sont entraînés par la masse plus ou moins croyante ; mais le jour où la masse n'aura plus d'élan, les braves eux-mêmes iraient mollement à l'assaut. » C'est l'absence de sublime qui fait peur à Renan ; comme tous les vieillards en leurs jours de tristesse, il pense à son enfance et il ajoute : « L'homme vaut en proportion du sentiment religieux qu'il emporte de sa première éducation et qui parfume toute sa vie. » Il a vécu de ce qu'une mère chrétienne lui a enseigné de sublime ; nous savons, en effet, que Mme Renan était une femme d'un haut caractère. Mais la source du sublime se tarit : « Les personnes religieuses vivent d'une ombre. Nous vivons de l'ombre d'une ombre : *de quoi vivra-t-on après nous* (1) ? »

Suivant son habitude, Renan cherche à atténuer les tristes perspectives que sa perspicacité lui fait entrevoir ; il est comme tant d'autres écrivains français, qui voulant plaire à un public frivole, n'osent jamais aller au fond des problèmes que soulève la vie (2) ; il ne veut pas effrayer ses

---

lecteurs ; il était agacé par l'agitation, les prétentions à l'originalité et les surenchères naïves de jeunes métaphysiciens : « Mais, mes chers enfants, c'est inutile de se donner tant mal à la tête pour n'arriver qu'à changer d'erreur. » (*Feuilles détachees*, p. x). Une telle agitation (qui a pris aujourd'hui une allure sociologique, socialiste ou humanitaire) est un signe certain d'anémie cérébrale.

(1) Renan. *Feuilles détachées*, p. XVII-XVIII.

(2) C'est M. Brunetière qui adresse ce reproche à la littérature française : « Si vous voulez savoir pourquoi Racine et Molière, par exemple, n'ont pas atteint cette profondeur que nous trouvons dans un Shakespeare ou dans un Gœthe ;... cherchez la femme, et vous trouverez que la faute en est à l'influence des salons et des femmes. » (*Evolution des genres*, 2e édition, p. 128.

aimables admiratrices ; il ajoute donc qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une religion chargée de dogmes, une religion analogue au christianisme ; le sentiment religieux pourrait suffire. Après lui, il n'a pas manqué de bavards pour nous entretenir de ce vague sentiment religieux qui pourrait suffire pour remplacer les religions positives qui s'effondrent. M. F. Buisson nous apprend qu'il restera « une émotion religieuse qui, bien loin de contredire ou la science, ou l'art, ou la morale, ne fera que les replonger dans le sentiment d'une profonde harmonie avec la vie de l'Univers (1). » Voilà, si je n'ai la berlue, du triple galimatias ; suivant son habitude, notre grand pédagogue n'a à nous apporter que des relavures de livres pieux, et il me semble fort probable qu'il a emprunté ces balivernes à quelque sermon de prédicateur mondain.

« De quoi vivra-t-on après nous ? » Voilà le grand problème que Renan a posé et que la bourgeoisie ne résoudra pas ; si l'on pouvait avoir quelque doute sur ce point, les niaiseries que débitent les moralistes officiels démontreraient que la décadence est désormais fatale ; ce ne sont pas des considérations sur l'harmonie de l'Univers (même en personnifiant l'Univers), qui pourront donner aux hommes ce courage que Renan comparait à celui qui possède le soldat montant à l'assaut. Le sublime est mort dans la bourgeoisie et celle-ci est donc condamnée (2). La liquidation de l'affaire

---

(1) *Questions de morale* (conférences par plusieurs professeurs) dans la *Bibliothèque des sciences sociales*, p. 328. Pourquoi mettre un grand U à Univers ?

(2) J'appelle l'attention sur l'extraordinaire prudence que montre M. Ribot dans sa *Psychologie des sentiments*, à propos de l'évolution de la morale ; il semble, d'après les analogies avec d'autres sentiments, qu'il aurait dû conclure à une évolution vers un état purement intellectuel et à la disparition de son efficacité ; mais il n'a pas osé conclure pour la morale comme pour la religion.

Dreyfus, dont les dreyfusards ont su tirer un si bon parti, à la grande indignation du colonel Picquart, a montré que le sublime bourgeois est une valeur de Bourse. Dans cette affaire se manifestèrent toutes les tares intellectuelles et morales d'une classe atteinte de folie.

III

Avant d'examiner quelles sont les qualités que l'économie moderne requiert des producteurs libres, nous devons analyser les parties dont se compose la morale. Les philosophes ont toujours quelque peine à voir clair dans ces problèmes éthiques, parce qu'ils constatent l'impossibilité de ramener à l'unité les idées qui ont cours simultanément dans une classe, et qu'ils s'imaginent cependant que leur devoir serait de tout ramener à l'unité. Pour arriver à se dissimuler l'hétérogénéité fondamentale de toute morale civilisée, ils recourrent à une infinité de subterfuges, tantôt reléguant au rang d'exception, d'importation ou de survivance, tout ce qui les gêne, tantôt noyant la réalité dans un océan de termes vagues, et, le plus souvent, employant ces deux procédés pour mieux embrouiller la question. J'estime, au contraire, qu'un ensemble quelconque dans l'histoire des idées ne peut être bien connu que si on cherche à mettre en lumière toutes les contradictions. Je vais adopter ce parti et je prendrai pour point de départ l'opposition célèbre que Nietzsche a établie entre deux groupes de valeurs morales, opposition sur laquelle on a beaucoup écrit, mais que l'on n'a jamais convenablement étudiée.

A. — On sait avec quelle force Nietzsche a vanté les va-

leurs construites par les maîtres, par une haute classe de guerriers qui, dans leurs expéditions jouissent pleinement de l'affranchissement de toute contrainte sociale, retournent à la simplicité de la conscience du fauve, redeviennent des monstres triomphants qui rappellent toujours « la superbe brute blonde rôdant, en quête de carnage et de proie », chez lesquels « un fond de bestialité a besoin, de temps en temps, d'un exutoire ». Pour bien comprendre cette thèse, il ne faut pas trop s'attacher à des formules qui ont été parfois exagérées à dessein, mais aux faits historiques ; l'auteur nous apprend qu'il a en vue « l'aristocratie romaine, arabe, germanique ou japonaise, les *héros homériques*, les vikings scandinaves. »

C'est surtout aux héros homériques qu'il faut penser pour comprendre ce que Nietzsche a voulu expliquer à ses contemporains. On doit se rappeler qu'il avait été professeur de grec à l'Université de Bâle et qu'il a commencé sa réputation avec un livre consacré à glorifier le génie hellénique (*L'origine de la tragédie*). Il observe que, même à l'époque de leur plus haute culture, les Grecs avaient conservé conscience de leur tempérament aristocratique : « Notre audace, disait Périclès, s'est frayé un passage sur terre et sur mer, s'élevant partout d'impérissables monuments *en bien et en mal* ». Aux héros de la légende et de l'histoire hellénique s'applique ce qu'il admire dans « cette audace des races nobles, audace folle, absurde, spontanée ; leur indifférence et leur mépris pour toutes les sécurités du corps, pour la vie, pour le bien-être. » N'est-ce point particulièrement à propos de l'Achille de l'*Iliade* que l'on peut parler de « la gaieté terrible et de la joie profonde que goûtent [les héros] à toute destruction, à toutes les voluptés de la victoire et de la cruauté » (1).

---

(1) Nietzsche. *Généalogie de la morale*, trad. franç., p. 57-59.

C'est bien au type de la Grèce classique que Nietzsche fait allusion quand il écrit : « Les jugements de valeurs de l'aristocratie guerrière sont fondés sur une puissante constitution corporelle, une santé florissante, sans oublier ce qui est nécessaire à l'entretien de cette vigueur débordante : la guerre, l'aventure, la chasse, la danse, les jeux et les exercices physiques et en général tout ce qui implique une activité robuste, libre et joyeuse (1). »

Le type très antique, le type achéen célébré par Homère, n'est pas un simple souvenir ; il a reparu plusieurs fois dans le monde. « Il y a eu pendant la Renaissance un réveil superbe de l'idéal classique, de l'évaluation noble de toutes choses ; et après la Révolution, se produisit tout à coup la chose la plus prodigieuse et la plus inattendue : l'idéal antique se dressa en personne et avec une splendeur insolite devant les yeux et la conscience de l'humanité... Apparut Napoléon, homme unique et tardif s'il en fût (2). »

Je crois que si Nietzsche n'avait pas été autant dominé par ses souvenirs de professeur de philologie, il aurait vu que *le maître* existe encore sous nos yeux, et que c'est lui qui fait, à l'heure actuelle, l'extraordinaire grandeur des Etats-Unis ; il aurait été frappé des singulières analogies qui existent entre le Yankee, apte à toutes les besognes, et l'ancien marin grec, tantôt pirate, tantôt colon ou marchand ; il aurait surtout établi un parallèle entre le héros antique et l'homme qui se lance à la conquête du Far-West (3). M. de Rousiers a peint d'une manière excellente le

(1) Nietzsche. *Op, cit.*, p, 43. M. A. Croiset dit que l'honnête homme grec, que les auteurs nomment *kaloskagathos*, n'a rien d'un ascète ni d'un saint (*Questions de morale*, déjà citées, p. 138.)

(2) Nietzsche. *Op. cit.*, p. 78-80.

(3) M. de Rousiers observe que dans toute l'Amérique on trouve à peu près le même milieu social, les mêmes hommes à

type du *maître* : « Pour devenir et rester américain, il faut considérer la vie comme une lutte et non comme un plaisir, y rechercher l'effort victorieux, l'action énergique et efficace, plus que l'agrément, plus que le loisir embelli par la culture des arts, et les raffinements propres à d'autres sociétés. Partout nous avons constaté que ce qui constitue son type, c'est la valeur morale, l'énergie personnelle, l'énergie agissante, l'énergie créatrice (1). » Le mépris si profond que le Grec avait pour le Barbare, le Yankee l'a pour le travailleur étranger qui ne fait point d'effort pour devenir vraiment américain. « Beaucoup de ces gens-là seraient meilleurs si nous en avions cure, disait au voyageur français un vieux colonel de la guerre de Sécession, mais nous sommes une race impérieuse » ; un boutiquier de Pottsville traitait devant lui les mineurs de Pensylvanie de « population déraisonnable (2). » Dans les *Débats* du 2 septembre 1902, M. J. Bourdeau signalait l'étrange similitude qui existe entre les idées de MM. A. Carnegie et Roosevelt, et celle de Nietzsche, le premier déplorant qu'on gaspille de l'argent à entretenir des incapables, le second engageant les Américains à devenir des conquérants (3).

---

la tête des grandes affaires ; mais « c'est dans l'Ouest que se manifestent, avec le plus d'énergie, les qualités et les défauts de ce peuple extraordinaire ;... *c'est là que se trouve la clef de tout le système social.* » (*La vie américaine. Ranches, fermes et usines*, p. 8-9, 261).

(1) De Rousiers. *La vie américaine. L'éducation et la société*, p. 325.

(2) De Rousiers. *La vie américaine. Ranches, fermes et usines*, p. 203-205.

(3) Dans ce feuilleton, M. J. Bourdeau nous apprend que « Jaurès a fort étonné les Génevois, en leur révélant que le héros de Nietzsche, le *surhomme*, n'est autre que le prolétariat. » Je n'ai pu me procurer de renseignements sur cette conférence de Jaurès : espérons qu'il la publiera quelque jour ; elle ne doit pas être moins drôle que *la réalité du monde sensible.*

Je ne suis pas de ceux qui regardent le type *achéen*, chanté par Homère, le héros indompté, confiant dans sa force et se plaçant au-dessus des lois, comme devant disparaître dans l'avenir. Si on a cru souvent à sa future disparition, c'est qu'on s'est imaginé que les valeurs homériques étaient inconciliables avec d'autres valeurs issues d'un principe tout autre ; Nietzsche avait commis cette erreur, qui devait s'imposer à tous les gens qui croient à la nécessité de l'unité dans la pensée. Il est tout à fait évident que la liberté serait gravement compromise si les hommes en venaient à regarder les valeurs homériques (qui sont bien près des valeurs cornéliennes) comme étant propres aux peuples barbares. Et bien des problèmes moraux cesseraient de forcer l'humanité au progrès, si quelque personnage révolté ne forçait le peuple à rentrer en lui-même. Et l'art, qui est bien quelque chose aussi, perdrait le plus beau fleuron de sa couronne.

Les philosophes sont mal disposés à admettre le droit pour l'art de maintenir le culte de la « volonté de puissance » ; il leur semble qu'ils devraient donner des leçons aux artistes et non en recevoir d'eux ; ils estiment que seuls, les sentiments brévetés par les Universités ont le droit de se manifester dans la poésie. L'art, tout comme l'économie, n'a jamais voulu se plier aux exigences des idéologues ; il se permet de troubler leurs plans d'harmonie sociale ; l'humanité s'est trop bien trouvée de la liberté de l'art pour qu'elle songe à la subordonner aux fabricants de plates sociologies Les marxistes sont habitués à voir les idéologues prendre les choses à l'envers, et, à l'encontre de leurs ennemis, ils regardent l'art comme une réalité qui fait naître des idées et non comme une application d'idées.

B. — Aux valeurs construites par les *maîtres*, Nietzsche oppose le système construit par les castes sacerdotales,

l'idéal ascétique contre lequel il a accumulé tant d'invectives. L'histoire de ces valeurs est beaucoup plus obscure et plus compliquée que celle des précédentes; l'auteur allemand cherche à rattacher l'origine de l'ascétisme à des raisons physiologiques que je n'examinerai pas ici. Il se trompe certainement lorsqu'il attribue ici aux Juifs un rôle prépondérant; il ne semble pas du tout que l'antique judaïsme ait eu un caractère ascétique; il a, sans doute, attaché, comme les autres religions sémitiques, de l'importance aux pélerinages, aux jeûnes, aux prières prononcées dans un appareil misérable; les poètes hébreux ont chanté un espoir de revanche qui existait au cœur de persécutés; mais jusqu'au second siècle les Juifs ont demandé cette revanche aux armes (1); — d'autre part, chez eux la vie de famille était trop forte pour que l'idéal monacal pût devenir important.

Si pénétrée de christianisme que soit notre civilisation moderne, il n'en est pas moins évident que depuis les premières lueurs de la Renaissance, elle a subi des influences étrangères à l'Eglise en sorte, que les valeurs ascétiques se sont transformées peu à peu. Les valeurs auxquelles le monde contemporain tient le plus ne se réalisent pas dans les couvents, mais dans la famille; le respect de la personne humaine, la fidélité sexuelle et le dévouement pour les faibles constituent les éléments de moralité dont sont fiers tous les hommes d'un cœur élevé; — c'est même généralement à cela que l'on réduit la morale.

Lorsqu'on examine, avec un esprit critique, les écrits si nombreux qui ont trait aujourd'hui au mariage, on voit que les réformateurs sérieux se proposent de perfectionner les

(1) Il faut toujours bien prendre garde que le Juif du moyen-âge, devenu si résigné, ressemble beaucoup plus au chrétien qu'à ses ancêtres.

rapports familiaux de manière à assurer une meilleure réalisation de ces valeurs morales ; ainsi, on demande que les scandales de la vie conjugale ne soient plus étalés devant les tribunaux, que les unions ne soient plus maintenues quand la fidélité n'existe plus, que la tutelle des chefs ne soit pas détournée de son but moral pour devenir une exploitation, etc.

D'autre part, il est curieux d'observer à quel point l'Eglise méconnaît ces valeurs que la civilisation christiano-classique a produites : elle voit surtout dans le mariage un accord d'intérêts financiers et mondains ; elle est d'une extrême indulgence pour la galanterie, ne veut pas admettre que l'union soit rompue quand le ménage est devenu un enfer et ne tient nul compte de l'obligation de se dévouer. Les prêtres s'entendent à merveille pour procurer de riches dots aux nobles apauvris, au point qu'on a pu accuser l'Eglise de considérer le mariage comme un accouplement de gentilshommes vivant en *marlous* et de bourgeoises réduites au rôle de *marmites*. Quand on la rétribue largement, elle a des raisons de divorce imprévues et trouve moyen d'annuler des unions gênantes pour des motifs cocasses : « Est-ce qu'un homme sérieux, demande ironiquement Proudhon, un esprit grave, un chrétien, peut se soucier de l'amour de sa femme ? Si le mari qui demande le divorce, si la femme qui se sépare, allèguent le refus du *débitum*, alors il y aurait lieu à rupture, le service pour lequel le mariage est octroyé n'étant pas rempli (1) ».

Notre civilisation en est venue à faire consister tout ce qu'on nomme d'ordinaire morale dans des valeurs dérivées

---

(1) Proudhon. *Op. cit.*, t. IV, p. 99. — On sait que les théologiens n'aiment pas beaucoup que les curieux consultent leurs auteurs sur le devoir conjugal et sur la manière légitime de le remplir.

de celles qu'on observe dans la famille normalement constituée et de là sont sorties deux très graves conséquences : 1° on s'est demandé si, au lieu de regarder la famille comme étant l'application de théories morales, il ne serait pas plus exact de dire que celle-ci est la base de ces théories ; 2° il a semblé que l'Eglise étant devenue incompétente sur l'union sexuelle, devait l'être aussi en morale. C'est bien à ces conclusions que Proudhon aboutissait : « La nature a donné pour organe à la Justice la dualité sexuelle. Produire de la Justice, tel est le but supérieur de la division androgyne : la génération et ce qui s'en suit, ne figure plus ici que comme accessoire (1) ». — « Le mariage, par son principe et sa destination, étant *l'organe même du droit humain*, la négation vivant du droit divin, est en contradiction formelle avec la théologie et l'Eglise (2). »

L'amour, par l'enthousiasme qu'il engendre, peut produire le sublime sans lequel il n'y aurait point de morale efficace. Proudhon a écrit à la fin de son livre sur la Justice des pages qui ne seront point dépassées sur le rôle qui appartient à la femme.

C. — Nous avons enfin à examiner des valeurs qui échappent à la classification de Nietzsche et qui ont trait aux *rapports civils*. A l'origine, la magie fut très mêlée à l'évaluation de ces valeurs ; chez les Juifs, on a rencontré, jusqu'aux temps récents, un mélange de préceptes hygiéniques, de règles sexuelles, de conseils relatifs à la probité, à la bienveillance ou à la solidarité nationale, le tout enveloppé de superstitions magiques ; ce mélange, qui paraît étrange au

(1) Proudhon. *Loc. cit.*, p. 212,
(2) Proudhon. *Œuvres*, t. XX, p. 169. Ceci est extrait de son mémoire en défense, présenté à la Cour de Paris, après sa condamnation à trois ans de prison pour le livre sur la Justice.

philosophe, eut sur leur moralité la plus heureuse influence, tant qu'ils pratiquèrent leur manière de vivre traditionnelle; et on remarque, encore aujourd'hui, chez eux une exactitude particulière dans l'exécution des contrats.

Les idées qui ont cours chez les moralistes modernes viennent, pour une très notable partie, de la Grèce décadente ; Aristote, vivant dans une époque de transition, combina des valeurs anciennes avec les valeurs qui devaient dominer de plus en plus ; la guerre et la production avaient cessé de préoccuper beaucoup les gens des villes, qui cherchaient à s'assurer une douce existence ; il s'agissait surtout d'établir des rapports d'amitié entre des hommes bien élevés et la règle fondamentale sera donc de demeurer toujours dans un juste milieu ; la vertu devra s'acquérir surtout par les habitudes que prend le jeune Grec en fréquentant une société cultivée. On peut dire que nous sommes ici sur le terrain de la morale des consommateurs ; il ne faut pas s'étonner si des théologiens catholiques trouvent encore la morale d'Aristote excellente, car ils se placent, eux aussi, au même point de vue des consommateurs.

Dans la civilisation antique, la morale des producteurs ne pouvait guère être que celle du chef d'exploitation et elle n'a point paru mériter de longs développements à l'époque où la philosophie fit l'inventaire des usages grecs. Aristote dit qu'il ne faut pas une science bien étendue et bien haute pour employer des esclaves : « Elle consiste seulement à savoir commander ce que les esclaves doivent savoir faire. Ainsi, dès qu'on peut s'épargner cet embarras, on en laisse l'honneur à un intendant, pour se livrer à la vie politique ou à la philosophie » (*Politique*, liv. I, chap. II, 23) ; et un peu plus loin, il écrit : « Il faut donc avouer que le maître doit être pour l'esclave l'origine de la vertu, qui lui est spéciale, bien qu'il n'ait pas, en tant que maître. à lui communiquer l'apprentissage de ses travaux » (*loc. cit.* chap. V,

11). Nous voilà bien sur le terrain des préoccupations d'un consommateur urbain, qui regarde comme un grave ennui l'obligation de prêter la moindre attention aux conditions de la production (1).

Quant à l'esclave, il n'aura besoin que d'une très faible vertu : « Il en aura ce qu'il en faut pour ne pas négliger ses travaux par intempérance ou paresse. » Il faudra le traiter avec douceur, quoique certaines personnes estiment que les esclaves sont privés de raison et ne sont propres qu'à recevoir des ordres (*Loc. cit.*, V, 9 et 11).

Il est facile d'observer que, pendant très longtemps, les modernes n'ont pas cru qu'il y eût autre chose à dire des travailleurs que ce qu'en avait dit Aristote : on leur donnera des ordres, on les reprendra avec douceur, comme des enfants, on les traitera comme des instruments passifs qui n'ont pas besoin de penser. Le socialisme révolutionnnaire serait impossible si le monde ouvrier devait avoir une telle *morale de faibles* ; le socialisme d'Etat s'en accommoderait parfaitement, au contraire, puisqu'il est fondé sur la division de la société en une classe de producteurs et une classe de penseurs, qui appliquent à la production les données de la science. La seule différence qui existerait entre ce prétendu socialisme et le capitalisme consisterait dans l'emploi de procédés plus ingénieux pour se procurer une discipline dans l'atelier.

Les moralistes officiels du Bloc travaillent, à l'heure actuelle, à créer des moyens de gouvernement moral qui remplaceraient la vague religion que M. de Molinari croit nécessaire au capitalisme. Il est très évident, en effet que

---

(1) Xenophon, qui, en toutes choses, représente une conception de la vie grecque fort antérieure à son temps, s'occupe de la manière de dresser un bon contre-maître pour les travaux de la ferme (*Economique*, 12-14).

la religion perd chaque jour son efficacité dans le peuple ; il faut trouver autre chose, si l'on veut continuer à vivre en marge de la production.

IV

Le problème que nous allons maintenant chercher à résoudre est le plus difficile de tous ceux que puisse aborder l'écrivain socialiste ; nous allons nous demander comment il est possible de concevoir le passage des hommes d'aujourd'hui à l'état de producteurs libres travaillant dans un atelier débarrassé de maîtres. Il faut bien préciser la question ; nous ne la posons point pour le monde devenu socialiste, mais seulement pour le passage d'un monde à l'autre ; si nous ne faisions pas cette limitation, nous tomberions dans l'utopie.

Kautsky est fort préoccupé de ce qui se passerait au lendemain d'une révolution sociale ; il propose une solution qui me semble être aussi faible que celle de M. de Molinari. Si les syndicats ont été assez forts pour décider les ouvriers actuels à abandonner leurs ateliers et à subir de grands sacrifices durant les grèves soutenues contre les capitalistes ils seront sans doute assez forts pour ramener les ouvriers à l'atelier et obtenir d'eux un excellent travail régulier, lorsqu'il aura été reconnu que ce travail est commandé par l'intérêt général (*Mouvement Socialiste*, 15 février 1903, p. 310). Kautsky ne paraît pas, d'ailleurs, avoir une très grande confiance dans l'excellence de sa solution.

Il n'y a évidemment aucune comparaison à établir entre une discipline qui impose aux travailleurs un arrêt général du travail, et celle qui peut les amener à faire marcher des

machines avec une adresse supérieure. L'erreur provient de ce que Kautsky est bien plus un idéologue qu'un disciple de Marx ; il aime à raisonner sur des abstractions et croit avoir fait avancer une question lorsqu'il est parvenu à grouper des mots ayant une allure scientifique ; la réalité sous-jacente l'intéresse moins que le décor scolastique. Bien d'autres ont commis, d'ailleurs, la même erreur que lui et se sont laissé duper par la variété des sens du mot *discipline* ; on l'entend aussi bien pour parler d'une conduite régulière fondée sur des convictions que pour parler d'une contrainte extérieure.

L'histoire des anciennes corporations ne fournit pas de renseignements qui soient fort encourageants ; il ne semble pas qu'elles aient jamais eu pour effet de provoquer un mouvement progressif quelconque ; on pourrait plutôt penser qu'elles servaient à protéger la routine ; quand on examine de près le trade-unionisme anglais, il n'est pas douteux qu'il ne soit aussi fort imbu de routine industrielle.

L'exemple de la démocratie n'est pas capable, non plus, de jeter des lumières sur la question. Un travail conduit démocratiquement serait réglementé par des arrêtés, surveillé par une police et soumis à la sanction de tribunaux distribuant des amendes ou de la prison. La discipline serait une contrainte extérieure fort analogue à celle qui existe aujourd'hui dans les ateliers capitalistes ; mais elle serait probablement encore plus arbitraire en raison des calculs électoraux des comités. Quand on réfléchit aux singularités que présentent les jugements en matière pénale, on se convainc aisément que la répression serait exercée d'une manière fort peu efficace. Il est bien remarquable qu'à l'heure actuelle la répression pénale tend à devenir administrative pour les petits délits (1), car on donne, de plus en plus, aux chefs des

(1) L'inefficacité de l'ancien système rigoureusement juridique, en matière de petits délits, est reconnue par tout le monde. En

pénitentiers le pouvoir de tempérer ou de supprimer la peine. Les médecins et les criminologues poussent beaucoup dans cette voie, en sorte que l'on prend le régime de l'atelier capitaliste comme le type de la société réglée scientifiquement.

J'estime qu'il y a quelque chose de juste dans l'hypothèse de Kautsky : celui-ci a eu l'intuition que le moteur du mouvement révolutionnaire devrait être aussi le moteur de la morale des producteurs ; c'est là une vue pleinement conforme aux principes marxistes, mais il convient d'appliquer cette idée tout autrement que n'a fait l'auteur allemand. Il ne faut pas croire que l'action du syndicat sur le travail soit directe, comme il le suppose ; l'influence doit résulter de médiations.

On arrive à un résultat satisfaisant en partant des très curieuses analogies qui existent entre les qualités les plus remarquables des soldats qui firent les guerres de la Liberté, celles qu'engendre la propagande faite en faveur de la grève générale et celles que l'on doit réclamer d'un travailleur libre dans une société hautement progressive. Je crois que ces analogies constituent une preuve nouvelle (et peut-être décisive) en faveur du syndicalisme révolutionnaire.

Pendant les guerres de la Liberté, chaque soldat se considérait comme étant un *personnage* ayant à faire quelque chose de très important dans la bataille, au lieu de se regarder comme étant seulement une pièce dans un mécanisme militaire confié à la direction souveraine d'un maître.

Belgique, la mendicité est réprimée très arbitrairement. Les sociologues, les moralistes et les démocrates actuels poussent beaucoup à l'extension des pouvoirs administratifs. Dans la séance du Sénat du 31 mars 1906, Clémenceau s'est opposé à une proposition de M. Bérenger ayant pour objet de réduire les pouvoirs de la police en matière de prostitution ; il a obtenu un enterrement de ce projet sous le fallacieux prétexte qu'il manquait d'ampleur ; la vérité est que la police tenait à ne pas laisser les tribunaux s'occuper de ces questions.

Dans la littérature de ces temps, on est frappé de voir opposer constamment les *hommes libres* des armées républicaines aux *automates* des armées royales ; ce n'étaient point des figures de rhétorique que maniaient les écrivains français ; j'ai pu me convaincre, par une étude approfondie et personnelle d'une guerre de ce temps, que ces termes correspondaient parfaitement aux véritables sentiments du soldat.

Les batailles ne sauraient donc plus être assimilées à des jeux d'échec dans lesquels l'homme est comparable à un pion ; elles deviennent des accumulations d'exploits héroïques, accomplis par des individus qui puisent dans leur propre enthousiasme les motifs de leur conduite. La littérature révolutionnaire n'est pas totalement mensongère lorsqu'elle rapporte un si grand nombre de mots grandiloquents qui auraient été lancés par des combattants ; sans doute, aucune de ces phrases ne fut énoncée par les gens auxquels on les attribua ; la forme est due à des hommes de lettres habitués à manier la déclamation classique ; mais le fond est réel, en ce sens que nous avons, grâce aux mensonges de la rhétorique révolutionnaire, une représentation parfaitement exacte de l'aspect sous lequel les combattants voyaient la guerre, l'expression vraie des sentiments qu'elle provoquait et la tonalité même des combats tout homériques qui se livraient alors. Je ne pense point que jamais aucun des acteurs de ces drames ait protesté contre les paroles qui lui furent prêtées ; c'est que chacun y retrouvait son âme intime sous des détails fantastiques (1).

Jusqu'au moment où parut Napoléon, la guerre n'eut

---

(1) Cette histoire est encombrée aussi d'une foule d'aventures qui ont été fabriquées à l'imitation d'aventures réelles et qui ont une parenté évidente avec celles qui devaient, plus tard, faire la popularité des *Trois Mousquetaires*.

point le caractère scientifique que les théoriciens de la stratégie ont cru parfois lui attribuer ; trompés par l'analogie qu'ils trouvaient entre les triomphes des armées révolutionnaires et ceux des armées napoléonniennes, les historiens ont imaginé que les généraux antérieurs à Napoléon avaient fait de grands plans de campagne : de tels plans n'ont pas existé ou n'ont eu qu'une influence infiniment faible sur la marche des opérations. Les meilleurs officiers de ce temps se rendaient compte que leur talent consistait à fournir à leurs troupes les moyens matériels de manifester leur élan, la victoire était assurée chaque fois que les soldats pouvaient donner libre carrière à tout leur entrain, sans être entravés par la mauvaise administration des subsistances et par la sottise des représentants du peuple s'improvisant stratèges. Sur le champ de bataille, les chefs donnaient l'exemple du courage le plus audacieux et n'étaient que des premiers combattants : c'est ce qui explique le grand prestige qu'acquirent immédiatement, sur de jeunes troupes, tant de sous-officiers de l'Ancien Régime que l'acclamation unanime des soldats porta aux premiers rangs, au début de la guerre.

Si l'on voulait trouver, dans ces premières armées, ce qui tenait lieu de l'idée postérieure d'une discipline, on pourrait dire que le soldat était convaincu que la moindre défaillance du moindre des troupiers pouvait compromettre le succès de l'ensemble et la vie de tous ses camarades — et que le soldat agissait en conséquence. Cela suppose qu'on ne tient nul compte des valeurs relatives des facteurs de la victoire, en sorte que toutes choses soient considérées sous un point de vue *qualificatif et individualiste*. On est, en effet, prodigieusement frappé des caractères individualistes que l'on rencontre dans ces armées et on ne trouve rien qui ressemble à l'obéissance dont parlent nos auteurs actuels. Il n'est pas donc du tout inexact de dire que les incroyables victoires

françaises furent alors dues à des baïonnettes intelligentes.

Le même esprit se retrouve dans les groupes ouvriers qui sont passionnés par la grève générale ; ces groupes se représentent, en effet, la révolution comme un immense soulèvement qu'on peut encore qualifier d'individualiste : chacun marchant avec le plus d'ardeur possible, opérant pour son compte, ne se préoccupant guère de subordonner sa conduite à un grand plan d'ensemble savamment combiné. Ce caractère de la grève générale prolétarienne a été, maintes fois, signalé et il n'est pas sans effrayer des politiciens avides qui comprennent parfaitement qu'une révolution menée de cette manière supprimerait toute chance pour eux de s'emparer du gouvernement. Jaurès, que personne ne songera à ne pas classer parmi les gens les plus avisés qui soient, a très bien reconnu le danger qui le menace ; il accuse les partisans de la grève générale de *morceler la vie* et d'aller ainsi contre la Révolution (1). Ce charabia doit se traduire ainsi : les syndicalistes révolutionnaires veulent exalter l'individualité de la vie du producteur ; ils vont donc contre les intérêts des politiciens, qui voudraient diriger la révolution de manière à transmettre le pouvoir à une nouvelle minorité ; ils sapent les bases de l'Etat. Nous sommes parfaitement d'accord sur tout cela ; et c'est justement ce caractère (effrayant pour les socialistes parlementaires, financiers et idéologues) qui donne une portée si extraordinaire à la notion de la grève générale.

On accuse les partisans de la grève générale d'avoir des tendances anarchistes ; on observe, en effet, que les anarchistes sont entrés en masse dans les syndicats depuis que ceux-ci ont beaucoup accusé des tendances favorables à la grève générale.

---

(1) Jaurès, *Etudes socialistes*, p. 117-118.

Ce mouvement s'explique de lui-même, en se reportant aux explications précédentes, ; la grève générale, tout comme les guerres de la Liberté, est la manifestation la plus éclatante de la *force individualiste dans des masses soulevées*. Il me semble, au surplus, que les socialistes officiels feraient aussi bien de ne pas tant insister sur ce point ; car ils s'exposent ainsi à provoquer des réflexions qui ne seraient pas à leur avantage. On serait amené, en effet, à se demander si nos socialistes officiels, avec leur passion pour la discipline et leur confiance infinie dans le génie des chefs, ne sont pas les plus authentiques héritiers des armées royales, tandis que les anarchistes et les partisans de la grève générales représenteraient aujourd'hui l'esprit des guerriers révolutionnaires qui rossèrent si copieusement et contre toutes les règles de l'art les belles armées de la coalition. Je comprends que les socialistes homologués, contrôlés et dûment patentés par les administrateurs de l'*Humanité* aient peu de goût pour les héros de Fleurus qui étaient fort mal habillés et qui auraient fait mauvaise figure dans les salons des grands financiers ; mais tout le monde ne subordonne pas sa pensée aux convenances des commanditaires de Jaurès.

Nous allons maintenant chercher à signaler des analogies qui montreront comment le syndicalisme révolutionnaire est la grande force éducative que possède la société contemporaine pour préparer le travail de l'avenir.

V

A. — Le producteur libre dans un atelier de haut progrès ne doit jamais mesurer les efforts qu'il fournit à un

étalon extérieur ; il trouve médiocres tous les modèles qu'on lui présente et veut dépasser tout ce qui a été fait avant lui. La production se trouve ainsi assurée de toujours s'améliorer en qualité et en quantité ; l'idée du progrès indéfini se trouve réalisée dans un tel atelier.

Les anciens socialistes avaient eu l'intuition de cette loi lorsqu'ils avaient demandé que chacun produisît suivant ses facultés ; mais ils ne savaient pas expliquer leur règle qui, dans leurs utopies, semblait plutôt faite pour un couvent ou pour une famille que pour une société moderne, car ils supposaient souvent que cette production enfiévrée serait le résultat du dévouement. D'autres fois, ils imaginaient chez leurs hommes une ardeur semblable à celle que nous fait connaître l'histoire de certains grands artistes : ce dernier point de vue n'est nullement négligeable, encore que les anciens socialistes n'aient pas approfondi ce rapprochement.

Toutes les fois que l'on aborde une question relative au progrès industriel, on est amené à regarder l'art comme une anticipation de la haute production — encore que l'artiste, avec ses caprices, semble être souvent aux antipodes du travailleur moderne (1). Cette analogie est justifiée par le fait que l'artiste n'aime pas à reproduire des types reçus ; l'infinité de son vouloir le distingue de l'artisan qui réussit, surtout dans la reproduction indéfinie des types qui lui sont étrangers. L'inventeur est un artiste qui s'épuise à

---

(1) Quand on parle de la valeur éducative de l'art, on oublie souvent que les mœurs des artistes modernes, fondées sur imitation d'une aristocratie débraillée, ne sont nullement nécessaires et dérivent d'une tradition qui a été fatale à beaucoup de beaux talents. — Dans un sens opposé à mon opinion, cf, ce que dit Lafargue, dans le *Journal des économistes* du 15 septembre 1884 sur le bijoutier parisien qui aurait peut-être besoin de manger des huîtres et de courir le guilledou pour demeurer artiste.

poursuivre la réalisation de fins que les gens pratiques déclarent, le plus souvent, absurdes, et qui passe assez facilement pour fou, s'il a fait une découverte considérable ; — les gens pratiques sont analogues aux artisans. Dans toutes les industries, on pourrait citer des perfectionnements considérables qui ont eu pour origine de petits changements opérés par des ouvriers doués du goût de l'artiste pour l'innovation.

Cet état d'esprit est encore exactement celui que l'on rencontrait dans les premières armées qui soutinrent les guerres de la Liberté et celui que possèdent les propagandistes de la grève générale. Cet individualisme passionné manquerait totalement à des classes ouvrières qui auraient reçu leur éducation de politiciens ; elles ne seraient aptes qu'à changer de maîtres. Les *mauvais bergers* espèrent bien qu'il en sera ainsi et les hommes de Bourse ne leur donneraient pas d'argent s'ils n'étaient persuadés que le socialisme parlementaire est très compatible avec les pillages de la Finance.

B. — L'industrie moderne est caractérisée par un souci toujours plus grand de l'exactitude ; au fur et à mesure que l'outillage devient plus scientifique, on exige que le produit ne présente point de défauts cachés et que sa qualité réponde parfaitement, durant l'usage, aux apparences.

Si l'Allemagne n'a point conquis encore la place qui devrait lui revenir dans le monde économique en raison des richesses minéralogiques de son sol, de l'énergie de ses industriels et de la science de ses techniciens, cela tient à ce que, pendant longtemps, ses fabricants crurent qu'il était habile d'inonder le marché avec de la camelote ; bien que la production allemande se soit fort améliorée depuis quelques années, elle ne jouit point encore d'une très haute considération.

Nous pouvons, ici encore, rapprocher l'industrie hautement perfectionnée et l'art. Il y a eu des époques durant lesquelles le public appréciait surtout les moyens par lesquels on créait des illusions ; mais les procédés n'ont jamais été reçus dans les grandes écoles et ils sont universellement condamnés par les auteurs qui ont une autorité dans l'esthétique (1).

Cette probité, qui nous semble aujourd'hui aussi nécessaire dans l'industrie que dans l'art, ne fut guère soupçonnée par les utopistes (2) ; Fourier, au début de l'ère nouvelle, croyait que la tromperie sur la qualité des marchandises était un trait caractéristique des relations entre civilisés ; il tournait le dos au progrès et se montrait incapable de comprendre le monde qui se formait autour de lui ; comme presque tous les professionnels de la prophétie, ce prétendu voyant confondait l'avenir avec le passé. Marx dira, tout au contraire, que « la tromperie sur la qualité de la marchandise est injuste dans le système capitaliste de production, parce qu'elle ne correspond plus au système moderne des affaires (3) ».

Le soldat des guerres de la Liberté attachait une importance presque superstitieuse à l'accomplissement des moindres consignes. De là résulte qu'il n'éprouvait aucune pitié

---

(1) Voir dans *les Sept lampes de l'Architecture* de Ruskin le chapitre intitulé : *Lampe de Vérité.*

(2) Il ne faut pas oublier qu'il y a deux manières de raisonner sur l'art ; Nietzsche reproche à Kant d'avoir, « comme tous les philosophes médité sur l'art et le beau en *spectateur*, au lieu de viser le problème esthétique en se basant sur l'expérience de l'artiste du *créateur*. » (*Généalogie de la morale*, trad. franç., p. 175.) A l'époque des utopistes l'esthétique était un pur bavaddage d'amateurs, qui ne manquaient pas de s'extasier sur l'habileté avec laquelle l'artiste avait su tromper son public.

(3) Marx. *Capital*, trad. franç., t. III, p. 375.

pour les généraux ou les fonctionnaires qu'il voyait guillotiner après quelque défaite, sous l'inculpation de manquements à leur devoir ; il ne comprenait point ces événements comme peut les juger l'historien d'aujourd'hui ; il n'avait aucun moyen pour savoir si vraiment les condamnés avaient commis une trahison ; mais, chaque soldat ayant fait des prodiges d'héroïsme, l'insuccès ne pouvait être expliqué que par quelque faute très grave imputable à ses chefs. Le haut sentiment que le soldat avait de son propre devoir et l'excessive probité qu'il apportait dans l'exécution des moindres consignes, l'amenaient à approuver les mesures de rigueur prises contre les hommes qui lui semblaient avoir causé le malheur de l'armée et fait perdre le fruit de l'héroïsme.

Il n'est pas difficile de voir que le même esprit se retrouve durant bien des grèves ; les ouvriers vaincus sont persuadés que leur insuccès tient à la tiédeur de quelques camarades qui n'ont pas fait tout ce qu'on avait le droit d'attendre d'eux ; de nombreuses accusations de trahison se produisent parce que la trahison peut seule expliquer, pour des masses vaincues. la défaite de troupes héroïques ; beaucoup de violences doivent s'expliquer par le sentiment que tous ont acquis de la probité dans l'accomplissement des tâches. Je ne crois pas que les auteurs qui ont écrit sur les faits qui suivent les grèves, aient assez réfléchi sur l'analogie qui existe entre les grèves et les guerres de la Liberté, et, par suite, entre ces violences et les exécutions de généraux accusés de trahison (1).

---

(1) M. P. Bureau a consacré un chapitre de son livre sur le *Contrat de travail* à expliquer les raisons qui justifient le boycottage des ouvriers qui ne suivent pas leurs camarades dans les grèves ; il estime que ces gens méritent leur sort parce qu'ils sont d'une valeur professionnelle et morale notoirement inférieure. Cela me semble fort insuffisant pour rendre compte des raisons qui, aux yeux des masses ouvrières, expliquent ces violences.

C. — Il n'y aurait jamais de grandes prouesses à la guerre, si chaque soldat, tout en se conduisant comme un individualité héroïque, prétendait recevoir une récompense proportionnée à son mérite. Quand on lance une colonne d'assaut, les hommes qui marchent en tête savent qu'ils sont envoyés à la mort et que la gloire sera pour ceux qui, montant sur leurs cadavres, entreront dans la place ennemie ; cependant ils ne réfléchissent point sur cette grande injustice et ils vont en avant.

Lorsque dans une armée le besoin de récompenses se fait très vivement sentir, on peut affirmer que sa valeur est en baisse. Des officiers qui avaient fait les campagnes de la Révolution et de l'Empire, mais qui ne servirent sous les ordres directs de Napoléon que durant les dernières années de leur carrière, furent très étonnés de voir mener grand tapage autour de faits d'armes qui, au temps de leur jeunesse, fussent passés inaperçus : « J'ai été comblé d'éloges, disait le général Duhesme, pour des choses qui n'eussent pas été remarquées à l'armée de Sambre et Meuse (1). » Le cabotinage était poussé par Murat jusqu'au grotesque et les historiens n'ont pas assez remarqué quelle responsabilité incombe à Napoléon dans cette dégénérescence du véritable esprit guerrier. Il était étranger à ce grand enthousiasme qui avait fait accomplir tant de merveilles aux hommes de 1794 ; il croyait qu'il lui appartenait de mesurer toutes les capacités et d'attribuer à chacun une récompense exactement proportionnée à ce qu'il avait accompli ; c'était déjà le principe saint-simonien qui entrait en pratique (2) et tout

(1) Lafaille, *Mémoires sur les campagnes de Catalogne de 1808 à 1814*, p. 336.

(2) Le charlatanisme des saints-simoniens fut aussi dégoûtant que celui de Murat ; d'ailleurs l'histoire de cette école est inintelligible quand on ne la rapproche pas des modèles napoléoniens.

officier était incité à se faire valoir. Le charlatanisme épuisa les forces morales de la nation alors que les forces matérielles étaient encore très considérables ; Napoléon forma très peu d'officiers généraux distingués et fit surtout la guerre avec ceux que la Révolution lui avait légués ; cette impuissance constitue la plus absolue condamnation du système.

On a souvent signalé la pauvreté des renseignements que nous possédons sur les grands artistes gothiques. Parmi les anciens qui sculptaient les images des cathédrales, il y avait des hommes d'un talent supérieur, qui semblent être demeurés toujours confondus dans la masse des compagnons ; ils ne produisaient pas moins des chefs-d'œuvre. Viollet-le-Duc trouvait étrange que les archives de Notre-Dame ne nous aient pas conservé de détails sur la construction de ce gigantesque monument et qu'en général les documents du Moyen-Age soient très sobres de notices sur les architectes ; il ajoute que « le génie peut se développer dans l'ombre et qu'il est de son essence même de rechercher le silence et l'obscurité (1). » On pourrait même aller plus loin et se demander si les contemporains se doutaient que ces artistes de génie élevaient des édifices d'une gloire impérissable ; il me paraît très vraisemblable que les cathédrales n'étaient admirées que par les seuls artistes.

Cet effort, vers le mieux qui se manifeste, en dépit de l'absence de toute récompense personnelle, immédiate et pro-

---

(1) Viollet-le-Duc. *Dictionnaire raisonné de l'architecture française*, t. IV, pp. 42-43. Ceci n'est pas en contradiction avec ce qu'on lit à l'article « architecte » ; on y apprend que les constructeurs inscrivaient souvent leur nom dans les cathédrales (t. I, pp. 109-111) ; on a conclu de là que ces œuvres n'étaient pas anonymes (Bréhier. *Les églises gothiques*, p. 17) ; mais que disaient ces quelques inscriptions aux gens de la ville ? Elles ne pouvaient avoir d'intérêt que pour les artistes qui venaient, plus tard travailler dans le même édifice et qui avaient quelques traditions sur les écoles.

portionnelle, constitue la *vertu secrète* qui assure le progrès continu dans le monde. Que deviendrait l'industrie moderne s'il ne se trouvait d'inventeurs que pour des choses qui doivent leur procurer une rémunération à peu près certaine ? Le métier d'inventeur est le plus misérable de tous, et cependant il n'est jamais abandonné. Dans les ateliers, que de fois de petites modifications apportées dans le travail par des ouvriers ingénieux ont fini par provoquer, grâce à leur accumulation, de profonds perfectionnements, sans que les innovateurs aient jamais pu tirer un bénéfice durable et appréciable de leur ingéniosité ? Et même le simple travail aux pièces n'est-il point parvenu à engendrer un progrès lent, mais ininterrompu dans la productivité, progrès qui, après avoir quelque temps amélioré la situation de quelques travailleurs et surtout de leurs patrons, finit par profiter surtout aux acheteurs ?

Mais du producteur moderne, peut-on dire ce que Renan écrivait des héros des grandes guerres ? « Le soldat de Napoléon savait bien qu'il serait toujours un pauvre homme ; mais il sentait que l'épopée à laquelle il travaillait serait éternelle, qu'il vivrait dans la gloire de la France ». Les Grecs avaient combattu pour la gloire ; les Russes et les Turcs se font tuer, parce qu'ils attendent un paradis chimérique. « On ne fait pas le soldat avec la promesse des récompenses emporelles. Il lui faut l'immortalité. A défaut du paradis, il y a la gloire qui est une espèce d'immortalité (1). »

Le progrès économique dépasse infiniment nos personnes et profite beaucoup plus aux générations futures qu'à ceux qui le créent ; mais donne-t il la gloire ? Y a-t-il une épopée qui puisse enthousiasmer les travailleurs ? Le ressort de l'immortalité, que Renan regardait comme si puissant,

---

(1) Renan. *Histoire d'Israël*, t. IV, p. 191.

existe-t-il encore? Il faut évidemment poser la question avec d'autres termes que ceux employés par Renan. La morale n'est point destinée à périr parce que ses moteurs seront changés ; elle n'est point condamnée à devenir un simple recueil de préceptes ; elle peut trouver encore un enthousiasme capable de vaincre les obstacles qu'opposent la routine, les préjugés et le besoin de jouissances immédiates. Mais il est certain que l'on ne trouvera point cette force souveraine en suivant les voies dans lesquelles voudraient nous faire entrer les philosophes contemporains, les experts en science sociale et les inventeurs de *réformes profondes*. Il n'y a qu'une seule force qui puisse produire cet enthousiasme sans lequel il n'y a point de morale possible, c'est celle qui résulte de la propagande en faveur de la grève générale.

Les explications précédentes ont montré que l'idée de la grève générale, rajeunie constamment par les sentiments que provoque la violence prolétarienne, produit un état d'esprit tout épique et, en même temps, tend toutes les puissances de l'âme vers la réalisation d'un atelier fonctionnant librement et prodigieusement progressif ; nous avons reconnu qu'il y a de très grandes analogies entre les sentiments de grève générale et ceux qui sont nécessaires pour provoquer un progrès continu dans la production. Nous avons donc le droit de soutenir que le monde moderne possède le moteur premier qui *peut* assurer la morale des producteurs.

Je m'arrête ici, parce qu'il me semble que j'ai accompli la tâche que je m'étais imposée ; j'ai établi, en effet, que la violence prolétarienne a une toute autre signification historique que celle que lui attribuent les savants superficiels et les politiciens ; dans la ruine totale des institutions et des mœurs, il reste quelque chose de puissant, de neuf et d'intact, c'est ce qui constitue, à proprement parler, l'âme du

prolétariat révolutionnaire ; et cela ne sera pas entraîné dans la déchéance générale des valeurs morales, si les travailleurs ont assez d'énergie pour barrer le chemin aux corrupteurs bourgeois, en répondant à leurs avances par la brutalité la plus accusée.

Je crois avoir apporté une contribution considérable aux discussions sur le socialisme ; ces discussions doivent désormais porter sur les conditions qui permettent le développement des puissances spécifiquement prolétariennes, c'est-à-dire sur la violence reliée à l'idée de grève générale. Toutes les vieilles dissertations abstraites deviennent inutiles sur le futur régime socialiste ; nous passons au domaine de l'histoire réelle, à l'interprétation des faits, aux évaluations éthiques du mouvement révolutionnaire.

Le lien que j'avais signalé, au début de ces recherches, entre le socialisme et la violence prolétarienne, nous apparaît maintenant dans toute sa force. C'est à la violence que le socialisme doit les hautes valeurs morales par lesquelles il apporte le salut au monde moderne.

Georges Sorel.

M. Clémenceau ou le Dreyfusisme au pouvoir

M. Clémenceau fut une des figures intéressantes de la troisième République.

Au temps où fleurissait l'opportunisme et où sévissaient de pénibles concentrations républicaines, il se plut à chavirer les combinaisons ministérielles sous lesquelles Marianne abritait sa jeunesse. Esprit clair et précis, que les études médicales avaient fortifié de méthode scientifique, il excellait dans le discours bref et l'article cinglant. Il fut le « tombeur » des ministères et le Clémenceau de la *Justice*.

Puis, quand l'affaire Dreyfus devint toute la politique française, sa plume acerbe et vigoureuse bouleversa les combinaisons astucieuses des guerriers. Tandis que le lyrisme méridional de Jaurès enflammait les masses, sa dialectique impeccable réjouissait les intellectuels épris de logique et de claire raison. Il fut le « défenseur de la Vérité » et le Clémenceau de l'*Aurore*.

Une proposition de loi sur les *garanties de la liberte individuelle*, qu'il déposa au Sénat en 1904, parut la conclusion logique tirée par lui de l' « Affaire ». On eut dit un bon vieillard qui, au moment de prendre sa retraite, lègue à ses concitoyens les derniers conseils de l'expérience, et leur indique les défenses nécessaires contre les abus qu'il a vaillamment combattus. Mais le bon vieillard conservait

toute sa verdeur, à l'âge où elle devient dangereuse. Et comme la jeune personne dont il avait tant taquiné les amoureux autrefois, faisait mine de lui sourire, il eut la faiblesse de se laisser tenter. M. Clémenceau devint ministre.

Il ne se demanda pas s'il serait encore à la hauteur. Il oublia les méthodes expérimentales jadis étudiées, pour ne pas se souvenir que des phénomènes nouveaux surgissent tous les jours, différents de ceux que nous avons connus et observés ; qu'on peut les ignorer comme journaliste, (car on en ignore bien d'autres !) mais qu'on ne le peut pas comme homme d'Etat; et qu'on est *fatalement* condamné, lorsqu'on veut survivre à son époque, à voir d'un œil inhabile des choses qu'on ne comprend plus.

Précisément, le nouveau ministre arrivait au ponvoir à l'instant marqué par les organisations ouvrières pour leur premier essai de mobilisation. Rien ne pouvait être aussi étranger à l'homme qui représente le type le plus parfait du politicien radical. Les brillantes qualités du polémiste ne pouvaient suppléer à l'inanité de ses conceptions sociales et à son ignorance du mouvement ouvrier. M. Clémenceau se souvint de son passage lointain à la mairie de Montmartre. Il crut qu'on « faisait marcher » les grévistes comme les gardes nationaux de la Commune, et qu'il suffisait d'aller les trouver chez eux, avec le chapeau sur l'oreille, pour les faire rentrer dans l'ordre. Il en fut pour ses frais de crânerie.

Renonçant dès lors au bon garçonnisme démocratique, il revint délibérément aux procédés du jacobinisme autoritaire. Comme il lui importait avant tout de « faire » des élections blocardes. il se décida à « boucler » purement et simplement les gêneurs. C'est ainsi qu'il ajouta aux pages glorieuses de son histoire politique un chapitre qui ne ressemble pas aux précédents.

Peu de ministres républicains se sont mis aussi délibéré-

ment aux ordres du patronat capitaliste. Aucun peut-être n'a fait aussi bon marché de la légalité vulgaire. Aucun surtout n'a pris soin de souffleter aussi joyeusement ses principes en déposant au préalable une proposition sur les *garanties de la liberté individuelle*, dans laquelle il semble avoir prévu, dans les moindres détails, presque tous les cas où il devait avoir occasion de la supprimer!

Je prie qu'on l'étudie attentivement, — elle en vaut la peine, — avant de lire l'énumération rapide — et combien incomplète! — des principaux actes arbitraires commis par les agents de M. Clémenceau (1).

---

(1) (*Proposition de loi sur les garanties de la liberté individuelle présentée par M. Georges Clémenceau, sénateur. Documents parlementaires. Sénat. Annexe N° 334. Session extraordinaire. Séance du 16 décembre 1904.*)

TITRE PREMIER

Art. 1er. — Toute arrestation. toute détention, toute perquisition illégales constituent le délit de violation de la liberté individuelle.

Sont illégales toutes les arrestations et détentions opérées ou maintenues, en dehors des cas, sans les formes et au-delà des délais édictés par la loi.

Est illégale toute perquisition ordonnée ou opérée hors les cas prévus par la loi et sans les formes qu'elle prescrit.

Art. 2. — Quiconque se sera rendu coupable du délit de violation de la liberté individuelle sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans ou d'une amende de 50 à 5.000 francs. La peine est encourue dès qu'une arrestation, détention ou perquisition illégales auront été ordonnées, alors même qu'elles n'auront pas été exécutées, à moins que l'auteur de l'acte illégal ne l'ait révoqué en temps utile pour en empêcher l'exécution.

La peine est encourue aussi bien par celui qui exécute un ordre que par le chef qui l'aura ordonné.

L'article 463 du Code pénal est applicable.

Art. 3. — Toute arrestation, détention ou perquisition qui, tout en étant légale à raison de l'observation des prescriptions matérielles de la loi, aura été faite par malveillance, par vengeance personnelle, ou alors que le juge ou l'agent de la force publique

Le 23 avril dernier, une cinquantaine d'ouvriers étaient arrêtés dans le Pas-de-Calais : trente-deux à Lens, douze à Noeux et deux à Bully. En outre, Monatte, qui suppléait, dans la grève des mineurs, Broutchoux, déjà incarcéré,

---

savait pertinemment que l'inculpé n'était pas l'auteur de l'acte incriminé, est un crime et sera passible des peines portées au paragraphe 1er de l'article 114 du Code pénal.

Art. 4. — L'article 10 du Code d'instruction criminelle est abrogé. Toute arrestation maintenue au-delà de vingt-quatre heures sans mandat de l'autorité judiciaire, constituera le délit de violation de la liberté individuelle.

. . . .

TITRE II

Art. 6. — En aucun cas les déclarations ou dépositions recueillies par les officiers de police judiciaire ou administrative ne pourront, à peine de nullité, figurer au dossier du juge d'instruction ou de la juridiction du jugement.

Il n'en sera fait état qu'à titre de renseignement et par le parquet uniquement, en vue de décider s'il y a lieu d'ouvrir une information.

Il n'en sera pas donné communication au juge d'instruction à qui sera seulement fournie l'indication des témoins qu'il peut être utile d'interroger.

Art. 7. — Sauf le cas de flagrant délit ou de fuite de l'inculpé, le droit de visite et de perquisition conféré au juge d'instruction ne pourra être exercé par le magistrat qu'après l'interrogatoire et ces visites et perquisitions n'auront lieu qu'en présence de l'inculpé et de son avocat, ou de celui-ci dûment convoqué.

Si l'inculpé n'a pas encore fait choix d'un avocat et qu'il y ait urgence à pratiquer des visites et perquisitions, il ne pourra y être procédé qu'en présence de l'inculpé et d'un ou de deux témoins désignés par lui sur place et qui seront admis à consigner leurs dires et protestations sur le procès-verbal.

Si l'inculpé ne peut ou ne veut assister à la perquisition, ni désigner un fondé de pouvoirs, ni des témoins, il sera procédé à la perquisition en présence de deux témoins désignés par le juge.

Art. 8. — Si ces visites et perquisitions doivent être pratiquées dans un domicile autre que celui de l'inculpé, il ne pourra y être procédé, sauf le cas de flagrant délit, qu'en vertu d'une ordonnance motivée de la chambre du Conseil, et dans les conditions prévues par l'article précédent.

était arrêté avec Moinier, délégué du syndicat à Avion ; tous étaient écroués à la prison de Béthune sous l'inculpation de provocation au pillage. Les premiers étaient censés avoir ravagé la maison de M. Reumaux, directeur des usines de

---

L'occupant de ce domicile sera invité à y assister et aura le droit de faire consigner ses dires et protestations sur le procès-verbal.

Si l'occupant est absent ou empêché, la perquisition ne peut être retardée, mais l'avertissement est remis à un membre de la famille qni exercera les droits de l'occupant, ou, à défaut, à deux témoins désignés par le juge et qui assisteront à l'opération et auront le droit de faire consigner leurs dires et protestations sur le procès-verbal.

Art. 9. — Le juge d'instruction ne pourra déléguer pour procéder à ces visites et perquisitions que des magistrats d'un tribunal à l'exclusion de tous autres officiers de police judiciaire et administrative, sauf lorsqu'il s'agira de la saisie d'un ou de plusieurs objets déterminés que le mandat de délégation devra alors spécifier expressément.

Art. 10. — Lorsqu'il y a lieu à recherches de papiers, le juge ou l'officier de police judiciaire régulièrement commis a seul droit d'en prendre connaissance avant de procéder à la saisie.

Le juge d'instruction ne peut faire saisir et se faire livrer par l'administration des postes et des télégraphes que les lettres et les télégrammes émanant de l'inculpé ou adressés à lui.

Il prend seul connaissance des lettres et télégrammes saisis dès que le scellé lui est remis.

Il maintient la saisie de ceux qui sont utiles à la manifestation de la vérité ou dont la communication serait de nature à nuire à l'instruction. et il fait remettre les autres à l'inculpé ou aux destinataires.

Les télégrammes et les lettres dont la saisie est maintenue sont communiqués dans le plus bref délai, en original ou en copie, en tout ou en partie, à l'inculpé ou aux destinataires, à moins que cette communication ne soit de nature à nuire à l'instruction.

Toute personne prétendant droit sur l'objet placé sous la main de la justice peut en réclamer la restitution au juge d'instruction, et, sur son refus, à la chambre du conseil. Elle sera entendue, si elle le demande, en ses explications.

Art. 11. — Quiconque aura, sans l'autorisation de l'inculpé, ou de ses ayants-droit, ou du signataire ou du destinataire d'un document provenant d'une perquisition, communiqué ce docu-

Lens. Quant à Monatte, il avait, dans une réunion à Lens, prononcé ces mots subversifs : « Faites comme vos camarades de Denain. Eux ne reculent pas devant la troupe ; c'est au contraire la troupe qui recule devant eux. » Il est inté-

---

ment à une personne non qualifiée par la loi pour en prendre connaissance et quiconque, sans les mêmes autorisations, aura fait usage de cette communication, sera passible des peines édictées par la présente loi contre le délit de violation de la liberté individuelle.

TITRE III

Art. 12. — Dans tous les cas où la mise en liberté provisoire n'est pas de droit, le juge d'instruction, s'il croit utile de maintenir l'inculpé en détention préventive, devra, dans les cinq jours de l'arrestation, présenter requête à cette fin à la chambre du conseil qui, le ministère public, l'inculpé et son défenseur entendus, décidera s'il y a lieu à détention préventive.

Art. 13. — La durée de la détention préventive ne peut excéder un mois. Toutefois, si les nécessités de l'information exigent une prolongation de cette durée, la chambre du conseil, sur la requête du juge d'instruction, pourra, l'inculpé et son défenseur entendus, décider qu'il y a lieu à prolongation. Le nouveau délai ne pourra excéder un mois et sera également renouvelable dans les mêmes formes et pour la même durée jusqu'à la clôture de l'information.

. . . .

Art. 16. — Tout inculpé maintenu en état de détention préventive qui bénéficiera d'une ordonnance de non-lieu ou d'un acquittement aura droit à une indemnité, proportionnelle à la durée de la détention, sans préjudice du recours en dommages-intérêts, qui pourra être exercé contre le juge qui, par sa faute grossière, aura nécessité une prolongation de la détention.

En ce dernier cas, l'Etat aura également recours contre le juge pour la partie de l'indemnité afférente à la prolongation rendue nécessaire par la faute dudit juge.

L'inculpé qui par manœuvres ou fausses déclarations, aura provoqué son maintien en détention, sera déchu de tout droit à une indemnité.

Art. 17. — L'indemnité prévue au précédent article sera fixée, en cas de non-lieu, par la chambre du conseil, ou par la chambre des mises en accusation, si c'est cette chambre qui a pro-

ressant de remarquer que le matin même, le *Réveil du Nord*, journal « socialiste », avait publié sous le titre : *le Rôle des Anarchos*, un article qu'a reproduit la *Voix du Peuple* (n° 289), et qui constitue une véritable dénonciation. Mais il faut surtout retenir que les arrestations opérées dans le Pas-de-Calais ont été faites *sur l'ordre du préfet*, agissant en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, un article qui depuis longtemps ne servait plus qu'à M. Lépine, et qu'abroge expressément l'article 4 de la proposition Clémenceau. Le parquet de Béthune ne s'est mis en mouvement qu'après. Interrogé au bout de vingt jours, Monatte a été mis le 31 mai en liberté provisoire.

Quelques jours plus tard éclatait « le complot » qu'accueillit un rire universel : le Gouvernement possédait les preuves d'une entente entre les syndicats et divers agents réactionnaires ! « A l'autre bout de l'échelle sociale, disait M. Clémenceau dans un palabre lyonnais, nous avons vu éclater un formidable ensemble de grèves comme on peut dire qu'il ne s'en était jamais vu jusque-là, fondées sans doute sur des revendications d'ordre économique parfois légitimes, *mais fomentées par des agitateurs politiques excités dans l'ombre par la démence des partis réactionnaires, dans l'espérance de faire renverser la République par des émeutes dont les forces de la réaction sauraient bientôt*

---

noncé le non-lieu, et, en cas d'acquittement, par la juridiction qui aura prononcé l'acquittement.

. . . .

Art. 24. — L'Etat est civilement responsable des dommages-intérêts prononcés contre les magistrats et fonctionnaires de tout ordre pour violation de la liberté individuelle commise dans l'exercice de leurs fonctions et dans tous les cas de prise à partie, sauf son recours contre lesdits magistrats.

Art. 25. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

venir à bout, ainsi que le constate l'une des pièces présentement aux mains de la justice. »

Cette pièce que publia *Le Matin*, était une lettre du duc d'Orléans qui avait servi déjà en 1899 au procès de la Haute-Cour pour essayer de discréditer Guérard et Riom, et enrayer la grève du bâtiment ! Les policiers ont l'imagination beaucoup moins fertile qu'on ne pense, et M. Hennion, auteur déjà de cette farce de rapin que fut la « conspiration » de Tamburini, ne fera pas ses frais lorsqu'il publiera en livraisons à dix centimes l'histoire de ses « complots ». On aime à espérer que le Gouvernement, soucieux de ce qu'il se doit à lui-même, lui adjoindra pour des occasions prochaines Miguel Zévaco, qui lui donnera des leçons.

Pour arriver à ce résultat magnifique, quelques douzaines de perquisitions avaient été opérées. Chez Griffuelhes, chez Lévy, chez Merrheim, à la *Confédération Générale du Travail*, puis chez Delesalle, à Montceau chez Merzet, Meulien et Chalmandrier, et bien autre part encore, un certain nombre de ces commissaires de police, auxquels la proposition Clémenceau enlèvera le droit de perquisition, s'étaient transportés en vain. Pour mieux salir les militants ouvriers, le Gouvernement n'avait pas reculé devant cette malpropreté d'envoyer en même temps ses agents à *la Croix*, au *Petit Caporal*, chez des royalistes, des bonapartistes, des cléricaux et même des Biétry.

Enfin, pour mettre le comble à la mesure, le 30 avril, Griffuelhes et Lévy étaient arrêtés *en vertu des lois scélérates* en même temps qu'un pauvre vieux nommé Feuillant (?), un jeune bonapartiste du nom de Bibert, et un M. Fromentin, anarchiste-millionnaire à Saint-Maur, si l'on en croit les journaux. Ecroués la veille du 1er mai à la Santé, comme inculpés, d'après le mandat d'arrêt, de rébellion, pillage et propagande anarchiste, de complicité avec Bressolles, agent de M. de Beauregard, ils étaient mis en liberté

le 6 mai, jour des élections, sans avoir subi — écoutez bien, dreyfusards mes frères ! — *sans avoir subi d'autre interrogatoire que d'identité*, sans qu'on ait cherché une seconde à légitimer leur incarcération ! Simplement, on les avait arrêtés quand on pouvait les croire gênants, et relâchés quand ils avaient cessé de l'être. *Parce que tel est notre bon plaisir.*

Ces faits là sont connus, mais il en est bien d'autres qui sont passés inaperçus, encore qu'ils violent au premier chef la liberté individuelle et les garanties accordées par la loi : tels ceux de Hamelin à Saint-Nazaire, ou de Loquier à Epinal, condamnés pour distribution de brochures antimilitaristes, et qui n'ont été mis au régime des détenus politiques, *auquel ils avaient droit*, qu'au bout de quinze à vingt jours, sur les réclamations réitérées de leurs avocats. Il en est bien d'autres, qu'on ne peut connaître, comme ces innombrables expulsions dont seule la Sûreté générale pourrait donner la liste, qui ont été opérées *par mesure administrative* aux alentours du 1er mai. On sait celle de Ungari, expulsé à Longwy comme jadis Cavalazzi, dont il continuait la propagande syndicale parmi les italiens employés dans les forges ; et chacun connaît de ces pauvres diables, souvent pères de famille, chassés parce qu'ils commettaient le crime d'être étrangers à la plus douce des patries. Mais qui pourrait dire le nombre des Russes, des Italiens, des Espagnols, boutés hors de France pour le plus grand plaisir de M. Clémenceau ?

Nous n'avons pas de moyen d'information complète, pas plus que nous n'avons la liste des centaines d'ouvriers condamnés pour avoir *légitimement* exercé leur droit de grève, sous le fallacieux prétexte d'entrave à la liberté du travail.

Depuis que M. Clémenceau préside au maintien de « l'ordre », suivant la manière forte, la liberté de coalition, accordée par l'Empire, est devenue lettre morte. On met

ouvertement la force armée au service du patronat, comme on l'a fait à Puteaux, où l'armée et la police opéraient sous les ordres de M. de Dion lui-même, en exécution d'un plan délibéré, dit-on, dans le cabinet du ministre de l'Intérieur, entre lui, le préfet de police et M. Max Richard, président honoraire du syndicat patronal de l'automobile. Le « picketing », c'est-à-dire la tentative de débauchage des réfractaires au chômage, est considérée comme un délit, même quand il s'exerce le plus pacifiquement du monde, et le moins suspect des gestes entraîne l'arrestation de son auteur quand il s'adresse à un non-gréviste. Quantités de condamnations ont été prononcées pour de semblables faits.

Lorsqu'on n'arrête pas les grèves par la force, il y a mille moyens indirects pour les étouffer. Le plus simple consiste à traquer les « meneurs », sous un prétexte *quelconque*, comme le malheureux Chazeau, secrétaire de l'Union des Syndicats de Dijon. Arrêté le 1er mai sur mandat du parquet de Roanne sous l'inculpation de provocation au pillage, il s'est vu condamner à six mois de prison pour entrave à la liberté du travail; mais, comme il bénéficiait de la loi de sursis, on s'est hâté de l'inculper à Lyon de complicité de détention d'explosifs, de sorte qu'il ne peut plus comprendre de quoi il est au juste accusé. Un autre procédé consiste à réquisitionner des salles de réunion pour y loger des troupes. Nous l'avons vu fonctionner à Paris le 1er mai. Mais les salles à Paris sont nombreuses ; il n'en est pas de même partout. A Denain, — et l'on sent bien que je cite des exemples, sans chercher à énumérer des faits qui se sont reproduits à de multiples exemplaires — la grève des métallurgistes a été arrêtée en plein essor par l'impossibilité matérielle pour les ouvriers de trouver un lieu où s'assembler. Les deux systèmes peuvent aller de pair, comme on l'a vu à Brest.

Là, on a fermé la Bourse du Travail et réquisitionné tous

les locaux disponibles ; puis on a arrêté tout le comité de grève : Le Tréhuidic, Rouller, Conches, Beaupérin, Bion-Faou, Cessou, Demeule. Ainsi l'on enlevait à la grève ses « meneurs », au candidat socialiste Goude ses auxiliaires : double bénéfice. Il n'y avait plus de droit de coalition, il n'y avait plus de droit de réunion : c'étaient les conditions nécessaires pour faire élire un Biétry.

Je ne rappelle que pour mémoire l'inoubliable spectacle que nous a donné Paris le 1er mai ; il est encore dans toutes les mémoires. Cinquante mille hommes rassemblés dans la capitale, jusques et y compris, — ô Patrie ! — des régiments de couverture ! Des patrouilles sillonnant les rues. par les soins d'un préfet de police qui sait faire croire aux Parisiens combien il est indispensable ! Les plus modestes édicules abritant des troupes en armes, pour lesquelles M. de Rambuteau ne les avait pas établis ! C'est ainsi qu'on inspire, avec l'aide des journaux réactionnaires, à la stupidité de Joseph Prudhomme, l'affolement prodigieusement significatif que les historiens de l'avenir auront peine à comprendre.

M. Clémenceau, imitateur zélé du gouvernement russe, essaie d'acclimater chez nous les procédés cosaques. Son physique et la descendance ourano-altaïque qu'on prête à ses compatriotes lui valurent un jour le surnom de « Mongol ». C'est peut-être dans son origine jaune qu'il faut voir la source de son affection pour Biétry. C'est en elle surtout, c'est dans son « pedigree » taïfal qu'il faut chercher les raisons de ses actes récents. Le descendant des Tatars devait laisser des voleurs slaves pratiquer en France une nouvelle rafle d'or, et s'il pouvait leur demander quelque chose en échange, c'était de lui enseigner le maniement de la nagaïka. Les maitres ont fait un bon élève, dont ils ont lieu d'être contents.

Il a fait du chemin depuis l'affaire Dreyfus. Certes, les

socialistes qui combattirent alors « pour la Vérité et la Justice » savaient bien que la plupart des « chevaliers de ces dames », comme les appelait spirituellement Dubreuilh, étaient de bons et paisibles bourgeois. Ils s'associaient à eux, non pas pour sauver leur capitaine, mais parce qu'ils considéraient « l'Affaire » comme un bélier dont les coups ébranleraient l'idole militariste et patriotarde, et ils s'en applaudissent tous les jours lorsqu'ils voient pousser la merveilleuse moisson antimilitariste qui, sans l'agitation dreyfusarde, n'aurait pas encore pu germer. Ils avaient pu croire, cependant, que M. Clémenceau n'était pas tout à fait de la troupe peu intéressante pour laquelle « l'Affaire » se limitait à une question d'irrégularité de procédure. Pour ceux-là, « l'Affaire » va se clore : Dreyfus sera réhabilité d'ici à quelques semaines, et la Chambre compte deux Reinach, ainsi que M. Labori. La réussite dépasse les espérances : il y a lieu d'être très satisfait.

M. Clémenceau peut se réjouir, puisque, pour lui aussi, il ne s'agissait que de cela. Le bouquet de fleurs « dreyfusardes » que je viens d'effeuiller sous ses pas, et que les députés socialistes lui offriront sans doute dans quelques jours, complété, j'espère, et considérablement augmenté, montre bien que ses préoccupations de principes avaient pour lui juste autant d'importance qu'un faux pour un officier du deuxième bureau.

Qu'il continue, si cela l'amuse, à perfectionner les méthodes de Trépoff. C'est aux socialistes à diminuer le nombre des victimes en arrachant à la Chambre l'abrogation, depuis si longtemps attendue, des lois scélérates et de la loi de 1849 sur les expulsions. Quant aux militants syndicalistes, ils savaient bien, en entrant dans l'action, qu'ils n'entraient pas dans une bergerie, et les coups de knout ne peuvent que fortifier en eux l'esprit révolutionnaire, par quoi la lutte s'étend et se vivifie.

Les gestes des policiers peuvent faire des blessures, mais il n'est au pouvoir d'aucun Clémenceau d'arrêter le mouvement ouvrier. Le serpent de la fable pouvait mordre la lime : ce n'est pas la lime qui s'usait.

Les syndicats continueront à grandir. M. Clémenceau continuera à ne pas comprendre. Et cela n'aura qu'une importance relative.

André Morizet.

Les Massacres de Classe en Italie

Le massacre de travailleurs sans défense par ce que l'on appelle la *force publique*, représentation de l'*autorité*, est devenu l'une des caractéristiques notoires de la politique italienne. Certes, ce phénomène sanglant s'explique, en partie, par l'acuité toujours croissante de la lutte des classes. Mais il y a aussi des causes profondes et importantes dans l'histoire, dans notre psychologie nationale, dans l'ambiance.

Pour ce qui est des détails objectifs, les faits s'offrent presque identiques, soit qu'il s'agisse des massacres de Berra, de Giarratana ou de Buggeru, soit que l'on examine ceux Torre-Annunziata, de Castelluzzo, de Grammichele, ou, tout près de nous, de Calimera. Je ne rappelle ici que les plus connus, les derniers ne sont rien de plus que les plus récents de la série. L'histoire de l'un quelconque de ces crimes, c'est l'histoire de tous.

Par exemple, une Chambre (Bourse) du travail convoque les travailleurs agricoles à une fête qui sera, si l'on veut, une manifestation politique, mais qui doit surtout avoir le sens d'une protestation collective contre certaines personnalités exécrées, les seigneurs de l'endroit, les *cappeddi*. Ceux-ci, maîtres de la municipalité, sont tenus pour responsables d'une taxe locale, de la « taxe de famille », odieuse en elle-même et par son poids.

La foule se promène en un cortège placide et jovial, puis, avant de se séparer, on fait halte sur la place principale, et

là, comme il est d'usage pour compléter toute manifestation de ce genre, un camarade quelconque prononce diverses paroles de solidarité, d'encouragement, d'espérance. Le paysan qui discourt sur cette place est rude et inculte, comme tous ses auditeurs. Il est incapable d'astreindre ses propos aux exigences de lois, de traditions, de convenances, qu'il ignore. Il exprime ses sentiments tels qu'ils surgissent de son cœur.

Le délégué de la sûreté publique, — ce que vous appelleriez le commissaire de police, — estime, à un certain moment, que le code vient d'être violé, que l'ordre est menacé, etc., et il interdit à l'orateur de prononcer un mot de plus. La foule proteste. Elle veut que l'on respecte la liberté. Et, au lieu de continuer à se disperser, comme elle avait commencé à le faire depuis quelques instants, reflue vers la place, elle se serre autour du banc sur lequel se dressait l'orateur.

Lorsqu'un conflit entre une foule et la force publique en est à ce point critique de son évolution, la solution ne dépend plus exclusiment que de la mentalité de l'individu qui commande à cette force. La conclusion sera paisible si cet individu est un être normal. elle sera tragique s'il s'agit d'un criminel-né.

Tout à coup, le délégué, sans avoir formulé les sommations prescrites, commande le feu. A la première salve, la foule fuit épouvantée, affolée. Soldats et carabiniers (gendarmes) n'en continuent pas moins à tirer.

Des morts, des blessés. Quant aux agents de l'ordre, pas un d'entre eux n'a même une égratignure. C'est la règle.

Tels sont les faits. Voyons les causes. Et d'abord, examinons le milieu.

Le méridional en général, le Sicilien en particulier, est essentiellement un émotif, un impulsif. Son cerveau est

dénué de fonctions d'inhibition. L'impression une fois reçue, il la traduit en actes, irrémédiablement, fatalement. Un ressort qui se détent.

Des siècles d'oppression économique, politique, morale, de tous les genres d'oppression, l'ont amené, — et qui s'en étonnerait? — à une haine farouche de toute autorité, de tous les agents et de tous les symboles de l'autorité, depuis les plus hauts représentants locaux de la loi jusqu'au moindre garde du moindre domaine privé. Il a dans le sang l'instinct de la révolte contre tout ce qui l'entoure, parce que tout ce qui l'entoure l'opprime et l'a toujours opprimé.

Les français et les autres étrangers peuvent difficilement comprendre la mentalité qui domine dans ces régions. Les italiens du nord sont eux-mêmes fort en peine quand il s'agit pour eux de vivre avec ces espèces de survivants du moyen-âge qui habitent la Sicile, les Calabres, etc.

En dépit de toutes les révolutions, la féodalité persiste là sous ses formes les plus absurdes et les plus odieuses. La constitution d'une classe moyenne n'y a jamais été possible, et par conséquent rien de la vie moderne n'a pu s'y développer. Trois catégories de gens. D'une part, le grand latifundiste, qui, d'ordinaire, mange ses revenus à Naples, à Rome, à Gênes, — ou à Paris. D'autre part, les serfs, les opprimés, les exploités, qui végètent en agglomérations de dix, quinze, vingt mille, s'éparpillant chaque matin sur les propriétés situées à deux, trois, quatre heures de route pour y peiner jusqu'au soir, à raison de *soixante centimes*.

Entre les deux, la masse ignorante et corrompue des fermiers, métayers, régisseurs, gardes, etc., avec les employés de l'État ou des communes, toutes personnes qui, soit en vertu de leurs fonctions, soit parce que, simplement, elles portent le chapeau et non le bonnet, sont autant d'ennemis avérés ou latents, d'êtres dont il faut se méfier ou que l'on a

lieu de haïr. Le carabinier royal ou le soldat italien, le sous-préfet, le maire, le conseiller municipal, le garde urbain ou champêtre, aux yeux de la population méridionale, tous incarnent l'oppression ni plus ni moins qu'il y a une cinquantaine d'années.

C'est qu'entre le Midi d'avant 1860 et le Midi de 1906, il n'existe qu'une différence. Jadis, le souverain s'appelait François II de Bourbon. Aujourd'hui, on le nomme Victor-Emmanuet III de Savoie. C'est tout. Le gouvernement national, ou plutôt, la domination piémontaise, après un demi-siècle ou peu s'en faut, n'a rien changé à ce milieu politique, administratif, judiciaire, n'a rien fait pour améliorer la condition écomique et morale de cette malheureuse population. Depuis l'unification, aucun ministère, de gauche pas plus que de droite, de réaction pas plus que de libéralisme, n'a jamais voulu entreprendre les réformes fondamentales auxquelles on eût été obligé d'avoir recours pour en finir avec les terribles conséquences d'un régime politique et économique plusieurs fois séculaire. Tous les gouvernements successifs se sont retranchés derrière le dogme absurde de l'homogénéité administrative et judiciaire. Nul d'entre eux n'a essayé de réagir contre la tendance, générale dans la classe dirigeante, à considérer la Sicile, notamment, comme pays conquis.

Une *mafia* officielle s'est substituée à la *mafia* autochtone, qui d'ailleurs n'était qu'une forme exagérée, cynique, du système de friponnerie politique où excelle la bourgeoisie du royaume tout entier. Elle n'épargne rien pour s'assurer une majorité électorale d'une docilité à toute épreuve, et rien ne lui semble illégitime du moment qu'il s'agit de conserver cette supprématie. Elle pratique le favoritisme à outrance, elle achète les voix, elle tripatouille les listes électorales et les scrutins, elle a recours à toutes les variétés de la pression et de l'intimidation, — bref, elle n'utilise la

technique du régime moderne que pour perpétuer le régime ancien, sous une forme plus odieuse que jamais parce que plus hypocrite.

La situation misérable du Midi exigeait des réformes profondes et hardies, conséquences d'études sérieuses. Celles-ci ont bien été entreprises. Tout au moins, il a été beaucoup écrit et parlé sur le problème. Seulement, il n'a jamais été procédé à l'application complète d'aucune des solutions proposées. Les rares velléités qu'on en a eu, ont vite échoué contre les forces mystérieuses et puissantes de la bureaucratie et de ses alliés, c'est-à-dire de tous les parasites qui ne subsistent que grâce à l'actuelle organisation de l'État. Et quand nous parlons de la bureaucratie du Midi, il faut songer que nos gouvernants expédient à la Sicile, — comme font beaucoup de nations pour leurs colonies, — les plus tarés et les plus incapables des fonctionnaires, les agents les mieux doués pour aggraver dans toute la mesure du possible les défauts et les vices que notre régime politique et administratif implique naturellement, même dans les conditions locales les moins tristes.

Un autre point très important à noter est celui-ci. La psychologie générale de l'Italie comporte une véhémente tendance au meurtre. Cette forme du crime n'est que rarement désavouée par la morale nationale; elle est souvent glorifiée; beaucoup de nos moralistes admettent que l'assassinat d'un compatriote s'impose parfois comme un devoir, civique ou autre. Les dominations d'antan nous ont laissé, et la domination d'aujourd'hui entretient parmi nous, deux conséquences fatales de cette monomanie ethnique : d'une part, l'obtuse brutalité de la police, le *cosaquisme* de tout ce qui détient une parcelle d'autorité; et d'autre part, le servilisme des sujets, dont la dignité et la conscience s'effacent constamment sous la peur d'être tué au hasard par le premier carabinier ou bersaglier venu.

Toute notre administration, dans toutes les branches et à tous les degrés, n'est que police, et police à la cosaque. Et la masse du peuple italien est la plus inerte des multitudes. On l'exploite, on l'opprime, on la saigne, sans que jamais elle se révolte, sans qu'elle pense jamais à la résistance même passive. Les classes dirigeantes ont beau jeu, chez nous, pour entretenir le culte des deux divinités suprêmes qui, à leurs yeux, priment jusqu'au roi et au pape : le *principe d'autorité* et *l'ordre public*. Elles ont pleine latitude pour multiplier les iniquités et les crimes nécessaires à garantir le respect de ce principe, et le problème du maintien de cet ordre a pu devenir pour elles le problème essentiel, sinon unique, de la vie politique et administrative, économique et sociale.

Dans la fermentation des idées nouvelles et des nouveaux sentiments, dans la naissance et le développement du parti socialiste, et d'ailleurs dans la propagande de tout parti d'extrême gauche, dans l'organisation syndicale, dans la lutte des classes sous toutes ses formes, dans les grèves et les manifestations de tous genres, dans le chômage et dans les insurrections de la faim, dans le malaise moral et la gêne matérielle qui gagnent bien d'autres catégories de la population que celle des travailleurs urbains ou ruraux, la bourgeoisie italienne se refuse à voir rien d'autre que des incidents de nature à troubler l'ordre public. Ministres, parlementaires, magistrats, municipalités, sont malades de l'épouvante de ne jamais faire assez pour l'idole. Les circulaires, les décrets, les arrêtés, les instructions, jaillissent de partout, voltigent partout, s'abattent partout, et les scribes se cassent la tête à les interpréter,et les carabiniers s'essoufflent à les appliquer, et la foule se prosterne.

Le métier de policier, en n'importe quel pays, est évidemment méprisable entre tous. Mais en Italie, il l'est à coup sûr plus qu'ailleurs. Chez nous, l'agent est l'ennemi de tous

les faibles, c'est l'espion qui se vend corps et âme à tous les forts, c'est un outil entre les mains des représentants locaux de la clique dirigeante. Il y a, parmi les honnêtes gens, une insurmontable répugnance à s'enrôler dans ce service, dont la presque totalité des fonctionnaires sont par conséquent des déclassés de la pire espèce, des déchets de professions qualifiées ou non, des individus qui se sont rendus insupportables à leurs chefs ou à leurs égaux dans d'autres branches de l'administration ou qui s'y sont par trop compromis à force d'illégalités ou de délits de droit commun.

Il me reste à ajouter que la bourgeoisie en face de laquelle se développe le Parti socialiste italien est parmi les plus ignorantes et les moins intelligentes de l'Europe et du monde, et parmi celles qui demeurent le plus fidèles à tous les préjugés et à toutes les superstitions. Le socialisme est, à ses yeux, non pas une opinion qui en vaut une autre, mais une des variétés de la criminalité, la variété la plus dangereuse pour l'ordre public. Pour faire comprendre l'état d'esprit de cette classe, il suffit de rappeler qu'au lendemain du massacre de Grammichele, un journal milanais qui s'intitule l'*Idée libérale*, déclarait ceci, textuellement : « Morts et blessés, ces gens ont eu ce qu'ils méritaient: la mitraille, c'est-à-dire le plus précieux élément de la civilisation et de l'ordre. »

Une pareille mentalité est peut-être difficile à concevoir pour des étrangers. Mais une fois qu'on l'a bien comprise, on ne s'étonne plus qu'un gouvernement démocratique comme celui de Gioletti ait pu approuver Centauni, l'ordonnateur du massacre de Candela, que jamais ne soient poursuivis les militaires qui tuent des grèvistes ou des manifestants, et qu'au contraire les auteurs de ces assassinats soient officiellement félicités comme « ayant fait leur devoir ».

Etant données les limites que je suis obligé de m'imposer

ici, je me suis contenté d'une succincte analyse du phénomène en cause. J'ai cependant indiqué tout l'essentiel.

Prenez des ignorants, mélangez-les à des coquins, déguisez les uns et les autres en carabiniers ou en soldats, avec des couleurs violentes et des boutons brillants qui cultivent en eux les survivances du primitif ; imposez-leur en permanence la suggestion du meurtre en leur faisant porter constamment sabre, carabine, revolver ; amenez-les, par toute une savante éducation spéciale, à considérer comme actions méritoires de leur part ce qui est répréhensible chez les autres hommes. Mettez à leur tête un fonctionnaire aussi ignorant qu'eux, mais à la fois plus brutal et plus raffiné dans ses instincts ; un individu qui est né criminel ou qui l'est devenu par nécessité professionnelle, qui voit dans le peuple un ennemi, et dans son semblable un inférieur, un sujet ; un homme qui a la conviction fanatique d'incarner l'autorité et l'idée fixe d'avoir à défendre, coûte que coûte, l'ordre public, et que préoccupent aussi son avancement, les gratifications, les décorations. Placez enfin ce chef et ses subordonnés en présence d'une foule vivante. Voilà le mécanisme psychologique du massacre.

Et ce n'est pas seulement dans les conflits économiques que le fonctionnement de ce mécanisme aboutit à la solution sanglante. Toutes les catégories de perturbations sont favorables à celle-ci, parce qu'elle est la conséquence fatale de tout un système social, politique, juridique, moral.

Nous avons parlé de la puissance de la bureaucratie, et l'on a sans doute, à ce propos, songé au tsarisme. L'État italien n'est en effet qu'une organisation bureaucratique, et d'une solidité que l'on peut, sans exagération, comparer à celle de l'organisation qui domine en Russie à cette heure tragique. Si la bourgeoisie de toutes les régions de l'Italie s'est en somme si facilement soumise à la domination piémontaise, — tout en ne concédant d'ailleurs à celle-ci que

les apparences d'une unification nationale, — c'est qu'elle rêvait d'un grand État, d'une monarchie analogue à celle instituée par Napoléon III, d'un régime dont la principale fonction fût de distribuer généreusement les emplois et surtout les sinécures, les honneurs et surtout les privilèges. Le *poste* administratif est devenu le but des ambitions de toute la petite et moyenne bourgeoisie aussi bien que de la noblesse déchue.

Tandis que, dans l'Europe centrale, se formait une classe qui travaillait ardemment à développer l'industrie et le commerce, et jouait par conséquent, à sa manière, un rôle productif et progressif, la bourgeoisie de notre pays, élément niais et ignare, mesquin et sournois, se constituait en une armée de scribes, dont l'effectif grossit d'année en année. Chacune de ces petites gens veut son poste, soit dans un ministère de la capitale, soit dans un bureau de bourgade, et chacune, pour y arriver, rampera autant qu'il le faudra, passant par toutes les voies, ignobles ou ridicules, qu'on lui imposera. Et une fois installé dans la machine, l'individu y perdra le plus vite possible le peu qui lui permettait encore de sembler posséder une personnalité.

C'est ainsi que se perpétuent les préjugés de la collectivité dirigeante, ses idées barbares sur l'autorité et sur l'ordre. Et comme cette foule de parasites entraîne après soi la multitude encore plus nombreuse des candidats et des aspirants à la sinécure et au privilège, la bureaucratie menace d'opposer longtemps encore à toutes les tentatives de transformation une force d'inertie d'une puissance déconcertante.

Ottavio DINALE.

(A suivre)

LES GRÈVES

FRANCE

La grève des Postes et Télégraphes

La grève des postes et télégraphes a éveillé bien des espérances dans l'élite des travailleurs. Si la grande masse est restée indifférente à cet éclair fugitif, sillonnant tout à coup la sérénité de l'Etat omnipotent, les syndicalistes conscients ont suivi avec une certaine anxiété cette fulguration éphémère. Aujourd'hui, tout est rentré dans le calme. Le syndicalisme a usé, au moins apparemment, ses forces naissantes contre les plus prodigieuses forces de compression, d'intimidation, de répression. L'Etat-patron a maté ses facteurs et rétabli l'ordre. Parmi les révoltés un grand nombre est chassé. L'arbitraire le plus stupide a présidé au choix des victimes ; la sottise est quelquefois plus écœurante que la férocité. Pourquoi 300 révoqués? Pourquoi ceux-ci et non ceux-là ? Question de chance, question de chronologie. L'imbécillite d'un gouvernement aux abois a poussé les hommes de l'ordre à frapper comme des sourds sur n'importe qui. Il fallait apeurer par tous les moyens, Cette résistance inattendue les déconcertait. Il fallait la briser coûte que coûte. Et dame, la logique ne s'en est pas tirée indemne. Qu'importe : le gouvernement a refréné les ardeurs syndicalistes. Il croit même avoir éteint pour longtemps les espérances d'émancipation par la lutte. Je lui souhaite de ne pas se tromper.

Une obscurité permanente plane sur cette masse énorme des travailleurs des postes et télégraphes, seriés en une infinité de catégories, opposées si souvent les unes aux autres dans des questions d'intérêt mesquin. Des groupes se meuvent, agités de sentiments particuliers ; des mentalités déconcertantes se révèlent, cependant que des consciences fortes s'affirment de tous côtés, isolées, se comprenant à peine, cherchant leur voie, en quête du lien commun qui les soudera en un faisceau solide dans l'avenir. Il se pro-

duit depuis quelque temps dans le personnel des postes, un véritable travail de désagrégation et d'élaboration à la fois. Des notions traditionnelles s'évanouissent, des sentiments puissants s'affirment. C'est la période de transition, c'est la période de confusion. Elle est d'autant plus laborieuse et obscure qu'il s'agit d'éléments saturés de la conception autoritaire, dans laquelle les fonctionnaires apparaissent comme partie intégrante de l'Etat, comme le prolongement de l'Etat-pouvoir dans l'exploitation industrielle.

Une grève est toujours un événement propre à clarifier les situations, à mettre chacun à sa place, à montrer ce que les hommes ont dans le ventre, suivant l'expression populaire. Malheureusement l'expérience n'a pas apporté toute la clarté désirable, parce qu'elle a été insuffisamment appliquée. Un concours de circonstances que nous exposons plus loin a limité l'action à une petite catégorie. Elle devait échouer. Des malentendus, des tergiversations, des fautes graves ont voué la tentative à un avortement inévitable. Il serait difficile à un observateur scrupuleux de dégager du conflit récent une tendance nettement caractérisée, de bâtir sur l'ensemble des menus faits qui ont marqué les étapes de la grève, des hypothèses sur les manifestations probables du nouveau syndicalisme des postiers, sur son extension en profondeur et en puissance. La situation générale du prolétariat des postes et télégraphes ne s'est pas brusquement modifiée. Rien de véritablement saillant n'apparait à l'heure actuelle. Cependant on se refuse à penser qu'un mouvement si nouveau, « celui de 1809 n'ayant été qu'un coup de tète de mécontents », dans un milieu si longtemps fermé à toute compréhension du droit et de la lutte, n'ait influencé en rien la minorité pensante qui, là comme ailleurs, est plus intéressante que les zéros confinés dans une vie bêtement végétative. Si la grève a fait naître des sentiments nouveaux, c'est chez cette minorité seulement qu'il convient de les rechercher. Il est évidemment impossible d'indiquer des conséquences qui ne s'affirmeront au grand jour que dans un avenir plus ou moins lointain, mais un ensemble d'observations précises peut être avantageusement exposé, tant pour l'étude des forces nouvelles et peu connues, que pour le profit des syndicalistes qui pensent que *la lutte dans le milieu le plus réfractaire vaut quand même le sacrifice de quelques persévérants efforts.*

Le 11 avril 1906, au matin, les sous-agents de la recette principale de la Seine préparaient comme d'habitude la première distribution. Le travail touchait à sa fin, lorsque vers six heures un facteur d'imprimés montait sur une table et, s'adressant à ses camarades, les exhortait en quelques phrases brèves à quitter le travail. Un cri unanime de « vive la grève ! » répondait à ses paroles. Aussitôt les facteurs d'imprimés quittaient la salle et se rendaient à la salle du Tivoli Vaux-Hall. La presse a exposé en leur temps et assez fidèlement ces péripéties. Il est inutile d'y revenir, les faits étant connus de tous, mieux semble-t-il que les circonstances qui en ont déterminé l'enchaînement. Pourquoi la grève a-t-elle éclaté si tôt ? Une grève étant une bataille, les belligérants ne doivent négliger aucun avantage stratégique. Le conflit, se produisant, au 1er Mai, aurait embarrassé davantage les gouvernants. Les grévistes auraient bénéficié du courant d'enthousiasme que produisent les grands mouvements de masse ; ils se seraient sentis tous émus dans leur action par l'effervescence ouvrière.

Beaucoup de gens qui voient les machinations les plus machiavéliques dans les manifestations les plus simples, ont flairé dans ce mouvement prématuré et spontané une manœuvre gouvernementale. L'administration aurait précipité les événements, avancé la crise qu'elle sentait certaine, et cela avec le concours de quelques agitateurs complices ! Cette hypothèse ne mérite pas d'être retenue. Les gouvernants sont capables de toutes les canailleries, c'est entendu. Mais les syndicalistes n'ont pas précisément la même trempe. Et puis on n'échafaude pas tous les jours des combinaisons compliquées : le métier de ministre deviendrait impossible. C'était assez d'ouvrage de dresser les plans du fameux complot ! Ce qui est certain c'est que l'administration se tenait depuis quelque temps sur ses gardes. Le mouvement de mécontentement s'accentuait de jour en jour parmi le personnel des sous-agents. Elle en suivait attentivement la marche. Son refus systématique d'entrer en rapports avec le syndicat avait depuis longtemps déterminé des colères sourdes chez les facteurs.

Quelques-uns avaient hâte de répondre à cette intransigeance patronale par la résistance. D'autres, moins impatients d'essayer leur force, ne temporisaient que pour mieux se préparer. Chez tous les camarades régnait une certaine

surexcitation. Un événement important venait d'enflammer encore leurs espoirs dans la lutte prochaine : la grève des cochers des messageries postales avait eu un heureux dénouement, en quelques heures, grâce à la spontanéité de l'effort (1).

Tous les genres d'intimidation avaient été mis en œuvre depuis longtemps pour détacher les facteurs du Syndicat. La pression, les menaces n'avaient réussi qu'à grouper plus solidement les camarades dans leur nouvelle organisation. Mais ils n'avaient pas subi si longtemps cette guerre à coups d'épingle sans en ressentir de profondes rancœurs. Ils affermissaient chaque jour leur volonté d'imposer le Syndicat. Le Syndicat, d'ailleurs, représentait, même pour les inconscients, de grands espoirs, car il s'était donné pour première tâche de relever les traitements de début.

Tel était donc l'état d'esprit des facteurs, à la veille du vote du budget. Le budget des postes passa en quelques heures, à la Chambre, sans apporter aucune amélioration à la situation précaire des facteurs d'imprimés. On attendit fiévreusement la reprise du budget par le Sénat. Le Sénat boucla le budget sans se soucier des facteurs. Tout espoir d'amélioration était définitivement perdu, malgré les belles promesses des politiciens de tous les partis. Le mécontentement était extrême. Le moindre heurt devait déchaîner la crise. Il est très important de constater que le droit syndical en fut définitivement la cause.

Pendant la discussion du budget au Sénat, le Conseil syn-

---

(1) La messagerie postale est une entreprise privée, concessionnaire de l'administration des postes. Les cochers, palefreniers, hommes de peine, y étaient odieusement exploités. La durée de la journée de travail atteignait parfois 18 heures. Las d'implorer vainement l'intervention de l'administration des postes, les travailleurs syndiqués des messageries décrétèrent subitement la grève. L'administration des postes étant privée de ses fourgons de ses tilburys, de ses omnibus de facteurs, les services furent partout entravés et celui du départ pour la province gravement compromis. La grève dura six heures, A midi, l'administration intervenait et forçait l'entreprise à accorder satisfaction aux grévistes notamment sur la réduction des heures de travail.

dical, sentant proche la séparation des Chambres, faisait de pressantes démarches auprès des groupes de gauche pour obtenir du gouvernement qu'il voulût bien recevoir la délégation syndicale à titre officieux, en attendant que le Parlement eût statué sur les divers projets de lois relatifs aux modifications possibles de la loi de 1884. Une délégation, composée de MM. Codet, René Renoult, Buisson, Pelletan, Steeg, Dejeante et Sembat, se présenta chez le président du Conseil, au nom des groupes de gauche de la Chambre, pour intercéder en faveur du Syndicat des sous-agents et appuyer sa demande. Le gouvernement, par l'organe de M. Sarrien, se montra intransigeant. Il se tint sur le terrain des déclarations antérieures, s'engageant à ne pas inquiéter les syndicats existants, mais refusant catégoriquement d'entrer en relation avec leurs délégués à un titre quelconque. La réponse parvint le 10 au soir à Sembat, qui la communiqua immédiatement au Conseil syndical. La nouvelle décision du gouvernement se répandit comme une traînée de poudre dans tout le personnel. Cette déception fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

Ici, un point d'interrogation se pose. Le Conseil syndical avait fait apposer des affiches dans la soirée du 10 et dans la matinée du 11, invitant les sous-agents à se rendre à une grande réunion, au Tivoli, le 11 au soir. Dans cette réunion, l'on devait mettre les camarades au courant de la situation créée par le vote définitif du budget et leur demander quelle attitude ils allaient prendre, maintenant qu'ils avaient fait l'expérience du mauvais vouloir de l'administration et de la duplicité des politiciens. La question de la grève se serait fatalement posée à la réunion du soir. A cette réunion auraient assisté un grand nombre des facteurs des lettres, des télégraphes et des sous-agents des ambulants. La grève, déclarée dans une séance aussi solennelle. eut été immédiatement générale. Les facteurs des lettres, qui ont continué le travail, comme on sait, auraient été forcément englobés dans le mouvement. La majorité gréviste aurait empêché les inconscients de quitter la salle pour reprendre le travail à quatre heures du matin. Les facteurs d'imprimés n'attendirent pas le soir. Ce fut une faute grave. Quelques-uns ont cru, sur des affirmations dont j'ignore la source et la valeur, que l'administration avait pris ses dispositions pour empêcher la réunion du soir, en agissant auprès du gérant du

Tivoli. Cette appréciation, plus ou moins fondée, d'un coup de force du gouvernement a-t-elle eu une influence véritable sur la détermination brusque des facteurs ? Il se peut. Mais il est certain qu'une poussée interne s'est manifestée naturellement dans la masse trompée, exaspérée, et qu'un souffle de révolte impétueux a couru subitement dans tous les rangs, entraînant les plus avisés. Le Conseil syndical s'est trouvé débordé. Ne pouvant contenir les troupes, ceux qui avaient assumé avec un grand courage la charge de les conduire à la victoire n'ont pas manqué à leur devoir. Devant un fait accompli, qui était sans doute une maladresse, mais contre lequel il ne s'agissait plus de récriminer, ils ont résolument pris la tête du mouvement.

Les facteurs des lettres n'ont pas suivi. C'est là la raison principale de l'échec. La cause syndicale a paru moins chère aux facteurs des lettres que leur tranquillité et leurs étrennes. L'insuffisance des traitements de début n'atteint plus ces privilégiés, auxquels l'ancienneté confère une rétribution plus large, augmentée du produit de cette mendicité mal déguisée sous l'offrande généreuse d'un calendrier stupidement laid. Beaucoup de facteurs des lettres sont des vétérans ; la situation médiocre que leur confère vingt années de services administratifs est à peu près tenable. Leur esprit de solidarité n'éclate pas subitement, il a besoin d'être sollicité impérieusement. Dans une manifestation d'ensemble, les jeunes auraient gagné à leur cause ces gens rassis et assagis ; mais leur demander une adhésion spontanée, un élan volontaire et réfléchi de camaraderie, c'était mal connaître le cœur humain. Les facteurs des lettres n'ayant pas été gagnés dès le début du conflit, l'administration avait un sérieux atout en mains. Les bourgeois qui prêchent la solidarité dans les livres de morale à l'usage des petits enfants et qui l'étendent naïvement à tous les individus, sans distinction de fortune, de rang, de classe, font de l'insolidarité corporative une vertu. Ces braves facteurs, traîtres à leurs camarades, furent immédiatement comblés d'éloges, entourés de petits soins (promesses de décorations, de gratifications, éloges dans la presse, etc.). A beaucoup d'entre eux, restés à leur poste seulement par peur et par égoïsme, on finit par persuader que le véritable sentiment qui les faisait agir était le dévouement à la chose publique, le souci de l'intérêt général. Ces malheureux étaient abasourdis d'autant d'égards et

de félicitations de la part des grands chefs. Ceux qui avaient eu pendant quelques instants du remords ne songeaient plus à racheter leur conduite par une adhésion tardive au mouvement gréviste. L'administration les choyait ; ils abandonnèrent définitivement les facteurs d'imprimés et, dès cet instant, la partie était perdue. La résistance se prolongerait, mais elle n'entraînerait pas l'arrêt complet du service et l'intervention du public parisien qui devait amener le gouvernement à composition. Telle fut la première phase du conflit.

L'administration avait certainement escompté une reprise immédiate du travail. Elle pensait que les facteurs d'imprimés seraient promptement découragés par la trahison des facteurs des lettres. Elle fut déconcertée par la résistance des grévistes. La menace de révocation qui avait fait rentrer tout le monde au bercail patriarcal, en 1899 ne produisit cette fois aucun effet. Les grévistes étaient déterminés à une lutte énergique : on sentait très bien que l'on n'avait plus à faire à des mécontents, voulant seulement se livrer à un scandale d'une journée pour attirer l'attention sur leur sort. Il s'agissait, cette fois, de syndicalistes, qui opposaient au droit patronal leur droit ouvrier. L'administration avait en face d'elle des travailleurs dont elle avait usé la patience, mais qui n'entendaient pas abdiquer quoi que ce soit et qui maintenaient leurs prétentions, résolus à les imposer par une autre méthode. Aussi M. Barthou ne manqua pas de déclarer que cette grève avait un caractère révolutionnaire. Elle n'a eu en réalité rien de révolutionnaire ; aucune tentative violente de débauchage n'a eu lieu. Le conflit s'est déroulé dans le calme le plus parfait, mais il avait cependant un caractère d'opiniâtreté qui déconcertait les ministres, une belle allure de conflit syndicaliste. Ce n'étaient plus les facteurs de 1899. L'action syndicale avait changé quelque chose.

Aussi, dès le troisième jour, l'administration déconcertée prit à son tour l'offensive. Des révocations en masse furent signées, une campagne d'intimidation fut menée sur tous les points de Paris, pour provoquer des défections dans les rangs des grévistes. Des inspecteurs ou des brigadiers-facteurs se rendirent au domicile des facteurs pendant l'absence de ces derniers pour terroriser les femmes, des receveurs

racolaient les grévistes au passage, l'administration faisait savoir par la presse qu'elle préparait une nouvelle fournée de trois cents révocations. Des camarades m'ont affirmé que des démarches avaient été faites auprès de quelques fournisseurs pour les engager à ne plus faire aucun crédit à certains facteurs, sous le coup d'une révocation probable et qui n'offriraient plus alors qu'une garantie de solvabilité insuffisante. Je n'ai pu contrôler ce fait. Il serait intéressant de savoir si le zèle administratif est capable d'abaisser des gens tenus pour « honorables », au rôle d'affameurs officiels. En même temps, la presse, favorable ou neutre au début, évoluait et se montrait hostile aux grévistes. Bientôt même, quelques grands journaux se faisaient les complices du gouvernement en annonçant des rentrées en masse. Quelques défections se produisaient chaque matin, mais elles furent insignifiantes jusqu'au sixième jour. Certains quotidiens, passés maîtres dans le bluff et le chantage, annonçaient chaque jour la fin de la grève.

Cependant le public parisien ne s'y méprenait guère. Il voyait toujours des soldats affublés d'un sac de distribution, des fourgons escortés par des gardes municipaux, des bureaux de poste occupés militairement. La vérité est qu'à la recette principale, malgré le concours de la troupe, un désarroi épouvantable régnait. Les déclarations optimistes du receveur principal, soigneusement reproduites dans la presse, ne prévalaient pas contre le fait brutal de la suppression d'une distribution pour les lettres. Les imprimés ne parvenaient plus. La non-remise des échantillons surtout, portait un préjudice considérable au commerce. Ainsi que le faisait spirituellement remarquer un bourgeois sceptique, dans un journal parisien, une telle grève ne pouvait avoir l'approbation du public dont elle lésait les intérêts. Tout conspirait contre les facteurs. La masse des imbéciles était comme toujours du côté des forts. Le droit importe peu au Monsieur qui n'a pas reçu son journal ou qui attend des cartes postales illustrées.

Mais revenons un peu en arrière. Le troisième jour, la grève entrait dans une nouvelle phase. Les agents des postes, à leur tour, tentaient de se solidariser avec les sous-agents et d'entrer en conflit. Si le mouvement avait réussi, la situation de l'administration devenait intenable.

La tentative de quelques militants agents des postes

échoua. Elle mérite cependant de retenir l'attention : elle est féconde en petits épisodes qui comportent des enseignements précieux. Dans une étude sur le congrès des agents des postes (*Mouvement socialiste*, juin 1905), j'écrivais : « Il serait hasardeux d'affirmer que le sentiment du droit ne puisse jamais devenir fort chez le fonctionnaire et se doubler d'un état de conscience qui élèverait les individus à la notion de la lutte. Mais cette mentalité nouvelle ne pourrait se former qu'à la suite d'une crise. Un conflit fait plus pour l'éducation des hommes que vingt ans de propagande par l'idée. La vraie solidarité naît et s'affirme au moment du danger. Or, dans l'état actuel des choses, tous les avantages accordés aux salariés de l'Etat et l'appui que leur prêtent les parlementaires tendent à dissoudre l'embryon des notions nouvelles. A mesure que leur situation s'élève au-dessus du niveau moyen de la classe ouvrière, ils deviennent conservateurs, se rangent à la suite de la petite bourgeoisie libérale et la veulerie les guette. » Il est intéressant de rapprocher les évènements récents des constatations faites l'an dernier.

Les agents des postes et télégraphes sont, dans l'ensemble des employés de l'Etat, des plus avantagés. Sympathiques au public, auprès duquel ils font valoir facilement l'importance du rouage économique dont ils sont les artisans, ils ont su le mieux intriguer auprès des parlementaires, grands dispensateurs des crédits, et les intéresser à leur sort. Leur situation, précaire au début, est assez enviable au bout d'un certain nombre d'années d'exercice. Leur carrière administrative offre sur son déclin l'assurance d'une aisance que jalouseraient beaucoup d'hommes laborieux que le hasard a lancés dans une vie fiévreuse de luttes pour le pain quotidien.

Je ne ferai pas l'historique de leurs groupements corporatifs, ni de ce qu'ils appellent volontiers leur mouvement d'émancipation. Leurs organisations n'ont eu jusqu'ici qu'une fin bassement utilitaire. On n'a jamais vu se produire chez eux de ces élans d'indignation que déchaînent les atteintes à la dignité collective ou simplement à l'équité. Ils n'ont aucune conscience du droit, par conséquent aucune velléité de lutter. Obtenir des faveurs résume encore leur idéal. Un magistral soufflet appliqué à toute la corporation par l'administration ne les émeut pas beaucoup tant que les appointements n'en sont pas diminués. Bref, la mentalité

moyenne est basse. Une minorité agissante s'élève au-dessus des égoïsmes étroits et des préoccupations mesquines, s'évade du terre à-terre petit-bourgeois où chaque question agitée a des résonnances de gros sous; elle s'agite, elle travaille pour se dégager des platitudes, des cupidités, de la sottise ambiante, mais son action ne paraît pas, jusqu'ici, influencer beaucoup la grande masse. Dans ce milieu de gens instruits, dont beaucoup n'ont pas le sens commun, les mentalités de moujiks ne sont pas rares. Chose plus grave, à côté de ces êtres insipides et bornés qu'on retrouve d'ailleurs partout et auxquels l'instruction, ce verni prodigieusement trompeur, donne le dehors et la suffisance, qualités spécifiquement bourgeoises, — on rencontre des intelligences ouvertes, systématiquement absorbées par les préoccupations les plus déconcertantes. Des jeunes gens, arrivés à cette période de la vie où l'homme vibre à toutes les pensées nobles, ressent le plus profondément les enthousiasmes, trouve en lui des aspirations nouvelles, se forge un idéal, exerce son jugement sur les réalités ambiantes, examine, réfléchit, approfondit, — des hommes, vigoureux et sains, ne vont pas au-delà du souci de leur existence matérielle, ferment les yeux à tout ce qui s'éloigne du cercle de leurs occupations journalières, regardent en sceptiques les luttes d'alentour et concluent que faire une manille, jouer aux courses ou porter des bottines vernies sont encore les manifestations de la vie les plus dignes d'absorber leur personnalité toute entière. Quel courage ne faut-il pas aux quelques vaillants, qui tendent de toutes leurs facultés à s'évader de l'imbécillité commune, pour échapper à l'étreinte d'un milieu dans lequel leur individualité plus élevée refuse de sombrer.

L'*Association générale des agents des postes* oppose à la bureaucratie pesante et inactive de l'Etat une bureaucratie ouvrière. C'est un groupement à centralisation outrancière; les valeurs individuelles y étant rares, toute la vie, toute l'activité se sont refugiées dans les commissions d'études de quelques groupes et surtout dans le Conseil d'administration. Les questions locales sont réglées à Paris. Les groupements de province s'agitent peu; la puissance du Conseil se substitue volontiers à leur autonomie. Tout se fait par le Conseil d'administration. C'est un organe hypertrophié; il est débordé de besogne; il a les yeux fixés sur les quatre

coins de la France ; il agit partout et pour tous ; il dirige les Congrès, leur inspire ses vues ; il est l'âme de l'association. Il est nécessaire de tenir compte de cette situation pour bien comprendre les incidents qui ont accompagné la tentative de grève des agents. Les administrateurs ont acquis, pendant cinq ans de ce régime, une conception particulière de leur responsabilité. Partagés entre le souci de faire donner satisfaction à une infinité de quémandeurs exigeants et la sensation de la faiblesse de l'organisation dont ils ont la charge, ils dépensent leur activité en petits moyens, en démarches rebutantes ; ils endossent toutes les déconvenues ; essuient toutes les rebuffades ; multiplient leurs instances, leurs parlottes, leurs pressions auprès des parlementaires, des ministres, des commissions administratives ou du budget, des rapporteurs, pour éviter la désagrégation d'un ensemble de forces factices toujours prêtes à abdiquer devant la menaçante tutelle des bureaux et des grands chefs.

Cette transposition du parlementarisme politique dans l'action corporative a complètement fait disparaître, chez les administrateurs les plus solidement trempés, la préoccupation de créer avant tout une véritable force. En acceptant de se substituer en tout et pour tout à la masse aveulie, ils se sont condamnés à rouler le rocher de Sisyphe en faveur de gens jamais satisfaits et d'autant plus prompts à la critique qu'ils ne s'occupent eux-mêmes de rien et auxquels le versement de leurs cotisations leur semble octroyer le droit exclusif de morigéner et de blâmer.

Le *Syndicat des sous-agents*, frappé d'ostracisme, s'était confiné, depuis sa fondation, dans une œuvre d'éducation. Il a puissamment relevé la mentalité de ses adhérents. L'hostilité même à laquelle il était en butte a été la source de sa force. Ne pouvant faire autre chose, il fit d'un grand nombre d'inconscients de véritables syndicalistes. Le journal *La Pile*, organe professionnel des sous-agents, a mené, pendant de longs mois, une campagne acharnée qui a porté des fruits. Les évènements ont de ces conséquences inattendues. Le syndicat naissant n'aurait peut-être jamais été un groupement de lutte et d'opposition, s'il n'avait été contraint dès le début à se faire le grand semeur d'énergie. Les circonstances ont largement contribué à ce qu'il ne devienne pas une seconde édition, une parodie de l'ancienne Association

des sous-agents, tant décriée et tant critiquée pour son inertie et sa souplesse.

L'*Association générale des agents* est demeurée, au contraire, le groupement réformiste et procédurier par excellence, toujours enclin au chantage électoral, au bluff, à cette gymnastique émoliente qu'est la conciliation amiable avec ses commissions mixtes, ses arbitrages, ses délégations traîtresses, ses compromis peu dangereux pour l'Etat-patron, impropres à éveiller aucune espèce de virilité corporative.

Le 13 avril, au moment où la grève des sous-agents battait son plein, l'*Association générale des agents* conviait le personnel des groupes parisiens à un grand meeting de protestation contre le favoritisme. C'est qu'en effet, en dépit des déclarations solennelles de M. Bérard à la tribune du parlement, le dernier tableau d'avancement venait de révéler des passe-droits nombreux, quelques uns scandaleux. Depuis longtemps l'administration promettait de donner au personnel des garanties sérieuses contre l'intrusion politicienne, les influences étrangères, contre le népotisme. l'arrivisme que tous les ministres et sous secrétaires d'Etat ont eu l'impudence de combattre en des discours officiels, tout en les accentuant dans la pratique, pour satisfaire leurs créatures et parer à leurs besoins électoraux.

Le meeting du Tivoli, le 13 avril, fut admirable. Les gens qui ont connu cet immense hall aux heures les plus troublées de notre époque, s'accordaient à déclarer que jamais telle affluence d'auditeurs ne s'y était rencontrée. Plus de huit mille personnes, agents et sous-agents des postes et télégraphes, s'y entassaient. Quelques orateurs, désignés par le conseil d'administration, apportèrent à la tribune une protestation pondérée contre les mœurs administratives, dénoncèrent la mauvaise foi de la bureaucratie postale et indiquèrent les réformes demandées par le personnel pour donner à chacun une garantie sérieuse contre le favoritisme (suppression de l'avancement au choix exceptionnel, publication du tableau par ordre des nominations à faire, communication des feuilles signalétiques, suppression des dossiers secrets, etc.).

Mais, ce soir-là, des événements nouveaux venaient de se

produire, qui devaient fatalement détourner la réunion de son véritable objet et amener les orateurs à des considérations que la gravité de la situation ne permettait plus d'éluder. On apprenait que le conseil des ministres venait de répondre au mouvement gréviste par la révocation officielle et définitive de trois cents sous-agents, facteurs, gardiens de bureaux, chargeurs, petits facteurs des télégraphes. (Ces derniers, non les moins exploités, s'étaient joints à leurs aînés dès la première heure).

La physionomie du meeting changea dès qu'un orateur, agent des postes, eut le courage, selon les uns, la maladresse, selon les autres, d'abandonner le thème un peu nébuleux du favoritisme. pour poser à tout l'auditoire la question de la grève générale. C'était une réponse à un coup de force.

On peut discuter à l'infini sur l'opportunité d'une telle proposition, sur ses chances de succès. Les hommes chez qui la raison domine facilement le sentiment, qui ne sont pas irrésistiblement entraînés par l'appel généreux de la solidarité réelle et spontanée ; ceux que le souci de la victoire contient froidement dans un travail d'organisation méthodique, ne peuvent juger les choses avec le même esprit que les hommes dont le tempérament généreux ne s'embarrasse pas de la forme, des statuts, des procédures et ne suppute point avant d'agir les chances du triomphe. C'était peut-être une faute que de prendre des décisions aussi graves au pied-levé. Cependant, les circonstances ne permettaient guère les tergiversations. Il fallait prévenir le désarroi que jetterait brusquement dans les consciences grévistes la nouvelle imminente des révocations, par un espoir nouveau, par l'apport effectif d'une solidarité dans l'action. Les agents des postes qui ont cherché à entraîner leur catégorie dans le conflit en ont sans doute jugé ainsi. Ils ont eu le tort de n'être pas suivis et l'on sait que la critique est toujours dure à ceux qui ne réussissent pas.

La presse a rapporté en leur temps les incidents de cette importante réunion. Les exagérations de langage s'y donnèrent libre cours. Les membres du Conseil d'administration de l'*Association générale des agents* quittèrent la salle aussitôt après le vote de la grève, qu'ils n'osèrent pas désapprouver publiquement. laissèrent aux promoteurs du mouvement la responsabilité de la nouvelle crise et le soin de

constituer un Comité de grève. La défection du Conseil n'était plus douteuse : elle changeait une situation mauvaise en débâcle. Voter la grève dans un moment d'emballement et sous la poussée de cet enthousiasme communicatif qui plane comme une effluve énervante au-dessus des réunions houleuses, est chose facile : prendre froidement, le lendemain, la décision de ne pas se rendre à son bureau demande un peu plus de courage. Les nombreux camarades qui votèrent la grève furent désappointés par la défection du Conseil. On comprend aisément le désarroi que produisit la fuite précipitée de ceux qu'on était habitué à voir diriger l'Association et prendre des décisions en son nom. Les hésitants demeuraient pétrifiés, les courageux se faisaient prudents, les violents étaient refroidis. Des hommes qui pour la première fois entraient en conflit ouvert, à qui l'on demandait pour leur essai une grève de solidarité, avaient besoin d'être entrainés par des chefs énergiques, par des hommes courageux qui n'eussent pas craint d'aller eux-mêmes au devant du danger, de se désigner de préférence aux coups pour rassurer les troupes hésitantes. C'était le rôle que l'on attendait du Conseil. Au lieu de cela, le Conseil les abandonna (1).

Et alors, ce qui parait extraordinaire, c'est que parmi les agents des postes se soient trouvés une centaine de grévistes et trois ou quatre cents camarades décidés à ne pas reprendre le travail quand leur tour de service arriverait. Dans les grands bureaux de Paris, à la recette principale, dans les services ambulants, des agents cessèrent le travail mais partout on put constater ce fait que la nouvelle de la défection du Conseil arrêtait immédiatement leur élan. S'engager dans une aventure que le Conseil désapprouvait, semblait au-dessus de leurs forces. Quelques conseillers, d'ailleurs, ne se contentaient pas d'une attitude passive. Dans certains bureaux, ils exhortaient les camarades les plus décidés

---

(1) Malgré cette défection, le Comité de grève se forma, la grève fut votée par acclamation, mais les membres du Comité de grève ne pouvaient prendre subitement sur la masse la même autorité que le Conseil d'administration en qui le personnel avait toute confiance. La grève devait échouer.

à ne pas suivre le mouvement. A la recette principale notamment, quelques conseillers sortaient de la neutralité pour prendre une attitude nettement antigréviste. Pendant la matinée du 14 avril, le désarroi le plus grand régnait dans le personnel des agents. Ces derniers s'interrogeaient indécis, anxieux : « Que faisons-nous ? Que pense le Conseil ? » C'était l'heure décisive. Il y avait des flottements, des hésitations. De son côté, le Comité de grève se heurtait à une foule de difficultés. En pleine période électorale, il ne pouvait trouver d'afficheurs. Il annonçait une réunion des agents pour 10 heures par des affiches qui ne furent collées qu'à une heures de l'après-midi. L'incertitude et la confusion régnaient partout. On pouvait encore se ressaisir, faire imprimer sur le champ de nouvelles affiches annonçant une seconde réunion le soir. Malheureusement, le Comité de grève était composé de camarades gueux comme Job ; ils ne pouvaient engager des dépenses nouvelles : l'Association, en leur coupant les vivres, les condamnait à l'inertie. Ceux qui ont suivi de près ces différentes péripéties ont eu l'impression que des circonstances d'importance médiocre ont joué cependant un grand rôle. L'action se déroulait sans plan, sans méthode, au travers des indécisions, des fausses manœuvres, des trahisons. Mais ils demeurent persuadés que l'extension de la grève à une bonne partie du personnel des agents était possible.

Le conseil d'administration a montré d'une façon éclatante dans ces événements son esprit parlementaire et procédurier. Au moment où un orateur proposait brutalement de répondre au coup de force des révocations par un autre coup de force, il demandait l'envoi d'une délégation chez M. Barthou. Il ne parlait rien moins que d'établir une liste complète de revendications, de les discuter longuement avec les représentants de l'administration et, au cas où les promesses de cette dernière ne lui donneraient pas satisfaction, d'organiser une sorte de referendum sur la grève. Une grève, selon lui, devait se faire à coup sûr. Ces gens étaient fort sages. Le malheur est qu'ils l'étaient un peu tardivement. Ils auraient pu prendre une décision en 1907 ! En attendant, les facteurs s'épuisaient, espérant toujours du secours des autres catégories de travailleurs des postes.

L'*Association générale* avait cependant donné aux facteurs, en plusieurs circonstances, des promesses formelles de son appui. Au mois d'octobre 1905 notamment, le conseil

votait à l'unanimité un ordre du jour déclarant qu'il accorderait son concours matériel et moral, au syndicat des sous-agents. Que pouvait bien signifier cette promesse d'un concours matériel ? Les meneurs, dans cet essai de grève ne se sont pas embarrassés d'une foule de subtilités. Ils m'ont paru être des gens pour qui les mots n'ont qu'une seule signification et qui ne savent pas distinguer entre une solidarité vaguement sentimentale et la solidarité qui va jusqu'aux actes. En revanche, le parlementarisme débilitant a détruit chez les diplomates du conseil d'administration la promptitude des déterminations, qui joue un si grand rôle dans les conflits. L'*Association générale* n'avait jamais envisagé l'hypothèse d'un conflit; elle laissait accumuler les nuages, mais écartait systématiquement l'idée de grève. Il y avait une contradiction formelle entre ses déclarations parfois très osées et sa méthode profondément réformiste.

Le conflit devait donc rester circonscrit à une catégorie de postiers. Après l'échec de la tentative des agents, les facteurs, non découragés, continuèrent la résistance. Chaque jour des encouragements leur étaient prodigués par les délégués des organisations appartenant à la fédération des employés et ouvriers civils de l'Etat. C'étaient là des manifestations platoniques. Les ouvriers des postes et des lignes, les allumettiers, les employés et ouvriers des tabacs, de la marine, des arsenaux assurèrent tour à tour les grévistes de leur solidarité; cependant, la fameuse *Fédération des employés et ouvriers civils de l'Etat* montra qu'elle n'avait qu'une existence nominale, qu'elle était un fantôme sans vie et sans pouvoir : tous les travailleurs de l'Etat qui réclament également le droit syndical intégral laissèrent écraser les facteurs. Les quatre derniers jours de la grève furent marqués par des rentrées nombreuses. Au bout de neuf jours de lutte, les plus obstinés durent avouer une défaite honorable et reprendre le travail, abandonnant, le cœur serré, trois cents victimes parmi lesquelles de nombreux pères de famille. Tels furent la deuxième phase et le dénouement de la grève.

Une période d'abattement succède inévitablement à toutes les grèves malheureuses. Ceux qui ont combattu côte à côte s'accusent réciproquement, découvrent des fautes qu'ils n'a-

vaient pas aperçues, se montrent sévères pour ceux qui ont le plus assumé de responsabilités, dénaturent les faits, accueillent facilement et colportent en les exagérant les opinions les plus outrancières. Les événements de la nature de ceux qui viennent de se dérouler demandent à être examinés d'un peu loin. Leur portée, leurs conséquences ne se dégagent que lentement. Le mouvement syndical chez les sous-agents était-il puissant? Je réponds oui. Sera-t-il brisé par cet échec? Je ne crois pas. La province a pleinement approuvé la grève. Elle en a suivi avec attention les moindres phases. A Lyon, les facteurs ont cessé le travail une journée. L'administration n'a réussi à briser leur élan qu'en persuadant le soir même à ces provinciaux, moins hardis et moins bien informés, que la grève était terminée à Paris. Les autres grandes villes se sont agitées un instant. La raison qui paraît les avoir paralysées est la défection des facteurs de lettres. On peut affirmer aujourd'hui que presque tous les grands centres auraient suivi, au moins partiellement, si les facteurs de Paris avaient donné le spectacle d'une union étroite. Le sentiment dominant à l'heure actuelle en province est que le syndicat n'avait, en effet, rien de commun avec l'ancienne association des sous-agents. Les camarades de province ont admiré son attitude crâne et sont prêts à lui continuer leur confiance.

Chez les agents des postes une minorité active et décidée s'est révélée. A la faveur des événements, des syndicalistes conscients et énergiques se sont dressés au-dessus de l'indifférence générale. Les circonstances que nous avons exposées ont paralysé leur action. Nous aurons à revenir sur leur rôle au récent Congrès de l'Association (1).

Mais il ne faut pas perdre de vue que la grande masse est, à l'heure actuelle, dominée par la peur et qu'elle peut faire échec à la petite phalange qui pousse à la lutte. Ceux que le nom seul de Barthou fait rentrer sous terre, ont fait tous leurs efforts pour éliminer de la délégation au Congrès, les candidats qui avaient approuvé la résistance et surtout ceux qui avaient affirmé leurs sentiments révolu-

---

(1) Le congrès des agents des postes et télégraphes s'est tenu aux Sociétés savantes, les 7, 8 et 9 juin 1906.

tionnaires. La transformation immédiate de l'Association en syndicat avait donc des chances d'être repoussée. Après cet échec, les syndicalistes se sépareront-ils de l'Association générale ? Sans douter un instant de leur ténacité et de leur courage, je crois qu'ils ne prendront pas cette détermination téméraire sans examiner scrupuleusement les contingences, après avoir dénombré avec soin leurs effectifs. De toute façon, il me semble avoir rencontré des hommes assez fortement trempés pour se faire les artisans d'une œuvre de rénovation et pour former le noyau d'un groupement nouveau qui ne répudiera pas la lutte sous quelque forme qu'elle se présente.

Chez beaucoup de camarades une sorte de déclanchement s'est produit dans tout un échafaudage de conceptions qu'ils avaient machinalement construit. Ils croyaient d'une façon mystique à la légendaire bienveillance du patron-Etat. En ce qui concerne les rapports d'employeur à employés, ils ont aperçu dans la mentalité impersonnelle de ce gigantesque patron les mêmes difformités, le même autoritarisme que chez les patrons de l'industrie privée. Ils ont découvert en face d'eux un maître profondément pénétré de sa toute puissance, jaloux de ses prérogatives, refusant toute discussion d'égal à égal. Ils ont trouvé dans l'Etat le représentant d'une classe ; la leur, qu'ils ignoraient, leur est enfin apparue.

L'autonomie des grands services publics. et partant, la décentralisation de l'Etat industriel rêvée même par des modérés, ne sera possible que lorsque les groupements de travailleurs dresseront en face de la bureaucratie politicienne inerte et incompétente une force originale, des groupements complétement débarrassés de la conception monarchique survivante qui fait d'une multitude de travailleurs un bétail hiérarchisé et militarisé sous la domination de quelques fruits secs que la démocratie a érigés en maîtres tout puissants. Ces travailleurs doivent desserrer les liens qui les unissent à l'Etat, tendre à changer complètement les rapports qui les régissent, se dégager de plus en plus de l'Etat-gendarme et opposer à ses prétentions et à sa mainmise insatiable des forces nouvelles capables de résister à ses empiètements. L'arme syndicale leur est indispensable : il la faut conquérir. Le découragement ne doit pas dominer après la première bataille perdue. Les trois groupements de

travailleurs des postes, notamment, sous-agents, agents, ouvriers doivent s'unir étroitement et rechercher un terrain commun d'entente.

Un argument terrible dans la bouche des bourgeois vient de s'écrouler. Ils ont toujours refusé d'étendre le droit syndical aux fonctionnaires sous prétexte que par la grève ils peuvent paralyser subitement la vie économique du pays. La grève entreprise pour la conquête du droit syndical montre à ces esprits bornés que la situation actuelle ne leur donne aucune garantie contre la cessation du travail. *La grève est — et restera toujours — une question de capacité et d'opportunité.* A moins de revenir aux fusillades qui caractérisent les régimes tsaristes, il est évident que *rien ne peut empêcher les salariés de se concerter pour cesser le travail, quand ils se sentent forts et qu'ils sont profondément pénétrés de la valeur de leurs droits*. Ce qui est écrit dans les codes ne signifie rien devant la volonté arrêtée de cent mille travailleurs. Les bourgeois démocrates le comprendront-ils ? L'avenir nous le dira. Il importe peu d'ailleurs que les bourgeois évoluent ou demeurent ce qu'ils ont toujours été. Les prolétaires des postes et télégraphes ont engagé une action qui peut être féconde en résultats. Qu'ils la poursuivent sans se laisser abattre par un échec qui n'a pas ébranlé dans ses racines leur force syndicale.

V. Monbruneaud,
employé de l'Etat.

REVUE CRITIQUE

Études économiques sur l'antiquité (1)

M. Guiraud, est, comme on sait, un des plus brillants élèves de M. Fustel de Coulanges. On a encore présente à l'esprit la façon vive dont il a tout récemment défendu la réputation de libéralisme démocratique du maître contre certains qui voulaient en faire, dans je ne sais quels mauvais desseins, une façon de nationaliste ; et il a bien su prouver entre autres, à M. Ch. Maurras, que, pour entendre quelque chose en sociologie et en histoire, il était absolument indispensable d'avoir reçu des personnes qualifiées les secrets de l'art.

M. Guiraud, en réunissant sous le titre d' « Etudes économiques sur l'antiquité » une série d'études parues à diverses époques dans diverses revues, veut aujourd'hui nous montrer ce qu'est capable de donner une préparation dûment suffisante.

Il faut reconnaître que les conclusions auxquelles il aboutit en même temps que les principes directeurs dont il s'inspire en les formulant, ne manquent pas d'intérêt. Je ne puis mieux faire, pour donner une idée exacte du livre et de la portée qu'il a, que de citer quelques-unes des thèses à la gravité desquelles on ne saurait ne pas rendre hommage.

A la page 1 je relève, par exemple, des paroles comme celles-ci : « Les questions économiques avaient, dans les sociétés antiques comme dans la nôtre, une importance prépondérante. » La découverte n'est pas petite. M. G..., nous donne. p. 25, le pourquoi de la chose. « C'est que l'homme, nous dit-il, dans tous les temps est conduit par deux mobiles : les idées et les appétits ; et il semble que, tout compte fait, il obéit au second plus souvent qu'au premier ». Il continue : « Le souci du pain quotidien, entendu au sens le plus large du mot, est *pour beaucoup* dans la *merveilleuse* activité que déploie l'humanité depuis qu'elle existe. Si la terre n'était peuplée que de fakirs (sic) elle serait restée dans un état de complète barbarie et il ne s'y serait accompli rien de beau et de bon ! » Je cite encore : « Le régime de la propriété, l'état du commerce et de l'industrie, la répartition

(1) **Etudes économiques sur l'antiquité**, par Paul Guiraud (*Paris*, *Hachette*, 1905).

de la richesse, l'organisation du travail, le système d'impôts, sont des sujets aussi dignes d'intérêt que le récit des batailles et des révolutions politiques ». « On peut, ajoute M. Guiraud, par cette voie pénétrer dans les *derniers replis* de l'âme humaine et atteindre le *fond même* de l'histoire ! ». Tout cela est-il sans l'intérêt ?

M. Guiraud ne montre pas moins d'ingénieuse perspicacité quand il s'agit de découvrir et d'exprimer ces vérités d'ordre plus général encore, qui dominent toute la vie humaine. A la page 18, par exemple, il veut nous dire que l'homme souffre difficilement qu'on le dépossède d'une chose dont il jouit, qu'on le trouble dans une situation où il se trouve bien. « L'homme, s'exprime M. Guiraud, s'attache facilement à la terre ; il se forme assez vite entre *elle* et *lui* des liens d'*affection* et d'intérêt dont la rupture au bout de quelque temps lui est *douloureuse.* » Ailleurs, p. 24, il nous dit poétiquement que l'abus qui consistait à prodiguer la qualité de citoyen aurait amené « ce résultat de rogner la ration de chacun au *banquet de la vie* ».

Je n'insiste pas. Cette première dissertation « sur l'importance des questions économiques dans l'antiquité » est instructive, on le voit ; et il ne faut rien moins, sans doute, qu'un homme vieilli sous le harnais de l'historien pour découvrir de telles vérités !

Sur un seul point, je ferai mes réserves. M. G., à la p. 5, pose en principe que les droits de douane existant en Grèce n'étaient ni prohibitifs ni protecteurs ; ils avaient pour but plutôt de procurer quelques ressources au Trésor que d'écarter la concurrence étrangère ; et on les maintenait à un niveau très bas. « Les Athéniens, ajoute-t-il, ne signèrent pas, à vrai dire, de traités de commerce ; et il n'y avait pas lieu d'en signer ». J'avoue que le calme avec lequel M. G..., affirme ainsi, me fait trembler pour sa critique. Qu'en sait-il ? quelle preuve donne-t-il ? Tout droit de douane n'est-il *nécessairement* prohibitif ou protecteur? n'a-t-il pas forcément son influence sur l'économie du pays ? — Comment M. G.... entend-il ces avantages spéciaux que les Athéniens se font consentir toutes les fois qu'ils le peuvent ? ces traitements de faveur que leur accordent par exemple les princes du Bosphore Cimmérien ? M. Guiraud ne veut pas que ces arrangements soient des traités de commerce ; soit, mais qu'il nous prévienne alors qu'il parle une langue spéciale. M. G..., connaît certainement (il aime à citer au moins les bons auteurs), M. Guiraud connaît certainement le livre de M. du Mesnil-Marigny : *Histoire de l'économie politique des anciens peuples*, Paris, 1878, 3 vol. in-8°. M. du Mesnil-Marigny est un excellent esprit et un homme qui sait de l'économie politique. Or, M. du Mesnil-Marigny est d'un avis tout contraire à celui de M. Guiraud sur la nature et le but des tarifs douaniers anciens.

Il me paraît difficile de ne rien dire de son opinion et de ne pas tenter de la réfuter.

Il y a une autre chose qui me frappe et qui constitue un argument sérieux, à mon avis du moins, contre la thèse de M. Guiraud : c'est la place que tient dans la politique générale de Philippe de Macédoine sa politique commerciale et douanière. Des intérêts économiques opposés luttant sourdement les uns contre les autres, ayant leur influence et leur répercussion dans les rapports proprement politiques des différents Etats de la Grèce, mais à chaque instant l'action s'en fait sentir. Comment M. Guiraud ne le voit-il pas ?

C'est que M. G..., qu'il me permette de le lui dire, s'il a la tournure d'esprit philosophique, et incline aux généralisations, n'a pas au même degré l'esprit d'observation positive, un certain sens réaliste qui fait que l'historien voit, par delà la lettre du texte, les rapports concrets et possibles des choses. Nul de nous n'est assuré d'avoir en lui la grâce de ce sens de l'observation vraie, et c'est cependant pour nous une qualité indispensable. Tant que nous ne l'avons pas, nous ne sommes que des imagnatifs ou des *livresques*. Un Richelieu, un Bismarck, seuls pourraient faire de parfaits historiens.

Il manque à M. Guiraud ce don ; et voilà pourquoi, dès qu'il est obligé de prendre pied sur le terrain de l'observation économique et sociale, on voit sa vue se troubler, ses conceptions devenir vacillantes, et contradictoires. Nous venons d'en avoir un exemple dans sa façon de concevoir la politique douanière des Etats grecs. Donnons en quelques autres. A la page 13, M. G..., nous dit « qu'il suffisait d'avoir un bien d'une trentaine d'hectares pour figurer parmi les grands propriétaires » et « qu'à la fin du ve siècle la petite et moyenne propriété dominaient en Attique ». Quelques lignes plus bas, nous lisons « que les *pauvres* s'égalaient *aux plus riches* parce que la condition des uns et des autres, *prise en elle-même*, était *identique* ». Ce sont là finesses, je l'avoue, que je n'entends pas.

La même incertitude de pensée se retrouve dans un autre passage (p. 15), relatif à la main-d'œuvre servile. Ce n'est pas que les frais de la main-d'œuvre servile fussent moins élevés que ceux de la main d'œuvre libre « on calcule, au contraire, que le travail servile est, en somme, *plus cher* que l'autre. Mais il offrait des avantages qui *compensaient* et au-delà cet inconvénient : je veux dire le droit qu'il avait de s'approprier tous ses gains, toutes ses économies, les profits enfin qu'il retirait du croît de son troupeau humain ». Nous conclurions de là, vous et moi, que le travail servile est en *somme*, moins cher que l'autre, et que les calculs, dont parle M. Guiraud, conduisant à la conclusion contraire, sont des calculs d'esprits peu fermes et mal

informés. M. G..., en conclut, lui, que le travail servile est, somme toute, *plus cher* que l'autre.

La seconde étude de son livre, l'*Evolution du travail en Grèce*, donnerait lieu aux mêmes remarques. Voici un passage de philosophie sociale et économique que je trouve à la page 73 : « Une des raisons qui contribuent chez nous à protéger la richesse, c'est la fonction sociale qu'elle remplit. Le riche jouit aujourd'hui de sa fortune ; mais il en fait jouir le pauvre par le travail qu'il lui fournit. Tout gain du pauvre, sous quelque forme qu'il lui vienne, est prélevé sur le *capital du riche*. L'opinion des socialistes, c'est que la part du travail est insuffisante et que le capital devrait donner beaucoup plus qu'il ne donne. Mais *enfin* le travail recevrait encore moins, si le capital n'était point là pour le rémunérer. Le même phénomène se produisit dans les derniers temps de la Grèce ; mais comme le travail avait de plus en plus un caractère servile, c'était l'esclave ou plutôt son maître, c'est-à-dire au fond un capitaliste qui recueillait tout ce que le capital payait au travail. Le capital était donc à peu près inutile au citoyen pauvre ; et par conséquent celui-ci n'avait aucun intérêt à le respecter ». On voit la manière : c'est ingénieux d'apparence : j'ai bien peur qu'un économiste sérieux ne trouvât qu'on accommode un peu librement à trop de sauces des concepts de signification précise et qu'il faut manier avec précaution et rigueur.

La doctrine de M. G..., dans son étude sur l'*Evolution du travail en Grèce* me paraît cependant, je sais le reconnaître, supérieure à celle qu'on trouve dans son travail précédent : *La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce*. Paris, 1900, consacré au fond au même sujet. Dans ce travail M. G..., manifestait des impatiences singulières (ch. 91) contre ces esprits qui veulent retrouver — sans preuves — dans toutes les sociétés les mêmes phénomènes économiques », et il ne voulait à aucun point admettre que la « petite industrie ait eu en Grèce, de plus en plus à lutter contre la grande et que celle-ci n'ait cessé de gagner du terrain ». M. G..., aujourd'hui, dans son livre récent, montre bien moins d'intransigeance. Les arguments de ces esprits aventureux, dont il parle, l'auraient-ils convaincu ? De voir la part très grande faite, par exemple, par M. Edouard Meyer dans sa « Geschichte des Allertums » aux phénomènes économiques — aux phénomènes économiques tout voisins des faits économiques de nos sociétée modernes, — cela l'aurait-il ému quelque peu ? Or cette vérité qu'il énonce, lui-même, à la première page de son livre, que les Grecs et les Romains, au point de vue économique, « ne diffèrent en rien de nous », cette vérité lui serait-elle, dans l'intervalle, entrée plus profondément dans l'esprit ?

Quoi qu'il en soit, M. G..., admet aujourd'hui que la « main-

d'œuvre servile est *somme toute* plus avantageuse au maître, au capitaliste, que la main-d'œuvre *libre* ». Il admet encore (p. 69) que le salaire de l'homme-libre est déterminé par le prix de la main-d'œuvre servile. P. 71, il accorde encore qu'il est visible que la classe servile ne cessa d'augmenter. Le grand nombre des citoyens devient de plus en plus malheureux. P. 72 : « Comme la contrainte par corps pour dettes existait partout, sauf à Athènes, l'insolvabilité était pour eux une perpétuelle menace de servitude ». Mais alors parce qu'il y a plus d'esclaves et moins de citoyens libres aisés, ne faut-il pas admettre aussi qu'il y eut concentration de la propriété, concentration du nombre grandissant des esclaves dans un plus petit nombre de mains ? que la petite industrie libre eut de plus en plus de peine à lutter contre la grande — à base esclavagiste ; et que celle-ci ne cessa de gagner du terrain ? — J'ai bien peur que M. G..., sur ce premier point encore, abandonnant ses positions de 1900, ne soit forcé d'adopter aujourd'hui les conclusions de mon étude « le Socialisme en Grèce » et de mon livre « Démocratie et Régime fiscal », dont il ne voulut pas entendre parler alors. Un résultat bien flatteur pour moi.

Je ne continuerai pas à faire des remarques du même genre sur les autres dissertations du recueil. Cela finirait par devenir fastidieux pour le lecteur. Je me bornerai à reproduire le titre de ces études. La troisième est consacrée à l'étude de l'impôt sur le capital à Athènes (p. 77-121) ; la quatrième est une étude de la population en Grèce (p. 121-160) ; — la cinquième étudie l'impôt sur le capital sous la République romaine (p. 163-204) ; — la sixième est l'histoire du financier romain C. Rabirius Postumus, qui a la chance, pour passer à la postérité, d'avoir un procès scabreux et d'être défendu par Cicéron. La septième a pour titre — un titre choisi tout exprès pour attirer un peu violemment l'attention — l'*Impérialisme romain* ; et la pensée de l'auteur semble avoir été là de donner, au nom de l'Histoire, aux Etats modernes et sans doute tout particulièrement à notre Démocratie française, l'avertissement ou la leçon, que « l'esprit de conquête amène des perturbations profondes dans un peuple libre ; que l'amour de la guerre conduit au militarisme et que le militarisme tue la liberté ». L'Historien, dans la pensée de M. G..., doit être comme le chien de garde, l'oie du Capitole de la Démocratie. C'est lui qui en constatant, *après coup*, l'enchaînement et le sens des actes des diverses générations, peut aider à éviter bien des fautes et à conjurer bien des dangers (p. 293.)

Le grand public, pour lequel M. G..., semble vouloir écrire de préférence, pourra lire avec un certain intérêt les deux dernières

études. Les historiens de profession retireront de l'étude des trois qui précèdent, relatives à l'impôt sur le capital à Athènes, à la population en Grèce, à l'impôt sur le capital sous la République romaine, tel profit qu'il appartiendra — peu de profit.

Nous avons dit, en toute sincérité, le fort et le faible de cet esprit ingénieux et distingué, qu'est M. Guiraud. Pour nous résumer, M. G..., est un homme qui, comme M. Fustel et après M. Fustel, a beaucoup réfléchi sur la méthode et les conditions à remplir pour faire un bon historien. Il ne manque pas non plus de philosophie, d'une certaine philosophie, étrange, naïve parfois, qui, en même temps, fait trop songer à celle du maître. Au reste, ils sont beaucoup les élèves — trop fidèles — de M. Fustel qui abusent peut être un peu de la philosophie du maître. Les formules de philosophie me paraissent être un peu comme les recettes théâtrales. Elles s'usent à force de passer de mains en mains et deviennent inefficaces. Elles ont besoin à la longue d'être renouvelées. M. G..., a le travail, l'application. Il lui manque je ne sais quoi — peut être un peu la force.

Georges Platon.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

LES LIVRES

Babeuf : La doctrine des Egaux, extraits des œuvres complètes par Albert Thomas (*Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1906*). Je crois que les historiens ont fort exagéré la conspiration des Egaux et que la mort tragique de Babeuf a donné à ses écrits une réputation qu'ils ne méritent nullement : il n'est pas, en effet, difficile de reconnaître que Babeuf et ses amis n'étaient que des journalistes fort médiocres, répétant en assez mauvais style des lieux communs. Croire que le socialisme contemporain doit quelque chose aux babouvistes, me semble vrai seulement dans la mesure où le socialisme renferme encore du romanesque. L'auteur du recueil ne partage pas cette manière de voir, car il nous avertit, dans sa préface, qu'il a fait ces extraits dans un but pratique, pour l'instruction des propagandistes actuels, — je ne désespère point qu'il ne nous donne aussi de pareils extraits provenant d'une vingtaine d'auteurs du XVIIIe siècle ; peut-être iront-ils jusqu'à *Télémaque* et aux institutions du Paraguay.

Dans cette brochure tout n'est pas de Babeuf ; le Manifeste des Egaux et deux chansons appartiennent à Silvain Maréchal, qui s'était fait connaître comme auteur de pastorales et dont l'adhésion au babouvisme nous aide à comprendre la véritable nature de cette doctrine, toute romanesque. J'aime à croire que M. Albert Thomas, qui est un dignitaire de l'Université, n'entend pas nous donner la poésie de Silvain Maréchal comme un modèle, car s'il en était ainsi, on aurait le droit de supposer que l'Ecole normale serait une institution bien barbare.

Dans les idées de Babeuf on remarque une évolution ; originaire de l'Artois, il pense, tout d'abord, à un régime rural imité des parts ménagères de marais et des lots de Mardyck, au moyen duquel toute famille peut avoir de la terre (p 22) ; plus tard il songe, tout simplement, à organiser la vie de la nation sur le modèle de la vie des armées (p. 63). Le problème de la production ne le préoccupe nullement ; il ne croit pas, en effet, que la production de la France soit insuffisante pour assurer l'aisance

de tout le monde ; le problème de la population ne semble pas même soupçonné (pp. 48-49).

Les raisonnements de Babeuf roulent toujours sur les combinaisons idéologiques chères au XVIIIe siècle : l'égalité primitive, l'intérêt général, la volonté commune, le bonheur commun qui est le but de la société, la recherche des conditions qui rendent une société paisible et heureuse. Son argumentation est simple : il est frappé de ce que, si dans un partage quelques-uns ont trop, c'est que d'autres n'ont pas assez ; — l'égalité étant le droit primitif, toute inégalité est une injustice et l'homme qui prend plus qu'il n'a besoin pour se nourrir, commet un vol ; — les constitutions importent peu tant qu'on n'a point détruit les germes de la cupidité et de l'ambition. M. Albert Thomas rendrait un grand service à la France s'il parvenait à inculquer ce dernier principe aux actionnaires de l'*Humanité*

J'ai été un peu surpris de ne pas trouver mentionnées, dans la bibliographie, les recherches patientes que Gabriel Deville a faites sur Babeuf ; mais Deville étant un socialiste non-conformiste et M. Albert Thomas étant un des cardinaux du socialisme unifié, il n'eût pas été convenable que celui-ci, dans un livre d'édification, citât les œuvres d'un hérétique. L'introduction des mœurs catholiques dans le socialisme est, jusqu'ici, le plus clair résultat de l'invasion des intellectuels.

Georges Sorel.

La Journée de Huit heures et le Salariat industriel, par A. de Morsier (*Genève, H. Kundig, 1906*). — Dans une courte introduction qui précède son étude, M. de Morsier se déclare ferme partisan de la *paix sociale*. Comme tous les pacifistes, il a une conception purement sentimentale des rapports sociaux. Il fait abstraction de la réalité, de la lutte des classes. Cela peut surprendre, de la part d'un homme qui se pique de désintéressement et de rigueur scientifique.

Tout observateur impartial est obligé de reconnaître qu'il existe, en France, un mouvement ouvrier dont le rythme devient de plus en plus puissant, un droit ouvrier, un Etat ouvrier que représente la *Confédération générale du Travail.*

Au lieu de tenir compte de la formation naturelle du droit ouvrier dans les syndicats, au lieu de croire à la force interne du prolétariat, à sa puissance de transformation, aux moyens de révolution qu'il se constitue, M. de Morsier met tout son espoir dans une « lutte scientifique et méthodique », dans la recherche d'un certain équilibre social et économique, d'un régime où la « dignité » du travailleur sera sauvegardée.

Méconnaissance absolue des faits ! Une fatalité économique

inexorable met aux prises patrons et salariés ; l'antagonisme irréductible des classes s'affirme ; il apparaît clairement que la lutte seule va décider du sort des parties. Le mouvement syndical, la vie ouvrière, avec ses manifestations multiples, grandissent tous les jours aux dépens des institutions capitalistes. Mais voilà, n'est-il pas vrai, des choses sans importance, des faits qui ne sauraient retenir un seul instant l'attention d'un « savant »?

D'habitude, les « savants » abhorrent la guerre sociale ; d'habitude, les « sociologues » ignorent la vie. Mais, la vie, avec sa spontanéité, sa brutalité naturelles et sa complexité, déborde les formules, sans aucun égard pour les systèmes et les combinaisons artificielles des « sociologues ». Elle se rit des bonnes intentions des philanthropes; elle se joue des bons sentiments des apôtres de la paix et des recettes des guérisseurs de la sociologie.

M. de Morsier trouve que le travail industriel n'est pas « effectué ni rétribué dans des conditions qui assurent au travailleur sa dignité d'être ». Nous demanderons à M. de Morsier où commence la dignité du travailleur, à quel moment, dans quelles conditions, elle se trouve réalisée ? Croit-il, par exemple, qu'avec le régime de la courte journée, avec ce qu'il appelle le « salaire normal », l'oppression de l'Etat — organe du patronat — aura disparue ?

M. de Morsier ne s'est point posé ces questions. Il ne le pouvait, avec l'impression d'horreur qu'il éprouve devant « les luttes fraticides et stériles des intérêts égoïstes de classe ». Il ne le pouvait, parce que les partisans de la paix sociale et les solidaristes comme lui ne sauraient avoir aucun sentiment juridique.

Pourtant, M. de Morsier ne s'est pas livré à des recherches de casuiste sur la dignité. Pour lui, une question fondamentale domine le problème du travail : c'est celle du temps de travail.

Quand la machine humaine est surmenée, par suite des longues journées ; quand, d'autre part, le salaire est insuffisant pour les simples nécessités de la vie et pour entretenir l'énergie du travailleur, la démoralisation générale, la fatigue nerveuse, l'esprit de révolte et de dégoût surviennent ; l'énervement fatal qui s'en suit se reporte sur la machine et le travail de surveillance et par conséquent porte préjudice et à la machine et à la production (page 39). Il s'est créé une *interdépendance* entre l'ouvrier et la machine; l'ouvrier se double de la machine et la machine s'incorpore l'ouvrier, observe justement M. de Morsier. « Or, la qualité — et la quantité — d'un produit manufacturé dépend autant des qualités de surveillance de la machine que des qualités mêmes de marche (régularité, vitesse) de cette dernière. Ces deux éléments : surveillance et fonctionnement, s'identifient. Ils sont inséparables (p. 40) ».

Dans l'industrie progressive moderne, il importe au plus haut

point que l'ouvrier (dont la tension intellectuelle augmente) jouisse d'un repos qui lui permette de réparer ses forces.

Avec le régime de la courte journée, avec la journée de huit heures, la machine humaine sera protégée ; le taux de la mortalité ouvrière sera abaissé ; les accidents seront moins fréquents.

M. de Morsier soutient, avec raison, que la réduction de la journée de travail dans l'industrie a déjà, en sa faveur, une série remarquable d'expériences favorables au maintien du taux de la production et des salaires. « De sorte qu'il est permis d'admettre qu'il y a un *temps économique de travail* au-delà duquel les forces ouvrières sont dilapidées. »

Après avoir passé en revue les expériences anglaises, américaines et celles de l'Australie, M. de Morsier affirme que la journée de huit heures « n'est pas contraire aux intérêts de la production et n'entraîne pas nécessairement une diminution de celle-ci et par conséquent celle des salaires. » Mais il ajoute que cette expérience n'est pas encore suffisamment étendue dans les diverses industries pour que l'application en devienne immédiatement générale ».

Les travailleurs français ne l'ont pas jugé ainsi. Ils ne sont pas du tout de l'avis de M. de Morsier, qui ne croit pas que la réforme puisse aboutir autrement que par des méthodes progressives, scientifiques et légales (p. 177). Ils n'ont pas voulu attendre le bon plaisir des patrons routiniers et autoritaires, ni les résultats des études « désintéressées » des pacifistes. Ces barbares n'ont pas le culte de la science sociale. D'autre part, ils ne comptent plus sur l'intervention législative ; ils ne veulent plus être protégés ; ils ne veulent plus être dupes. Ils savent fort bien que c'est par la lutte seule — ils en ont acquis l'expérience — qu'ils pourront imposer leurs volontés et obtenir des améliorations.

L'admirable mouvement des huit heures a été l'affirmation générale, nette et catégorique de l'*action directe*. Le prolétariat français s'est dégagé définitivement de la tutelle des partis politiques. Il a conquis son autonomie. Non seulement il s'unifie de plus en plus dans sa conscience de classe mais il obtient, par son action propre, des résultats immédiats, des résultats importants qui condamnent définitivement la pratique réformiste et les « méthodes progressives, scientifiques et légales » si chères à M. de Morsier.

Gabriel Beaubois.

Les Syndicats de fonctionnaires, par Paul Boncour (*Paris, Edouard Cornély et Cie*). — Dans l'opuscule qu'il vient de publier, M. J.-Paul Boncour fait le procès de l'Etat, de la vieille conception centralisatrice « d'un Etat uniformément souverain, jouissant des mêmes prérogatives, ayant les mêmes organes, qu'il rende la justice ou qu'il vende des allumettes ». (page 29).

Dans l'Etat, il y a des factions politiques en lutte. M. Boncour le reconnaît, ces factions politiques se disputent le pouvoir, les faveurs gouvernementales. « Disposer souverainement des places, des sinécures, des subventions, des faveurs et des disgrâces, sur tous les points du territoire. à tous les degrés de l'échelle administrative, tel est le rêve de quiconque détient le pouvoir ou l'espère ». (p. 56-57).

L'auteur pense qu'il serait absurde de compter sur un parti quelconque pour réduire à son minimum le parasitisme administratif et l'arbitraire gouvernemental. Mais, la solution qu'il apporte ne manque pas d'être singulière. Le remède qu'il nous propose est pire que le mal. Pour annihiler la puissance de l'Etat, M. Paul Boncour affirme qu'il est de toute nécessité d'instaurer le socialisme d'Etat. M. Boncour ressemble à Gribouille qui. par peur de la pluie, se jette résolument à l'eau.

Je n'exagère point. L'auteur se déclare réformiste convaincu. Il critique l'esprit actuel de beaucoup de Bourses du travail, c'est-à-dire l'*action directe*. Il encense la « grande Fédération des Travailleurs du Livre qui nous figure le plus exactement en France, la force mesurée et consciente de ces Trades-Unions anglaises, justement proposées par tous les conservateurs à l'imitation de la classe ouvrière française. » (p. 12).

Voici, d'ailleurs, un passage caractéristique qui résume bien les vues de M. Boncour : « Rien, dit-il, n'autorise à croire que les syndicats de fonctionnaires, du jour où ils pénétreront dans les Bourses, s'empresseront d'aller rejoindre les fractions les plus révolutionnaires du prolétariat. Tout permet de supposer que, plus favorisés tout de même, subissant une situation moins précaire, ayant déjà conquis avec les retraites et la fixité du travail une partie des améliorations que les autres travailleurs en sont encore à attendre, les employés et fonctionnaires apporteront dans les Bourses un esprit de sagesse et un sens des intérêts nationaux, qu'il est vraiment un peu ironique de demander à un prolétariat. à qui on n'a donné ni place assez large au foyer commun, ni aucune raison de faire confiance à des réformes indéfiniment ajournées. » (p. 13).

C'est bien cela : pendant que les salariés de l'Etat, entrés dans les Bourses du Travail, paralyseront les efforts des syndicalistes révolutionnaires, le protectionnisme ouvrier si cher à M. Waldeck-Rousseau, à M. Millerand et à l'abbé Lemire se développera ; les législateurs, le gouvernement, le pouvoir — si tyran-

niques, aux yeux de M. Boncour — interviendront. Nous aurons avec les conseils du travail, l'arbitrage obligatoire ; ainsi, le domaine des institutions administratives s'étendra ; les organisations ouvrières seront soumises à un arbitraire gouvernemental et policier qui ne tardera pas à les désagréger. (Voir l'article de Lafont sur l'arbitrage obligatoire dans le *Mouvement socialiste*).

Voilà où nous conduirait la pratique préconisée par un auteur qui se déclare l'adversaire de l'Etat. M. Boncour ne comprend pas le mouvement syndicaliste révolutionnaire.

Les syndicats ont dépassé le stade corporatif. Leur activité ne se limite plus à la conquête d'avantages immédiats. La *Confédération générale du Travail* poursuit — on l'a dit souvent dans cette revue — un *but politique*, c'est-à-dire la transformation de l'ensemble des rapports sociaux et la désorganisation de l'Etat actuel. C'est grâce à l'*action directe* que la classe ouvrière s'est détachée du monde bourgeois ; c'est grâce à l'*action directe* qu'elle ne pactise plus avec la société capitaliste. Mais M. Boncour, qui condamne l'action directe, ne voit point qu'elle est une action politique dirigée contre la société capitaliste et son organe protecteur : l'Etat.

M. Boncour observe que les syndicats de salariés de l'Etat pourraient jouer, dans la *Confédération du Travail*, le rôle de *frein*. Il faut que les syndicalistes révolutionnaires tiennent grand compte de cette observation. De telles organisations réalisent pleinement le type du syndicat centralisé. Les groupements qui les constituent n'ont aucune autonomie, aucune vie propre. Le Conseil d'administration a carte blanche ; il s'occupe de tout, il règle tous les différends. D'autre part, les adhérents ont une mentalité assez spéciale qui est déterminée — M. Boncour l'a bien vu — par leurs conditions d'existence. L'Etat les considère comme des clients ; il les met hors la loi ; les politiciens les considèrent du même point de vue. Cependant, jusqu'à ces derniers temps, les groupements professionnels d'employés des services publics se sont contentés de présenter des revendications d'ordre matériel. Pour obtenir satisfaction, ils se sont adressés, dans presque tous les cas, à la bienveillance des gouvernants, aux bons offices des politiciens.

Les quelques militants qui veulent donner à la masse conscience de l'arbitraire gouvernemental, de l'oppression administrative, des méfaits des politiciens et dresser cette masse contre les puissances formidables qui la dominent se heurtent à de très grandes difficultés. Malgré tout, ils feront tous leurs efforts pour neutraliser l'Etat, pour ne pas gêner le mouvement ouvrier, pour arracher leurs groupements à la tutelle des partis dont se méfie M. Boncour, à la tutelle des politiciens qui veulent mettre la main sur toutes les forces nouvelles, dans le but d'assouvir

leurs appétits voraces et leur soif de domination. Ils ont, sur le droit, d'autres sentiments que les juristes professionnels tels que M. Paul Boncour.

Gabriel Beaubois.

Sozialismus und Sociale Bewegung, par Werner Sombart (*Iéna, Fischer, 1905*). — Voici une nouvelle édition, presque complètement refondue et plus que triplée, d'une œuvre célèbre, qui a trouvé des traductions en 17 langues.

S'il y a des livres qui réunissent en soi, et d'une manière vraiment lumineuse, les éléments d'une connaissance sûre de la matière présentée et l'agrément d'un style clair et limpide, c'est bien celui-là. Quiconque prendra ce petit livre dans ses mains ne l'abandonnera pas sans s'être intellectuellement enrichi et sans avoir eu une réelle jouissance esthétique.

De tous les professeurs allemands, Werner Sombart est peut-être le seul économiste qui professe des tendances socialistes. Esprit vaste et cultivé, doué d'ailleurs d'une finesse intellectuelle et d'un sentiment esthétique rares en Allemagne, Sombart a su se conquérir une renommée mondiale tout à fait à part. En face du socialisme, Sombart a pris une attitude des plus originales. Son admiration esthétique de la grandeur du mouvement ouvrier et son penchant vers la révolte contre la stupidité et la vilenie de l'état des choses actuel, en même temps que sa perspicacité scientifique et son idéalisme accentué l'y poussent, autant que sa verve critique l'en écartent. Aussi vis-à-vis des socialistes-révolutionnaires, Sombart demeure en suspens entre la sympathie esthétique et un certain sens de la respectabilité qui le rend ami du parlementarisme et du socialisme du « bon sens » Bref, l'attitude de Sombart dans les problèmes du devenir social n'est point bien définie, ce qui en un sens peut être plutôt une louange qu'un blâme, étant donné l'éternelle évolution intellectuelle de l'homme cherchant la vérité et ne se pétrifiant dans aucun parti pris.

La cinquième édition de sa fameuse étude sur le *Socialisme et le Mouvement social* donne une preuve évidente de la versatilité d'esprit de l'auteur. Sombart est évidemment un homme à double âme. Idéaliste, qui admire la grandeur de Marx, pour qui le parlementarisme sent l'épicier, qui blâme les social-démocrates de n'avoir pas assez d'élan ; idéaliste, d'enthousiasme fervent, et d'autre part légalitaire, praticien, sceptique, qui traite les socialistes révolutionnaires d'utopistes et proclame à haute voix la nécessité d'une évolution graduelle et paisible ; et puis,

quelques pages après, voilà que le sceptique qui ne croit pas à la rapidité ni à la possibilité d'une capacité évocatrice illimitée de l'humanité, retourne optimiste, et il proclame non seulement la nécessité d'unité de tous les divers — trop divers — courants du socialisme international, mais il croit encore y observer les tendances très fortes, prépondérantes même, poursuivant le but instinctif d'unité complète d'action. Le monde ouvrier marche vers son entière unification ! voilà le résumé d'un des plus intéressants chapitres de son livre.

Les preuves que Sombart cherche à sa thèse sont de nature à lui donner entièrement raison. Que Enrico Ferri, chef théorique des révolutionnaires italiens soit, au fond, un adhérent sans phrases de la méthode darwinienne; que les révisionnistes et les socialistes radicaux de l'Allemagne. malgré tous leurs débats acharnés, ne se différencient nullement dans leur action ; — c'est là tout ce qu'il y a de plus juste. Mais toutes ces constatations n'ont de justesse que pour les courants socialistes purement politiciens. Sombart ne s'est pas aperçu que, à côté de cette tendance à l'unité opportuniste, se trouve une tendance au moins aussi forte de différenciation. C'est, en effet. le mouvement syndicaliste, socialiste celui-là, par son but et par ses moyens d'actions, qui se détache toujours plus nettement du fonds commun de l'action socialiste politique, et cela non seulement pour des idées hétérogènes sur divers points capitaux de cette « action » (parlementarisme, démocratie, alliances), mais pour une cause bien plus profonde. Les partis socialistes ont certainement cette tendance à l'unité, que leur constate Sombart, parce que TOUS ils ont pour base un *pêle-mêle de classes*, soit comme membres cotisants, soit comme simples orateurs, tandis que les syndicalistes s'efforcent de donner au mouvement prolétaire sa véritable unité de classe, en le basant exclusiment sur la *classe ouvrière organisée dans les syndicats*. C'est là une unité, mais de toute autre espèce.

L'étude de Sombart, qui contient au commencement quelques chapitres très intéressants sur Marx et le marxisme, et qui finit par une chronique du *Mouvement socialiste international*, est un fonds de joyaux précieux et étincelants, plein de notions justes, d'avis paradoxaux mais remplis d'esprit, contradictoires parfois, élégants toujours. Nous espérons en parler encore, et plus à fond, dans un des numéros ultérieurs de cette revue.

Pour aujourd'hui, citons seulement, parmi les jugements fins et perspicaces de Sombart, ce qu'il dit des rapports entre le socialisme de la socialdémocratie allemande et le patriotisme. Après avoir cité quelques discours de Bebel sur la patrie et après avoir parlé des reproches de chauvinisme faits aux socialistes allemands par bien de leurs camarades des autres pays, il éclate : à mon avis ces reproches — du point de vue d'un socialisme pur

— ne sont *point* faits à tort et à travers (p. 185). Que ce jugement d'un professeur « bourgeois » soit dédié tout expressément au parti-cicerone du socialisme international, quelle ironie sanglante, mais méritée ! Quant au problème du patriotisme, Sombart ne sait guère de quelle flèche faire bois. Ce qu'il sait très bien, c'est seulement : 1° que la négation de la patrie est une nécessité ouvrière qui date de Karl Marx (et il a raison) ; et 2° que, comme antithèse à la bourgeoisie allemande, qui devient de jour en jour plus cosmopolite, la socialdémocratie allemande subit toujours plus l'influence du patriotisme (et il a raison encore). Néanmoins, Sombart ne sait pas se décider. Sans en donner le moindre motif, il penche vers ce qu'il appelle une « conception réaliste » de la politique et blâme les ouvriers français antimilitaristes qui, d'après lui, ne détestent la patrie bourgeoise que « par dépit ».

La dizaine de pages que l'auteur consacre au socialisme en France, est tout à fait attrayante, pleine de cet esprit brillant que nous admirons en lui, mais aussi, croyons nous, non exemptes de préjugés.

Robert MICHELS.

LES REVUES SOCIALISTES ALLEMANDES

Die Neue Zeit, nos des 7, 14, 21 et 28 avril ; **Die Socialistiche-Monatshefte**, n° de mai.

« Les temps sont loin, où Kaustky pouvait avec fierté célébrer la grande passion des ouvriers allemands pour les questions théoriques. » C'est sur ce ton mélancolique que dans la *Neue Zeit* du 7 avril *Alexander Kosiol* commence un article sur « les organisations pour la formation théorique de la classe ouvrière ». Il paraît que ces organisations sont bien languissantes ; l'intérêt théorique va en diminuant de plus en plus ; le camarade qui étudie, « *der Kerl, der speculiert* » est regardé de travers ; les *Wahlverein* trouvent que les *Bildungsverein* ne peuvent que gêner la propagande électorale et leur faire une fâcheuse concurrence. Et le grand coupable, en tout cela, c'est le Parti. Les membres du Parti ne demanderaient qu'à s'instruire, mais le Parti ne fait rien pour les y aider. Il les abandonne à eux-même. Et dame ! ce n'est pas commode. Pour pénétrer jusqu'au sanctuaire de la Pensée marxiste, pour se diriger dans ce monde d'idées mystérieuses et difficiles, des guides sont nécessaires,

quelque bon pédagogue, qui vous apprenne à discerner le vrai du faux, l'essentiel de l'accessoire. Sinon, on s'égare; on barbotte, on bafouille; et on se lasse. Mieux vaut la bonne petite cuisine électorale, si simple, et accessible au premier entendement venu.

Ainsi donc, on nous en fait l'aveu, dans ce grand corps de la Social-démocratie allemande, dans cette masse si imposante, dans ce puissant Parti, il n'y aura bientôt plus que... des électeurs. C'est peu. Et bientôt, parmi tous ces électeurs, on cherchera en vain l'oiseau rare, l'hurluberlu qui aura mis le nez dans *le Capital*. O sainte orthodoxie, ton éternité est assurée!

Mais non, je m'abuse et je vois les choses sous un jour encore trop riant : il n'y aura même plus d'orthodoxes! Comment en subsisterait-il, si on ne théorise plus, si l'intérêt théorique disparaît? Aujourd'hui *le maître des vieilles sentences* est encore là pour maintenir la bonne tradition; mais supposez-le disparu... Hélas! Supposez Kautsky et Bebel disparus, après le vétéran, après Liebneckt, mais c'est à frémir : sentez-vous le vide énorme, le trou, que cela ferait? Que resterait-il de notre déjà vieille Social-démocratie? Nous raillons son orthodoxie, et, sans doute, cet irrespect est nécessaire; mais, grands dieux, à la pensée de sa disparition, nous nous sentons pris d'une soudaine tristesse; une ancienne piété se réveille en nous.

Elle était vénérable, cette bonne vieille orthodoxie; c'est sur ses genoux que nous avions grandi; et, malgré tous les défauts que notre maturité lui reconnaissait, elle gardait à nos yeux je ne sais quoi de noble et de grand, d'honnête et de distingué qui nous inspirait un sentiment analogue à celui qu'inspirent, par exemple, les bonnes vieilles études classiques. N'a-t-elle pas été, en effet, pour la culture socialiste, ce que furent les études classiques pour la culture en général? Et si vous songez à ce qui a remplacé ou remplacera de plus en plus les humanités classiques, si vous songez à ces humanités modernes, à ce *primarisme* envahissant, et à la *petite science* prétentieuse et niaise qui leur fait suite, hélas oui, les humanités classiques pouvaient avoir tous les défauts possibles, comme notre orthodoxie socialiste allemande, mais comme elles étaient vénérables, nobles et belles!

Il n'y aura même plus d'orthodoxes. Il n'y aura plus que la masse électorale; la social-démocratie se réduira à une vaste bureaucratie inerte encadrant des électeurs moutonniers; elle sera toujours aussi impuissante, mais cette impuissance n'aura même plus son beau lustre théorique!

Telle est la décadence inévitable à laquelle était condamné ce grand corps idéologique et dogmatique, cette sorte de vaste institut théologique socialiste qu'était la Social-démocratie allemande. N'avons-nous pas tous connu de ces groupes vénérables, où s'entretenaient la pure flamme théorique socialiste, et l'ar-

dente foi dogmatique ? On se réunissait une fois la semaine ; on était toujours les mêmes ; on étudiait avec piété la théorie de la valeur ; on ouvrait *le Capital* avec des mains mystiques. Quelles espérances dans les cœurs ! Quelles convictions dans les âmes ! Comme on croyait posséder la vérité ! Et aujourd'hui si vous repassez dans ces mêmes groupes... on y fait de la cuisine électorale. Le fervent dogmatisme théorique s'est mué en un opportunisme très terre à terre.

Evolution fatale. Ces petits groupes, ou ils restent immuablement composés des mêmes initiés, et ils finissent par tomber dans le plus stérile des psittacismes, et par perdre tout sentiment du réel et de la vie ; ou ils se grossissent, avant et après les élections, d'éléments nouveaux, et ils se transforment en clubs électoraux : le noyau initial est débordé ; les nouveaux venus, attirés par le succès, n'ayant nulle culture ni ferveur socialiste, regardent les anciens avec une curiosité ironique où il y a un peu de condescendance et beaucoup de dédain, les laissent rabâcher la théorie et s'occupent de réalités ; et l'on aboutit à ce dont *Alexander Kosiol* se plaint si amèrement, à l'indifférence théorique, et à une rivalité entre *Walhvereine* et *Bildungsvereine*, où celles-ci sont loin de l'emporter.

C'est une grosse question que celle de la formation socialiste de la classe ouvrière. Mais le peu de succès des *Bildungsvereine* allemands, comme le fiasco de nos Universités populaires, montrent qu'on fait fausse route lorsqu'on recherche une formation toute dogmatique et idéologique. La véritable école du socialisme, ce sont les luttes syndicales, ce sont les grèves. Nos syndicalistes révolutionnaires, certes, n'ont pas pâli sur la théorie de la valeur de Marx ; ils ne se sont pas initiés à la nouvelle conception du monde que le matérialisme historique implique ; mais, par le seul effet de la lutte et guidés par un admirable instinct de classe et un sens merveilleux de l'action ouvrière, ils sont arrivés aux conclusions mêmes où Marx était, théoriquement, parvenu. Et tandis que les groupes politiques se stérilisent ou se corrompent, voyez le prodigieux développement de la vie syndicale !

Les syndicats, voilà les véritables organes de la culture socialiste ; ce sont eux, et eux seuls qui forment ces hommes libres, ces héros de l'action, dont la classe ouvrière a besoin pour parvenir à la victoire. Et il n'y a ici ni dogme ni catéchisme, ni maîtres ni élèves ; rien que le profond enseignement, souple et sévère tout ensemble, de la lutte et de la vie. *Bildungvereine* et Universités populaires — c'est là de la culture académique, encyclopédique, générale, autant dire bourgeoise ; elles ne peuvent faire de l'ouvrier qu'un demi-intellectuel, — la pire chose de toutes, — qui prendra son métier en dégoût et s'embourgeoisera. La vie et les luttes syndicales, au contraire, en ramas-

sant et en concentrant toutes les énergies ouvrières autour du métier, exaltent le sentiment juridique, brisent tout lien avec le monde bourgeois et sa culture superficielle et idéologique et préparent ainsi les conditions psychologiques essentielles du socialisme.

J'ai insisté sur cet article de *Kosiol* en le commentant longuement, parce qu'il m'a semblé symptomatique. D'inspiration très orthodoxe, il fait bien comprendre ce qu'est la Social-démocratie, ses défauts et ses lacunes, et le secret de sa dégénérescence. Dans ce même numéro du 7 avril de la *Neue Zeit*, nous trouvons un article de *Joffe*, où Kant se trouve assez étrangement rapproché du célèbre Mandeville. *Joffe* voit dans Mandeville un Nietzche de l'époque des lumières : cette comparaison n'est pas faite pour nous faire comprendre en quoi Kant peut dériver de Mandeville, car s'il y a deux esprits aussi loin que possible l'un de l'autre, c'est bien le piétiste Kant et l'immoraliste Nietzche. Je sais bien que l'égoïsme absolu de Mandeville a pu engendrer, par contraste et réaction, la doctrine kantienne du désintéressement absolu ; mais en quoi de tels rapprochements nous éclairent-ils vraiment sur le fond d'une doctrine ? C'est de Rousseau qu'il faut bien plutôt, à mon sens, rapprocher Kant, si l'on veut comprendre son éthique. Joffe ne veut pas non plus que Kant soit en quoi que ce soit un socialiste ; se référant aux solutions précises et pratiques de la doctrine kantienne du droit, il montre que Kant n'était qu'un bourgeois libéral. Sans doute, mais Hegel, lui aussi, ne fut-il pas, en fait, un conservateur et la monarchie prussienne n'incarnait-elle pas à ses yeux l'idée absolue de l'Etat ? Qui niera cependant que Marx ait fait de la dialectique hégelienne un usage révolutionnaire ? Personne n'a jamais soutenu que Hegel fût socialiste, et cependant les marxistes ont toujours eu pour Hegel une tendresse toute particulière.

La Révolution russe continue à occuper, dans la *Neue Zeit*, une large place : nous avons une série d'articles *d'Axelrod* sur les partis révolutionnaires en Russie de 1898 à 1903 (n^os du 14 avril et du 28) ; une étude de *Parvus*, sur la situation actuelle de la Russie et son avenir probable (n° du 21).

Le numéro de mai des *Socialistische-Monatshefte* nous offre un article de *R. Calwer* sur « *Das Fazit des Marokkoaffäre* » : j'y cueille quelques déclarations intéressantes. *Calwer* nous explique, par exemple, qu'à ne pas soutenir le gouvernement national dans un différend économique comme celui du Maroc, on soutient du même coup les autres gouvernements, pourtant tout aussi capitalistes : or, déclare textuellement *Calwer* « *als deutscher socialist willich aber, dass möglichst Deutschland an der Spitze des wirtschaftlichen Fortschritts marschieren soll* », c'est-

à-dire : comme socialiste allemand, je veux que l'Allemagne marche à la tête du progrès économique, c'est-à-dire, Deutschland, Deutschland, über alles in der Welt ! Quel délicieux nationalisme socialiste ! C'est comme si les ouvriers, pour ne pas faire tort à l'industrie nationale, renonçaient à faire grève : ne favorisent-ils pas l'industrie étrangère par leurs réclamations incessantes ? Le socialisme, certes, est intéressé au développement maximum des forces productives ; mais ça, c'est l'affaire des capitalistes, et si les ouvriers, d'ailleurs, ne leur mettaient pas sans cesse l'épée dans les reins, combien s'encroûteraient dans la routine ! Tout l'article, au reste, est un blanc-seing accordé à la politique de M. de Bülow.

Bissolati nous entretient de la crise socialiste italienne ; il constate le parfait accord de Ferri et de Turati, des *intégralistes* et des *réformistes* ; il prédit, au prochain Congrès, l'écrasement des syndicalistes. Il paraît que les ouvriers italiens se dégoûtent de la phraséologie révolutionnaire. On se demande alors pourquoi Ferri est toujours aussi populaire.

Bernstein polémique avec le *Vorwaerts*, qui ne veut pas reconnaître que la classe ouvrière allemande, ainsi que l'affirme Bernstein, est dépourvue de tout tempérament révolutionnaire ; il semble cependant que la récente consolidation du système électoral des trois classes, sans que le peuple ait le moins du monde bougé, en soit une nouvelle preuve. Mais nos orthodoxes ne veulent pas convenir des choses les plus patentes et la loyauté de Bernstein les chiffonne. Cet esprit probe restera toujours un solitaire dans la Social-démocratie allemande : il n'est pas assez « discipliné » et l'esprit de parti ne gêne pas assez son libre regard !

Edouard Berth.

Index Bibliographique

P. Brisson. — Histoire du Travail et des Travailleurs (*Paris, Delagrave 1906.*)

A. Aulard. — Les Orateurs de la Révolution : La Législative et la Convention. Tome I. (*Paris, Cornély, 1906.*)

S. Charléty. — Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux. Département du Rhône. (*Lyon, Schneider, 1906.*)

C. Bloch. — Cahiers de Doléances du Bailliage d'Orléans pour les Etats généraux de 1789. Tome I. (*Orléans, Imprimerie orléanaise, 1906.*)

J. Lageorgette. — Le rôle de la guerre. (*Paris, Giard et Brière, 1906.*)

G. Fréville. — Les Retraites ouvrières. (*Paris, Société Nouvelle, 1906.*)

L. Bertrand. — Histoire de la Démocratie et du Socialisme en Belgique depuis 1830. (*Bruxelles, Dechenne; Paris, Cornély, 1906.*)

A. de Pietri-Tonelli. — La Teoria malthusiana della popolazione. (*Carpi, Giuseppe Rossi, 1906.*)

Bureau Socialiste International. — La Manifestation Internationale du 1er mai (*Bruxelles. maison du Peuple, 1906.*)

Direction du travail. — Statistique des Grèves et des Recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1905. (*Paris, Imprimerie Nationale, 1906.*)

Ufficio del Lavaro. — Le Condizioni di Lavaro nelle Risaie. (*Roma, Tipografia Nazionale, 1906.*)

Chronique Politique et Sociale

La Démocratie triomphante.

La Démocratie triomphe. La dictature de M. Clémenceau a eu raison des rébellions cléricales et des révoltes ouvrières. Les ruraux et les boutiquiers de France peuvent dormir tranquilles : un *gouvernement fort* prend soin de leur repos. C'est le règne de l'Ordre.

Les élections n'ont pas eu d'autre sens. L'écrasement du cléricalisme est dû non pas à un grand mouvement de l'opinion mais à un affollement du pays. Prises de panique entre les tumultes des inventaires et les violences des grèves, les masses électorales se sont jetées dans les bras du pouvoir, dont le mot d'ordre était l'éternelle formule : « Ni réaction ni révolution (1) ! »

Un ministère à poigne est toujours sûr de la victoire en

---

(1) L'interprétation la plus concrète de cette formule a été donnée par l'ancien ministre Trouillot, en ouvrant la session d'avril du Conseil général du Jura : « Personne, disait-il, ne doute qu'au scrutin du 6 mai le pays ne sache se tenir à une égale distance des *révolutionnaires de droite* et des *révolutionnaires de gauche* et qu'il ne condamne avec la même sévérité tous les praticiens de l' « action directe », aussi bien lorsqu'ils veulent empêcher par la violence l'application régulière des lois que lorsqu'ils la font intervenir dans les conflits entre le capital et le travail. Aujourd'hui, comme hier, le nom des hommes qui sont au pouvoir nous est un garant que de pareilles tentatives ne trouveront en défaut ni la prudence ni la fermeté du gouvernement. »

France. Notre démocratie ne sait que trembler. Indifférente et veule, sans ressort et sans foi, un seul sentiment l'anime: la crainte des coups. Elle appartient au premier maître venu.

Il est vrai que les arguments de M. Clémenceau étaient sans réplique. L'invention du *complot* restera comme un coup de génie. Faire croire aux électeurs que les cléricaux stipendiaient les grévistes et que la réaction avait partie liée avec la révolution, c'était là, sans doute, un procédé de Bas-Empire, déshonorant qui l'employait, mais c'était à coup sûr un moyen infaillible d'opérer la concentration de la peur.

Les scrupules n'ont pas arrêté l'étincelant journaliste qui avait tiré de l'affaire Dreyfus tant de beaux effets littéraires. M. Clémenceau ne s'est souvenu de l'*arbitraire* qu'il avait flétri dans l'opposition que pour le renouveler au pouvoir. Spectacle peu banal. L'ancien thuriféraire du dreyfusisme intransigeant restaurant la Raison d'Etat ! Le défenseur professionnel de la Justice et de la Vérité jetant, *sans autre forme de procès, et par mesure administrative,* Griffuelhes et Lévy dans les prisons de la République ! Et l'opinion publique battant des mains ! Et la cohorte alarmée des dreyfusards approuvant aujourd'hui les actes qu'elle dénonçait hier ! Il faut dire qu'il s'agissait d'ouvriers révolutionnaires. En vérité, les bourgeois libéraux, qui s'étaient soulevés pour la défense de leur capitaine injustement accusé et faussement condamné, pouvaient-ils s'émouvoir d'une opération de police, peut-être un peu rude, mais exigée par le maintien de l'ordre ?

C'est d'ailleurs sur toute la ligne que la Démocratie a fait merveille. Qui n'a pas vu Paris en état de siège, au 1er mai, ne saura jamais l'aptitude d'un gouvernement radical à mobiliser les troupes. Et les mesures formidables prises, dans

toute la France, contre le prolétariat, sont venues montrer à quel point démocrates et réactionnaires se valent, dans la répression des mouvements ouvriers. Il y a même eu des raffinements inédits dans la suppression du droit de grève. Les salles de réunion transformées, dans le Nord, en campements militaires ; les ateliers gardés, à Paris et dans la banlieue, par des déploiements de forces inconnus jusqu'ici ; le haut patronat défendu cyniquement contre les revendications ouvrières par tous les organes de l'Etat, police, armée, administration, magistrature : voilà la façon de gouverner selon le mode jacobin inaugurée par M. Clémenceau.

Dans ce succès de la démocratie, le parti socialiste a eu sa part. Il ne faut pas donner trop d'importance aux rivalités momentanées des radicaux et des socialistes. Ce serait s'arrêter à la surface et ne pas voir le fond. Deux partis voisins, se disputant les mêmes électeurs et le même pouvoir, peuvent bien entrer en hostilités réglées : qui oserait tirer de là que leur nature est différente et leur destinée contraire ?

En fait, l'augmentation du nombre des députés socialistes n'a qu'une signification démocratique. Leur programme électoral ne s'est en rien différencié du programme radical (1). Ils se sont donnés comme les représentants les plus autorisés des réformes acceptées par les partis de gauche et le corps électoral ne les a considérés que comme l'extrême pointe des groupements « avancés ». Ni ce programme ni cette attitude ne pouvaient heurter les préjugés de la clientèle petite-bourgeoise qui forme le gros des électeurs socialistes : ils ne devaient au contraire, qu'attirer à un parti qui

---

(1) C'est ce que les journaux radicaux ont tous signalé. M. Maujan, dans le *Radical* du 20 janvier 1906, a notamment signalé ce qu'avait même d'inférieur à certaines parties des pro-

traduisait si clairement leurs aspirations, les masses démocratiques.

Quant à l'action électorale des candidats socialistes, elle a été avant tout républicaine, et elle ne pouvait pas ne pas l'être. Les élections se sont faites sur une question précise : la lutte contre le cléricalisme. Comment les socialistes se seraient-ils dérobés à ce combat essentiellement démocratique ? Ils en ont au contraire tiré tout profit. Ils ont pris la tête du mouvement, expliquant le vote de la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat par leur seule énergie au parlement.

Au reste, il y a eu plus que similitude de programme et d'action entre les socialistes et les démocrates : il y a eu accord. Au premier tour, combien nombreux ont été les socialistes plus ou moins élus comme candidats de concentration républicaine? Les radicaux anticléricaux de Roubaix n'ont-ils pas voté pour Jules Guesde? Et au second tour, les ballottages qui ont été favorables aux socialistes, l'ont-ils été autrement que par l'appoint des voix radicales?

Enfin il sera difficile aux socialistes de ne pas soutenir, à la Chambre, les réformes proposées par la majorité radicale. Ils ont les uns et les autres la même conception de l'action réformatrice. Un beau chemin leur reste à parcourir

---

grammes radicaux-socialistes le programme électoral du parti socialiste.

Voici ce programme, que nous rappelons pour mémoire : Limitation à huit heures de la journée de travail.

Extension du droit syndical à tous les employés de l'Etat, du département et de la commune.

Assurance sociale contre tous les risques du chômage à la maladie.

Impôt progressif sur le revenu et les successions.

Retour à la nation des monopoles dont le capital a fait ses plus hautes forteresses.

Scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

ensemble, et c'est ce que Guesde comme Jaurès ont bien dû reconnaître.

Il n'est pas jusqu'au pouvoir lui-même que les socialistes n'aient songé à influencer. Ce n'est un mystère pour personne qu'ils ont rêvé d'un nouveau ministère Combes, dont ils auraient été indirectement les maîtres, et qui leur aurait rendu la puissance parlementaire perdue.

Mais ce qui, en dehors de son programme, de son action et de sa nature, a le mieux marqué le caractère démocratique des succès du parti socialiste, c'est sa lutte sourde contre le syndicalisme révolutionnaire.

La campagne anti-patriotique a été par lui solennellement répudiée, comme de nature à épouvanter l'électeur. Lorsque les condamnations rigoureuses que l'on connaît frappèrent vingt-six propagandistes de l'anti-militarisme, on sait quel demi-silence prudent sut garder le parti socialiste. Jaurès et Guesde firent même entendre, en face des affirmations anti-patriotiques des syndicalistes, des déclarations que Déroulède n'aurait pas reniées. Et quels misérables balbutiements où les réticences se mêlaient aux sous-entendus, l'*Humanité*, organe officieux du parti, trouvait-elle seulement à opposer du coup de force dirigé contre Griffuelhes et Lévy (1) ?

D'ailleurs, les enfants terribles du socialisme parlementaire l'ont avoué. Le *Réveil du Nord*, commentant les victoires obtenues par Guesde et ses amis, écrivait : « La véritable cause de ce grand succès, c'est la sagesse avec laquelle

(1) Dans son retentissant duel oratoire avec Clémenceau, Jaurès a critiqué avec une mollesse inqualifiable — au cours de l'exposé de ses théories, sur lequel nous reviendrons d'ailleurs — les procédés *indefendables* du pouvoir. Il a fait la part belle à Clémenceau, qui a pu facilement se dérober et se livrer avec succès à toutes les facéties sur les conceptions jaurésistes.

les dirigeants du parti dans notre département, se sont gardés de tomber dans le piège *des inepties hervéistes et des stupidités de l'action directe.* »

Le voilà bien le secret du triomphe! La grève générale, l'action directe, les grands mouvements tumultuaires, l'antipatriotisme, le syndicalisme révolutionnaire sous toutes ses formes — c'est en repoussant avec des gestes de terreur ces procédés barbares de la lutte ouvrière que les socialistes parlementaires ont, en maints endroits, conquis le suffrage universel. Et l'on nous parle des progrès foudroyants du socialisme en France, et des prophètes même annoncent son règne pour 1910!

En face de la démocratie débordante — même divisée en radicaux et en socialistes — s'est dressé le syndicalisme révolutionnaire. Il faudrait chercher loin dans l'histoire comtemporaine pour trouver une manifestation aussi formidable de la lutte des classes que le 1er mai 1906. L'effroi qui s'est emparé subitement de la bourgeoisie, à l'annonce de l'ébranlement général du prolétariat pour la conquête des huit heures, demeurera un des plus éclatants symptômes de la décadence de la classe capitaliste et de la montée de la classe ouvrière.

Les résultats de la propagande engagée par les syndicalistes en vertu des décisions du congrès de Bourges de 1904, ont dépassé toutes les espérances. Plus d'un million de travailleurs se sont levés sur tous les points de la France, dans un vaste effort collectif contre le patronat.

Certes il y a eu des conquêtes matérielles appréciables que plusieurs corporations ont put inscrire à leur actif. Mais la grandeur du mouvement a été avant tout morale. La classe ouvrière tout entière, tant dans ses éléments réformistes que dans ses éléments révolutionnaires, a pris conscience d'elle-même, des exigences de la lutte et des condi-

tions du succès. Elle s'est violemment détachée des autres classes, est subitement apparue au premier plan de la vie spciale, et a fait sentir sa puissance formidable.

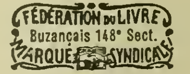
On peut sans doute exprimer le regret que le mouvement syndicaliste ne soit encore qu'à son commencement. On a peut-être le droit d'exiger de lui une indépendance plus complète et une autonomie plus intransigeante. Mais, tel qu'il est, par son esprit conquérant, par son sens supérieur de la guerre sociale, il porte en lui les plus pures promesses du socialisme.

C'est surtout après des expériences comme celles que lui offre la démocratie au pouvoir, que le mouvement ouvrier révolutionnaire est en mesure de réaliser ces progrès. Il saura sans nul doute en tenir compte. D'ailleurs, s'il l'oubliait, s'il se laissait prendre aux sollicitations intéressées qui lui viennent de toutes parts, il serait vite rejeté par la force des choses dans la voie qui est la sienne, qui ne peut pas ne pas être la sienne.

Le duel engagé entre la démocratie et le socialisme ouvrier se poursuivra inexorablement : mais l'heure ne sera pas toujours à la démocratie triomphante.

Hubert Lagardelle.

COMPOSÉ EN COMMANDITE
IMPRIMERIE F. DEVERDUN
Buzançais (Indre)



La Faillite du Dreyfusisme

ou le Triomphe du Parti juif

On peut dire que l'arrêt de la Cour de Cassation réhabilitant Dreyfus a été le triomphe d'un parti ; on ne saurait dire qu'il a été le triomphe du dreyfusisme.

Le dreyfusisme avait pris comme mot d'ordre : justice et légalité. Sa victoire ne pouvait résulter que d'une réhabilitation légale, faite selon la lettre et l'esprit des lois ; elle ne peut point être la conséquence d'un coup d'Etat judiciaire.

On doit admirer l'énergie, la ténacité, l'activité déployées par le parti qui est parvenu à imposer ce coup d'Etat ; on ne saurait pourtant respecter celui-ci ou s'y soumettre.

La croyance en l'innocence de Dreyfus, pour tous ceux qui ne furent point mêlés directement à la confection ou à l'examen des pièces, vint presque uniquement, on peut le dire, de la certitude qu'ils eurent, dès le lendemain du procès Zola, que Mercier avait communiqué aux juges du Conseil de Guerre, des pièces qui n'avaient point été soumises à Dreyfus ou à son avocat.

La cassation sans renvoi prononcé par la Cour de Cassation est aussi illégale, est aussi monstrueuse que cette communication de pièces en chambre du Conseil ; la croyance en l'innocence de Dreyfus, pour ceux qui n'ont point été aveuglés par la victoire, en sera peut-être ébranlée.

Pour quiconque n'est ni Juif, ni magistrat, pour quicon-

que n'est pas aveuglé par l'intérêt, ou pour qui ne commence point par supposer, devant un texte de loi, que ce texte a voulu dire autre chose que ce qu'il a dit, l'article 445 du Code d'Instruction criminelle est parfaitement clair: « Si l'annulation prononcée à l'égard de l'accusé ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, la cassation sera prononcée sans renvoi. »

Il faut donc que du fait de l'annulation, du fait de la connaissance des faits nouveaux qui sont la base et la seule raison d'être de l'annulation, il ne subsiste plus rien qui soit crime ou délit. Or, d'une part, la Cour de Cassation, loin de démontrer qu'il n'y a pas eu de crime de trahison de commis, suppose au contraire qu'il y en a eu un ; elle ne peut donc appliquer le dernier paragraphe de l'article 445 ; elle commet un véritable faux qu'elle se garde bien d'ailleurs d'essayer de justifier par le moindre considérant, et cela seul constitue un aveu, lorsqu'à la fin de son arrêt elle reproduit mot à mot l'article 445, mais en y faisant une addition : « il ne subsiste *à sa charge* plus rien qui soit crime ou délit (1) ».

Et de plus, au lieu de faire sortir l'absence de charges contre Dreyfus des faits nouveaux qu'elle a eu à enregistrer, elle examine en elles-mêmes les preuves apportées contre Dreyfus par l'accusation lors des Conseils de Guerre, et elle les discute intrinsèquement avec des raisons et des motifs tirées de tout autre chose que des faits nouveaux, et qu'auraient déjà pu peser les Conseils de Guerre. Elle se constitue ainsi en une véritable Cour d'appel. Or, les jugements rendus par

---

(1) Je rappelle pour mémoire que lors de la première révision, la question de renvoi s'était déjà posée devant la Cour suprême, et que la cassation sans renvoi fut violemment combattue pour la raison que je ne fais que reprendre plus haut, par Manau et Ballot-Beaupré, et que telle fut aussi la jurisprudence que suivit alors la Cour.

les jurys, les jugements rendus par les Conseils de Guerre sont souverains, ils ne sont point susceptibles d'appel ; par quel miracle l'appel deviendrait-il possible contre eux par cela seul qu'il se serait produit des faits nouveaux. Les faits qui projettent un nouveau jour sur la cause peuvent faire remettre les choses en l'état, ils ne peuvent changer la juridiction compétente.

La nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation se résume ainsi : lorsqu'il y a des faits nouveaux de nature à établir l'innocence du condamné, la Cour de cassation reprendra l'affaire et elle la jugera, quant au fond ; si elle estime que le condamné est coupable, elle le renverra devant la juridiction compétente, si elle le juge innocent, elle l'acquittera. — Qui oserait soutenir que le législateur ayant voulu dire quelque chose d'aussi simple et d'aussi important ne l'ait point fait explicitement ; la raison en est qu'il n'a point voulu le dire et qu'il n'a pas songé un instant même à le dire, car cela aurait été exactement contradictoire avec les principes généraux de notre Droit.

La jurisprudence adoptée par la Cour de cassation n'est pas en effet seulement illégale ; j'espère que pour quiconque aura frémi en apprenant la communication des pièces secrètes, elle apparaîtra elle aussi monstrueuse. A ce point de vue, les paroles prononcées au Sénat par Mercier sont rigoureusement justes. S'il est contraire à la loi que la Cour de cassation puisse, même en raison de faits nouveaux, juger en appel une affaire criminelle, c'est que de par sa constitution et sa procédure elle est souverainement inapte à rendre la justice avec les garanties que réclame aujourd'hui la loi et pour l'accusé et pour l'accusation.

La loi a voulu soustraire aux magistrats de carrière la connaissance de crimes, et elle a voulu que tout ce qui servirait à former la conscience des juges soit public. Or la Cour de cassation se compose exclusivement de magis-

trats de carrière, et son mode de procédure, l'enquête, est essentiellement secret et unilatéral. Etant la plus haute magistrature du pays, étant celle dont la jurisprudence fait loi, il est naturel que ce soit elle dont le recrutement soit opéré avec le soin le plus jaloux par le gouvernement dont elle peut par une jurisprudence habile frapper de stérilité toute l'œuvre législatrice (1). C'est ainsi les magistrats les plus souples et de l'échine desquels on peut être le plus sûr que les ministères successifs ont intérêt à caser à la Cour. S'il y a donc une magistrature sur laquelle, dans tout ce qui touche à la politique, peuvent peser les plus graves présomptions de partialité et de sénilisme, c'est la Cour de cassation.

Quant à la procédure de l'enquête, si le secret dont elle est entourée est admissible lorsqu'il s'agit d'établir l'existence de faits nouveaux, qui n'aura pour résultat que de permettre à l'affaire de se dérouler une seconde fois devant le public, elle ne saurait en aucune façon s'appliquer à un jugement définitif sur la culpabilité ou sur l'innocence.

Ceux qui ont attaqué le huis clos du Conseil de Guerre sont mal venus à défendre le huis-clos de la Cour de cassation, le premier ayant au moins sur le second l'avantage d'avoir cherché à se justifier par l'intérêt vrai ou supposé de la défense nationale.

Si on avait condamné Dreyfus avec ces juges et avec cette procédure, il n'y aurait eu qu'un cri de protestation dans la presse et dans le public ; la cassation sans renvoi, telle que l'a prononcée la Cour de cassation, est un acquittement ; l'acquittement de Dreyfus est la condamnation de ses accusateurs ; il aurait été assez convenable qu'on donne à ceux-ci les mêmes garanties qu'on avait réclamées pour celui-là.

---

(1) Se rappeler les conflits qui se produisirent entre le ministère du Commerce et la Cour de cassation au sujet des lois de Millerand.

L'arrêt de la Cour de Cassation est l'incontestable triomphe d'un parti ; il n'est point celui de la légalité et du droit, et par là-même il constitue la *suprême faillite du dreyfusisme*. La conversion finale de Denys-Cochin et autres grenouilles du Marais en est d'ailleurs la preuve. Ces gens s'inclinent toujours devant l'arbitraire, du moment qu'il triomphe.

Si nous étions de ceux qui croient à la Justice en soi, si nous étions de ceux qui pensent que l'exacte observation des Droits de l'Homme et de la légalité républicaine est seule constitutive du Droit, nous pourrions nous indigner, nous pourrions chercher dans les homélies dreyfusardes d'hier de quoi flétrir les dreyfusards d'aujourd'hui. Mais vraiment, ce n'est pas la peine. Le dernier acte du dreyfusisme n'a que l'intérêt de nous renseigner sur le point exact où en est la lutte qui se poursuit actuellement entre les deux fractions de la bourgeoisie. Nier le sémitisme, nier qu'il existe un parti dont le judaïsme, grâce à sa puissance d'argent, à son activité commerciale et intellectuelle, est le chef, nier qu'il existe un centre de vie, un centre de lutte et de solidarité dont le judaïsme est l'âme, c'est vouloir fermer les yeux ; il n'est pas plus possible de nier le sémitisme que de nier le cléricalisme. Le sémitisme et le cléricalisme constituent les deux pôles de la grande solidarité bourgeoise, et c'est leur lutte d'influence qui tend de plus en plus à devenir la note dominante de l'histoire interne de la bourgeoisie (1).

---

(1) On connaît la merveilleuse étude que Marx a faite dans *la Lutte des classes en France*, de la révolution de 1848, à l'aide de la rivalité entre agrariens et industriels. Si l'on faisait l'histoire de notre temps, il conviendrait d'agir de même, mais en remplaçant agrariens et industriels par sémites et cléricaux. La difficulté proviendrait de ce que ces derniers représentent des puissances beaucoup plus complexes que les partis de 1848 et qu'il serait assez difficile de bien analyser.

Comme Drumont, nous pensons pour notre part, que le cléricalisme existe, que le sémitisme existe ; comme Drumont aussi, nous pensons que le cléricalisme est une force de conservation de la bourgeoisie, tandis que le sémitisme en est une force de dissolution (1). Mais comme nous n'avons pas les mêmes raisons que Drumont pour souhaiter la conservation de l'ordre bourgeois, nous nous sommes trouvés tout naturellement à côté du parti juif dans ses luttes contre ses adversaires et nous nous y trouverons peut-être encore.

Il convient seulement de montrer que nous ne sommes point dupes, que nous n'avons pas plus foi dans les protestations en faveur du Droit et de la Justice du juif que dans la vertu du curé.

Gohier avait pris, je crois, comme sous-titre d'une de ses brochures : *Sera-t-il permis à un Français de n'être ni juif, ni jésuite ?* Pour un bourgeois, pour un bourgeois français du xxe siècle, la réponse me semble devoir être négative ; la lutte est engagée au sein de la bourgeoisie entre deux puissances, puissances de nature complexe et souvent même peut-être contradictoire, mais qui se cristallisent l'une autour du juif, l'autre autour du jésuite ; pour qui donc est bourgeois, pour qui donc a sa place marquée dans la grande bataille de la production ou de la spéculation bourgeoise,

---

(1) Je tiens à faire remarquer qu'il ne s'agit aucunement ici d'une question de races. Ce que je constate seulement, c'est qu'autour des Juifs, qui se sont trouvés amenés à jouer ce rôle, je ne sais pour quelles raisons historiques, physiologiques ou autres, il s'est constitué une caste bourgeoise qui a son individualité propre, sa force, son influence propres, tout comme il s'est constitué la même chose autour des curés. Il serait donc tout aussi absurde de reprocher à ceux qui combattent le sémitisme de pousser à la haine de races, qu'il est absurde de reprocher aux anticléricaux de ne pas respecter la liberté de conscience.

dans cette lutte terrible de bourgeois à bourgeois que l'économie capitaliste impose, pour qui en un mot doit *arriver* ou veut *arriver*, il faut prendre parti, il faut être d'un côté ou de l'autre. Le tableau idéal des économistes classiques n'est plus vrai : chaque bourgeois n'a plus à lutter seul contre tous les autres, n'ayant à compter pour triompher que sur son talent, son énergie ou sa ruse ; la lutte bourgeoise s'est maintenant bureaucratisée ; pour arriver il faut prendre rang dans une hiérarchie, il faut s'enrôler dans l'une des armées qui se partagent les dépouilles du prolétariat.

Mais la classe ouvrière, elle, ne doit rien avoir à faire en une semblable galère ; si elle veut rester elle-même, si elle veut garder son indépendance, ses qualités propres qui seules lui permettront de construire un monde nouveau, il lui est imposé de n'être ni juive ni jésuite. Et c'est pourquoi, elle qui a agi l'affaire Dreyfus, elle qui l'a menée de ses poumons et de ses poings, elle dont l'action seule a permis le triomphe, elle s'est désintéressée de toute la dernière révision.

Tant qu'il s'est agi de faire violence du dehors au droit bourgeois, elle en a été, car c'était là œuvre essentiellement révolutionnaire. Le jour, au contraire, où il n'y a plus eu besoin que d'opérer un escamotage juridique, que de faire exécuter un tour de passe-passe par des juges à dévotion, la classe ouvrière a abandonné l'affaire. Ce dernier acte ne devait plus constituer qu'une infamie de plus à l'actif de l'ordre bourgeois : on pouvait laisser agir le parti juif tout seul.

Robert Louzon.

Le Droit Syndical
et les Employés des Postes [1]

Citoyennes et citoyens,

Pas plus que le citoyen Sembat, que vous venez d'entendre, je n'ai de conseils à vous donner, puisque pas plus que lui je n'appartiens au prolétariat postier. Comme lui aussi, me bornerai-je à ce qu'il a appelé une « besogne de facteur » et ne serai-je qu'un intermédiaire, non plus il est vrai entre le ministère et vous, mais entre vous et les volontés nettement exprimées du mouvement syndicaliste.

Vous revendiquez le *droit syndical.* Il est à la base de vos luttes quotidiennes et forme l'essence de vos aspirations. Mais vous sentez bien que ce mot : *droit syndical*, n'est pas

---

(1) Nous reproduisons cette allocution — prononcée le 6 juin 1906, dans la réunion qui a précédé l'ouverture du Congrès annuel des Agents des Postes, Télégraphes et Téléphones — d'après la sténographie publiée dans le numéro de juin du *Bulletin officiel de l'Association générale des P. T. T.* : nous n'avons fait que des modifications de forme.

On a pu se demander si les conditions d'existence des employés des postes ne devaient pas les transformer en ennemis-nés du syndicalisme. On a signalé que leur adhésion à la *Confédération générale du Travail* aurait actuellement pour résultat de renforcer le courant réformiste. Mais la question n'est pas là pour le moment. Il s'agit simplement de noter la manifestation d'aspirations toujours plus nettes, dans cette catégorie de travailleurs jusqu'ici inféodés aux coteries politiques, vers la conquête de l'indépendance et de la dignité. Plus nombreux qu'on ne pense sont ceux qui, dans ces milieux jusqu'à présent bureaucratiques et petits bourgeois, parviennent peu à peu à la conscience d'eux-mêmes. C'est à ceux-là qu'on a pensé surtout dans cette allocution.

un terme vague, et qu'en l'adoptant vous adoptez nécessairement avec lui tout ce qu'il comporte.

Il faut donc en préciser le contenu et ce sont ses caractères essentiels que je tâcherai d'esquisser brièvement devant vous. Vous prendrez de ces explications ce que vous croirez juste, mais vous saurez du moins la portée de votre action.

I

Il est tout d'abord un sens du mot *droit syndical* qu'il vous faut écarter : c'est l'interprétation corporative. Le droit syndical ne signifie pas seulement le droit des ouvriers à défendre les intérêts matériels de leurs corporations et à conquérir des améliorations immédiates. Si ce n'était que cela, le syndicalisme ne prétendrait pas opposer une notion nouvelle du droit à la notion traditionnelle. N'est-ce pas un droit commun à tous de s'associer pour la meilleure conduite des affaires? Les financiers, les industriels, les commerçants, les hommes de toutes les classes ne s'y essaient-ils pas tous les jours ? Et dans ces *syndicats d'intérêts*, si propices au succès des entreprises, y a-t-il autre chose que de conforme aux lois de la société bourgeoise ?

Entendu de cette façon utilitaire, le *droit syndical* ne s'opposerait pas au *droit capitaliste* : il n'en serait qu'une forme spéciale. Et vous autres, qui allez dans ce Congrès discuter de vos relations avec votre patron l'Etat, si vous ne défendiez que vos intérêts platement matériels, si vous vous isoliez de l'ensemble des travailleurs organisés, ne recherchant que les avantages de votre corporation, et dans votre corporation les revendications particularistes des fractions qui la composent, vous parviendriez sans doute à obtenir facilement une augmentation de vos appointements, mais vous ne sortiriez pas de la logique du monde bourgeois, vous

ne vous différencieriez en rien de l'épicier qui fait fructifier son fonds, et vous ne pourriez en aucune mesure vous réclamer du syndicalisme.

C'est que le syndicalisme poursuit autre chose qu'une élévation de salaire ou une diminution du temps de travail. Ce qu'il veut, c'est la conquête de la dignité humaine, le triomphe de l'indépendance individuelle, la ruine de la hiérarchie qui fait les travailleurs esclaves, la révolte unanime de tous les prolétaires sacrifiant les intérêts particuliers de leur *corporation* à l'intérêt général de leur *classe*.

Affirmer le droit syndical, le droit des ouvriers, c'est nier par là-même le droit capitaliste, le droit des maîtres. Il y a là deux droits antithétiques, irréductibles puisqu'ils résultent de la division de la société en capitalistes et prolétaires, employeurs et employés, gouvernants et gouvernés. Entre eux, ni accord ni compromis possibles : la force seule décide. D'une part, le patron revendique un droit strict : d'être le maître chez lui. Il entend disposer à son gré des hommes qu'il emploie, les plier à ses exigences, les soumettre à son arbitraire. D'autre part, l'ouvrier invoque un droit tout aussi impérieux : d'être le maître de son travail. Et le droit syndical, qui traduit la volonté des producteurs d'organiser librement la production, refoule-t-il aussi le droit capitaliste, comme un clou chasse l'autre. Son but est de balayer de l'usine de l'atelier de l'administration toute autorité extérieure au monde du travail et de détruire la domination des maîtres de la production.

Ainsi compris, le syndicat n'est plus une *agence d'affaires*, il est l'organe de la lutte de classe, et le droit syndical est l'expression la plus haute de son activité révolutionnaire. Il soulève les producteurs contre le monde moderne, il leur rappelle que leur émancipation est incompatible avec l'existence de la société capitaliste, il leur signifie que les hommes ne seront libres que dans un ordre social ignorant la

hiérarchie bourgeoise, il les prépare à la grève générale, c'est-à-dire au grand drame final qui assurera leur victoire.

Comment le mouvement ouvrier est-il arrivé à cette conception du droit syndical et comment la nécessité d'une transformation sociale s'est-elle imposée à la conscience des travailleurs ? Vous connaissez trop l'évolution de la classe ouvrière pour qu'il soit besoin de vous le rappeler longuement. Vous vous représentez aisément la situation des prolétaires au début de la grande industrie. Réunis pêle-mêle dans les usines, venus de tous les points du monde social, étrangers les uns aux autres, insolidaires et hostiles, ils constituent une masse chaotique que la concurrence intérieure livre à l'exploitation illimitée du capital. Ce n'est que peu à peu que cette masse prend corps, que le sentiment des intérêts communs surgit, que la notion d'un monde distinct des travailleurs s'affirme et que nait la conscience de classe. Il s'agit d'abord de brèves révoltes contre les conditions écrasantes du travail, de soulèvements spasmodiques, de coalitions momentanées. Puis révoltes, soulèvements, coalitions revêtent des formes moins passagères que la grève et il se crée cette organisation permanente des producteurs qu'est le groupement syndical. Le syndicat a ainsi pour mission de dresser à toute heure et à toute occasion la masse des travailleurs contre le bloc des capitalistes, classe contre classe, pour revendiquer les droits essentiels du prolétariat.

Dès lors le droit du patron et le droit de l'ouvrier se trouvent inexorablement aux prises. L'arbitraire du maître recule devant l'intervention du syndicat. L'organisation de l'atelier ne relève plus du libre gré du capitaliste, mais du corps des travailleurs. Que de grèves sont quotidiennement déclarées pour le renvoi d'un contremaître, la reprise d'ouvriers syndiqués, l'expulsion de jaunes, la modification des

conditions du travail, etc... ! Charbonnier n'est plus maître chez lui. Dès maintenant, dans l'atelier capitaliste lui-même, l'exercice résolu du droit syndical brise le pouvoir souverain du patron, dont le contrôle tend à ne plus s'exercer que sur les conditions générales de la fabrication.

De la restriction du droit des maîtres à la notion d'une société sans maîtres, il n'y a qu'un pas. La lutte ouvrière le franchit. Elle a vite fait, par voie de généralisation naturelle, d'engendrer dans le cerveau de la classe prolétarienne le désir non seulement de limiter dans le présent le droit patronal à la porte de l'atelier, mais encore de le faire disparaître totalement dans l'avenir en faisant disparaître le patron lui-même. Comment la conception d'une société de producteurs libres, fondée sur la possession commune des instruments de production, ne s'imposerait-elle pas à des ouvriers qui revendiquent contre le capitaliste un droit réel sur le travail, qui en réclament l'exclusive propriété et l'organisation autonome ?

Mais en même temps qu'il poursuit son émancipation de classe, le prolétariat révolutionnaire assure la transformation de la société. La société est faite à l'image de l'atelier. Les liens de dépendance qui asservissent les ouvriers aux patrons se retrouvent à tous les degrés de la hiérarchie sociale. Les maîtres de la production ont leur équivalent dans les maîtres de la politique : partis, Etat, *pouvoir* sous quelque forme que ce soit. Et tant que la société se modèlera sur l'atelier capitaliste, elle ne pourra qu'universaliser les rapports de servitude qu'il a si fortement organisés.

Le mouvement ouvrier porte ainsi les destinées de l'avenir. L'atelier libre fera la société libre. En attendant, c'est en lui seul que revivent les éléments éternels de la culture : le sens de la dignité, le goût de la liberté, l'esprit d'indépendance, de sacrifice et de lutte. Par delà les ruines de la décadence bourgeoise, il demeure le dépositaire des sentiments

sublimes qui soutiennent le monde et il reste le gardien héroïque de la civilisation.

II

Mais vous, employés, ouvriers des postes et télégraphes. quelle est votre situation en face de votre patron l'Etat et de quelle façon l'avez-vous jusqu'ici considérée ?

Vous avez cru, tout le monde a cru que vous étiez des privilégiés. Vous avez des appointements fixes, vous ne connaissez pas les misères du chômage, votre industrie est à l'abri des crises économiques, vous vous élevez automatiquement dans la hiérarchie établie, vous vivez dans l'attente certaine d'une retraite, et vous vous êtes dit que du moment que, quoi qu'exigeant encore des améliorations, votre situation était si stable, si sûre et si avantageuse, votre patron l'Etat constituait réellement une sorte de providence, dont le *devoir social* était d'assurer à tous ceux qui le servent des conditions d'existence meilleures que celles de tous les autres hommes.

Sans doute, quelques légitimes désirs que vous ayez de l'accroître, votre situation matérielle est évidemment supérieure à celle des ouvriers de l'industrie privée. Et après ? Est-ce que votre vie se ramène à une question de gros sous ? Et votre situation morale, qu'en faites-vous ? Vaut-elle mieux ou pire que celle des autres travailleurs ? Etes-vous sous la dépendance d'un patron plus dur ou plus doux que les patrons ordinaires ?

Vous pouvez juger en connaissance de cause ! L'Etat démocratique est dans toute sa splendeur. Radicaux et socialistes occupent les ministères : Clémenceau après Combes, Briand après Millerand ! Le pouvoir n'est plus aux mains des réactionnaires et les temps de Dupuy et de Méline sont passés. Mais l'Etat a-t-il changé de nature en changeant de

personnel? A-t-il même modifié ses modes de coercition? C'est à vous de répondre!

Vous avez trop le souvenir des événements d'hier, des hétacombes qui les ont suivis. de la façon ultra-patronale dont l'Etat s'est conduit envers ceux des vôtres qui s'étaient révoltés pour plus de bien-être et plus d'indépendance morale, pour que j'insiste davantage.

L'expérience vous a donc prouvé que votre chaine, pour être plus dorée, n'en est que plus lourde. Contre vous l'Etat-patron dispose d'abord des moyens de contrainte économique à la portée des patrons ordinaires, et il ne se fait pas faute d'en user. Mais en plus, c'est un patron qui détient toutes les forces gouvernementales et dont la puissance économique se double de la puissance politique. Comparée à votre servitude morale, la subordination du prolétaire industriel prendrait presque les apparences de la liberté! Dans la lutte engagée corps à corps avec son patron, l'ouvrier a du moins quelque indépendance d'allure : vous, vous vivez dans la peur quotidienne d'être emportés, sans motif, du jour au lendemaiu, par vous ne savez quel vent d'intrigue politicienne. Ni vos gestes, ni votre pensée ne vous appartiennent : vous êtes la proie des hommes politiques, qui vous considèrent comme des *clients* et vous traitent comme des *électeurs*.

Mieux que personne, vous en pouvez témoigner! L'Etat n'existe pas sous sa forme abstraite, il se confond avec le gouvernement, il s'incarne dans les factions qui l'ont conquis en l'arrachant aux factions rivales. C'est en pirates que ces maîtres de l'heure qui passe s'abattent sur le pouvoir, le mettent en coupe réglée, en jettent les dépouilles à leur clientèle. Malheur à qui ne marche pas dans leur sillage ou qui contrarie leurs déprédations! Il est impitoyablement brisé, car ces hommes ont sur ceux qui dépendent de l'Etat un droit presque absolu de vie et de mort.

Mais si l'oppression est double qui pèse sur vous, double aussi doit être votre énergie à la combattre. Et c'est parce que vous l'avez compris que vous réclamez votre *droit au syndicat*. Je ne pense pas en effet que vos efforts tendent à un simple changement de terminologie. Il ne vous servirait de rien d'appeler votre groupement *syndicat* au lieu d'*association*, si l'esprit syndicaliste n'était pas en vous.

Or, que vous suggère le droit syndical? Il vous dit d'abord de chasser l'arbitraire de votre administration, de paralyser les intrigues de la politique, de ne reconnaître que les exigences de la technique. Votre constitution en syndicat n'aura de valeur que si vous prétendez, au même titre que les ouvriers de l'industrie, à la libre organisation de votre travail sur des bases strictement professionnelles. Il s'agit de neutraliser l'Etat. Faites que ce patron à la deuxième puissance devienne au moins semblable aux autres et qu'il ne renforce plus son pouvoir économique de tout l'appareil de la contrainte politique! Rejettez l'intrusion des politiciens et la dictature des antichambres ministérielles! Vous avez des droits : faites-les respecter. Alors seulement vous serez fondés à parler de syndicalisme.

Et surtout ayez le courage d'empêcher cette diminution de vous-même qui est la rançon de votre entrée dans l'administration. Oui, on fait de vous des citoyens mineurs, qui perdent une partie de leurs droits du moment qu'ils relèvent de l'Etat, qui ne peuvent avoir d'autres opinions que celles des gouvernants du jour, qui doivent renoncer aux joies de la pensée libre et de l'action indépendante.

Vous êtes cependant des citoyens semblables aux autres. Lorsque vous êtes sortis de vos bureaux, où seulement vos capacités professionnelles doivent vous faire entrer et maintenir contre tout favoritisme, vous tenez à vous conduire dans la vie en hommes libres. S'il vous plaît de participer à

tel mouvement politique, de vous mêler aux agitations de votre temps et de votre pays, vous entendez user sans gêne de votre activite.

Or, dites-vous bien que vous ne conquerrez cette indépendance qu'en faisant cesser la confusion du *travailleur* et du *citoyen* sous laquelle on vous écrase. Signifiez à votre patron l'Etat qu'il ne connaît de vous que le travailleur et non le citoyen, et qu'une fois votre tâche accomplie, vous ne relevez que de vous-méme. Mais comment y parviendrez-vous ?

Le syndicalisme vous en offre le moyen. Quel est le rôle du syndicat ? Il est l'instrument essentiel de l'*action directe*. Il supprime tout intermédiaire entre le corps des travailleurs et les forces capitalistes. Il apprend aux producteurs à ne demander rien qu'à eux-mêmes, à ne pas attendre de personnes interposées le miracle de leur libération, à ne plus agir enfin par procuration. Il groupe les prolétaires pour la lutte. La lutte, voilà ce qui fait le fond de l'ation syndicaliste ! Si les ouvriers s'organisent, s'ils accumulent les sacrifices, c'est pour être plus aptes à la guerre sociale. Oui, le syndicat exalte les énergies, éprouve les volontés, provoque les dévouements : il est la grande école où se forme la personnalité ouvrière, où elle prend conscience d'elle-même et du monde capitaliste.

Jusqu'ici, les employés des postes n'ont eu d'espoir qu'en l'*action indirecte* des parlementaires. Vous avez trop longtemps demandé à d'autres d'intervenir pour vous : vous n'avez pas fait suffisamment appel à vos forces propres. Vous avez été de la suite des hommes politiques, vous avez espéré en l'action providentielle du pouvoir, vous vous êtes faits si humbles que la peur semblait devenir votre seconde nature. Aujourd'hui, instruits par l'expérience, vous tournez le dos à ces humiliantes pratiques, et à votre tour vous ne voulez rien solliciter que de votre audace.

Mais prenez garde ! La forme efficace de l'action directe, c'est la grève. Et la grève reste pour vous le moyen d'action supérieur contre l'Etat. Il faut vous familiariser avec cette idée : vous ne vaincrez les résistances de l'administration que par un grand effort collectif, par une vaste cessation concertée du travail, par l'arrêt de vos bras, la désorganisation des services. Vous constituez un des plus importants rouages de la vie sociale : de votre industrie dépend le fonctionnement de tout l'organisme économique et politique. Vous ne savez pas la force qui réside en vous !

Ce droit de grève, qui épouvante les pouvoirs publics, on entend vous le refuser. C'est logique et l'Etat est dans son rôle. Vous ne pensez pas, je suppose, que vos maîtres vont se trouver d'accord avec vous dans vos revendications primordiales. D'ailleurs, il importe peu qu'on écrive ou non sur le papier que la grève vous est interdite. A-t-on jamais vu la paperasserie empêcher la révolte ? Que la loi qui vous est destinée prohibe la grève, voilà qui est indifférent ! Quelle force est capable de comprimer l'élan vers l'indépendance et l'insurrection contre l'arbitraire !

Je sais bien que l'Etat invoque contre vous l'intérêt général. La nation est, paraît-il, plus spécialement intéressée à votre exploitation ! L'importance de votre service vous crée un droit d'aînesse à la servitude ! C'est le cas de dire que noblesse oblige. Et les bons démocrates, qui d'habitude s'intéressent à votre sort, ne vous le cachent pas : ils considèrent comme criminel tout soulèvement de votre part, et il n'est répression qu'ils n'appellent sur vous.

Mais quoi ? Sans compter que je ne vois pas comment l'intérêt de « la patrie » nécessite pour vous un surcroît d'écrasement, n'oubliez pas que c'est là l'argument habituel des capitalistes. Est-ce que M. Motte, à Roubaix, M. Schneider au Creusot, M. de Dion, à Puteaux, ne déclarent pas que l'industrie française est compromise par les grèves ? Ne

proclament-ils pas la solidarité de l'ouvrier et du patron sur le terrain de la production nationale? Et que répondent les producteurs? Ils répondent que la nation dont il s'agit est la nation des capitalistes, que l'intérêt national dont on parle est l'intérêt des patrons, et que le prolétariat militant ne connaît qu'un devoir : lutter sans merci pour son émancipation de classe!

A votre tour, vous répondrez que l'Etat de vos maîtres n'est pas le vôtre, que vos intérêts sont contraires aux siens, que votre dignité d'hommes prime tout dans la vie, et que ceux-là seuls peuvent se soucier de la nation qui en profitent!

Et par là vous aiderez puissamment le mouvement syndicaliste. Le jour où l'Etat tremblera devant ses employés, il perdra cette puissance formidable de coercition qu'il met au service du capital! Les syndicalistes luttent tout autant contre l'Etat que contre le patronat : ce sont là deux forces solidaires qui s'appuient l'une sur l'autre. La désorganisation de l'Etat est la condition préalable du triomphe prolétarien. Aussi y aura-t-il quelque chose de nouveau, le jour où réellement, dans la pratique de la vie, vous tirerez du droit syndical tout ce qu'il contient.

III

Citoyennes et citoyens, je ne m'illusionne pas. La défense du droit syndical ainsi comprise demande un sentiment profond de la lutte, un courage peu ordinaire, une exaltation de l'individu, une conscience de la personnalité, une ardeur au combat et une acceptation du sacrifice qui ne sont pas courants. Oui, le droit syndical exige à certaines heures quelque héroïsme! Mais c'est là sa force. Si vous deviez arriver, par de misérables parlottes, par une diplomatie parlementariste, par des intrigues de couloir, en

mendiant humblement, en vous agenouillant devant vos maîtres, à quelques satisfactions matérielles, seriez-vous grandis à vos propres yeux? Mille fois non. Vous vous seriez humiliés une fois de plus et on n'aurait jeté dans votre main tendue quelques sous que pour vous imposer silence.

Mais alors, vous ne pourriez plus parler de droit syndical! Le droit, dans le sens le plus grave du mot, est l'attribut essentiel de la personnalité humaine, et qui l'invoque ne permet pas qu'on y touche! Et son rôle est d'autant plus grand qu'il exige de nous plus d'efforts, ne l'oubliez pas!

Ainsi, deux voies vous sont ouvertes!

Ou bien vous suivrez, et je ne le crois pas, la voie traditionnelle, vous implorerez des puissances publiques protection et tutelle, vous attendrez qu'elles disposent en votre faveur de bénéfices nouveaux, et vous en serez, peut-être pour vos demandes répétées, en tout cas pour votre honte certaine.

Ou bien vous prendrez l'autre voie, la voie dangereuse: comme de joyeux combattants, vous revendiquerez de toutes vos forces vos droits en face de vos maîtres, et vous imposerez par une intervention hardie le respect de votre dignité, l'indépendance de votre personne, tout ce qui donne en un mot un sens supérieur à la vie.

A vous de choisir!

Hubert Lagardelle.

L'Enseignement primaire et le Prolétariat

Les organes nationalistes et conservateurs, les partis politiques qui y correspondent, ont accusé l'école laïque et les instituteurs d'avoir contribué, dans une large part, à assurer le succès des républicains de gauche aux dernières élections législatives ; les journaux républicains et les partis avancés ont glorifié l'école d'aujourd'hui qui a fait des générations de bons électeurs.

On ne peut nier l'influence d'un enseignement organisé par les bourgeois démocrates et anticléricaux et donné par des maîtres dévoués serviteurs de l'Etat laïque et démocratique, mais il ne faut pas l'exagérer. Il faut tenir compte des influences étrangères à l'école, qui sont plus profondes et plus fortes : celles de la famille et de la société ; il ne faut pas oublier que, pour l'ouvrier et le paysan surtout, la période de scolarité est si brève, que dans la formation d'un individu la part d'action de l'école peut être considérée comme secondaire et parfois négligeable.

Aux élections du mois de mai, la lutte s'est livrée surtout entre le catholicisme et ses adversaires ; on savait depuis longtemps que le nombre des croyants était en décroissance constante, surtout dans les campagnes, où les pratiques religieuses doivent d'être encore en honneur à la force singulièrement persistante de la tradition ; les cléricaux qui ont la majorité des femmes pour eux ne le croyaient pas. On

peut soutenir que l'école a pu arracher de l'esprit des enfants un peu de croyance par des habitudes de libre examen ou des critiques plus ou moins ouvertes des rites religieux ; mais le passage de la foi au doute et à la pensée soi-disant libre s'est fait surtout par le développement naturel de l'esprit humain, par les relations plus grandes entre les travailleurs, par un changement dans les habitudes, par l'évolution de l'économie simple à une economie supérieure, par le déplacement de la puissance politique.

Cependant, si l'on néglige les résistances passives du milieu et des habitudes familiales et sociales, pour se placer au même point de vue que les cléricaux, les démocrates et certains révolutionnaires qui croient à l'efficacité complète de l'éducation, il est intéressant d'examiner dans quelles conditions l'enseignement primaire est donné. L'Etat exerce un monopole presque de fait dans un nombre très considérable de communes ; ce monopole sera réalisé dans un délai que le manque de ressources et l'équilibre incertain d'un budget trop enflé rendent seuls un peu plus long : demain nous aurons un enseignement unitaire, un enseignement d'Etat sans concurrence possible.

L'école ,telle que nous la connaissons aujourd'hui est-elle bien à même de faire des hommes libres, capables de juger et d'apprendre par eux-mêmes ; des hommes complets, susceptibles d'exercer dans leurs professions toutes leurs facultés ; des hommes enfin pouvant poursuivre le développement incessant et naturel de leur personnalité intellectuelle, morale et affirmer sans défaillance leurs sentiments de profonde fraternité, pouvant être le type du travailleur libre et conscient ? Je suis loin de le penser et j'en conclurai, d'accord avec les observateurs impartiaux, que l'école reste dogmatique, qu'elle forme plutôt des sujets que des hommes libres et qu'elle demeure abstraite et unitaire.

I. — *L'école laïque confessionnelle.*

Les anticléricaux les plus ardents ont dénoncé à diverses reprises le caractère confessionnel de l'enseignement donné par certains maîtres ; la *Raison*, le journal de l'ex-abbé Charbonnel avait entrepris il y a quatre ou cinq ans une vive campagne contre les instituteurs cléricaux. Il eût été intéressant de procéder à une enquête sérieuse pour rechercher jusqu'à quel point l'éducation donnée au nom de l'Etat, violait la neutralité religieuse : on eût été conduit ainsi à examiner les programmes, les devoirs d'élèves, les morceaux choisis et les chants, les livres classiques et de bibliothèque. Mais les gens qui prétendent déchristianiser la France pour substituer entièrement l'autorité maçonnique à l'autorité cléricale, sont totalement dépourvus d'esprit critique et ne conçoivent pas la justice pour leurs adversaires : ils procédèrent comme il fut fait pour les fiches militaires, selon les mêmes procédés répugnants, avec cette aggravation que les dénonciateurs étaient des collègues qui bien souvent, sous le couvert de l'anonymat, trouvaient là un moyen excellent de satisfaire des rancunes personnelles. Cette campagne que l'on appela pompeusement « l'enquête » de la *Raison*, amena de nombreuses et vives protestations.

Ce qui existe vraiment, c'est que dans les programmes officiels figurent toujours en bonne place les devoirs envers Dieu, dont les ouvrages de lecture et de morale sont le reflet. L'arrêté du 18 janvier 1889, qui règle l'organisation pédagogique des écoles primaires élémentaires, s'exprime ainsi au sujet des devoirs envers Dieu :

L'instituteur n'est pas chargé de faire un cours *ex professo* sur la nature et les attributs de Dieu ; l'enseignement qu'il doit donner à tous indistinctement se borne à deux points :

D'abord il leur apprend à ne pas prononcer légèrement le nom

de Dieu ; il associe étroitement dans leur esprit à l'idée de la Cause première et de l'Etre parfait un sentiment de respect et de vénération; et il habitue chacun d'eux à environner du même respect cette notion de Dieu, alors même qu'elle se présenterait à lui sous des formes différentes de celles de sa propre religion. Ensuite, et sans s'occuper des prescriptions spéciales aux diverses communions, l'instituteur s'attache à faire comprendre et sentir à l'enfant que le premier hommage qu'il doit à la Divinité, c'est l'obéissance aux lois de Dieu telles que les lui révèlent sa conscience et sa raison.

Cette religiosité imaginée par les hauts fonctionnaires protestants de l'Instruction publique conduit naturellement le peuple à l'exercice du culte : il ne saurait se maintenir dans un déisme mystique qu'il est incapable de comprendre. Les Amicales d'instituteurs, la Ligue de l'Enseignement ont démandé à diverses reprises l'abrogation de ce chapitre des devoirs envers Dieu qui constitue en fait une violation de la neutralité de l'école en matière confessionnelle : il ne semble pas que satisfaction doive leur être donnée bientôt. Il faut ajouter qu'une très faible minorité des membres de l'enseignement seule suit encore les prescriptions officielles ; elle est constituée presque entièrement par des institutrices, dont la grande majorité dans les campagnes, se livrent encore à des pratiques religieuses, assez souvent régulières. Cela tient à l'éducation qui leur est donnée à l'Ecole normale ou au lycée et aux préjugés des familles, même républicaines, qui admettent que la religion est indispensable à la femme.

Avant le départ des congrégations, dans les nombreuses localités où existaient concurremment une école publique et une école libre, les institutrices rivalisaient généralement avec les bonnes sœurs pour donner satisfaction aux mères de famille : on récitait la prière à l'école matin et soir ; on conduisait les élèves à l'église chaque dimanche ; à l'approche de la première communion les enfants qui devaient venir à la « sainte tàble » restaient en retraite dans

une salle de classe, récitant des prières, chantant des cantiques sous la direction d'une maîtresse, etc. Ces pratiques n'ont pas encore disparu : il y a trois ans encore elles étaient générales, admises, encouragées même par l'administration qui voulait avant tout obtenir des résultats.

Actuellement le nombre des maîtres suspects de cléricalisme est de plus en plus rare ; on constate malgré tout, dans les localités dont les municipalités sont réactionnaires, une réserve exagérée des instituteurs secrétaires de mairie, une affectation de neutralité en matière religieuse.

II. — *La morale laïque officielle.*

Si l'enseignement laïque est parvenu peu à peu à s'affranchir des idées confessionnelles, il n'en est pas moins resté dogmatique ; il a servi une vérité officielle, il n'a pas su s'élever au-dessus des préjugés sociaux courants. L'école actuelle, pas plus que celle d'hier, n'est impartiale : elle est l'image de la société bourgeoise, ses principes directeurs ont été inspirés, sinon dictés par ces grands éducateurs bourgeois qui ont nom Jules Ferry, Paul Bert, Félix Pécaut, Gréard, qui possédaient peut-être les qualités de leur classe, mais en avaient aussi tous les défauts, tous les préjugés et l'égoïsme caractéristique.

Ce n'est pas ici qu'il faut entreprendre en détail toutes les critiques qui peuvent être faites contre le caractère d'un enseignement abstrait et de parti pris ; il me suffira de les indiquer brièvement.

Les idées qui imprègnent tout cet enseignement sont celles qui sont le fondement même de la société actuelle : cette société anarchique dont l'inégalité est la règle, avec toutes ses conséquences, ne peut se maintenir que par l'ordre et la

hiérarchie, — l'ordre et la hiérarchie sont représentés à l'école comme naturels et immuables. On n'admet plus qu'ils puissent être conférés par droit divin ou droit de naissance, mais on leur donne pour base l'instruction qui est regardée chez nos démocrates actuels comme un signe de noblesse donnant à ceux qui la possèdent des qualités de compétence et de domination.

Comme le dit Sorel, c'est la *petite science* qui règne, l'école primaire en célèbre la gloire, elle place les esprits bornés sous son joug étroit ; presque tous les élus du suffrage universel sont des représentants autorisés de cette fausse compétence, qui n'est qu'un hypocrite prétexte à la petite bourgeoisie d'exercer son autorité.

La morale laïque tant vantée, qui a remplacé la morale religieuse, en a conservé tous les défauts : le changement n'a été que formel. La conscience a remplacé le dieu vengeur dans les sanctions ; les prescriptions restent aussi catégoriques, le péché originel est le fondement certain de la morale courante ; c'est le triomphe du protestantisme à qui la présence de coreligionnaires aux emplois les plus hauts de l'instruction publique a permis une éclatante revanche.

On a mis en commandements, les devoirs envers la famille, la société et soi-même, les devoirs envers la Patrie. Les leçons quotidiennes qui ont lieu le matin au commencement de la classe, à la place de la prière, sont de pures démonstrations dogmatiques, suivies de résumés écrits récités au début de la leçon suivante ; on apprend ainsi méthodiquement et par cœur que l'on doit amour, respect, obéissance, reconnaissance aux parents, que la propriété est sacrée, que l'alcoolisme dégrade l'homme, etc. Toutes prescriptions catégoriques qui constituent un véritable catéchisme laïque !

La morale de l'école est officielle, elle est aussi courante, admise comme définitive et essentielle par l'opinion qui ne

discute rien, par la foule qui ne critique pas. Cette morale est hypocrite, elle représente la faute comme un péché et ne l'explique pas par des mobiles physiologiques et sociaux, elle n'interprète pas le mal comme le produit de prédispositions naturelles et des influences ambiantes.

Le rôle de l'école ne devrait pas être d'enseigner une morale toute faite : elle n'a qu'à expliquer les faits, à montrer à l'enfant les mobiles mêmes de ses actes pour augmenter sa liberté. La liberté ne s'allie à aucun dogme, à aucune vérité *a priori*, comme la fraternité ne comporte aucune exception et ne se comprend que dans la poursuite de l'égalité sociale. A la base de l'éducation actuelle, il y a la discipline, non une discipline raisonnée et consentie, mais une contrainte en quelque sorte réglementaire. Le grand vice du système scolaire de l'Etat, c'est l'autorité ; les meilleurs et les mieux choyés des élèves sont les dociles, les souples, sinon les hypocrites ; les natures libres qui ne se plient guère aux règles, sont de mauvais élèves, de fortes têtes qu'on accable de réprimandes et de pensums ; pour ceux-ci la vie est le plus souvent une revanche sur l'école, les caractères forts y trouvent un milieu bien plus favorable à leur développement. Il faudrait bannir de l'enseignement les récompenses et les punitions : croix d'honneur, bons points, images, tableaux d'honneur, tout le système d'émulation qui ne fait qu'encourager l'envie et la jalousie et vicie complètement le sens de la vie, qui ne comporte par une organisation de sanctions : pensums, lignes, retenues, etc., dont l'enfant finit par s'accommoder ou qui l'aigrissent.

L'éducation vraie se fera par et dans la liberté, à l'exclusion de toute discipline artificielle, de toute contrainte : l'enfant n'admettrait plus cette morale courante et facile qui le dispense de se créer une personnalité, il pourrait adopter une ligne de conduite qui lui permettrait d'analyser les faits intérieurs avec toute sa raison et non avec l'hypo-

crisie conventionnelle d'une opinion toute faite. Le socialisme ne pourra vraiment être une force que s'il apporte, dans l'examen des questions morales des vues particulières et profondément humaines.

III. — *L'école et les idées politiques et sociales.*

Les transformations dans le droit et dans les mœurs ne se font pas par le simple pouvoir de l'idéologie et il ne faut pas exagérer le rôle de l'école ; mais quand elle suit un courant populaire, quand elle empreigne toute la vie spirituelle de l'enfant et que celui-ci en trouve constamment la manifestation dans son entourage, dans sa vie, l'influence de l'enseignement peut devenir dangereuse ; elle peut être considérable parce qu'elle donne comme une consécration théorique à des élans à peu près instinctifs. Le culte de la patrie et des grands hommes militaires ; l'amour des conquêtes et des hauts faits d'armes, voici des preuves certaines de l'influence de l'enseignement sur les idées générales. On sait, en effet, qu'après la guerre l'éducation se fit essentiellement patriotique et guerrière, on parlait de revanche, l'école entretint le souvenir des époques glorieuses des conquêtes nationales : ce fut le moment des bataillons scolaires. Les chants, les morceaux choisis exaltaient la foi patriotique la plus ardente, Déroulède était le chantre et le poète de cette génération de batailleurs dont l'épée s'agitait dans le fourreau. L'école d'aujourd'hui se ressent encore de cette fièvre insensée : les livres de lecture courante, ceux des bibliothèques scolaires et populaires sont remplis de récits militaires, les ouvrages d'histoire traitant des guerres nationales sont ceux qui sont le plus lus : les générations actuelles sont en réalité obsédées par des faits datant de plus d'un siècle : cependant depuis il s'est produit trop de transformations

dans l'ordre politique et économique, pour que les idées s'y rapportent directement : mais les radicaux et les francs-maçons, que suivent les instituteurs, raisonnent sur des faits abstraits ; nourris de littérature et d'histoire classiques, ils ignorent les réalités actuelles : c'est le triomphe des avocats et des petits rentiers non producteurs, la grande industrie est vaincue, le prolétariat se soude au radicalisme ou poursuit plus en arrière sa marche vers son émancipation.

L'enseignement civique et historique à l'école primaire s'inspire directement des principes qui prévalent dans l'ordre politique. La forme démocratique avec ses institutions parlementaires et administratives est donnée comme un modèle ; on y répète toutes les balourdises courantes sur le suffrage universel, sur le respect des lois, sur le pouvoir de la volonté nationale ; en un mot, l'instituteur s'efforce de donner à la France républicaine de bons et consciencieux citoyens. Un bon élève de l'école primaire, à la fin de ses études, ne doit rien ignorer du mécanisme politique et administratif, il doit connaître les fonctions du préfet, sous-préfet, maire, celles du président de la République, des ministres, sans oublier le système électoral, la durée des mandats des conseillers municipaux et généraux, des députés, des sénateurs. Voici le programme pour la dernière période de la scolarité :

> Notions plus approfondies sur l'organisation politique, administrative et judiciaire de la France: La Constitution, le Président de la République, le Sénat, la Chambre des députés, la loi ; l'administration centrale, départementale et communale, les diverses autorités ; la justice civile et pénale ; l'enseignement, ses divers degrés ; la force publique, l'armée.

Aucune notion sur les syndicats, sur les lois concernant le travail, sur les coopératives, aucune explication sur ce système administratif et son rapport avec la production et l'échange ; l'enseignement du civisme, pour employer le vocable consacré, est au niveau de l'enseignement de la morale... L'école est en quelque sorte au service des doctrines

politiques et économiques à la mode, elle enseigne une morale évangélique avec ses droits et devoirs, elle exalte les systèmes administratif et constitutionnel actuels, elle est dominée en général par le souci de faire de bons électeurs, moutons anticléricaux et socialistes d'État.

L'anticléricalisme universitaire a été flagellé par Sorel dans son étude sur l'*Eglise et l'Etat*, en termes tels qu'il n'y a qu'à les reproduire ici :

Contre l'Eglise s'est constitué, sous l'influence de la presse anticléricale, un parti politico-scolastique qui prétend représenter l'Université, ou plutôt la défendre. Ce parti poursuit la domination des esprits et s'inspire trop souvent des idées étroites du XVIII[me] siècle ; il peut donc être considéré, dans une certaine mesure, comme une Anti-Eglise ; quand on parle de la lutte de l'Etat et de l'Eglise pour l'enseignement, on parle, en réalité, du conflit né entre ce parti et le parti clérical.

Beaucoup de professeurs se sont mis en tête que leur profession serait chose assez méprisable s'ils n'avaient charge d'âmes, s'ils n'étaient destinés à former les hommes de l'avenir, si leur pédagogie ne devait avoir pour effet de produire une société régénérée. Dans leur chaire, ils se considèrent comme étant des journalistes en disponibilité et ils se croient des militants chargés de défendre l'esprit moderne.

Les résultats obtenus par l'action de ce parti politico-scolastique ne semblent pas fort encourageants ; une polémique très vive s'est engagée pour savoir si l'Université forme des républicains et quelles sont les causes qui rendent stériles les efforts de de tant d'apôtres. Il y a un point qui me semble acquis : en un temps assez lointain, alors qu'on n'avait pas un si grand désir de transformer l'instruction en une sorte de génération spirituelle, au temps de la vieille Université impériale, les élèves pensaient tout aussi librement, peut-être plus librement qu'aujourd'hui ; l'enseignement de ce temps avait donc un bon résultat puisqu'il conduisait à la liberté intellectuelle.

... L'apostolat scolastique donne des résultats très mauvais pour la formation de l'esprit dans les écoles cléricales, qui sont empoisonnées de fainéantise, de snobisme et de docilité ; les mêmes conséquences ne se révèlent pas encore à un aussi haut degré dans l'Université, parce que les professeurs ne sont pas tous attelés à l'apostolat et que la variété de leur enseignement profite à la libération de l'esprit.

... Le parti politico-scolastique qui combat l'Eglise a exacte-

ment le même esprit que celle-ci ; il voudrait faire marcher le monde à son gré. Il a toutes les ambitions des anciens saint-simoniens qui prétendaient tout constituer sous la forme hiérarchique.

Chez les instituteurs, le parti des politiciens s'appuie surtout sur la franc-maçonnerie, où ils prennent le mot d'ordre ; ils ont à peu près réussi à mettre la main sur la direction des Amicales dont les membres influents, les secrétaires et administrateurs, les membres du Comité administratif de la Fédération sont en majorité des adeptes de la célèbre association secrète. Aussi les idées qui sont exprimées dans les réunions d'instituteurs ne sont-elles pas l'émanation même de préoccupations professionnelles ; elles n'ont pas un rapport direct avec la réalité concrète, elles ont surtout pour origine les tendances philosophiques des radicaux et des socialistes de gouvernement.

C'est pour cela que les Amicales d'instituteurs n'ont à peu près pas appuyé le mouvement en faveur de la conquête du droit syndical ; elles n'ont pas voulu non plus créer d'ennui au gouvernement.

Le politicien que les Amicales suivent surtout, c'est Carnaud, l'ex-instituteur de Marseille. Il y a bien parmi les jeunes quelques clairvoyants qui ont découvert depuis longtemps que Carnaud n'était qu'un politicien fort creux, dont l'influence avait été fort néfaste au développement des associations d'instituteurs, mais leur protestation est presque sans écho.

Aux dernières élections, le président et le secrétaire de la Fédération des Amicales, MM. Michel et Bontoux, les fidèles du député marseillais, avaient adressé à tous les présidents d'Amicales de France une lettre pour leur faire faire une souscription en faveur de la candidature Carnaud ; le Comité administratif a aussi patronné une œuvre imaginée

par ce citoyen: « l'œuvre de l'égalité devant l'instruction » ; cette souscription a produit plus de 6.000 francs.

Le 14 juin dernier, Carnaud interpellait le Président du Conseil sur « les mesures qu'il comptait prendre pour réorganiser sur des bases républicaines et rationnelles l'éducation et l'enseignement en France et pour réaliser l'égalité des enfants devant l'instruction ».

Dans son discours, où l'on trouve exprimées dans ce langage inintelligible, que Sorel appelle du galimatias, toutes les idées usées et communes sur l'enseignement, le député-instituteur demande que les écoles privées soient surveillées et qu'on leur impose des programmes : « Le principe que je propose aux républicains, c'est que le droit des enfants doit désormais dominer toutes les réformes et les inspirer toutes. Le Droit des Enfants ! Je voudrais prononcer les termes avec la même intonation et la même force que celle que je donne aux mots : les Droits de l'Homme... Désormais, c'est pour la jeunesse, pour son développement normal, que la République travaillera avec toute la sagesse et toute la vigilance dont elle est capable. » On peut se rendre compte par ces extraits quelle est la langue spéciale que l'on parle dans ces milieux où l'idéologie courante est à la mode. « Il faut mettre [nos plans d'études et nos programmes] d'accord avec les progrès accomplis dans notre siècle : il faut que les professeurs et les instituteurs de nos écoles soient partout les auxiliaires de la science et de la vérité... La religion du progrès est évidemment la plus belle de toutes. »

L'éloquent représentant développa ensuite son projet de l'égalité des enfants devant l'instruction. « J'ai vu avec le plus grand plaisir, dit-il, que le Gouvenement avait accepté ce principe, en introduisant dans sa déclaration une formule équivalente qui indique que désormais la fortune des parents ne sera plus exclusivement la règle d'après laquelle les enfants seront appelés à recevoir le bénéfice de l'instruction

intégrale. » Il ajoute ensuite qu'il faut augmenter progressivement le nombre des bourses. Le but poursuivi par tous ces promoteurs de « l'enseignement intégral », c'est de trouver dans le peuple les capacités nécessaires pour gouverner, c'est d'élever à la puissance politique ou administrative les enfants du prolétariat: cela peut être intéressant, mais n'a rien à voir avec le socialisme et l'émancipation de la classe productrice.

Les Amicales ont suivi Carnaud dans ses efforts dans la voie saint-simonienne ; au congrès mixte de 1904, la question de l'enseignement intégral fut longtemps débattue.

On pourrait cependant s'attacher à des besognes plus utiles ; dans les campagnes la fréquentation scolaire n'est qu'un vain mot pour la majorité des élèves qui ne viennent en classe que cinq mois de l'année ; les programmes sont surchagés de choses inutiles et orientés vers des fins qui permettent, comme je l'ai dit, à la petite bourgeoisie de conserver la puissance politique. Il importerait de rendre effective l'obligation de la scolarité et de transformer les programmes : ce sont là des préoccupations trop terre à terre pour mériter l'attention des petits savants du « parti politico-scolastique ».

IV. — *L'école abstraite.*

On a accusé avec beaucoup de raison l'école de se tenir sur le terrain des pures abstractions, l'enseignement primaire d'être de « simples humanités au rabais ». Je renvoie, pour le développement de cette partie, les lecteurs qui s'intéressent à ces questions au numéro de *Pages Libres* du 1er août 1903, consacré exclusivement aux principes de l'enseignement dans les écoles rurales (conclusions d'une en-

quête faite auprès des abonnés), dans lequel l'enseignement actuel, avec son verbalisme et son abstraction, est très sévèrement apprécié.

Ch. Guieysse était arrivé, à la suite des réponses de ses abonnés, à formuler les conclusions suivantes :

L'enseignement sera déterminé par des programmes types dont l'énoncé sera formulé par le personnel enseignant lui-même, d'après les résultats de l'expérience commune et sous l'influence des situations locales...

Les programmes ne sont pas déterminés seulement pour des enfants de 7 à 13 ans, mais pour des élèves de tout âge, depuis les plus petits jusqu'aux adultes. Ils ne se détermineront pas en s'appuyant sur une prétendue obligation qui n'est que complètement illusoire. Ils se détermineront d'après le mode de vie locale, la nature des travaux agricoles, le temps qu'il laisse libre pour la généralité des élèves. Ils prévoieront une diminution du nombre des élèves au fur et à mesure que ceux-ci grandiront en âge et que l'enseignement correspondra à des besoins de moins en moins immédiats, à une étude de plus en plus étendue des conditions de la vie à l'époque actuelle.

Dans sa forte brochure sur l'*Avenir socialiste des syndicats*, Sorel a vivement attaqué, lui aussi, l'enseignement d'Etat :

On a dirigé, dit-il, l'enseignement du peuple comme s'il ne s'agissait que de cultiver l'esprit d'un prolétariat intellectuel. (p. 85.)

L'école, pour la plupart de ceux qui s'en occupent, est considérée comme un milieu complet ; on y sacrifie presque toujours l'enseignement vrai à l'enseignement littéral. Les matières inutiles, les développements oiseux et sans intérêt, y tiennent une place considérable ; à des enfants qui vont produire des richesses sociales en y appliquant toutes leurs facultés, on ne fait grâce d'aucun détail sur la lignée des rois de France, les conquêtes, tous détails qui demeureront dans leur cerveau juste le temps qu'ils passeront sur les bancs de l'école. Il se fait ainsi une déperdition considéra-

ble des matières apprises, et ce n'est peut-être pas toujours un grand mal.

Il faudrait faire l'école à l'image de la vie et non pas un milieu spécial d'où l'enfant sort pour entrer dans la vie concrète, tout dépaysé, sans lien de comparaison pour se guider, dit encore Sorel :

> L'Etat a fait de l'enseignement du peuple une réduction de l'enseignement donné à la bourgeoisie ; et ce dernier est imité de celui que donnaient jadis les Jésuites en vue de faire de beaux discours dans les salons. Aujourd'hui il s'agit de toute autre chose que de savoir apprécier les poésies et les tableaux ; il faut produire et produire sans cesse. Il ne faut pas seulement beaucoup travailler, il faut savoir bien travailler ; il faut comprendre ce qu'on fait et être toujours aux aguets pour saisir la possibilité d'apporter quelque petit perfectionnement dans la manière de travailler (1).

V. — *L'Ecole et le Droit ouvrier.*

Comment apparaît devant le droit ouvrier la question de l'enseignement et comment déterminer les programmes nouveaux ?

Une solution qui parait avoir fait du chemin, c'est de laisser aux instituteurs le soin d'organiser eux-mêmes leur enseignement ; mais on se demande si les maîtres actuels sont bien aptes à créer des programmes répondant aux besoins de la classe ouvrière qu'ils connaissent encore peu. Il faudrait aussi qu'ils soient affranchis des dominations administratives et politiques et rien ne permet d'affirmer que cela soit, et qu'ils renoncent à exercer la part d'autorité que leur confère leur titre de fonctionnaires : or nous n'en sommes pas encore là.

(1) G. Sorel : *Avenir socialiste des syndicats*, p. 83.

On sait que les révolutionnaires repoussent vivement le principe du monopole de l'enseignement ; ils envisagent avec grande confiance l'organisation de l'enseignement par les Bourses du travail. « Le syndicat, a déclaré Sorel, se révèle, pour peu qu'on le considère avec tout son développement, comme une des plus fortes institutions pédagogiques qui puissent exister. » Dans sa *Lettre sur le projet de programme de Gotha*, Marx signale l'opportunité qu'il y aurait de créer, avec l'appui purement financier de l'Etat, des écoles autonomes.

Ces questions sont d'une importance considérable : elles méritent d'être étudiées plus en détail.

En attendant la réalisation d'un idéal si désirable, il importe que les Bourses du travail s'occupent d'organiser l'enseignement professionnel et qu'elles exercent sur l'enseignement primaire une surveillance très active, pour dénoncer les mauvais ouvrages et les violations de la neutralité.

M. T. LAURIN.

Polémiques sur le Socialisme allemand.

I

Les observations que nous avons présentées ici-même (1) au sujet de l'attitude des socialistes allemands dans la question du Maroc ont provoqué un article assez pénétrant de Bernstein dans les *Sozialistische Monatshefte*. Cet article était en quelque sorte une réponse au nôtre. Sauf quelques malentendus, Bernstein nous donne raison, quant à nos constatations *de fait*. Il confesse qu'il y avait dans ce que nous avons dit *une grande part de vérité*. Il convient que l'indifférence avec laquelle le plus nombreux parti socialiste du monde a envisagé l'éventualité d'une guerre avec la France ne pouvait que froisser à juste titre tous les socialistes des autres pays. Il reproche à la social-démocratie sa passivité, son manque total d'activité.

De ces déclarations de Bernstein, on pourrait inférer qu'il doit être animé de l'esprit révolutionnaire seul capable de réaliser cette activité, dont il déplore l'absence, et qui devrait prendre les formes les plus vives pour pouvoir paralyser les forces étatiques. Comment combattre le militarisme belliqueux de l'Allemagne chauvine sans une *action* vraiment *active* ? Mais Bernstein nous ménage une désillusion : il se refuse à tirer les conséquences logiques des prémisses qu'il pose... Il conclut au ministérialisme ! Il y a, dit-il, une cruelle antinomie dans la social-démocratie allemande.

(1) Voir le *Mouvement Socialiste* de février 1906.

son langage est révolutionnaire et son action réformiste. Et Bernstein développe sa thèse, non sans une certaine fierté : « Nous ne sommes pas un parti de révolution, mais un parti d'action légalitaire et parlementaire, et nous le devenons chaque jour davantage. » La conclusion, à son sens, c'est qu'il faut se débarrasser de toute phraséologie révolutionnaire. Ce sont ces formules grossières, pense-t-il, qui ont créé l'impuissance de la social-démocratie. Qu'elle rejette l'écorce révolutionnaire et elle acquerra alors une puissance réelle...

Il est vraiment dommage que Bernstein, si subtil, si fin, dans le diagnostic des maladies du socialisme — et tous nous avons beaucoup appris de lui — soit si superficiel, si inconséquent dans l'indication des remèdes (1). S'imagine-t-il vraiment que la classe ouvrière allemande augmentera de puissance, si elle se défait des seules qualités d'énergie et de lutte qui puissent inspirer quelque crainte au pouvoir? Croit-il que la guerre sera plus facilement conjurée quand les ouvriers allemands, non seulement en actes mais aussi en paroles, seront devenus plus dociles et plus souples ? Pense-t-il qu'il suffise de se déclarer « légalitaire » pour conquérir le monde et « réformiste » pour arrêter les guerres que veut le capitalisme? Prétendrait-il que la phrase « révisionniste » sera plus apte à désarmer les prétentions des Hohenzollern que la phrase « radicale » ? Pourquoi nous donne-t-il raison, lorsque nous critiquons la mollesse de la social-démocratie dans l'affaire du Maroc, si en même

(1) Corrigeons, à ce propos, un *erratum* qui s'est glissé dans un de nos articles paru dans le numéro 166-167 de cette revue (p. 301) et qui me fait dire que l'éloquence de Bernstein est médiocre du point de vue oratoire aussi bien que du point de vue intellectuel — *au lieu de* : non du point de vue intellectuel, mais du point de vue rhétorique.

temps il érige la tranquillité en principe ? Il faut reconnaître, à la vérité, que Bernstein — dont personne ne conteste le talent, ni le dévouement — fait preuve de bien peu de sens pratique, et que la portée est nulle de ses conseils contradictoires, dont la fin nie souvent le commencement.

II

Plus âpres que Bernstein — et moins honnêtes aussi — se sont révélés quelques membres influents de l'organisation officielle de la social-démocratie allemande à Paris, à propos des récentes conférences que nous y avons données (1). Cela se comprend.

Le « Club de Lecture » des social-démocrates allemands à Paris est assurément quelque peu mal placé pour juger. La besogne électorale, la propagande pour la réussite des divers candidats politiques du Parti aux élections du Reichstag, des divers Landtags et des divers conseils municipaux, tâche essentielle des cercles socialistes en Allemagne (aussi portent-ils généralement le titre de *Wahlvereine, cercles électoraux*) leur fait défaut. Etrangers, en France, il ne leur est pas possible de manifester leur activité dans cette voie. N'ayant, par conséquent, pas de titres de gloire propres à eux, les social-démocrates de langue allemande à Paris se voient obligés de vivre de la gloire de leurs camarades d'Allemagne ; c'est la renommée de la social-démocratie allemande, le mirage de ses victoires, de sa force, la splendeur de ses merveilles électorales qui leur donne du relief à Paris. Leur cœur, dans leur poitrine, se gonfle de

(1) Ces conférences ont été données, l'une à l'Hôtel des Sociétés savantes, et l'autre au Palais du Travail à Belleville.

fierté hautaine, presque patriotique, à l'idée d'être membres — quoique « déracinés » et sans « patrie » — du grand parti socialiste qui détient l'hégémonie, du parti *modèle*, du parti sans peur et sans reproches, maître et chef des autres mouvements mineurs socialistes. Touchez-les là, et tout l'édifice de leur raison d'être s'écroule.

Etant donnée cette mentalité, on trouvera évident que quelques membres du « Club de lecture » — surtout les chefs — n'ont pu contenir leur colère en voyant arriver à Paris un membre même de « leur » parti, ne réussissant pas à étouffer sa conscience, et qui en renonçant carrément à toute la mythologie usuelle et conventionnelle, n'hésita pas à dépeindre le mouvement socialiste en Allemagne *tel qu'il le voit*, *tel qu'il est*, avec tous ses avantages et ses grandeurs, mais aussi avec tous ses défauts. Aux yeux de ces membres du « Club de Lecture », ce camarade n'était qu'un trouble-fête, un malvenu, un mauvais drôle venant cracher sur son propre nid... et l'écho du « syndicalisme » neutraliste en Allemagne, le *Korrespondenzblatt*, répondit à leurs doléances en déclarant que ce camarade était aussi un « non-autorisé ». Misères de la vie ! Comme si ces gens-là donneraient jamais à quelqu'un l' « autorisation » de les critiquer !

Mais retournons au « Club de lecture ». Il m'a cité deux fois, pendant mon séjour à Paris, devant son très haut tribunal. La première fois, je refusai. On m'avait cité seulement la veille, en faussant même mon nom, en outrageant mes amis, en se servant de termes équivoques. La deuxième fois, je vins. A d'autres le soin de raconter l'histoire de cette séance, dédiée expressément à ma pauvre personne. Jamais dans ma vie socialiste je n'ai vu chose pareille, que chez ces « déracinés » de Paris, constitués en tribunal contre les « tendances destructives » ! Pauvres hères qui ne trouvaient pas mieux à faire pendant la crise du Maroc, que de

montrer leurs dents — assez creuses du reste — à un camarade qui faisait tout pour réunir, en un faisceau unique, l'action des deux prolétariats français et allemands.

Certes, le « Club » aurait eu, en ce temps, une tâche sérieuse et importante à accomplir. Personne mieux que lui ne se trouvait plus apte à servir de trait-d'union entre les deux mouvements ouvriers de France et d'Allemagne. De race et de langue allemande, mais vivant à Paris et en contact continuel avec la vie de France, on aurait dû croire, que c'étaient bien ces camarades qui sentiraient le devoir d'interpréter les sentiments des ouvriers français auprès de leurs camarades allemands, et d'exercer une salutaire pression sur la social-démocratie, pour lui faire quitter son attitude dans l'affaire du Maroc...

Mais rien de tout cela. Pendant les longs mois du conflit, alors que la guerre était imminente, tandis que les ouvriers français engageaient leur lutte anti-militariste, exposant leurs personnes et sacrifiant leur moyens, le « Club de Lecture » des socialistes allemands à Paris était politiquement mort. Rien ne laissait soupçonner son existence. Si fait! C'est, je crois, pendant ces premiers jours orageux de la conférence d'Algésiras, que, parcourant les journaux socialistes allemands, une note provenant du « Club de Lecture » des socialistes allemands de Paris frappa mes yeux. Avidement, croyant voir enfin quelque chose, une manifestation contre la guerre ou pour le socialisme, de ce brave « Club », je lus et que lus-je? « Avis aux citoyens qui vont à Paris! (qu'on se le dise!!) Le « Club de Lecture » des socialistes allemands, qui date déjà depuis 29 ans, a transféré ses locaux dans la rue de Valois, restaurant Senn, Palais Royal. Les pièces de ce club, situé dans l'ancien château royal et par les fenêtres duquel on jouit de la vue magnifique de jardins gigantesques, au centre de la ville, sont le rendez-vous de tous les socialistes qui savent l'allemand

à Paris... » ... Ce ton criard de saltimbanque fut le seul qui passât le Rhin durant la crise du Maroc, venant de la « section parisienne » de la social-démocrate allemande.

On comprend donc que la majorité du « Club de Lecture » allemand à Paris n'ait pas été contente de notre conduite à Paris, de nos discours, de nos paroles. Il est vrai que ce sont des questions théoriques du premier ordre qui nous séparent. Il est de notoriété que la majorité du club a été, en son temps, parmi les amis les plus ardents du millerandisme et qu'elle suit encore de nos jours une tendance aussi à droite que possible, malgré quelque phraséologie révolutionnaire contre le « sacré capitalisme ». Tout cela doit être *forcément* une cause de luttes acharnées contre des camarades de l'autre rive qui ne pensent pas comme eux ; mais cela ne saurait pas excuser l'attitude déloyale que la majorité de ce « Club » a cru devoir suivre envers moi, en attribuant à mes mots et à mes actes un sens qu'ils n'ont jamais eu. Au lieu de mener le combat sur le terrain des divergences théoriques, ils ont essayé — vainement, car en ces sortes de combats, il faut être deux, l'un qui commence et l'autre qui suit — de traîner cet antagonisme dans la boue de petites mortifications personnelles. Un réseau serré de petites calomnies — en me *faisant* dire les choses les plus monstrueuses — fut tendu. On inonda de quiproquos les feuilles syndicalistes et socialistes d'Allemagne. On appela même au secours contre moi le Parti Unifié de France en lui disant que j'avàis fait à Paris de la propagande contre lui, — mensonge inouï ! Ne pouvant pas combattre le contenu de mes conférences, on cherchait à les déformer, à y trou-

(1) Naturellement je n'en suis pas à croire que j'ai été le seul contre qui certains socialistes allemands de Paris ont daigné combattre de la sorte. Je ne sais que trop bien que d'autres aussi ont reçu leurs coups !

ver une tendance qui n'y était pas, ne pouvait pas y être, et à m'imputer le crime du « dolus eventualis. » C'est si crânement simple !

III

Pourquoi donc étais-je venu parler aux ouvriers parisiens ? Dans un *triple but* : 1° Montrer le mouvement allemand, dans toute sa vérité, *cruelle*, *brutale* même, sous ses aspects les plus intéressants à connaître ; 2° ouvrir les yeux aux militants idéalistes de France sur la véritable attitude des socialistes allemands à l'égard de la guerre et de l'antimilitarisme, en même temps que défendre ces derniers contre l'accusation exagérée de chauvinisme ; 3° plaider dans une certaine mesure les circonstances atténuantes et expliquer en partie, par le milieu où ils sont obligés de combattre, la passivité des socialistes allemands.

Que voyait-on, en effet ? Les antimilitaristes français se sacrifiaient pour leur propagande difficile et courageuse, mais stérile et unilatérale puisque les socialistes allemands ne menaient pas une action parallèle. J'avais donc à décrire aux antimilitaristes de France un tableau aussi exact que possible des conditions présentes du socialisme allemand. Si alors, en sachant tout, ils continuaient leur propagande — tant mieux pour leurs cœurs héroïques et sans doute aussi (qui peut résoudre les problèmes les plus compliqués par un simple mot d'ordre ?) pour la cause commune des travailleurs. Mais au moins jugeai-je utile, nécessaire, qu'ils *agissent en pleine connaissance de cause*. Voilà la *causa causarun* de ma conférence au Palais du Travail à Belleville, mon unique *tendance*, dictée par mon sentiment du devoir international, qui ne peut pas songer à ménager les

vanités de parti quand il s'agit du sort de milliers d'ouvriers.

Ce sont donc deux *méthodes* de comprendre les relations internationales qui se trouvent en présence. L'une, la même qui, si elle a le tort de troubler parfois le sommeil des fainéants, a au moins le mérite de la plus ample sincérité. L'autre, celle de la majorité du « Club de lecture » allemand, certainement plus prudente, glorifiant à la Tartarin les pires tarasconnades et dénigrant en même temps l'action de ses adversaires.

Otto Pohl — correspond réformiste du *Vorwaerts* révolutionnaire — un des membres les plus en vue du « Club de Lecture », qui était le premier, en faussant stupidement mes paroles, à m'accuser auprès des camarades allemands du crime de haute trahison, était le même que j'avais cru devoir dénoncer aux camarades français à cause de ses correspondances tendancieuses de Paris : dans ces correspondances, en effet, il se moquait du mouvement antimilitariste entrepris contre la possibilité d'une guerre avec l'*Allemagne* et guidé par un sentiment de droiture socialiste et de sacrifice idéaliste tout à fait admirables ; il se servait aussi, vis-à-vis de la Bourse du Travail de Paris, d'expressions telles que l'ancien correspondant du *Vorwaerts*, le camarade Boris Kritschewsky crut devoir envoyer une lettre au journal, dans laquelle, pour éviter des malentendus faciles, il déclarait que ces correspondances ne venaient pas de sa plume. Et c'est un tel détracteur du mouvement socialiste français qui se posait comme défenseur du Parti socialiste allemand à l'étranger. Et cela, contre un camarade de ce parti même, — qui n'avait d'ailleurs jamais pensé à avilir aux yeux de ses camarades de France, cette classe prolétarienne organisée d'Allemagne, dont il ne cache ni à lui-même, ni aux autres, les défauts d'esprit et les fautes de tactique, mais à laquelle il a sacrifié et ne cessera de sacrifier tout ce qu'il a de forces.

Mais ce qu'il y a de plus ridicule, c'est que les membres du « Club de Lecture » social-démocrate allemand essayent à toute force de faire croire à leurs camarades du Parti que c'est moi, méchant homme, qui ai, par mes discours de Paris, ruiné la très haute renommée dont les syndicats socialistes allemands jouissent auprès de leurs camarades français. C'est moi qui ai déchaîné les instincts des libertaires (c'est ainsi qu'on nomme les syndicalistes français !) Comme si ce n'était pas, au contraire, les syndicalistes français eux-mêmes, les Griffuelhes, les Latapie et autres qui se sont fait, *par leur propre expérience*, une idée, peut-être pas trop favorable à la vérité, des syndicats allemands.

C'est une chose dangereuse que de troubler l'entente amicale des deux prolétariats, qui doit être nécessairement constante. Le camarade Trapp (du Club de Lecture) a écrit aux syndicalistes allemands, que les ouvriers présents à ma conférence de Belleville n'avaient pas permis à deux ouvriers allemands, qui parlaient contre moi, de terminer leurs discours. Ce n'est pas exact. La vérité, c'est que l'épreuve que ces deux camarades firent subir à l'auditoire était certainement bien dure. Ils lancèrent des gasconnades, prétendant que les syndicats allemands n'étaient pas politiquement neutres, mais socialistes ; que le Bundesrat, assemblée de mandataires des princes allemands, équivalait à l'institution du Sénat français ; que la puissance du socialisme allemand était sans bornes, etc., etc.

La gasconnade, voilà l'ennemi mortel des bonnes relations des mouvements ouvriers internationaux. Moins de confiance aux vantardises des autres, c'est plus de confiance en soi-même, c'est l'action qui renaît, c'est le courage dans l'avenir, c'est le malentendu évité, c'est le combat serré de

l'Internationale du travail contre l'Internationale du capital. Malheureusement, il y a, dans le socialisme international, des courants qui en vivent.

Robert MICHELS.

Marburg, mai 1906.

LES ORGANISATIONS SOCIALES

ITALIE

Syndicalistes et Parti socialiste.

Quelques faits récents et l'imminence du Congrès national du Parti socialiste italien me paraissent rendre nécessaire la discussion des rapports que, pratiquement — je ne me placerai dans cet article qu'à ce point de vue — les syndicalistes devraient avoir avec les autres fractions du parti socialiste en Italie.

Disons-le tout d'abord : j'ai toujours pensé, pour ma part, que les syndicalistes italiens ne pouvaient pas espérer de devenir jamais la majorité dans le parti socialiste, ni même dans le prolétariat organisé. Sur le premier point, je crois que nous sommes tous d'accord dès maintenant ; quant au second point, le prochain Congrès des organisations ouvrières — si les informations qui m'arrivent sont exactes, et je n'en doute pas — nous dira si je me trompe.

« Le problème de la capacité politique des classes ouvrières, disait Proudhon en 1864, revient à se demander si la classe ouvrière, au point de vue de ses rapports avec la société et l'Etat, a acquis conscience d'elle-même ; si, comme être collectif, moral et libre, elle se distingue de la classe bourgeoise, en sépare ses propres intérêts et tient à ne plus se confondre avec elle ; en d'autres termes, possède-t-elle une idée, c'est-à-dire une notion de sa propre constitution, connaît-elle les lois, conditions et formules de son existence, en prévoit-elle la destinée et la fin, se comprend-elle elle-même dans ses rapports avec l'Etat et la nation ? » (*De la capacité politique des classes ouvrières*, Paris, 1873, p. 42.)

Répondre à ces demandes, c'est déterminer quel retentissement pratique le syndicalisme peut avoir dans la classe ouvrière. Or, il est évident que dans une société aussi mélangée, aussi divisée, bigarrée, instable et sans traditions historiques que la société italienne, où se posent encore des problèmes que d'autres pays civilisés ont déjà résolus, le

syndicalisme ne peut se développer que dans quelques groupes d'élite de la classe ouvrière, qui dépassent, en un certain sens, le niveau présent de la société italienne et s'opposent idéalement à une bourgeoisie encore bien éloignée de toute conscience de classe. La société italienne ne se comprend bien que si l'on étudie certains pays balkaniques, où apparaissent, en un relief plus accusé et dans une plus grande pureté, les caractères typiques des sociétés où la classe se dissout en fractions et petits groupes et où les luttes civiles n'aboutissent qu'à un charivari grotesque de bagarres parlementaires. C'est qu'ici nous sommes vraiment dans l'éden du légalitarisme, du réformisme et du crétinisme parlementaire, d'autant plus exalté qu'il est plus impuissant.

La récente expérience de Milan, où les ouvriers organisés après trois années de propagande nettement syndicaliste, ont abandonné la Bourse du Travail aux mains des réformistes et n'ont accordé qu'un nombre de voix dérisoire aux candidatures révolutionnaires de la Fédération socialiste, m'a convaincu de beaucoup de vérités, mais, avant tout, de celle-ci — ce qui va faire jubiler mes très chers amis réformistes — que le syndicalisme de notre pays doit apprendre la vertu de la modestie. Je m'explique.

Mettant de côté les raisons particulières qui constituent la force des réformistes, (prestige personnel, ressources financières, influence sociale, etc.), — il ne faut pas oublier que la naissance d'une véritable conscience de classe et, par suite, la diffusion des notions syndicalistes, rencontrent dans notre pays deux très grands obstacles : 1° l'existence d'une infinité de degrés intermédiaires qui, loin de séparer, confondent idéalement le prolétariat et la bourgeoisie et créent une série de *problèmes communs* à divers usages sociaux ; et 2° le vif sentiment régionaliste de nombreuses corporations ouvrières, surtout dans le Nord, sentiment que les réformistes, avec un sens politique très fin, n'ont pas manqué de largement entretenir. Or le régionalisme qui, pour une grande part, est un sentiment de dignité et de fierté collectives et qui, par cela même, fait défaut aux misérables plèbes du Midi, peut bien être à la base du socialisme, quand il se débarrasse de ses scories traditionalistes ; mais, quand il conserve son caractère exclusif et local, il crée une notion de communauté d'intérêts entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui est en opposition directe avec toute notion snydica-

liste. J'ai fait par moi-même l'expérience que, même dans un centre aussi avancé et aussi développé que Milan, le régionalisme peut être efficacement invoqué pour combattre un homme, qui pouvait répandre une doctrine considérée comme dangereuse par certains intérêts personnels et politiques.

Je ne crois pas, néanmoins, qu'il faille approuver les projets faits par certains de nos camarades, et selon lesquels les syndicalistes devraient séparer leur action politique de celle du Parti socialiste et faire bande à part. Certes, si les réformistes s'avisaient de toucher au programme fondamental du Parti et d'en changer officiellement la tactique, hélas! purement théorique, il ne faudrait plus balancer; mais ils ne le feront pas, parce que leur force consiste à paraître ce qu'ils ne sont plus : socialistes. Notre action de syndicalistes se confond avec la notion traditionnelle de la vieille tactique socialiste et nous n'avons pas besoin de la renier. La question de la représentation parlementaire de notre fraction étant, pratiquement, sans importance, nous pouvons même nous payer le luxe de tolérer, à côté de la démocratie parlementaire bourgeoise, cette sorte de parti démocratique ouvrier, qu'est aujourd'hui le parti socialiste parlementaire. Nous devons nous considérer, en un certain sens, comme non-responsables de son action.

Selon moi, nous devons partir de deux sortes de faits : le premier, c'est que le socialisme de la lutte de classe est une grande anticipation idéologique sur les conditions historiques de notre pays; le second, qui découle du premier, c'est que le Parti socialiste parlementaire ne peut être que ce qu'il est : un parti démocratique de réformes sociales. Or, à mon avis, nous n'avons aucun intérêt à empêcher que ce parti apparaisse toujours plus clairement sous son jour démocratique. Aussi je considère comme erronée toute tentative directe de diminuer *l'autonomie* du groupe socialiste parlementaire, — ce qui reviendrait à transférer au Parti tout entier la responsabilité de l'action parlementaire d'une vingtaine de personnes. Dans les conditions actuelles de la vie politique italienne, nous n'avons aucun intérêt à apparaître comme les inspirateurs de nos députés. Aujourd'hui, les députés socialistes sont réduits au rôle modeste de censeurs des mœurs déréglées de nos hommes politiques, ou de coryphées de telle ou telle constellation politique bour-

geoise. Ce pauvre petit rôle qu'ils se sont donné est si ridicule, que je ne vois vraiment pas pourquoi nous voudrions paraître leurs inspirateurs. Je pense au contraire que nous avons tout à gagner à séparer l'action du Parti de celle des députés socialistes, qui, dans les neuf dixièmes des cas, ne représentent qu'une clientèle personnelle restreinte ou de minuscules vanités locales.

Au reste, il est conforme au principe de *l'action directe* de séparer le mouvement immédiat des classes ouvrières en lutte contre leurs patrons — dont le terrain naturel est l'atelier et le marché du travail, c'est-à-dire là où se débattent des questions purement économiques — de l'action de défense générale des *conditions externes* de la lutte de classe, qui se passe sur le terrain politique et parlementaire. L'idéal serait la stricte corrélation entre la lutte de classe et le milieu politique qui l'enveloppe et, partant, entre l'action directe et l'action parlementaire du prolétariat; mais l'expérience semble démontrer que la masse électorale est réfractaire aux purs principes de la lutte de classe. Elle impose et réclame une certaine dose d'illusions démocratiques et d'espérances réformistes. On a vu dans le cas récent de *Rigola* et dans celui, un peu plus lointain, des socialistes de *Reggio*, que là où les adversaires électoraux *contraignent* le candidat socialiste, fût-ce un réformiste, à se placer sur le terrain des purs principes de la lutte de classe, le sort des urnes lui sera toujours inexorablement contraire. Durant la campagne électorale de 1904, ce sont les citoyens eux-mêmes du collège de *Vigevano* qui me suppliaient, *pour ne pas perdre le siège,* de « parler de réformes ».

A Milan, aux dernières élections politiques, j'ai suivi de près la propagande électorale de Trèves. J'ai encore sous les yeux les notes d'un de ses incroyables discours aux boutiquiers, où il leur démontrait qu'ils ne devaient pas voter pour les candidats catholiques, parce que les catholiques rendent les ouvriers tempérants et économes et, par suite, peu amis de la dépense, tandis que les socialistes, en développant les besoins des ouvriers, les poussent à dépenser davantage chez les débitants! Le socialisme est donc la panacée des boutiquiers! Et Trèves concluait: Je sollicite vos suffrages, au nom de la prospérité du commerce! Je le répète: J'ai là,

16

devant moi, sténographié dans ses parties essentielles, le discours de Trèves. J'ai fini par me convaincre qu'un socialiste ne peut devenir député qu'en dégoisant de telles balourdises. La candidature... socialiste de Turati encore, par exemple, était soutenue par un manifeste public des propriétaires de maisons de *Porta-Venezia*. Mais dans les campagne il se passe des choses encore plus mirifiques. Je connais de très piquants épisodes de la campagne électorale de mon bon ami *Calvi* dans le collège de *Valenza*, et je puis vous garantir que ce collège-là est un collège... socialiste !

Ces observations m'ont persuadé que le syndicalisme, tout en n'ayant rien à objecter, en principe, contre l'action électorale, ne peut espérer de développer jamais une action parlementaire particulière, indépendante. Je crois donc que l'action électorale ne doit pas trop préoccuper les syndicalistes et, sans aller jusqu'à se couvrir de ridicule comme les syndicalistes de *Mirandola* qui, sous le prétexte habituel de ne pas perdre le siège, ont voté pour *Agnini*, l'auteur d'un ordre du jour d'expulsion du Parti dirigé précisément contre eux, nous pouvons tolérer que les réformistes monopolisent les sièges de députés. Peut-être même la logique des choses le veut-elle ainsi, les assemblées électives n'étant pas faites pour les représentants de la lutte de classe.

Il me paraît donc que, dans l'intérieur du Parti, la fraction syndicaliste doit se donner une tâche purement éducative. Notre parti est un parti d'une incroyable ignorance. Nous avons appris notre doctrine chez nôs plus grands adversaires. Je voudrais voir les syndicalistes s'assigner comme but de réveiller le *sens théorique* des socialistes italiens, oblitéré par les excès d'opportunisme bourgeois de ces dernières années. Dans le cadre du Parti, si, pour soutenir notre action, nous avons quelque sens de l'évolution, nous pourrons nous faire notre place avec les cercles d'études sociales. Le socialisme italien ne peut être grand'chose : que ce peu soit, au moins, syndicaliste. Le surplus, c'est de la pure démocratie, sous un décor de phraséologie socialiste. Nous devons attendre avec beaucoup de patience la décomposition finale du socialisme parlementaire et légalitaire. Je conseille de suivre avec attention l'action parlementaire de Claudio Trèves. Ce nouveau député socialiste, outre que c'est *quelqu'un*, possède au degré le plus éminent le sens de l'astuce et de l'habilité politiques. Le *socialisme gouverne-*

mental gagne en lui un chef véritable, de beaucoup. mais de beaucoup supérieur par le talent et l'habileté pratique à Turati, qui est et ne sera jamais qu'un lettré gâté par son obstination à faire de la politique. Avec l'entrée de Trèves au parlement commence une *ère nouvelle* pour le socialisme parlementaire. Désormais, l'accès au pouvoir d'un socialiste est dans l'ordre des choses possibles et prochaines.

C'est pour cette éventualité peut-être très rapprochée, qui décidera du socialisme parlementaire dans notre pays, que nous devons nous tenir prêts. Pour le moment, nous devons nous contenter d'élaborer et de perfectionner notre doctrine — dans laquelle se résume tout ce qu'il y a de vivant et de vrai dans le socialisme — et d'en imprégner les groupes ouvriers capables d'arriver à la conscience de classe. Il faut éveiller la curiosité scientifique des classes ouvrières, sinon elles ne deviendront pas moins sceptiques ni moins *profiteuses* que notre bourgeoisie italienne. N'oublions pas que nous sommes dans le pays qui a corrompu jusqu'à la religion du Christ.

Il s'agit, au fond, d'une entreprise très difficile. Du prolétariat, il existe, pour ainsi dire, deux notions : la notion syndicaliste, qui voit en lui une *masse révolutionnaire*, qui ne tend pas seulement à *améliorer* son sort, mais à préparer les moyens de *supprimer* sa condition présente de prolétariat et la notion réformiste, qui, dans le prolétariat, voit une *condition de fait* dont il faut se préoccuper pour la modifier et l'améliorer par des moyens extérieurs. Convaincre le prolétariat d'agir en conformité avec la notion syndicaliste, signifie éveiller en lui ce sens héroïque dont jusqu'ici ont seules montré l'exemple les classes ouvrières de France, et aujourd'hui, à un degré plus éminent encore, les classes ouvrières russes, et qui consiste à subordonner aux grands intérêts de l'avenir les petits et illusoires avantages du présent. Ce sentiment de l'héroïsme est la seule garantie d'une humanité supérieure.

ARTURO LABRIOLA.

(*Trad. par E. Berth*).

REVUE CRITIQUE

Grandeur et décadence de Rome (1).

Je voudrais appeler l'attention sur quelques points qui me semblent particulièrement curieux à mettre en lumière dans les trois volumes que vient de publier M. Ferrero sur Rome et qui obtiennent un succès si considérable auprès du public intelligent. On commence à être fatigué du pédantisme de l'érudition germanoforme qui nous a valu tant de beaux mémoires en l'honneur de la tiare de Saïtapharnès et qui aboutit à ne plus avoir aucune représentation claire de l'histoire. Il n'a pas manqué de *savants* pour traiter M. Ferrero de vulgarisateur ; mais il y a plusieurs manières de vulgariser : il y en a une qui réduit toutes les questions à la portée des médiocres ; il y a aussi celle qui élève l'esprit de ses lecteurs jusqu'à l'intuition de la réalité. « Quand on fait attention, dit M. Brunetière, que dans l'histoire de notre littérature française, le vulgarisateur de la théologie se nomme Pascal et celui de la jurisprudence le président de Montesquieu, on s'aperçoit qu'il est donné à bien peu d'écrivains de tirer une spécialité de l'ombre des bibliothèques pour la produire au grand jour. » (*Cinq lettres sur Ernest Renan*, p. 86.)

Trois volumes ont paru jusqu'ici ; le récit s'arrête quarante ans avant notre ère ; dans le prochain volume, l'auteur nous exposera la formation de l'empire. L'ouvrage débute par un très court résumé de l'histoire de Rome jusqu'à la mort de Sylla en 134 pages, et sur ce résumé 23 pages seu-

---

(1) *Grandeur et décadence de Rome* : t. I. *La conquête* ; t. II. *Jules César* ; t. III. *La fin d'une aristocratie*, par Gugliemo Ferrero (Plon, éditeur, Paris, 1904-1906).

lement sont consacrées aux événements qui précédèrent la défaite d'Annibal. Les origines sont donc laissées systématiquement de côté ; je crois que M. Ferrero a eu raison d'adopter ce parti et de commencer son récit détaillé aux temps pour lesquels on a des renseignements un peu précis relatifs à l'économie.

I

Je suis extrêmement frappé de voir combien il est difficile de désigner les factions qui se disputaient le pouvoir à Rome par les mots qui nous servent aujourd'hui à nommer nos partis politiques ; peut-être le récit de M. Ferrero serait-il quelquefois plus clair s'il n'avait pas employé notre terminologie moderne.

La pratique du régime parlementaire a imposé certaines manières de présenter les ambitions, les convoitises ou les plaintes des groupes politiques. Une tradition que presque tout le monde respecte encore et qui semble devoir se maintenir tant que le système d'éducation classique subsistera, exige que les orateurs parlementaires prennent l'attitude d'avocats plaidant une cause dans un prétoire ; chacun fait valoir des motifs généraux fondés sur l'histoire, la morale, le droit ou la science pour prouver que son projet est le meilleur que l'on puisse adopter dans l'intérêt du pays ; la majorité se donne à elle-même l'illusion qu'elle est une sorte de tribunal statuant au nom de principes ; on s'accorde pour jeter un décor idéologique sur les intérêts particuliers, et les décisions les plus manifestement inspirées par les appétits (comme sont le plus souvent les lois douanières) sont données comme résultant d'une appréciation impartiale des mesures à prendre pour le bien public.

Sans doute il n'est pas très difficile de faire voir qu'il y a beaucoup de conventions, de sophismes ou même d'hypocrisies dans toute cette éloquence pseudo-judiciaire, que les motifs élevés servent à cacher des passions parfois très basses et que même chez ceux qui se croient désintéressés, il

y a des raisons d'agir inconscientes et susceptibles d'être rattachées à l'économie. Il ne faut cependant point croire que la forme soit négligeable ; celle que la tradition parlementaire impose à nos hommes politiques met un certain frein à leurs caprices, contribue à donner plus de régularité à leur action et les oblige à prendre certaines précautions pour empêcher que les lois ne produisent des conséquences lointaines trop fâcheuses. Il y a une énorme différence entre une assemblée parlementaire dont les membres, n'étant point liés par un mandat impératif, représentent assez vaguement les aspirations des électeurs, et une assemblée où chacun lutte pour ses propres et immédiates affaires.

On n'a donc pas tort de désigner les partis par des étiquettes idéologiques, qui non seulement correspondent bien à l'aspect sous lequel ils se présentent, mais qui sont en étroit rapport avec les résultats juridiques et politiques de leur activité. Pour les anciens, ce procédé est fort défectueux, parce que l'idéologie de leurs factions est une création tout artificielle des théoriciens qui ont voulu reconstruire l'histoire d'une manière philosophique.

Cette absence d'idéologie est particulièrement frappante pour Sylla. Nous avons quelque peine à nous représenter ce terrible dictacteur, autrement que sous les traits d'un conservateur obstiné qui veut forcer ses contemporains à rétrograder jusqu'aux temps de la vieille et glorieuse république. En fait, il n'appartenait à aucun parti ; il était arrivé tardivement au consulat et il fut obligé de se déclarer contre le parti populaire, parce que celui-ci, soutenu ou peut-être excité par les financiers, lui enleva le commandement de l'expédition contre Mithridate pour le donner à Marius. Sylla renversa le gouvernement qui s'était établi révolutionnairement, mais il se contenta d'imposer une transaction aux deux partis qui eurent chacun un consul. Quand il fut en Grèce, les amis de Marius reprirent le pouvoir, ensanglantèrent Rome par leurs proscriptions et envoyèrent une armée contre Sylla : celui-ci fit tous ses efforts pour arriver à un accord et il fallut l'entêtement de ses ennemis, poussés par les financiers, pour l'amener à employer la force. « Dès qu'il se crût en sûreté comme homme privé, dans cet empire qu'il avait gouverné en dictateur, il abdiqua cette dictature pour s'abandonner tout entier aux plaisirs et aux débauches

qui finirent par l'user. » (Tome I, p. 132). Pour assurer sa sécurité et celles de ses compagnons il dut recourir aux mesures les plus violentes. « Ses ennemis l'avaient trop haï et persécuté lui même; Sylla avait hâte de retrouver ses loisirs et il voulait en finir vite » (p. 128). Il essaya d'empêcher le parti de Marius de renaître au moins pendant un certain temps: Sylla était trop intelligent pour s'illusionner sur son œuvre qui fut « le triomphe orgiaque et sanguinaire d'une oligarchie d'assassins, d'esclaves, de nobles besogneux, d'aventuriers sans scrupules, d'usuriers rapaces, de soldats mercenaires » (p. 132).

L'habitude que nous avons de tout rapporter dans l'histoire à des idées, a conduit à attribuer à l'épisode des Gracques une portée qu'il n'a point. Il eût été fort utile de réduire l'encombrement de Rome en colonisant l'Italie ; mais nous savons, par de nombreuses expériences modernes, qu'il est très difficile de ramener aux champs des populations urbaines; pour réaliser un tel plan il aurait fallu qu'un gouvernement très fort pût demeurer de longues années au pouvoir, mais les Gracques passèrent comme des météores ; il ne me parait pas bien certain que leur histoire nous soit parvenue pure de légendes imaginées par des philosophes. Tibérius fut, semble t-il, un rêveur, un idéaliste corrompu par les livres des sophistes, un aspirant à la tyrannie conçue suivant le type hellénique ; son passage aux affaires est surtout remarquable par le coup d'Etat grâce auquel il se débarrassa de l'opposition d'un tribun du peuple en le faisant déposer. On peut d'autant mieux l'accuser d'avoir été un imitateur des tyrans que son meurtre fut approuvé par son beau-frère Scipion Emilien (p. 64) ; or on nous présente celui-ci comme « un homme supérieur, un noble caractère ; ami et disciple favori de Polybe — le grand penseur qui lui avait ouvert tous les secrets de sa profonde science historique, — un des rares hommes habiles, forts et consciencieux de la noblesse dégénérée et le seul grand général intelligent et énergique de sa génération » (p. 57). Quant à Caïus, il occupa seulement le pouvoir durant deux ans et les seules grandes mesures durables qu'il fit aboutir, furent favorables à la puissance déjà énorme que possédaient les financiers ; en sorte que M. Ferrero a pu dire que « le sort de sa réforme

fut étrange. Elle devait être un remède et elle devint un poison » (p. 75).

César ne paraît pas avoir été non plus ce que les modernes nomment un grand homme d'Etat. « Les traditions de sa famille et son ambition le poussèrent dans la politique, c'est-à-dire dans l'épreuve la plus dangereuse pour un homme de génie, parce que c'est celle où il arrive le plus souvent que l'effet ne correspond pas à l'effort, par suite de circonstances imprévoyables... César put devenir un grand général, un grand écrivain, un grand personnage, mais non un grand homme d'Etat... Le rôle historique de César ne fut pas celui d'un grand homme d'Etat, appelé à remettre l'ordre dans le chaos de son époque ; mais celui d'un grand homme d'action, appelé à personnifier et à activer toutes les forces révolutionnaires de l'époque mercantile en lutte avec les traditions de la vieille société agricole... Je ne crois pas, dit encore M. Ferrero, qu'on puisse comprendre César, si on ne voit pas que son rôle, comme celui de Pompée, de Crassus et de tous les contemporains qui ont réussi, devait être surtout celui d'un destructeur (t. II, p. 391-393). Autrement dit, l'idéologie est absolument absente de cette histoire.

On doit être très frappé de voir quelle place énorme occupe le hasard dans la vie de César ; ses expéditions furent le plus souvent des improvisations, et elles furent heureuses bien plus par l'impuissance de ses adversaires barbares que par l'effet de vrais calculs ; M. Ferrero a pu dire que les Helvètes eurent pendant vingt-quatre heures entre leurs mains les destinées de l'Europe, car ils se retirèrent après le combat de Bibracte, alors qu'ils pouvaient vraisemblablement écraser les Romains (p. 21). En l'an 57, César déclara la Gaule conquise, en vue de frapper l'imagination des Romains : « A Rome, le succès immédiat, obtenu même par des expédients pleins de dangers lointains, était la loi suprême des partis ; et une fois engagé dans cette lutte où les partis étaient obligés d'impressionner le public par de violentes charlataneries, César en arriva à imaginer le plus téméraire de ces expédients, la plus grande de ces charlataneries » (p. 49). Il fut entraîné ensuite à traiter les Gaulois avec une dureté excessive, dans l'espoir que cette prétendue annexion ne serait pas trop démentie par les faits et il prépara ainsi la révolte de Vercingétorix. Il eut la

chance de réussir parce que ses adversaires étaient généralement ineptes ; à la bataille de Pharsale, Pompée semble avoir agi comme un véritable aliéné ; « il perdit la tète, abandonna le commandement, s'enfuit presque seul dans le camp, criant aux soldats de le bien défendre... Pompée, qui s'était retiré sous sa tente, se leva en entendant les cris qui annonçaient l'approche de l'ennemi ; il sauta à cheval et partit au galop... L'épreuve terrible dont, selon l'opinion commune, dépendait le sort du monde, avait été une bataille courte et peu sanglante » (p. 315-316).

Après la mort de César les premiers personnages du drame agissent comme s'ils se décidaient au sort des dés ; toute leur conduite est incompréhensible. Les grandes batailles de Philippes sont au moins aussi singulières que celle de Pharsale. Brutus aurait parié de ruiner son parti, il n'aurait pas agi autrement qu'il ne fit alors ; l'armée des triumvirs triompha contre toutes les prévisions raisonnables.

Les théoriciens qui cherchent à expliquer les faits historiques comme on explique des phénomènes naturels, perdraient évidemment leur temps à vouloir débrouiller de telles énigmes ; et alors qu'ils y parviendraient, ils auraient réussi seulement à mettre en évidence certains traits de caractère des acteurs, ce qui est sans intérêt pour la postérité.

II

A. — Dans les luttes que soutenaient entre elles les factions romaines, les financiers ont eu une très grande place et il est remarquable qu'ils aient été généralement favorables au parti de la plèbe. Caïus Gracchus se concilia leur amitié en mettant à leur disposition de grosses fermes de revenus publics en Asie et en leur remettant le haut pouvoir judiciaire (t. I, pp. 69-70) ; les tribunaux appelés à juger les gouverneurs de provinces furent formés de chevaliers ; c'est à peu près comme si l'on recrutait la Cour de cassation parmi les fournisseurs militaires, les anciens entrepreneurs de Panama et les propriétaires de journaux financiers. Trente ans plus tard, Rutilius Rufus, « conservateur sans tache et

sans peur, honnête homme, ennemi des démagogues et des capitalistes », fut condamné pour concussion ; il avait commis le crime de réprimer « avec énergie les abus des financiers italiens ». Le tribun Livius Drusus, soutenu par une partie de la noblesse, essaya alors de faire révoquer la loi de Gracchus et de faire donner le droit de cité aux Italiens (qui espéraient pouvoir mieux se défendre contre les exactions des usuriers quand ils seraient citoyens romains) ; il fut assassiné (pp. 102-103).

Ce crime provoqua la grande révolte de l'Italie ; on fut amené, pour pacifier le pays, à exécuter en partie les réformes de Drusus en 90 et 89. Les chevaliers, qui avaient déjà été favorables à Marius quand celui-ci s'était déclaré pour la plèbe (p. 89), aidèrent Sulpicius Rafus à faire une révolution qui donna pour quelques jours le pouvoir à Marius (p. 110). Lorsque Sylla voulut se réconcilier avec le parti populaire, cela lui fut impossible, parce qu'il avait modifié la perception des impôts d'Asie au détriment des financiers romains.

Les opérations de Lucullus furent entravées par les intrigues des chevaliers, parce qu'il avait voulu mettre un frein à leurs excès ; il finit par perdre son commandement (p. 229, 235, 256), et ses ennemis firent donner à Pompée la direction de la guerre contre Mithridate (p. 262 263).

Le rôle de Crassus est tout à fait singulier ; cet homme appartenait à une très grande famille ; il avait servi sous Sylla et il possédait une énorme fortune ; mais voulant se faire donner la mission fructueuse de conquérir l'Egypte, il s'unit à César et entra avec lui dans des intrigues fort louches, soutenant par exemple la candidature de Catilina contre celle de Cicéron (p. 289). Ce fut Crassus qui sauva Clodius, accusé de sacrilège, en achetant les juges (p. 346) et Pompée ne put devenir consul en l'an 55 que grâce à une réconciliation que le richissime capitaliste put ménager entre Pompée et Clodius, l'un des plus violents démagogues dont l'histoire ancienne fasse mention (t. II. p. 68).

Il n'y a là rien de bien extraordinaire. Les hommes qui voulaient gagner beaucoup d'argent ou les hommes très riches qui voulaient des honneurs, étaient obligés d'acheter la protection soit d'une noblesse obérée et affamée d'or, soit de démagogues. L'expérience montre que ce deuxième sys-

tème est presque toujours le plus économique et le plus sûr ; nous voyons aujourd'hui beaucoup de grands banquiers essayer de s'approprier le socialisme qui leur semble devoir être moins exigeant que les républicains modérés.

B.—Pour que les démagogues puissent vendre ainsi leur influence, il faut qu'ils aient à leur disposition des organisations capables de gouverner les masses ; lorsque, par exemple, en l'an 101, Marius, voulant obtenir un sixième consulat, entra dans la lutte des factions et s'entendit avec Saturninus et Glaucia, il faut bien supposer que ceux-ci avaient à leur disposition une force électorale (t. I, p. 99). Je crois que longtemps avant Clodius existait, à l'état embryonnaire, quelque chose d'analogue à ce que cet agitateur réalisa, d'une manière parfaite, avec l'aide de César : des sociétés à la fois ouvrières et électorales, des bandes prêtes à prendre les armes au premier signal. Rome connut alors les beautés d'un régime analogue à celui que la Tammany-hall impose à New-York (p. 382). De pareilles organisations subissent des périodes de décadence quand le *boss* disparaît ; mais tant qu'il est là, il peut disposer de ses hommes, comme il l'entend : Clodius, s'étant fâché avec Pompée, put vendre sa force aux nobles (t. II, p. 46) ; ses palinodies ne l'empêchèrent point de demeurer un héros populaire : quand il eut été tué par la bande de Milon, le peuple se souleva (p. 132), et huit ans plus tard « la raison principale des désordres aux funérailles de César fut le souvenir des funérailles de Clodius » suivant Plutarque (t. III, p. 30).

C. — Les réformes militaires de Marius amenèrent sur la scène une nouvelle force. L'armée avait donné, depuis longtemps, des preuves de faiblesse, parce qu'il était difficile d'imposer une discipline sérieuse à des citoyens qui pouvaient se venger de leurs chefs dans les élections ; les officiers avaient été obligés de laisser leurs soldats « amener aux camps des esclaves, des maîtresses, s'énivrer, prendre des bains chauds, commettre des cruautés et des rapines, fuir les fatigues et les dangers, de sorte que la lâcheté et la bassesse éclataient dans toutes les armées » (t. I, p. 51). De graves échecs avaient montré la nécessité de quelque réforme, la guerre de Jugurtha en provoqua une radicale : Marius ne trouvant pas assez d'hommes dans les classes de proprié-

taires « prit ses recrues dans la plèbe infime et pauvre des villes et des champs, sans se rendre compte probablement de tous les changements qu'une semblable innovation entraînait dans l'organisation militaire et dans la politique de Rome (p. 86). »

Ce fut Sylla qui inaugura la nouvelle manière de conduire les armées. Quand il fut privé de son commandement au profit de Marius, il put marcher contre Rome, après s'être assuré par des promesses de la fidélité de l'armée (p. 113). Ses hommes ne l'abandonnèrent point durant le terrible siège d'Athènes, bien qu'il eût été déclaré ennemi de la patrie. « Sylla comprit le premier que les nouvelles légions devaient être considérées et traitées comme de véritables milices mercenaires, retenues de longues années sous les armes, soumises à une discipline sévère, mais grassement payées » (p. 112). — Un peu plus tard, il acheta l'armée de Fimbria qui représentait en Asie le parti de Marius (p. 122). Ce fut pour se procurer « le moyen d'entretenir par d'énormes présents la fidélité des légions » qu'il fit des réformes dans la perception de l'impôt asiatique et s'aliéna ainsi les financiers de Rome.

Lucullus ne sut point se plier à ces exigences nouvelles, les soldats trouvaient le service trop pénible et trop peu lucratif sous ses ordres ; il refusèrent plusieurs fois de marcher et finalement il fut abandonné lorsque Pompée fut envoyé pour le remplacer (p. 265).

Après la mort de César, ce fut bien autre chose ; M. Ferrero a un chapitre intitulé : « les vétérans à l'encan ». Antoine promet aux légions de Brindes quatre cents sesterces par homme ; « mais les soldats s'attendaient à beaucoup plus ; le discours terminé, il y eut des éclats de rire, des cris, des invectives » (t. III, p. 131). Quelques temps après, Octave achète deux légions au prix de deux milles sesterses pour chaque homme (p. 146-147). Brutus ayant intercepté un énorme envoi d'argent fait d'Asie sur Rome, put aquérir les légions qui se trouvaient en Grèce et fournir ainsi aux conservateurs stupéfaits une armée (p. 174).

Il devenait par là de plus en plus évident que la constitution traditionnelle n'était plus qu'un décor pompeux et que le véritable pouvoir devait passer en d'autres mains que les mains qui étaient supposées en avoir le dépôt. Nous allons

maintenant examiner comment se reconstruisit l'idée de l'Etat.

III

Il faut, tout d'abord, se faire une idée bien claire de l'importance de la guerre dans l'économie des Romains : ce qui se passa après les victoires des Scipions, permet de comprendre parfaitement la situation. Les adjudications de travaux publics, de fermages d'impôts et de fournitures militaires avaient, pendant quelques années, répandu la richesse et l'aisance dans une foule de familles (t. I, p. 28) ; mais de 168 à 154, les bonnes affaires manquèrent : « Les fournitures militaires furent rares et les gains extraordinaires que la noblesse et les paysans apportaient chez eux diminuèrent. De même, les travaux publics restèrent stationnaires quand, au bout de trente ans, on eût terminé les grandes entreprises nécessaires à la nouvelle situation de Rome en Italie. La spéculation sur les terrains publics s'arrêta, parce que la plus grande et la meilleure partie de *l'ager publicus* était déjà affermée, divisée entre des colonies ou volée par des familles puissantes. Le commerce fit des progrès moins rapides quand les gains subits se furent faits plus rares ; la génération qui vint après la guerre de Persée ne connut pas, comme les générations précédentes, les enrichissements faciles et rapides » (p. 45).

Lorsque les petites villes italiennes ne recevaient pas une certaine aisance par suite de l'apport du butin, les campagnes environnantes souffraient, parce qu'elles ne pouvaient vendre leurs produits agricoles. Le passage fréquent des armées par la voie Emilienne semble avoir été une cause particulière de prospérité pour la région voisine, qui pouvait bien vendre ses marchandises (p. 47). Ainsi, l'agriculture se trouvait largement dépendre de l'Etat et cette dépendance ne put que s'accentuer au fur et à mesure que

la culture devint plus riche et fut davantage dirigée en vue des marchés.

Caïus Gracchus semble s'être proposé de restaurer la prospérité de l'ère des Scipions, en profitant de la bonne aubaine que présentait le legs fait par Attale qui donnait son royaume de Pergame au peuple romain. Le Trésor ayant désormais de grandes ressources, il s'agissait de dresser un grand programme de distribution assurant des profits à toutes les classes de la cité. « Le peuple romain était maintenant une petite oligarchie de propriétaires, de banquiers, d'entrepreneurs, de marchands, d'artisans, d'aventuriers et de loqueteux, avides de plaisirs et d'excitations, de gains subits, orgueilleux, turbulents, corrompus par la vie de la ville » (p. 68).

Caïus « proposa d'instituer dans la province d'Asie l'impôt romain de la dîme sur tous les produits, l'impôt de la *scriptura* ou affermage des terrains publics, l'impôt des *portoria* ou douanes ; mais il ajouta que la perception de ces impôts serait affermée, non pas à des capitalistes de la région, comme on faisait en Sicile, mais à Rome, par les soins des censeurs et à des capitalistes italiens. » Il faisait ainsi l'affaire des chevaliers, auxquels il donnait encore le pouvoir judiciaire (p. 70). Cette conduite est d'autant plus remarquable que son père, Sempronius, avait transformé l'impôt espagnol dans un esprit tout opposé, en introduisant une « contribution moitié en numéraire et moitié en nature, qui était recouvrée par les gouverneurs. » (p. 38).

Il proposa un grand projet de routes à construire « à la fois pour donner du travail aux entrepreneurs et aux ouvriers et pour favoriser la vente des produits agricoles. » Il transforma l'approvisionnement de Rome en service public, ce qui écartait « cette demi-disette qui se voyait même pendant les années d'abondance... Il pensait peut-être aussi que les grands achats publics de blé dans toute l'Italie feraient l'affaire des propriétaires et qu'en décrétant à Rome la construction de vastes greniers, on aurait donné du travail aux entrepreneurs et aux ouvriers. » La loi agraire ne semble avoir été qu'un accessoire et un moyen de se rendre populaire (p. 71). Durant son second tribunat, il fit décréter la fondation à Squillace, à Tarente, à Carthage de « trois colonies formées non pas d'indigents, mais de

gens aisés, marchands ou capitalistes, à qui on aurait concédé de vastes territoires pour les engager à quitter Rome » (p. 73).

Il semble bien que César ait eu des idées fort semblables à celles de Caïus ; il regardait la conquête de la Perse comme un des éléments essentiels de sa politique. « Avec l'argent des conquêtes, [les triumvirs] exécuteraient de grands travaux publics à Rome et en Italie, feraient gagner les entrepreneurs, les marchands, les ouvriers, les soldats, achèteraient le monde politique et le Sénat, s'occuperaient avec une splendeur sans pareille des amusements du peuple » (t. II, p. 68). Ce projet l'occupa encore durant les dernières années de sa vie : « Sa pensée unique, suprême, absorbante était la guerre de Perse. Il ne voulait, il ne pouvait prendre le repos dont il avait besoin. La Perse fabuleuse l'appelait » (p. 372). La conjuration fut surtout déterminée par l'idée qu'on se faisait du pouvoir extraordinaire qui résulterait pour César de cette conquête. « Ce complot... doit être considéré comme une véritable alliance du reste du parti conservateur avec l'aile droite du parti césarien pour empêcher l'expédition de Perse. La conspiration eut un si grand succès que vers le 1er mars soixante sénateurs, d'après certains écrivains, quatre-vingts d'après d'autres, y étaient entrés » (p. 395).

En définitive, le vrai caractère de l'économie romaine était celui d'un capitalisme d'Etat qui aurait pu faire l'admiration de Bismarck, si Rome eut possédé une bureaucratie capable d'en assurer le bon fonctionnement. M. Ferrero fait remarquer que les pays modernes diffèrent prodigieusement des anciens au point de vue des sources de la richesse : aujourd'hui l'industrie est si puissante qu'elle trouve dans son sein de quoi toujours augmenter sa productivité, tandis qu'autrefois il fallait avoir recours à la guerre pour pouvoir assurer la prospérité d'une oligarchie semblable à celle de Rome.

D'autre part, il existait une singulière contradiction entre l'état de l'armée et de l'administration romaines et ce qu'elles auraient dû être pour faire fonctionner un tel système : « Tous les services publics étaient dans un désordre d'autant plus effrayant qu'à Rome toutes les fonctions étaient électives et qu'il n'y avait pas une bureaucratie stable, semblable à celle des Etats modernes qui, au milieu de la mêlée

des partis, continue, presque mécaniquement, à remplir les fonctions nécessaires » (t. I, pp. 406-407).

Le consulat de César constitua une tentative fort singulière pour créer un nouveau système de gouvernement indépendant des vices de l'ancienne constitution ; le consul Bibulus avait été réduit à lancer contre son collègue des proclamations qui amusaient les badauds et ne gênaient pas César (pp. 370-371). « César, Pompée et Crassus s'entendaient pour administrer l'empire à l'intérieur et à l'extérieur, pour distribuer les charges, préparer les lois, discuter les dépenses du budget public, faisant tout approuver par les bandes de Clodius et par quelques sénateurs complaisants qui, dans des séances presque vides, continuaient la fiction du gouvernement parlementaire » (pp. 411-412). — « La majorité des sénateurs ne songeaient qu'aux honneurs, à l'argent et au pouvoir ; ils se rangèrent du côté des plus forts et s'éloignèrent en foule de la petite fraction des conservateurs intransigeants, qui étaient dirigés par Caton » (p. 367).

Ce premier triumvirat me semble devoir être rapproché des gouvernements de cabinet qui se sont constitués dans les monarchies parlementaires. Une coalition d'hommes puissants impose sa volonté à la couronne et au parlement ; on pourrait même dire qu'elle façonne l'opinion publique par la presse sur laquelle un conseil de cabinet a toujours des moyens d'action très sérieux. Il n'y a évidemment aucune ressemblance entre la réalité et la théorie constitutionnelle ; les chambres qui sont supposées représenter le pays et gouverner par l'intermédiaire du cabinet, sont impuissantes contre lui tant qu'il ne fait pas trop de sottises ; leurs membres sont plus occupés à lui demander des faveurs qu'à les contrôler. Un cabinet est un pouvoir indéterminé en force et en durée ; il tombe quand il a soulevé contre lui beaucoup de petits intérêts ; alors la presse lui échappe, beaucoup de gens prudents commencent à chercher quelle coalition nouvelle aurait chance d'aboutir, des discordes s'introduisent parmi ses partisans. Il arrive un moment où, par suite de l'accumulation de beaucoup de petites causes, le cabinet fait la culbute ; alors les gens graves déclarent qu'il avait perdu la confiance du pays et ils déterminent doctoralement les raisons pour lesquelles il ne méritait plus cette confiance.

IV

A. — Après la première guerre de Mithridate, la situation de l'Asie changea considérablement ; la proie ne fut plus aussi riche ; cependant elle attira encore les capitalistes italiens malgré le danger que leurs biens et leurs personnes pouvaient courir dans ce pays. Le roi du Pont s'était fait, en l'an 88, le chef d'une grande insurrection populaire et on avait massacré cent mille Italiens. Il remettait les dettes à leurs débiteurs et partageait le butin entre les villes et son trésor (t. I, p. 109) ; au début de la seconde guerre en 74, il essaya de réveiller les mêmes passions, mais sans réussir aussi bien que la première fois (p. 175). Les conditions historiques rendaient toujours indispensable l'intervention de financiers pour permettre aux villes et aux particuliers de s'acquitter des énormes contributions qui leur avaient été imposées par Sylla (p 149-150).

Les très fructueuses aubaines n'existant plus, le personnel des capitalistes s'était modifié : « Les grands capitaux se retiraient des affaires, les fils, les neveux, les petits-fils des chevaliers qui avaient amassé des millions dans le demi-siècle qui avait suivi la mort du Caïus Gracchus, jouissaient paisiblement en Italie, comme Atticus, des patrimoines dont ils avaient hérité ; et sur les derniers débris de l'ancienne richesse asiatique s'acharnait maintenant une foule de petits usuriers, qui travaillaient avec des capitaux modestes » (t. II, p 64). Tel est le tableau que nous trace M. Ferrero pour le temps de la conférence de Lucques, alors que César décida l'expédition de Crassus en Perse (en 56). De là résultent deux conséquences très importantes.

1° « Cette classe de grands financiers très riches. très cultivés. très influents, qui avaient formé la plus grande puissance politique de l'État romain depuis les Gracques jusqu'à Sylla, avait presque disparu, et affaiblie d'abord par les meurtres et les confiscations de Marius et de Sylla, enervée, pendant les vingt-cinq dernières années, par le manque de grandes affaires et le désir de jouir de la richesse qui appa-

raît toujours chez le fils de ceux qui l'ont amassée » (p. 64). Il ne faut donc pas s'étonner de l'indifférence politique que l'on rencontre dans les hautes classes ; Atticus, malgré sa prodigieuse fortune, ne chercha point à influencer la politique romaine, il s'arrangea de manière à obliger des gens appartenant à tous les partis et à se réserver ainsi des protecteurs en cas de révolution ; il réussit assez bien, car « Antoine, qui lui était reconnaissant d'avoir secouru sa femme et ses amis aux heures difficiles, s'opposa à sa proscription » (t. III, p. 229). Toute la morale politique de ce temps se trouve dans cette phrase d'une lettre d'Atticus à Cicéron : « Si la république est perdue, sauvons au moins notre patrimoine » (p. 119).

2° Les usuriers ignorants et médiocres ne pouvaient exercer qu'une influence très secondaire et se trouvaient à la discrétion du gouvernement dont ils avaient constamment besoin pour faire leurs opérations.

Nous savons par l'administration de Cicéron en Cilicie, comment les choses se passaient : « Partout on cherchait à extorquer de l'argent aux misérables débiteurs à bout de ressources à l'aide de soldats ; des cruautés et des violences terribles étaient commises à chaque instant » (t. II, p. 214). Au moment où Cicéron allait gouverner la Cilicie, les Parthes, vainqueurs de Crassus avaient envahi l'empire, et cependant on avait continué à éparpiller l'armée en petits détachements au service des usuriers italiens ; « dans cette dispersion de l'armée, trois cohortes avaient été perdues et personne ne savait ce qu'elles étaient devenues » (p. 198). On comprend qu'en présence d'une telle situation, les hauts fonctionnaires romains aient cru pouvoir agir en maîtres et réduire les prétentions d'usuriers qui n'étaient pas fort redoutables et qui ne pouvaient rien sans leur aide. Cicéron ne voulut pas mettre les troupes à la disposition des créanciers pour leur faciliter le recouvrement de leur argent et il déclara qu'il ne reconnaîtrait pas d'intérêts supérieurs à 10 p. 100 par an. Cette mesure lui attira une méchante affaire parce que Brutus avait prêté à la ville de Salamine à raison de 48 p. 100, par l'intermédiaire de deux agents d'affaires ; Brutus ne voulait pas perdre le fruit de cette vertueuse opération et Cicéron n'osa pas trancher le différend (p. 216-217).

On voit très bien que la conduite des gouverneurs dépendait de la personnalité des financiers ; ce que Cicéron fit en Cilicie, César l'avait fait pendant son gouvernement d'Espagne ; il semble, il est vrai, que les Espagnols n'y gagnèrent pas beaucoup : il réduisait les dettes des villes contractées pendant la guerre de Sertorius auprès de capitalistes italiens, mais il se faisait donner de grosses sommes d'argent pour reconstituer son patrimoine (t. I, p. 352). « En Macédoine Pison accordait facilement pour de l'argent, des réductions d'intérêts aux villes endettées ; en Syrie, Gabinius donnait toujours tort aux capitalistes italiens et il leur faisait toutes les vexations possibles pour leur persuader que l'Italie était un pays plus favorable que la Syrie à l'emploi des capitaux » (t. II, p. 65).

On comprend que cette situation tendait à singulièrement accroître l'idée qu'on devait se faire du pouvoir de l'Etat en matière économique. Catilina avait pu acquérir une immense popularité en prenant pour programme l'abolition des dettes et il avait trouvé des partisans dans toutes les classes ; il y avait avec lui « tout un cortège de gens frivoles, de faméliques, de déclassés, qui se préparaient à exproprier les riches, comme si c'était la chose la plus facile du monde et qu'on pût faire à son aise, au moyen de lois approuvées par la majorité dans les comices » (t. I, p. 310-311). Au temps de la révolution faite par les amis de Marius, on avait supprimé les trois quarts des dettes (en l'an 86) : Sylla n'avait pas touché à cette mesure révolutionnaire qui avait surtout frappé les chevaliers, ses ennemis. Catilina qui avait été un des auxiliaires du dictateur, trouvait naturel de dépouiller, encore une fois, les capitalistes ; on sait comment il échoua; mais M. Ferrero estime que cet épisode marque le dernier effort de l'ancienne puissance politique de la haute finance à Rome (t. II, p. 65). Il est, en effet, remarquable que beaucoup de lois furent faites alors contre la ploutocratie.

En l'an 58, le consul Gabinius fait décider qu'il était défendu « aux Italiens de prêter de l'argent hors de l'Italie, pour obliger le capital à rester dans la péninsule et en diminuer l'intérêt aux profits des débiteurs » (p. 38). En l'an 51, le Sénat réduisit le taux de l'intérêt à 12 p. 100 et supprima l'intérêt composé ; « au bout de dix ans, il en venait donc, en l'atténuant, à la politique de Catilina » (p. 194). Pendant

sa première dictature, avant Pharsale, César fit une loi permettant de liquider les dettes par l'abandon des biens estimés à la valeur qu'ils avaient avant la guerre civile (p. 302). En l'an 47, Dolabella aurait réussi à faire voter l'abolition des dettes si Antoine n'avait pris le forum d'assaut (p. 333). Quand César rentra d'Egypte, il adopta une partie du proget de Dolabella ; il ordonna que les petits loyers seraient abandonnés pendant un an, il fixa un maximum aux hypothéques et obligea les capitalistes à mettre une partie de leur avoir dans les biens fonciers (p. 338).

Ainsi se dessinait un régime que les modernes appelleraient un socialisme d'Etat, ayant pour objet d'atténuer les misères sociales et qui avait pour effet de ramener toute l'économie à une volonté sage, bienveillante et souveraine. L'Etat n'était plus cette mécanique juridique qui fonctionne automatiquement et qui frappe sans connaître les personnes ; il devenait, de plus en plus, une personne et ainsi tout l'empire romain se préparait à obéir à un maître.

B. — Un des faits les plus singuliers qui se produisirent vers ce temps semble être le rôle d'un vétérinaire à demi fou, nommé Erophile, qui se fit passer pour le petit-fils de Marius et qui devint très puissant peu avant la mort de César. « Il était choisi comme patron par les municipes, par les colonies de vétérans, par les *collegia* d'ouvriers, il avait même formé autour de lui comme une cour et il osait traîter d'égal à égal César et les grands. » César l'éloigna de Rome (p. 386) ; il revint après la mort du dictateur et il éleva un autel à l'endroit où César avait été brûlé : « ayant réuni une poignée d'aventuriers, il allait de quartier en quartier, en réclamant la vengeance du dictateur et en poussant le petit peuple à tuer Brutus et Cassius » (t. III, p. 44). Le culte qu'il avait ainsi improvisé eut un énorme succès : Antoine, effrayé de la tournure que prenaient les choses, fit mettre à mort Erophile au bout de quelques jours (p. 45) et Dolabella détruisit l'autel un peu plus tard (p. 60). Cependant, ce fut Erophile qui finit par avoir raison, car au bout de quelques mois, il fut question « d'inaugurer officiellement le culte de César » (p. 117). Les triumvirs « firent enfin voter une loi qui déclara Jules César *divus* et par laquelle on décidait non seulement de relever l'autel d'Erophile, mais d'éle-

ver à César un temple sur le forum, à l'endroit même où il avait été brûlé » (p. 245).

Suivant M. Ferrero, il faudrait voir ici l'influence des Orientaux qui étaient nombreux à Rome et qui étaient habitués à adorer les rois comme des dieux (p. 45 et p. 245). Je me demande comment il se fait que les Orientaux n'aient pas, du même coup, fait évanouir la répugnance que les Romains éprouvaient pour le nom de roi. Je crois qu'il faut s'expliquer le culte de César d'une autre manière plus en rapport avec les traditions romaines.

La plèbe avait conservé un respect superstitieux pour les représentants des familles historiques ; c'est ainsi que Brutus était un si grand personnage, malgré sa médiocrité ; c'est lui qui seul des conjurés osa parler au peuple après le meurtre de César (p. 12). On trouvait même assez naturel que ces nobles se missent au-dessus des lois, en devenant des chefs de factions ; les démagogues les plus célèbres de Rome sortaient de l'aristocratie; tandis qu'en Germanie, les aventuriers se réunissaient autour des *duces*, pour faire la guerre aux tribus voisines, à Rome les plébéiens révolutionnaires se réunissaient autour des nobles ruinés ou très ambitieux. C'est cette situation qui devait disparaître pour qu'une régénération de l'Etat fût possible.

Les victoires de Marius sur les Cimbres et les Teutons eurent une importance capitale, sur laquelle M. Ferrero appelle constamment l'attention ; ce n'étaient pas des victoires ordinaires, car la civilisation antique avait été sauvée d'un cataclysme; Marius était comme un second fondateur. Lorsque César fut édile, il fit rétablir au Capitole les trophées de Marius pendant la nuit. « Le succès fut immense, car pendant plusieurs jours la foule accourut pour voir ces grands souvenirs. Le Sénat, se sentant faible devant cet enthousiasme populaire, n'osa pas faire enlever les trophées » (t. I, p. 281). Si plus tard Erophile put obtenir de la popularité, c'est qu'on désirait affirmer la supériorité historique de Marius sur les autres héros romains. M. Ferrero est étonné de la faiblesse que César montra devant cet aventurier; j'estime qu'il faut la rattacher à la même cause que la brutalité que montra Antoine peu de temps après. César ne voulait rien faire contre un sentiment qui, au fond, était favorable à son gouvernement, puisqu'il était parent

de Marius; Antoine fut poussé par les conservateurs à supprimer un représentant d'une forme nouvelle de l'Etat contraire à leur autorité.

César tirait sa puissance de deux sources : de l'antiquité de sa race qu'on faisait remonter au roi Ancus Martius et à la déesse Vénus, et de sa parenté avec Marius (p. 235). Il avait même cet immense avantage d'appartenir à une famille très noble, mais éloignée des hautes magistratures depuis six générations (p. 143); il était donc comme un personnage présidentiel *réservé*, comme sont les *mahdis* musulmans.

Après sa victoire sur Pompée et au moment de partir pour reprendre l'œuvre d'Alexandre contre la Perse, il devait apparaître aux yeux des petits bourgeois et des artisans romains comme étant le plus grand génie qui eût paru dans l'histoire. En lui rendant un culte, on donnait une forme matérielle et très claire à une pensée encore très obscure : on affirmait qu'on ne voulait plus du régime des libres factions et que l'Etat devait être réorganisé au-dessus des traditions aristocratiques, comme une force destinée à supprimer l'anarchie des nobles. Ce phénomène n'offre rien de plus étrange que la doctrine du droit divin qui, aux débuts de l'ère moderne, fut opposée aux prétentions pontificales et aux caprices de la féodalité.

C. — Il est bien évident que les légions devaient entrer, pour une très large part, dans cette reconstruction de l'idée d'Etat. Les soldats se rendaient parfaitement compte que la politique impérialiste (pour parler comme M. Ferrero) était la base de la richesse italienne et ils en concluaient naturellement qu'ils avaient un certain droit sur la fortune des bourgeois enrichis grâce à leur vaillance. Je crois donc que les confiscations au moyen desquelles on se procura de la terre pour établir les vétérans de César ne parurent pas aussi arbitraires qu'elles paraissent aujourd'hui (t. III, p. 271-281). Lorsque Pompée avait commandé l'armée des conservateurs, n'avait-il pas fait main baisse sur les dépôts d'argent placés dans les temples (t. II, p. 360)? Il faut observer que ces colonies de vétérans prirent le titre de *juliæ;* cette désignation fut évidemment adoptée pour mettre en évidence qu'un régime nouveau commençait, avec César

come fondateur. Si Romulus avait fondé la vieille Rome, César fondait le nouvel empire.

Je suppose que la loi par laquelle César fut déclaré *divus* doit être interprété, non seulement dans le sens que je lui ai donné plus haut, mais encore comme une manifestation de l'esprit des légions. Elle fut proposée pour « Rufrenus, cet officier qui avait débauché les légions de Lépide » (t. III, p. 245) et elle devait avoir pour but de donner satisfaction aux sentiments que les soldats éprouvaient par leur ancien général. Durant le temps qui s'écoule entre le meurtre de César et le second triumvirat, on voit clairement que le souvenir héroïque du conquérant des Gaules domine toute cette histoire : il s'agit de savoir qui vengera César. C'est seulement en Orient que les conjurés purent trouver une armée et Cassius est, à juste titre, loué par M. Ferréro pour avoir compris dans quelles conditions il était possible de combattre le parti césarien (p. 261).

Au moment de la conjuration, il ne semble pas que personne ait eu une idée claire des changements profonds qui avaient commencé à se produire. Les amis de Brutus pensaient qu'il serait très facile de rétablir l'ancienne constitution ; mais ils se trouvèrent sans force et Cicéron « proposa de ratifier, au nom du bien public, tous les actes du dictateur, non seulement ceux qui étaient déjà devenus publics, mais aussi les décisions que l'on trouverait dans les papiers de César, rédigées sous une forme officielle et prises en vertu d'un pouvoir qui lui avait été conféré par le Sénat ou les comices ; il proposa aussi de confier le soin de faire un choix dans ses papiers à Antoine et enfin de proclamer une amnistie » (p. 25). Grâce à cette mesure bizarre, César se trouvait avoir un pouvoir plus que royal et il passait vraiment à l'état de dieu.

V

En même temps que les bases réelles d'un nouveau régime se produisaient dans le monde, l'espérance d'une re-

construction de l'Etat se manifestait dans les curieuses utopies de Cicéron, sur lesquelles M. Ferrero attire l'attention; il lui semble que les contemporains prirent au sérieux les idées de Cicéron qui ont paru souvent ridicules aux modernes, puisque quinze ans plus tard ils essayèrent d'en appliquer une grande partie (t. III, p. 242).

« La démocratie était à Rome aux dernières convulsions; l'aristocratie n'existait plus; la monarchie était détestée à tel point que personne n'aurait pu sérieusement la considérer comme un remède aux maux présents. De quelle réforme la république pouvait-elle espérer le salut? C'est là le problème que Cicéron se pose dans le *De Republica*. Et il croit la résoudre par la conciliation aristotélique de la monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie, en proposant une magistrature suprême de la république, l'élection d'un citoyen éminent qui, placé pour un temps déterminé à la tête de l'Etat avec de grands pouvoirs, ferait respecter par tous les lois du peuple et du Sénat » (t. II, p. 94, 95).

Un peu plus loin, parlant de la loi de 50 qui réduisait le taux de l'intérêt, M. Ferrero dit: « Transiger, c'est céder. Cette faiblesse du Sénat était un signe des temps, de même que le grand succès du nouveau livre politique de Cicéron, le *De Republica*. Mis en circulation au moment où Cicéron allait partir pour la Cilicie, ce livre était alors recherché et lu avec avidité par toutes les personnes cultivées. Le sentiment public était maintenant toujours porté à adoucir les antagonismes politiques et économiques par des transactions et des conciliations, plutôt qu'à les résoudre par une lutte décisive; aucune classe, aucun parti n'avait plus l'énergie, le courage, la fermeté nécessaire pour se risquer dans une lutte à mort contre ses rivaux. On était si loin de l'époque de Marius et de Sylla! On voulait bien mettre un terme aux difficultés entre créanciers et débiteurs, mais sans ruiner personne, en réglant la question à l'amiable. On voulait bien réorganiser l'Etat, mais sans révolution et, comme le proposait Cicéron dans le *De Republica*, avec un gouvernement qui serait un harmonieux mélange de démocratie, d'aristocratie et de monarchie » (p. 194, 195). »

Pendant les troubles qui précédèrent sa lutte contre Antoine, Cicéron écrivit un autre livre qui « mérite d'être lu avec beaucoup d'attention par les historiens, parce que

ceux-ci peuvent y trouver une importante théorie sur la réorganisation politique et morale de Rome. » Le *De Officiis* est, suivant M. Ferrero, un « document capital de l'histoire politique et sociale de Rome » (t. III, p. 135-136).

Cicéron « voulait chercher encore une fois, comme tous ses devanciers, l'introuvable moyen de concilier l'impérialisme avec la liberté, les progrès du bien-être, du luxe, de la richesse avec la discipline familiale et politique, la culture intellectuelle avec la morale ; et il reprenait la question déjà examinée dans le *De Republica*, mais en l'envisageant sous l'aspect social et moral, et non plus seulement sous l'aspect politique. Il voulait en somme rechercher quelles étaient les vertus nécessaires à la classe dominante dans cette république idéale dont il avait déjà décrit les institutions. Et il en était arrivé à cette conviction que pour pacifier le monde, il fallait *renverser le principe moral de la vie*, considérer la richesse et le pouvoir... comme de lourds fardeaux qu'il faut porter pour le bien de tous et surtout pour le bien du peuple (p. 136). » — « Cicéron eût voulu fonder une république aristocratique, dans laquelle il n'y aurait ni démagogues ambitieux, ni conservateurs violents, ni nouveaux Syllas, ni nouveaux Césars, ni nouveaux Gracques, car il les jugeait tous avec une égale sévérité (p. 139) ».

Que de fois le monde ne devait-il pas retentir de pareilles prédications de réforme morale, qui furent toujours impuissantes et que leurs auteurs même ne se préoccupent guère de mettre en pratique pour leur compte ? Cicéron ne faisait pas exception à cette règle, comme l'observe M. Ferrero : « Malheur, écrivait l'ami d'Atticus, pendant qu'il continuait à se débattre dans les dettes, en oubliant sa condition, malheur aux républiques où les hommes qui gouvernent sont accablés de dettes et ont du désordre dans leurs affaires privées ! » (p. 137). De pareilles dissertations ne doivent pas être jugées d'après les préceptes qu'elles renferment ; ces préceptes sont toujours des naïvetés ; mais elles ont une grande valeur pour apprécier la capacité politique des classes qui les applaudissent. Je crois que l'on peut poser à leur sujet les règles suivantes, qui ont toujours de l'intérêt :

1° Lorsque les classes riches s'enthousiasment pour des utopies morales, c'est qu'elles se sentent incapables de gou-

verner et qu'elles aspirent après l'arrivée d'un maître. Le *De Officiis* est complété par la quatrième églogue de Virgile: le poète annonce « une ère de paix, d'ordre et de justice » qui commencera au consulat de Pollion; « la réalité répondait aux prophéties du poète par les massacres et l'incendie de Pérouse (p. 304): mais la réalité ultérieure devait être conforme aux prévisions de Virgile, puisque le monde connut bientôt la paix. l'ordre et ce que put comporter de justice le gouvernement arbitraire et intelligent d'Auguste. Nous ne devons pas oublier que les utopies du XVIIIe siècle annoncent le despotisme napoléonien et celles du XIXe le Second Empire; à l'heure actuelle, l'irrémédiable décadence sous laquelle la bourgeoisie semble succomber est aussi une étroite relation avec son goût pour les réformes sociales.

2° Les utopies ne se réalisent jamais et je pense que M. Ferrero a un peu exagéré l'expression de sa pensée quand il l'a dit que les Romains essayèrent de réaliser les conceptions philosophiques de Cicéron et de Brutus (p. 242 et 264). Il faut considérer ces documents comme des témoignages au moyen desquels on peut retrouver, sous une couche épaisse de constructions fantaisistes, les sentiments dominants. Nous savons par Cicéron ce que les Romains désiraient surtout voir se produire dans leur Etat: c'était le règne d'une bonne médiocrité résultant de l'élimination des grands ambitieux, comme nos chrétiens sociaux actuels voudraient voir disparaître les grands capitalistes dont l'agitation trouble leur repos.

3° Cicéron se propose d'introduire un système de devoirs sociaux, ayant pour but d'assurer le bonheur de tous: « Vivre avec dignité. mais sans extravagance; prendre sa part dans les fonctions publiques pour servir avec zèle les intérêts des pauvres et de la classe moyenne; entreprendre des travaux publics utiles... et non des monuments de luxe; secourir le peuple pendant les famines sans ruiner le trésor public, et les débiteurs innocents sans abolir les dettes par des révolutions; donner des terres aux pauvres sans les enlever à leurs propriétaires légitimes » (p. 137). Un pareil plan suppose un arbitre capable de dire à chacun comment il doit diriger sa vie pour devenir digne des louanges des philosophes; nous retrouvons le même caractère dans

presque toutes les utopies (sinon dans toutes). Il faut un directeur de conscience, un hiérophante qui révèle la justice, une Eglise qui domine l'Etat et la production.

Ainsi la pensée romaine inclinait, de jour en jour, davantage vers l'abdication des volontés individuelles entre la main d'un maître. Mais pour que la révolution pût s'accomplir, il fallait qu'un accident fît sombrer l'ancienne société ; cet accident se produisit parce que les triumvirs se trouvèrent avoir de grands besoins d'argent et imaginèrent de s'en procurer en proscrivant les riches ; ils ne se préoccupèrent guère des opinions politiques ; c'est ainsi que Verrès fut proscrit alors qu'il était retiré dans la vie privée depuis vingt-sept ans, et de même Varron qui était très âgé et presque absolument inactif (p. 231). « La grandepropriété et la haute ploutocratie étaient presque entièrement exterminées : les biens des classes riches d'Italie, qui constituaient une partie considérable des dépouilles faites par Rome dans le monde entier, tombaient au pouvoir de la révolution populaire victorieuse ». (p. 237). La bataille de Philippes acheva la ruine de l'ancien monde (p. 274).

Cette sinistre tragédie que M. Ferrero a racontée d'une manière si saisissante, remet en mémoire un chapitre bien curieux de Proudhon sur les conséquences que pourrait avoir une défaite irrémédiable de la France « aux termes du droit en vigueur. » Il suppose que les vainqueurs voudraient faire disparaître l'unité française et supprimer Paris : « Nombre de militaires, de savants, d'artistes, tout ce qui aurait le sentiment de la vie et de la dignité française, en voyant la patrie guillotinée, se brûleraient la cervelle ou deviendraient fous ; ou bout de trois ans il n'y paraîtrait plus... La vigne continuant de fleurir, les campagnes de se couvrir de moissons, le vin coulerait, l'argent circulerait, on boirait, on chanterait, on rirait, on ferait l'amour comme au lendemain du déluge » (*La Guerre et la Paix* liv. IV ; chap. X). C'est à peu près comme cela que les choses se passèrent à Rome ; le grand désastre dans lequel avaient succombé tant de gloires, fut rapidement oublié et la masse fut bientôt prête à célébrer le bonheur dont elle jouissait sous le règne d'Auguste. « La plèbe des villes et des campagnes, dit encore Proudhon, enrichie par la ruine publique de la nation, prendrait gaiement la chose... Nous aurions des fanatiques du

démembrement, criant et faisant crier : *A bas la France !* »

On aurait tort de croire que de pareils cataclysmes soient devenus impossibles dans notre société, devenue très compliquée. Je veux bien que le démembrement de la France, dont parlait Proudhon, ne soit pas très vraisemblable à l'heure actuelle, bien que l'on s'exagère peut-être un peu la force réelle qui peut s'opposer à une telle transformation. Mais on pourrait très bien voir des proscriptions formidables, analogues à celle qui supprima la ploutocratie romaine. Les antisémites proposent, depuis de longues années, cette solution de la question sociale ; les grands juifs ont cru habile, pour se défendre contre la fraction ardente du parti catholique, de faire parade de sentiments démocratiques ; il n'est nullement rare de trouver parmi les millionnaires juifs des gens qui font profession de socialisme. Cette tactique n'est peut-être pas aussi habile que le pensent ceux qui l'ont imaginée pour mettre leur or à l'abri des convoitises des antisémites. Dans la surenchère électorale, les démocrates sont amenés à faire à leurs électeurs des promesses qu'ils ont beaucoup de peine à tenir et ils peuvent se trouver, quelque jour, en face de difficultés financières analogues à celles qui provoquèrent les proscriptions des triumvirs. Dans cette occurrence, les poltrons feront comme Lépide et Octave : ils approuveront les violents et demanderont seulement à avoir une part convenable dans le butin. Il pourrait donc bien arriver quelque jour que les têtes des banquiers dreyfusards fussent portés au bout de piques dans les rues de Paris ; un tel défilé devant Barthou et Jaurès déclamant sur la justice supérieure, les délices de l'harmonie universelle et la ruine de la faction romaine, constituerait un épisode vraiment ironique de l'histoire de notre démocratie contemporaine... Et après ? C'est à cela qu'il faut songer et il faut espérer que l'extension des forces révolutionnaires entravera la marche des démocrates et des socialistes-raisonnables vers cette ère d'utopies et de proscriptions.

GEORGES SOREL.

LES GRÈVES

FRANCE

Les résultats du Mouvement du Premier Mai.

La période d'agitation pour les huit heures qui s'est matérialisée en ce mouvement revendicatif du Premier Mai 1906 touche à son terme. La classe ouvrière subit l'accalmie relative qui succède toujours à un effort violent et prolongé. C'est donc le moment de dresser le bilan du mouvement engrené par la résolution du Congrès de Bourges.

Des questions se posent, auxquelles il est nécessaire de répondre : quels sont les résultats recueillis par la classe ouvrière de ce mouvement d'agitation ? Les profits compensent-ils les pertes ? Ou bien comme l'escomptaient ceux qui voyaient de mauvais œil cette agitation, y a-t-il « faillite » pour la tactique d'action directe ?

A toutes ces impérieuses questions je vais m'efforcer de donner la réponse qui se dégage des évènements.

Et d'abord, je prierai les lecteurs du *Mouvement Socialiste* de se reporter à l'étude qu'en cette revue je publiais dans le numéro du 25 mars 1905. Il y a eu, de certains côtés, un tel parti-pris de déformation du mouvement que ce rappel est nécessaire, afin de bien se rendre compte que les conclusions que je serai amené à poser sont bien conformes aux prémisses que je développais il y a dix-huit mois.

Il faut rappeler, en effet, que jamais, à aucun moment, les militants syndicalistes n'eurent la naïveté de caresser l'illusion qu'au premier mai 1906, la journée de huit heures pouvait être un fait accompli dans l'ensemble des corporations. Ils escomptaient des résultats : réductions d'heures de travail, augmentations de salaires, améliorations dans les diverses conditions du travail, etc.; mais surtout, ce qu'ils espéraient, c'est que, désormais, la possibilité de réa-

lisation de la journée maxima de huit heures apparaitrait à tous comme s'imposant rapidement.

I

Ceci observé, examinons quelle était la situation au sein de l'organisation confédérale, au lendemain du Congrès de de Bourges, où, en septembre 1904, avait été décidée l'agitation des huit heures, avec rendez-vous fixé au premier mai 1906.

Au Congrès, une seule opposition s'était manifestée ; nul autre que Keufer n'avait apporté des critiques d'ordre général à la campagne proposée. Outre que la méthode d'action préconisée lui répugnait, parce qu'elle était une manifestation de la *lutte de classe*, il eut préféré qu'au lieu de poser immédiatement le jalon « conquête de la journée de huit heures » on se fût borné à réclamer l'application de la journée de dix heures pour, ensuite, opérant par paliers, obtenir de successives réductions dans le temps de travail.

Cette argumentation n'eut aucune prise sur le Congrès et ce fut à la quasi unanimité que fut votée la résolution donnant mandat au Comité confédéral d'être l'initiateur du mouvement des huit heures.

Mais, si les objections et les critiques ne s'étaient pas fait jour à Bourges, elles se produisirent après. Certains qui, dans l'ambiance du Congrès, avaient acquiescé aux formes tactiques de la propagande préconisée, et qui s'enthousiasmaient pour l'agitation des huit heures, furent, en peu de semaines, repris par leurs conceptions politiques. Le dogme, que l'influence de l'action — de la vie — avait pour un instant neutralisé, manifesta sur ceux-là son emprise. De ce nombre furent des militants de la Fédération du textile. Après avoir approuvé la campagne, ils la considérèrent comme tout au moins inopportune et ils devinrent un poids mort.

D'autres, tel le secrétaire de la Bourse du Travail de Saint-Quentin, se firent une spécialité de dénigrement fan-

taisiste. Ce citoyen était délégué à Bourges, mais il attendit d'être de retour chez lui pour critiquer le mouvement des huit heures, donnant à la résolution du Congrès une interprétation derrière laquelle il put abriter son inaction : il proclama que la C. G. T. organisait la révolution sociale pour le premier mai 1906. Cette affirmation produite, il expliqua qu'il n'entendait pas être complice d'une telle folie... et c'est pourquoi il allait s'abstenir de participer à la campagne des huit heures.

Le secrétaire de la Bourse du Travail de Saint-Quentin ne fut pas seul à colporter cette interprétation fantaisiste. La plupart de ceux qui se réclament peu ou prou du « réformisme » rabachèrent cette interprétation, avec l'arrière-pensée de déconsidérer le mouvement et d'enrayer son impulsion.

La raison de ces attitudes, de ces dénigrements, de ces abstentions tardives, il faut la chercher dans les préoccupations de politiciens dogmatiques, redoutant l'expansion des groupements économiques et la force d'attraction qu'allait leur apporter un mouvement tel que celui qui se préparait. En effet, s'il allait être démontré que, par son effort propre, en dehors de l'appui des partis parlementaires, la classe ouvrière arrachait au capitalisme des améliorations, n'était-il pas à craindre que, s'engouant de plus en plus pour l'organisation syndicale et ses méthodes d'action, elle en vienne à considérer comme d'ordre inférieur ou négligeable le « parti » politique.

Ces préoccupations jalouses, le citoyen Guesde les traduisit, avec son âpreté oratoire, en de nombreuses conférences. Mais jamais il n'apporta plus incisive netteté à développer sa thèse qu'à la veille du premier mai 1906, en un meeting tenu au manège Saint-Paul. Après s'être gaussé du mouvement confédéral pour les huit heures, il proclama ridicule de vouloir par « l'anarchisante action directe » conquérir la journée de huit heures : « Votez bien, le 6 mai !... et le lendemain vous aurez, autrement facilement, cette journée de huit heures que vous réclamez... »

Si le citoyen Guesde formula ses appréhensions, critiquant durement, à Lille, à Paris, à Troyes, etc., le mouvement des huit heures, — mais ce, ouvertement, — d'autres, inspirés par les mêmes préoccupations, apportèrent au mou-

vements des entraves d'autant plus difficiles à déjouer qu'elles ne prenaient pas une forme concrète et qu'elles étaient abritées derrière des équivoques.

Dans cet ordre de faits entre la résolution votée par le Congrès socialiste de Châlon-sur-Saône, en « faveur » de la campagne des huit heures.

Telle fut l'ambiance d'hostilité sourde, déguisée, à l'égard de la campagne des huit heures, qui se révéla au lendemain du Congrès de Bourges. Au lieu de trouver, parmi les éléments se réclamant plus ou moins d'idées sociales un appui franc, sans arrière-pensée, la C. G. T. se trouva en butte à des rancunes de coteries et, par cela même, la répercussion de sa campagne en fut entravée.

Il n'y a pas à récriminer sur ces faits. Ils sont humains! Il suffit de les mettre en lumière pour que se précise tout ce qu'une telle attitude avait de mauvais pour la classe ouvrière. Quoiqu'il soit oiseux de mettre en avant le « tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous... », il faut cependant reconnaître que tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, se mirent en travers de la campagne des huit heures contribuèrent (involontairement c'est fort probable) à faire le jeu des forces d'exploitation et d'oppression.

Capitalistes et gouvernants ne furent pas marris de l'aubaine : elle leur facilitait la résistance aux vouloirs ouvriers.

Pour légitimer leur attitude, les socialistes parlementaires objectèrent le prétexte électoral. A les en croire, le Congrès de Bourges avait obéi à des préoccupations anti-parlementaires, en choisissant pour rendez-vous le 1er mai 1906, — époque de période électorale. Or, je ne crois pas trop m'avancer en affirmant que, sur les 400 délégués au Congrès de Bourges, quand se discuta la question de date, pas un ne songea — à dix-huit mois de distance! — aux futures élections législatives. Donc, cet argument est sans valeur! Il n'en est qu'un de plausible, indiqué ci-dessus : la pitoyable crainte de voir l'action économique subordonner l'action parlementaire.

Le citoyen Keufer, lui, obéissait à d'autres préoccupations. Depuis vingt ans, à l'encontre de la poussée de plus en plus révolutionnaire du syndicalisme, il a préconisé un sys-

tème bâtard, basé sur les commissions mixtes, les rapports aimables avec le patronat, le flirtage avec le gouvernement, etc., et ce, dans l'espoir d'éviter les conflits violents proclamés néfastes pour les travailleurs. C'est un syndicalisme limité à l'horizon corporatif, ne généralisant pas jusqu'à la lutte de classe qu'il enseignait et qu'il s'est efforcé de faire triompher. Dans cette intention, au Congrès de la Fédération du Livre (Lyon, 1905), il fit adopter la plateforme de la journée de neuf heures, dont la réalisation devait être poursuivie et obtenue par le système des commissions mixtes. Keufer visait à opposer la méthode réformiste à la méthode révolutionnaire. Disons de suite que les événements ont déjoué ses calculs : par la force des choses. par l'entraînement logique de l'action, le mouvement du Livre ne s'est pas opposé à celui de la C. G. T. mais, au contraire, a fait corps avec lui ; de plus, les résultats qu'ils ont obtenus, les camarades typographes les doivent, non à leur modérantisme, à leur bénigne « sagesse », non plus qu'aux commissions mixtes, mais bien à leur ténacité et à leur tempérament révolutionnaire.

Ainsi, telle était la situation au lendemain du Congrès de Bourges, lorsque se commença l'agitation des huit heures : outre qu'elle avait à combattre ses ennemis réels, — exploiteurs et dirigeants, — la classe ouvrière avait à tenir compte d'obstacles d'inertie et de mauvais vouloir, — obstacles suscités par les siens !

Cette situation était regrettable et, cependant, elle avait ses avantages, car elle allait différencier le mouvement des huit heures de tous ceux auxquels on voudrait le comparer et révéler, plus nettement encore, ses caractères spécifiques : ce mouvement allait être, indéniablement, un mouvement de classe. substituant aux revendications corporatives des revendications d'ordre général ; de plus, indemne de toute liaison avec des éléments extérieurs aux groupements économiques, il allait être une manifestation de la valeur et de la nécessité de l'autonomie de la classe ouvrière.

II

L'acte initial de la propagande confédérale fut un questionnaire adressé, quelques semaines après le Congrès de Bourges, à tous les organismes de la C. G. T. : Syndicats, Bourses du Travail, Fédérations. Il était, en effet, nécessaire de savoir quels concours étaient acquis au mouvement et de quelles ressources la Commission spéciale, nommée pour la propagande allait avoir à disposer.

Les réponses vinrent et, sans atteindre des sommes très élevées, les souscriptions affluèrent assez pour permettre une campagne active. En ces dix-huit mois de propagande, la Commission confédérale encaissa 22.000 francs. Cette somme est relativement minime, si on la met en parallèle avec l'effort accompli. En la moindre élection, il est dépensé plus ! Mais, il faut bien se rendre compte qu'en matière de propagande ouvrière l'élément « argent » n'est pas le seul et unique « nerf » dont il y ait à faire fonds ; il y a l'*élan* des militants et c'est pourquoi la puissance des maigres sommes recueillies se trouve considérablement multipliée. Avec les 22.000 francs en question, qui feraient sourire les brasseurs de « campagnes » et tous les tripoteurs de la politique, la Commission confédérale — admirablement servie par l'activité des militants et l'effort des organisations — a secoué la France ouvrière.

Il est d'ailleurs nécessaire d'ajouter que cette somme de 22.000 francs ne représente qu'une partie de l'effort financier des organisations : leur apport à la propagande d'ensemble. Outre ces souscriptions, chaque organisation a fait face, avec ses ressources particulières, à une propagande intense dans son rayon d'action.

Nous touchons là à une des caractéristiques du mouvement syndicaliste, qui fait en grande partie, sa puissance d'expansion : fédéralisme, décentralisation, autonomie.

C'est cela qui rend le mouvement ouvrier incompréhensible à un jacobin tel que Clémenceau et c'est pourquoi ce monsieur crut être très fort en faisant embastiller Griffuelhes

et Lévy, à la veille du premier mai, s'imaginant ainsi décapiter le mouvement. Cette idée de « génie » était encore plus sotte que scélérate !

Dans l'organisation ouvrière, il n'y a pas de citoyens passifs (non plus que des organisations passives), recevant des ordres et attendant, pour la mise à exécution, que signal leur en soit donné du centre ; tous sont militants actifs, ont de l'initiative, pensent et agissent dans leur sphère d'action. C'est l'image de la vie, alors que les aglomérats centralisés en sont la négation : dans toute la nature, au sein du corps dont elles sont parties intégrantes, les cellules vivent et évoluent, jouissant même d'une dose d'autonomie adéquate à leur milieu ; ainsi est-il des organismes syndicaux, à l'encontre des agglomérats politiques qui sont le rebours — la subordination de toute initiative au vouloir central.

Ainsi, la propagande pour les huit heures ne releva pas que de l'effort de la Commission confédérale ; l'effort se généralisa et s'effectua partout et en tous sens. Le syndiqué ne s'en remit pas au syndicat de la propagande à faire : il en fit lui-même, à son atelier, chez le bistrot..., partout où il se trouva en contact avec des travailleurs non dépétrés des préjugés bourgeois. Le syndicat n'eut, lui aussi, garde de s'en remettre à sa Bourse du travail, non plus qu'à sa Fédération corporative, du même soin : il agit dans son rayon d'action. Autant peut s'en dire de la Bourse du travail et de la Fédération nationale ; ni l'une ni l'autre n'escomptèrent l'unique effort de la Commission confédérale. De la sorte, grâce à cette multiplicité des points d'action, grâce à cet enchevêtrement d'efforts combinés et d'initiatives diverses — mais ne se neutralisant pas — il se créa un puissant courant d'agitation. Et, on ne saurait trop y insister : la besogne accomplie, résultant des forces vives mises en branle, fut réalisée avec des sommes minimes.

Dès que fut engrenée la propagande, elle s'intensifia, par des réunions multipliées en tous les centres ; par des brochures venant expliquer et commenter le sens de l'agitation pour les huit heures ; et par une profusion d'affiches, de manifestes, d'étiquettes, les indifférents furent assaillis et fut secouée l'apathie de leurs cerveaux. Le résultat fut prompt. Au bout de quelques mois un profond sillon était creusé ; la propagande des huit heures secouait les masses

inertes restées jusque-là insensibles ; l'attention des plus optus était éveillée. La question de la réduction des heures de travail se trouva non seulement posée, mais elle devint la préoccupation dominante.

Cette campagne seule — à ne lui supposer d'autre résultat que l'effort accompli, — suffirait à légitimer la résolution du Congrès de Bourges.

L'action se justifie par elle-même. Point n'est besoin de lui chercher des résultats. Etre inerte est mal et malsain ; agir est bien et fécond. Par conséquent, l'action des huit heures n'aurait-elle eu d'autre résultat que l'accroissement de force et de conscience qui découle de l'action (au même titre que la fortification des membres se réalise par un méthodique exercice) que cette action serait sa propre justification. Or, durant les dix-huit mois qu'a duré l'agitation des huit heures, la classe ouvrière a agi. Elle s'est extériorisée, elle a lutté... elle a vécu ! Par cette gymnastique de dix-huit mois, elle a affirmé sa grandissante puissance et, pour beaucoup, elle se l'est révélée à elle-même. Au lieu de s'enliser dans les préoccupations mesquines et d'ordre étroitement corporatif auxquelles voudrait la réduire le capitalisme, elle s'est élevée aux conceptions d'ordre général et a ainsi manifesté l'opposition irréductible qu'il y a entre le prolétariat et la bourgeoisie.

N'est-ce pas un symptôme considérable du grandissement de la conscience ouvrière que cette agitation continuée sans lassitude et avec une énergie persévérante, durant dix-huit mois ? Et j'ajoute que, pour saisir toute la valeur de ténacité que révèle cette continuité d'agitation, il faut se rendre compte que, sous ses aspects de concrète réalité, la base de la propagande, — la conquête des huit heures, — n'en avait pas moins tous les caractères d'une abstraction. C'est une agitation d'ordre général qui s'est effectuée et ce caractère de généralité s'est maintenu jusqu'au bout : ce n'est pas à tel ou tel patron particulier que s'adressait l'exigence ouvrière, — c'est contre le patronat dans son ensemble.

La campagne a donc été une campagne de *lutte de classes*. C'est cela qui révèle sa grande valeur sociale et c'est pour cela qu'elle se légitime par elle-même, — par l'action qu'elle a engendrée, — sans même qu'il soit besoin de

faire entrer en ligne de compte les bénéfices qui en ont été la conséquence.

Qui plus est, cette campagne ne s'est pas faite au détriment des besognes de résistance quotidienne à l'exploitation ; elle est venue se surajouter à cette activité normale qu'elle a, par conséquent, contribué à renforcer. Il n'y a donc pas eu un simple déplacement, mais bien un accroissement d'efforts.

En quelques mois de propagande confédérale, il devint évident pour tous que, dans son ensemble, la classe ouvrière travaille trop, et la journée de huit heures qui, quelques mois auparavant, avait tous les caractères d'une amélioration difficilement réalisable et quasi utopique, fut acceptée comme possible. C'est au point qu'aujourd'hui on ne discute plus pour ou contre sa possibilité de réalisation, mais uniquement sur l'opportunité de sa mise en pratique.

La journée de huit heures est donc, en tant que principe, passée dans les mœurs non seulement de la classe ouvrière qui la veut et l'aura, mais encore de nombre de capitalistes qui, subissant à leur insu l'influence de la propagande confédérale, ne formulent plus contre elle d'objection radicale et n'objectent que l'argument d'opportunité : la nécessité de tenir tête à la concurrence étrangère et l'infériorité de la France industrielle, travaillant huit heures, vis à vis des autres nations, où l'horaire de travail est plus élevé. Ces préoccupations se traduisirent sur le plan législatif par un projet d'entente internationale pour la réalisation de la journée de huit heures. Le citoyen Gervais, rapporteur du budget du ministère des Affaires étrangères pour 1906, demandait qu'il soit pris des mesures internationales pour arriver à une législation internationale du travail. Sur ce projet en soi, sur sa possibilité de réalisation, il n'est pas à s'illusionner, — il convient d'être sceptique. Mais, ce qui est à retenir d'une telle proposition. c'est le symptôme du travail de pénétration accompli par la propagande des huit heures, dont il était la caractéristique.

Cette modification de la mentalité ambiante, cet « état d'âme » qui porte à considérer comme prochaine, sinon urgente, la mise en pratique de la journée de huit heures, est déjà un important résultat de la campagne. Il ne faut pas, en effet, perdre de vue qu'une réalisation n'est possible

que dans un milieu préparé et propice à son application. L'essentiel est que cette condition inéluctable soit obtenue. Ensuite, se brisent facilement les résistances ; la mise en pratique est affaire de moindre effort.

Or, sans la résolution du Congrès de Bourges, on eut continué à parler de la journée de huit heures, très platoniquement. — comme on faisait depuis une quinzaine d'années. On en eut parlé comme on cause de la Révolution..., sans y attacher une importance concrète, et sans se préoccuper de sa réalisation, tellement la conquête des huit heures paraissait hors d'atteinte immédiate.

Au contraire, grâce à la campagne des huit heures, la question est sortie du domaine de l'abstraction ; elle a été envisagée en face, comme une réalité proche, et on s'est familiarisé avec cet horaire nouveau, dont la possibilité devenait certaine. C'est au point qu'il en est résulté, dans la masse ouvrière une mentalité de répugnance pour les longues journées, — mentalité telle qu'il serait désormais impossible que les exploiteurs obtiennent de leurs ouvriers une continuité de travail aussi excessive qu'il y a seulement quelques années.

III

Entre les critiques formulées à propos de la résolution du Congrès de Bourges, il en est une qui touche à la question de fixation préalable d'une date, pour la mise en branle des masses ouvrières : « Dire qu'au 1er mai 1906, la classe ouvrière se mobiliserait, c'était prévenir à l'avance patrons et gouvernants et leur faciliter la défensive... » Et cet argument a été renforcé de l'objection que les grands mouvements sociaux ne s'opèrent pas sur mot d'ordre, à date fixe.

Certes, il serait saugrenu de supposer qu'une révolution va s'accomplir, à une date déterminée à l'avance en vertu d'une décision de congrès. Mais, cela n'implique pas que la classe ouvrière doive s'abstenir d'une gymnastique d'ac-

tion et en procédant à des sortes de mobilisation et de levées en masse, s'entraîner et acquérir l'accoutumance de l'effort solidarisé et rythmique.

Ces critiques, contre la fixation d'une date de rendez-vous dénotent un résidu de conceptions jacobines. Si on repousse cette tactique d'appeler à l'action le peuple tout entier, à quel mode se résoudra-t-on ? Va-t-on attendre qu'un mot d'ordre venant du centre donne le signal, ou bien va-t-on en venir aux préparations secrètes ? En tous les cas, à quelque projet qu'on s'arrête, en dehors de l'appel au grand jour, clamé par tous les moyens de propagande qu'on peut imaginer, ce n'est plus à l'action directe et à l'initiative des intéressés qu'on en appellera ; on retombera dans les vieux errements consistant à s'en rapporter, pour l'œuvre à accomplir, à des « personnes interposées », et le mouvement passera du plan économique au plan parlementaire Au lieu d'être un mouvement d'auto-émancipation, il sera un pataugement dans le démocratisme.

J'avais, par anticipation, répondu à cette objection sur les inconvénients et les bénéfices qu'il y a pour la classe ouvrière à opérer ses mouvements de masse en pleine lumière, en se fixant ses rendez-vous à l'avance.

Les inconvénients consistent en ce que, prévenus, patrons et gouvernants prennent leurs précautions, se préparent à la résistance ; mais, d'autre part, ces inconvénients sont compensés — et grandement ! — par le bénéfice que retirent les travailleurs de cette tactique qui vise à créer un courant d'opinion, influençant toutes les classes sociales ; avec les moyens de vulgarisation dont ils disposent, il leur serait à peu près impossible, en dehors d'une propagande faite au grand jour, d'obtenir ce résultat et ils ont le considérable avantage de toucher les indifférents de leur Classe, de secouer leur apathie et de les faire vibrer au point qu'au jour du rendez-vous ils ne resteront pas neutres.

Les faits sont venus corroborer cette manière de voir. Il y a un bon quart de siècle que la journée de huit heures est la tarte à la crème de tous les programmes, de toutes les manifestations ouvrières. Mais, il a fallu la résolution du Congrès de Bourges pour mettre en pleine lumière la possibilité de conquérir cette amélioration. Jusque-là, la journée de huit heures n'apparaissait que sous un aspect nébuleux

et d'une réalisation hypothétique, — de même que toutes les affirmations contenues dans les programmes de revendications sociales.

Or, ce qui a fortement contribué à matérialiser cette possibilité de réalisation des huit heures, c'est la fixation d'une date, c'est le fait de s'être donné rendez-vous pour la conquérir au premier mai 1906.

Eliminez cette date de la résolution du Congrès de Bourges et celle-ci n'est plus qu'une déclaration de principe, venant s'ajouter aux antérieures déclarations et n'ayant pas plus de valeur propagandiste que les anciennes. Si cette résolution eut simplement dit : « On va continuer à faire de la propagande pour la journée de huit heures, afin de la réaliser au plus tôt... », elle n'eut été qu'une manifestation platonique de plus.

La puissance de rayonnement de la résolution de Bourges a été justement de dépasser toutes les affirmations théoriques qui, avec de légères variantes, se ressassaient à tous les Congrès, — et d'ouvrir la phase de réalisation.

Que cet tactique d'appel général à l'action déplaise aux politiciens, il n'y a pas à s'en étonner. En effet, plus elle se développe et moins grande sera leur influence. Le caractère politico-démocratique d'un mouvement pourrait se définir par la persistance de la mentalité d'obéissance, de discipline, de confiance en des individus représentatifs de la masse qu'il implique ; tandis que, dans le plan économique la caractéristique est que les individus doivent eux-mêmes accomplir l'effort nécessaire et ne compter que sur leurs propres forces. Et c'est pour cette raison que, sur ce terrain, avec une telle base, il ne peut jamais y avoir de déceptions, comme il s'en constate sur le plan politique où on se berce d'illusions et d'espoirs mal fondés : on a mis sa confiance en d'autres et il n'y a rien d'étonnant qu'on soit leurré ! Au contraire, sur le plan économique, comme on n'attend rien que de soi-même, lorsque, après une période d'action, on examine les conséquences de l'effort accompli. on n'a à s'en prendre qu'à soi si les résultats ne sont pas meilleurs. Même chez ceux qui, tout en ayant une conception moins nette du processus de l'action économique, ont marché plus par entraînement que par raisonnement, surgit cette notion réconfortante : à savoir que si les résultats

n'ont pas été supérieurs, c'est qu'on était incomplètement préparés, par conséquent, loin de se laisser aller au découragement, on est incité à redoubler de vigueur, afin de faire mieux à l'occasion prochaine.

Ce symptomatique état d'âme se constate aujourd'hui : après le mouvement du Premier Mai, il ne se révèle, dans la classe ouvrière, aucune dépression morale. Certes, il peut y avoir, — et il y a ! — exception en quelques centres ; exceptions dues à des causes particulières et locales. Mais, ce qui, dans l'ensemble, est à retenir — et qui est d'un encourageant présage, — c'est l'absence de lassitude et la sereine confiance en l'avenir qui se dégage. On a marché pour les huit heures, sachant bien que ce n'était là qu'une première escarmouche et sans escompter une réussite aussi immédiate que complète. On a marché !... Et quels qu'aient été les résultats, on n'est pas découragé. Même dans les corporations où l'élan gréviste n'a été sanctionné par aucun bénéfice partiel, les défaillances sont rares et tout exceptionnelles ; la tendance générale est la confiance en soi et en l'espoir de mouvements prochains, plus profitables, parce que plus conscients et mieux coordonnés.

La classe ouvrière sort de cette première période d'agitation plus aguerrie et plus vigoureuse. Elle a exercé ses forces, s'est adonnée à une excellente gymnastique qui, en aboutissant à un essai de mobilisation générale, a permis de noter le degré de conscience atteint. L'organisation syndicale sort renforcée de l'expérience : des syndicats nouveaux ont surgi et se fortifient ; quant à ceux déjà existants, ils ont augmenté leurs effectifs. De plus, la *Confédération du Travail* sort de l'épreuve en meilleure posture ; son ascendant et son influence rayonnante s'en trouvent accrus.

Il n'y a pas jusqu'à la mémorable frousse qui secoua la bourgeoisie, durant les quelques semaines précédant le Premier Mai, qui ne soit un symptôme de grandissement d'influence de la C. G. T.

Les partis de réaction politique crurent très habile, à l'approche des élections législatives, d'effarer ce qu'on appelle « le pays », en dénonçant le péril révolutionnaire et en prédisant le chambardement général pour le Premier Mai. Au point de vue électoral (qui ne nous importe pas, en la circonstance), ils n'ont guère eu à se réjouir des consé-

quences de leur campagne. Quant au profit qu'ils en ont retiré, au point de vue économique, il est plus problématique encore.

Et d'abord, l'intense venette qui perturba les ventres capitalistes a donné à la classe ouvrière un hilarant spectacle de la veulerie. — symptôme d'irrémédiable déchéance — des classes privilégiées. Une classe qui n'a pas davantage de sens critique et de ressort est décrépite et quasi moribonde.

Certes, il y a eu des exceptions. Mais les bourgeois qui n'ont pas eu la frousse ne réhaussent guère le prestige de leur classe. Sont-ils de leur siècle, ces chefs d'industrie de l'Est qui, aux approches du Premier Mai, fortifièrent leurs usines et s'armèrent, à l'instar de la famille Crettiez? Ils font songer aux bandits féodaux, à l'abri dans leurs donjons, pillant et terrorisant la contrée. C'est la même mentalité de brutes sanguinaires.

Il est d'autres patrons qui, plus clairvoyants, ayant reconnu le caractère social et révolutionnaire du mouvement du Premier Mai, ont, excités par la presse affoleuse, cherché à opposer à ce soulèvement de masse ouvrière une résistance de masse patronale: ils se sont défendus par le *lock-out* et ont jeté les bases — plus ou moins solides! — d'une *confédération patronale.*

De tout cela, la classe ouvrière n'a qu'à se réjouir. Il n'est rien de tel que les situations nettes. Désormais, les deux classes se dressent, face à face chacune, défendant ses intérêts, qui sont en opposition évidente.

Les équivoques disparaissent; les billevesées de « paix sociale », toutes les théories de mensonge sur l'entente du travail et du capital ne peuvent plus piper les travailleurs qui, facilement, découvrent en ceux qui les prônent des soudoyés du capitalisme.

Cette condensation des classes, à des pôles opposés, en antagonisme irréductible, a été rendue plus tangible encore par l'attitude du gouvernement envers la classe ouvrière.

Le gouvernement a cherché, lui aussi — tout comme les réacteurs et dans un but également politique, — à jouer du « péril révolutionnaire » ; il a voulu influencer les élections et a eu recours, pour cette besogne, aux plus malpropres procédés; il a inventé le *Complot*, il a mis Paris et les cen-

tres, où on redoutait un mouvement revendicatif en état de siège, et, pour enrayer toute effervescence, il a ordonné la systématique application des *lois scelérates*, en vertu desquelles ont été opérées des arrestations en masse.

En façade, les résultats électoraux paraissent avoir justifié cette compression violente de la classe ouvrière, et cependant il serait plus exact d'attribuer ces succès aux aspirations générales de marche en avant, trop imprécises, certes, mais se manifestant par voie éleclorale, faute de concevoir un mode meilleur. Une seule élection est le fait indiscutable des actes ministériels : celle du jaune Biétry, à Brest, qui n'a été possible que grâce à la mise en état de siège de la ville, l'occupation militaire de la Bourse du Travail et l'arrestation de vingt-cinq militants des organisations syndicales.

Cette attitude outrancièrement répressive contre la classe ouvrière d'un gouvernement très avancé a rendu les patrons d'autant plus intransigeants et les a incités à une résistance d'autant plus entêtée qu'ils n'avaient pas escompté un tel appui de sa part. La montée au pouvoir d'hommes politiques notoires par leurs aspirations sociales et leurs déclarations de liberté laissait supposer une neutralité plus accusée que sous les gouvernements antérieurs, en face des conflits entre le travail et le capital. Le contraire s'est produit ! Il faut remonter loin pour trouver à un égal degré parti-pris aussi cynique et aussi violent, en faveur des privilèges capitalistes et contre les revendications ouvrières.

Ces agissements ont déconcerté nombre de travailleurs, encore imprégnés de démocratisme ; ils avaient espéré, du nouveau personnel ministériel, sinon la sympathie, du moins une presque neutralité. Ceux-là, emportés par des préoccupations de sentiment, avaient trop oublié qu'un gouvernement, quel qu'il soit, a une mission à remplir et qu'il lui faut fatalement remplir, — maintenir l'ordre !... c'est-à-dire : défendre les privilégiés, protéger les exploiteurs. Il est le gendarme du capital, c'est sa fonction, — il ne peut s'y dérober.

Pour tous ceux qui conservaient encore ce résidu de démocratisme, la leçon du Premier Mai aura été profitable : elle nous prouve qu'il n'y a rien à attendre d'un gouvernement, quel qu'il soit ; la classe ouvrière n'a pas à escompter

d'appuis extérieurs, c'est en elle-même qu'elle doit puiser la force et la volonté de s'émanciper.

De plus, les manœuvres de tous les partis politiques, quels qu'ils soient, au cours de cette période d'agitation, ont amplement mis en lumière que tous ne sont, sous des formes variées, que des exploiteurs de la classe ouvrière. Dans ce mouvement autonome du Premier Mai, les réacteurs n'ont vu qu'un moyen de rejeter vers eux les électeurs, et le gouvernement a obéi à des calculs et à des préoccupations identiques. Nul n'a songé à examiner le bien ou mal fondé des revendications ouvrières !

La leçon est bonne ! Elle nous est une preuve nouvelle que, sur le terrain politique, la classe ouvrière ne peut espérer trouver que des profiteurs de ses mouvements. Quels qu'ils soient, tous les politiciens qui lui tendront la main auront une arrière-pensée égoïste.

Il n'est pas superflu de rappeler les malveillances de certaines personnalités du parti socialiste unifié, lorsqu'il fut question du fameux Complot. Au lieu de prendre franchement la défense des camarades, qu'on savait faussement accusés, il y eut des réticences, des sous-entendus jésuitiques. Il fallait voir... On mettait le gouvernement en demeure de fournir des preuves... Et avec cette hypocrisie sournoise, on renforçait la calomnie, tout en ayant l'air de protester.

Pour tout cela, je réitère : la leçon du Premier Mai est bonne !

Que la classe ouvrière se méfie des avances qu'on lui fait et qu'elle les repousse toutes. Son grandissement, la force qu'elle acquiert tous les jours davantage sont le résultat d'une action autonome et toute déviation hors du solide terrain économique, toute accointance, tout rapprochement avec des partis politiques ne pourrait que lui être préjudiciable.

J'ai signalé qu'une des caractéristiques du mouvement des huit heures a été la condensation des deux classes en présence : classe capitaliste et classe ouvrière.

L'exemple le plus topique de ce phénomène nous a été donné dans la corporation du Livre.

On sait que, sous l'influence du citoyen Keufer, le Congrès de la Fédération du Livre, qui se tint à Lyon en 1905,

avait décidé de restreindre l'action revendicatrice de la typographie à l'obtention de la journée de neuf heures. De plus, cette amélioration devait être poursuivie par une tactique différente de celle préconisée par la C. G. T. Au lieu de compter sur l'initiative et la vigueur ouvrières, sur la lutte et la grève, la Fédération du Livre voulait atteindre au but visé par le jeu des Commissions mixtes de patrons et d'ouvriers.

Ainsi donc, les deux méthodes syndicales, — celle *d'action directe* et celle d'*entente avec les patrons*, — allaient être expérimentées au cours de la campagne décidée par la résolution du Congrès de Bourges.

Il n'est pas présomptueux de supposer que ceux qui, au lendemain du Congrès de Bourges, escomptaient la « faillite de l'action directe » comme resultante du mouvement du Premier Mai 1906, songeaient à glorifier, en opposition, les résultats acquis par la méthode sage et pondérée préconisée par Keufer.

Or, en fait de « faillites », nous n'avons eu à enregistrer que celle des commissions mixtes. Elle est d'ailleurs catégorique et indéniable, — tellement qu'elle est avouée par Keufer.

Pendant des mois, avec une patiente lenteur, les pourparlers se poursuivirent entre le Comité Central du Livre et les patrons, en vue d'arriver à une entente amiable ; les maîtres-imprimeurs de France répondirent enfin par un refus formel. A la réunion du Comité Central du 10 février 1906, le citoyen Keufer, rendant compte de l'échec de la Commission mixte, disait :

La réalité, la voici : le vote patronal et l'avortement pour longtemps de la Commission mixte, c'est l'abandon de toute négociation amiable pour entrer dans la période de combat.

Je ne me dissimule pas que c'est un échec pour notre tactique, **et pour moi qui l'ai toujours défendue...**

Après cette déclaration de faillite des commissions mixtes, à la même séance, Keufer ajoutait :

Personnellement, je n'abandonne pas pour toujours cette tactique, j'estime qu'elle a toujours sa valeur malgré l'échec que lui font subir les patrons. Mais il m'appartient de me dégager de toute responsabilité pour l'avenir, quelle que soit la méthode de lutte qu'adopteront les travailleurs du livre...

La méthode de lutte qu'ont adoptée les typographes parisiens a été celle de l'action directe. Ils ont fait preuve d'énergie, de ténacité et de vigueur combattive ; ils ont fait la grève avec toutes ses conséquences et n'ont même pas dédaigné le sabotage. Ils n'ont pas eu à s'en repentir ! Et il est heureux que, préalablement, le citoyen Keufer ait dégagé sa responsabilité pour l'avenir, car ainsi, il n'y a pas d'équivoque possible : c'est en dehors de lui et à l'encontre de sa méthode que se sont conquis les résultats obtenus. Au surplus, la tension des rapports existant aujourd'hui entre le Comité Central du Livre et la section de la typographie parisienne soulignent, on ne peut plus nettement, cette irrémédiable faillite de la méthode keufériste. Dans le *Bulletin Officiel de la Chambre syndicale typographique parisienne*, publié à l'occasion de la grève, a paru (le 2 juillet 1906) un article sur « la solution des conflits entre le capital et le travail » où est condamné, sans phrases, le système des commissions mixtes et de toute méthode d'accord entre patrons et ouvriers.

Notre typographie parisienne, y est-il dit, ayant usé de la tactique préconisée jusqu'ici par les dirigeants de notre Fédération — la Commission mixte, — il nous appartient d'examiner aujourd'hui les résultats acquis et ceux que, de l'avis de beaucoup de nos confrères, nous aurions pu ou dû recueillir.

La commission mixte qui, par son essence même, représente la forme la plus directe de l'entente entre les deux facteurs de la production, capital et travail, et se rapproche ainsi des théories émises et développées au parlement par le président des Jaunes et appuyées par le ministre de l'Intérieur, peut-elle, à l'heure actuelle, solutionner un conflit typographique, et si oui, dans quelle mesure ?

A cette question posée, le *Bulletin* répond que si, dans quelques petites sections de province, la Commission mixte a donné quelques résultats, c'est grâce à des reculades ouvrières, en acceptant une considérable atténuation des revendications posées, tandis que, *dans toutes les villes importantes, satisfaction n'a été obtenue que par la grève.*

Donc, proclame-t-il, *les commissions mixtes doivent être dès à présent condamnées*, et il ajoute :

La conclusion de ce qui précède s'impose d'elle-même : les

Commissions mixtes ou les arbitrages n'ont jamais rapporté à la classe du travail que des minima concédés par le patronat, alors qu'il se sentait contraint aux maxima en continuant la lutte, et encore, dans beaucoup de cas, ces concessions ont été violées lorsqu'aucune organisation n'en imposait le respect par sa puissance.

Il ne reste donc qu'un moyen d'émancipation pour le prolétariat : l'*organisation syndicale*. Une arme pour l'obtention d'un mieux-être : *la grève*.

Nous ne saurions mieux dire ! Et cela, c'est encore un des résultats de l'agitation du Premier Mai.

Quand on se souvient du passé, des tiraillements au sein de l'organisme confédéral, à propos de méthodes ; quand on se rappelle qu'au Congrès de Bourges la Fédération du Livre, qui symbolisait les méthodes « pratiques » de modérantisme, de pondérantisme, avec pour étendard la Commission mixte, menait le branle contre les révolutionnaires, on ne peut que se réjouir de voir dissipé ce paralysant équivoque. La typographie parisienne — qui représente à elle seule plus du tiers de toute la Fédération du Livre — éduquée à pied d'œuvre, par l'expérience, répudie ces méthodes d'enlisement et proclame la haute valeur de l'action syndicale, pure de toute compromission patronale.

Et cela, nous le devons à la campagne pour les huit heures !

J'ai, ci-dessus, tâché de noter, principalement au point de vue moral, les conséquences de la première campagne d'agitation efficace pour la conquête de la journée de huit heures.

Ce bilan se solderait-il par ces seuls trois mots : « Nous avons agi!... » que, sans plus, serait justifiée la campagne engagée.

Mais, nous l'avons vu, il y a plus à enregistrer : il n'y a chez les travailleurs, après la bataille, ni lassitude, ni affaissement ; des syndicats se sont fortifiés, d'autres se sont créés sous l'impulsion de la propagande confédérale ; la C. G. T. sort considérablement grandie de l'épreuve ; elle s'érige désormais contre l'organisme d'action offensive contre le capitalisme. Outre cela, le mouvement du Premier Mai 1906 nous a permis de noter la faillite de la méthode

de pacifisme social que symbolisait la Commission mixte ; de mesurer la décrépitude de la Bourgeoisie apeurée par l'action ouvrière ; de constater une fois de plus que tous les gouvernements se valent et que, quels qu'ils soient, ils seront toujours les souteneurs du capital.

En une prochaine étude, j'examinerai les résultats matériels, les profits tangibles retirés du mouvement du Premier Mai.

Emile POUGET

Index Bibliographique

E. DURKHEIM. — L'année sociologique, neuvième année, 1904 1905 (Paris, Alcan, 1906).

G. SALVIOLI. — Le capitalisme dans le monde antique (Paris, Giard et Brière, 1906).

J.-B. SÉVERAC. — La secte russe des Hommes-de-Dieu (Paris, Cornély, 1906).

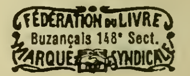
— Nietzsche et Socrate (Paris, Cornély, 1906).

Docteur DARRICARRÈRE. — Le droit à l'avortement (Paris, Albin Michel, 1906).

L'abondance des matiéres nous oblige à renvoyer nos « Notes Bibliographiques » et notre « Chronique politique et Sociale ».

Le Gérant : JEAN RIEUX.

COMPOSÉ EN COMMANDITE
IMPRIMERIE F. DEVERDUN
Buzançais (Indre)



Les Illusions du Progrès

Avant-Propos

On a dit bien des fois que les peuples sont plutôt gouvernés par le pouvoir magique de certains mots à la mode que par des idées, par des préjugés que par des raisons, par des dogmes, dont nul ne se soucie de rechercher l'origine, que par des doctrines fondées sur l'observation des faits. Le Play, qui prétendait introduire en France des réformes sociales appuyées sur des enquêtes minutieuses poursuivies dans le monde entier, se trouva arrêté par des forces qui lui semblaient manifester la négation de toute science ; il voyait se lever contre lui quantité de gens qui étaient passés maîtres dans l'art de discuter et d'écrire, mais qui n'avaient jamais rien demandé à l'expérience ; très peu nombreux étaient ses adversaires qui étaient capables de voir ce qu'avait d'illusoire sa méthode, et il fut plutôt condamné que jugé. Il ne faut donc pas s'étonner s'il a signalé, avec amertume, le danger des mots magiques, des préjugés et des dogmes.

Le Play était effrayé par le danger que présente la « dissimulation de la pensée par un langage captieux ». — « Ce qui ne peut être obtenu par aucun arrangement de mots définis, devient facile avec des mots vagues qui comportent, suivant la disposition d'esprit de ceux qui les lisent ou les enten-

dent, des sens absolument opposés. Beaucoup de mots prêtent aujourd'hui à ces manœuvres ; et il en est quatre surtout qui, dans le débordement actuel de l'erreur, sont devenus particulièrement propres à dissimuler la pensée ». Ces quatre mots sont ceux de liberté, de progrès, d'égalité et de démocratie ; il ajoutait, d'ailleurs, qu'on pourrait également adresser le même reproche aux termes : civilisation, société moderne et association ; il croyait (en 1869) que « l'esprit français, soutenu par la lucide littérature du grand siècle, ne restera pas dans cette ornière (1). » Suivant son habitude, Le Play se montrait aveugle en parlant de l'avenir.

Ce que Le Play avait bien vu, c'est que l'idéologie moderne est toute pleine de confusion ; la notion du progrès est, je crois, celle qui peut le plus facilement servir à comprendre ce caractère de la pensée bourgeoise. Nous ne sommes pas ici en présence d'une notion obscure et profonde, mais d'une construction compliquée artificiellement et superficielle. On pourrait se demander quelquefois si, en parlant du progrès, on ne s'engage pas dans une sorte de labyrinthe imaginé pour tromper les hommes simples et fournir aux sophistes des ressources infinies, leur permettant d'éviter toute discussion sérieuse; chaque fois que l'histoire proposait une difficulté aux apologistes de la société, ceux-ci ajoutaient quelque nouvel élément à leur labyrinthe ; il en est résulté qu'il est devenu souvent impossible de savoir ce qu'il faut entendre par progrès.

La seule manière d'apporter quelque lumière dans une question aussi confuse consiste à décrire l'histoire de la notion ; c'est ce que je vais essayer de faire, en montrant que la doctrine du progrès n'a pas été une grande décou-

---

(1) Le Play. *Organisation du travail*, 3e édit., p. 339, 340-342.

verte de la science moderne, mais une suite d'apologies du temps présent, faites au hasard des circonstances.

Au cours de ces études, j'ai été amené très souvent à rechercher quelles sont les relations qui existent entre l'idéologie et les conditions d'existence d'une classe. Ce problème offre un si grand intérêt pour tous ceux qui s'intéressent aux conceptions historiques de Marx, que j'ai cru devoir le traiter avec quelque développement chaque fois que je l'ai rencontré. Je me suis même permis de faire, plus d'une fois, l'école buissonnière et de sortir de mon sujet quand j'ai eu l'occasion de donner des explications sur l'origine des idées modernes, en sorte que j'ai abordé ici le plus grand nombre des questions intéressantes que l'on peut se poser à propos du développement de la pensée bourgeoise. Il résulte de là beaucoup de longueurs ; mais je crois que les lecteurs ne trouveront pas que ces digressions soient la partie la moins utile de mon travail.

J'espère qu'on ne me reprochera pas trop mon manque de respect pour les hommes du XVIIIe siècle ; c'est *le grand siècle bourgeois*, cher à MM. Joseph et Salomon Reinach (1) ; mais les socialistes ne sont pas tenus de traiter comme des saints ou des héros les personnages de l'Olympe bourgeois. Si mes articles sont lus par des *blocards*, ceux-ci me reprocheront d'avoir utilisé les livres de M. Brunetière que le Bloc a jugé indigne d'occuper une chaire au Collège de France ; mais il m'a semblé que je ne saurais recourir à un meilleur guide pour connaître l'ancienne littérature de notre pays.

(1) Celui-ci a demandé, dit-on, que les classiques du XVIIe siècle fussent supprimés de l'enseignement, comme entachés de cléricalisme et antiblocards !

CHAPITRE PREMIER

Les premiers aspects du progrès.

I

Les historiens font remonter les origines de la doctrine du progrès à la querelle des anciens et des modernes, qui fit tant de tapage durant les dernières années du XVII[e] siècle. Il peut sembler singulier à plus d'un homme de notre temps qu'une querelle purement littéraire ait pu engendrer une telle conséquence, car nous ne serions guère disposés aujourd'hui à admettre qu'il puisse exister un progrès artistique.

Rien ne nous paraît plus étrange que le mauvais goût de Perrault mettant systématiquement ses contemporains au-dessus des grands hommes de l'antiquité ou de la Renaissance, et, par exemple, préférant Lebrun à Raphaël. On aurait pu croire, tout d'abord, qu'il s'agissait seulement d'une niaiserie de fonctionnaire ; le premier manifeste de Perrault, lu à l'Académie en 1687, s'appelait, en effet, le *Siècle de Louis le Grand* ; M. Brunetière en dit fort justement (1): « Il faut convenir que Boileau, quand il louait le prince, usait d'un autre style ; et qu'à défaut d'une indépendance d'esprit dont personne alors ne se piquait, un goût plus sûr, inspiré peut-être de celui des anciens, l'avait du moins préservé de cette

---

(1) Brunetière. *Evolution des genres dans l'histoire de la littérature*, 3[e] édition, p. 116.

platitude dans l'adulation. » Mais la discussion prit bientôt une allure plus générale par suite de l'intervention de Fontenelle, et Perrault, après avoir exposé ses idées en vers, développa en trois volumes de prose les raisons qui devaient faire préférer les modernes aux anciens (1688-1692-1697).

Pour bien comprendre cette affaire il faut se persuader que les hommes du XVIIe siècle étaient loin d'avoir pour leurs grands contemporains l'admiration pieuse que la postérité leur a vouée ; Bossuet lui-même, que l'on aime tant à se représenter comme ayant été le véritable type de l'époque, n'était nullement apprécié à sa juste valeur, même par le roi ; ses auditeurs estimaient qu'il ne faisait pas assez parade de beau langage, de fine rhétorique et de préciosité, ou encore qu'il ne savait pas éveiller suffisamment la curiosité par ces portraits que recherche toute société aristocratique, affolée de médisance (1).

On pourrait croire que Boileau a été un maître universellement respecté, si l'on se bornait à examiner son influence sur les œuvres de premier ordre ; La Fontaine, Molière et Racine lui doivent beaucoup, suivant l'opinion de M. Brunetière (2) ; mais il ne faut pas juger un siècle par les personnages qui seuls ont survécu ; ils sont presque toujours, en contradiction avec les tendances les plus communes, et ils sont devenus immortels surtout pour cette contradiction.

Nous nous figurons assez volontiers que les contemporains de Boileau auraient été heureux d'être affranchis par lui du joug de Chapelain : « Jusqu'aux satires de Boileau, qui ne parurent pour la première fois, qu'en 1665, on bailla sur *la Pucelle* ; et, tout en baillant, on déclara que l'ouvrage était

(1) Brunetière. *Etudes critiques sur l'histoire de la littérature française*, 6e série, pp. 205-206.
(2) Brunetière. *Loc. cit.*, pp. 164-165.

toutefois parfaitement beau » (1). Chapelain avait été si longtemps regardé comme étant le maitre incontesté des lettres françaises que beaucoup de gens bien élevés étaient froissés de le voir vilipender par un petit parvenu et qu'ils attendaient une occasion favorable pour prendre part à une guerre contre le critique. Il y a du vrai dans l'observation de M. Brunetière, qui regarde Boileau comme un représentant de l'esprit bourgeois s'opposant « à l'esprit des salons et des ruelles (2) ». Ce ne fut pas d'ailleurs sans peine que Boileau entra à l'Académie, qui était la citadelle des amis de Chapelain (3).

Le goût français est demeuré fidèle aux principes de Boileau : nous estimons, comme lui, le bon sens, la clarté, le naturel du langage ; nous redoutons les excès de l'imagination ; nous apprécions une manière de se tenir à mi-chemin entre la recherche et le parler populaire. Les peuples étrangers furent frappés d'une si grande admiration pour cette littérature qu'ils s'efforcèrent, durant longtemps, de plier leur génie aux règles françaises (4). Nous avons donc quelque peine à comprendre les résistances que notre propre siècle classique opposait à l'esthétique de Boileau.

Pour se rendre un compte parfaitement exact des raisons qui provoquaient le respect, un peu superstitieux, de Boileau pour les anciens, il faut se reporter à la méthode que Le Play conseillait de suivre pour constituer une science qui permît d'éclairer les hommes s'occupant de réformer nos sociétés contemporaines.

Le Play avait le plus profond mépris pour toutes les discus-

---

(1) Brunetière. *Evolution des genres*, p. 79.
(2) Brunetière. *Op. cit.*, p. 92.
(3) H. Rigault. *Histoire de la querelle des anciens et des modernes*, p. 151.
(4) Brunetière. *Etudes critiques*, 6e série, pp. 189-190.

sions abstraites relatives aux principes des gouvernements ; il voulait que l'on procédât à des enquêtes en vue de déterminer quelles sont les nations prospères et, pour chacune de ces nations, quels sont les principes qui, au cours de l'histoire, ont assuré sa grandeur : il aurait voulu que les Français introduisissent chez eux, « les modèles excellents » que l'on parvenait ainsi à découvrir pour la constitution de la famille, l'organisation du travail et la hiérarchie politique. Notre esprit est ainsi fait que nous raisonnons beaucoup plus par analogies que par syllogismes ; nous ne comprenons parfaitement un principe qu'après avoir pu évoquer une représentation très claire du système qu'il résume scolastiquement, et nous sommes toujours disposés à admettre qu'il y aurait bénéfice à reproduire chez nous des choses qui existent dans un pays ayant acquis un grand prestige dans le monde, pour une cause quelconque : c'est ainsi que tant d'institutions nous sont venues d'Angleterre, d'Amérique et, plus récemment, d'Allemagne.

Les hommes de la Renaissance et de la Réforme avaient déjà procédé de cette manière ; ils avaient acquis une si grande familiarité avec les antiques littératures qu'ils pouvaient croire posséder une connaissance expérimentale, les premiers des mœurs grecques, les seconds des mœurs apostoliques ; ils avaient demandé à leurs contemporains de les suivre dans cette restauration du passé ; Ronsard n'estimait pas plus difficile de faire revivre le génie hellénique que Calvin ne jugeait difficile de devenir un disciple de saint Paul (1) L'échec de ces deux tentatives ne prouvait nullement contre le principe, car on pouvait se demander si cet échec ne provenait point d'une exagération des réformateurs : des

(1) Brunetière. *Op. cit*, 4e série, 3e édition, p. 171.

modèles, pour excellents qu'ils soient, ne sont jamais que des modèles dont il faut apprendre à se servir avec art.

Les jansénistes acquirent une grande popularité, qui n'est pas sans étonner plus d'un auteur moderne, mais qui s'explique très facilement quand on se reporte aux indications précédentes. Ils croyaient possible de remonter jusqu'à saint Augustin, en refoulant toutes les sottises et les impuretés introduites soit par les docteurs du temps d'ignorance, soit par les casuistes courtisans ; saint Augustin, tout nourri de traditions classiques, semblait plus facile à atteindre que les premiers disciples. L'immense succès obtenu par les *Provinciales* (1656-1657) montrait que le public était disposé à recevoir une telle direction augustinienne. Suivant M. Brunetière, La Fontaine et Molière furent les seuls écrivains notables qui échappèrent complètement à cette influence ; elle se fit sentir sur le jésuite Bourdaloue, dont les sermons auraient pu être signés par Port-Royal (1).

Pourquoi une réforme intelligente de la littérature ne pourrait-elle pas réussir comme avait réussi, semblait-il, celle de la morale ? Dans les deux cas, il s'agissait de combattre les infiltrations italiennes et espagnoles ; les écrivains français avaient beaucoup trop admiré le cavalier Marin, qui avait excellé dans le bavardage précieux, et Gongora « dont le nom est devenu synonyme d'emphase et de galimatias (2). » Boileau, voulant imposer à ses contemporains,

---

(1) Brunetière, *loc. cit*, pp, 164-165. Sainte Beuve dit que Bourdaloue usait fort dans la pratique « des maximes de la pénitence restaurée par Port-Royal » et que ses sermons satisfaisaient pleinement les amis des solitaires (*Port-Royal*, t. II, p. 156) ; et ailleurs, parlant du sermon sur le petit nombre des élus, il écrit : « Que disait autre chose M. de Saint Cyran à saint-Vincent-de-Paul, qui pourtant, à ce qu'il paraît, s'en choquait comme d'un échec porté à l'efficace des sacrements » (p. 190).

(2) Brunetière *Evolution des genres*, p. 88.

hallucinés par de tels modèles, le naturel et le bon sens, leur proposait « les modèles excellents » que présentait la littérature ancienne. On peut soutenir que Boileau reprenait une conception de Ronsard et qu'il a abondé dans le sens des « réformateurs » de la Pléiade qu'il a cependant cruellement jugés (1) ; mais il reprenait l'œuvre de ses prédécesseurs, comme Port-Royal reprenait celle de Calvin, en croyant faire quelque chose de tout à fait différent et en rendant la réforme acceptable aux Français.

Tous les grands écrivains du XVIIe siècle furent avec Boileau quand éclata la querelle des anciens et des modernes, tandis que Perrault était un infatigable défenseur des mauvais auteurs que Boileau a tués, Chapelain, Cotin, Saint-Amant ; l'esthétique de Boileau était trop gênante pour les médiocres pour qu'elle pût être acceptée par des gens habitués à une grande liberté d'allures (2). On est quelque peu étonné, au premier abord, de rencontrer parmi les partisans des modernes un homme aussi savant que Bayle ; mais il ne faut pas oublier que Bayle manquait de goût, qu'il composait à la manière du siècle précédent et qu'il était fort indifférent à la valeur littéraire des livres qu'il lisait ; on a eu tort d'expliquer son attitude par un sentiment d'hostilité pour une esthétique protégée par Louis XIV (3).

Les gens du monde tenaient naturellement pour les modernes pour des raisons qui se rencontrent encore aujourd'hui à la base de toutes les déterminations de ces personnages : « Ces juges mondains ont l'horreur instinctive de tout ce qui est grave et sérieux. L'art n'est qu'un amusement et un passe-temps pour eux (4). » Les femmes prirent, presque toutes, le parti de Perrault ; la dixième satire de Boileau

(1) Brunetière. *Evolution des genres*, pp. 45-46 et p. 104.
(2) Brunetière. *Etudes critiques*, 5e série, p. 190.
(3) H. Rigault. *Op. cit.*, p. 233.
(4) Brunetière. *Evolution des genres*, p. 127.

fut peut-être provoquée par la mauvaise humeur que lui occasionnait leur opposition ; son ennemi, au contraire, célébra avec enthousiasme des juges aussi indulgents ; M. Brunetière estime que la femme a eu une influence très fâcheuse sur notre littérature, en l'éloignant de traiter avec le sérieux qu'elles comportent les questions vraiment graves de la vie (1).

Perrault, en distribuant avec largesse des brevets d'immortalité. ne pouvait faire autrement que d'augmenter beaucoup le nombre de ses amis ; voici un exemple de ses décisions littéraires (2) :

> Combien seront chéris des races futures,
> Les galants Sarrazins et les tendres Voitures,
> Les *Molières naïfs*, les Rotrous, les Tristans,
> Et cent autres encor, délices de leur temps !

Il n'est donc pas étonnant que Perrault eût pour lui les gazettes littéraires et la très grande masse des gens qui se piquaient de lettres. Le *Journal de Trévoux* nous fournit les renseignements les plus précieux sur les tendances du temps ; les jésuites n'avaient aucune raison d'être agréables à Perrault dont le frère, docteur en Sorbonne, avait soutenu Arnauld ; Boileau fit de grands efforts pour obtenir les bonnes grâces de jésuites influents, mais il ne put les gagner à sa cause (3). On aurait pu supposer que des gens faisant profes-

---

(1) H. Rigault. *Op. cit.*, pp. 242-243, p. 248 et p. 259 ; *Brunetière, op. cit.*, p. 129. Madame de Sévigné, l'abbesse de Fontevrault, madame de Longueville, la princesse de Conti furent parmi les exceptions.
(2) H. Rigault. *Op. cit.*, p. 146.
(3) H. Rigault. *Op. cit.*, p. 229, p. 231.

sion d'humanisme auraient été cependant pour les anciens; mais toutes les fois que les jésuites ont eu à prendre position en France, ils ont toujours soutenu le parti de la médiocrité, parce qu'ils étaient ainsi assurés d'avoir de leur côté le plus grand nombre des gens du monde ; ils avaient défendu la médiocrité morale contre les jansénistes ; ils défendirent la médiocrité littéraire contre Boileau ; et je crois bien que, de tout temps, leurs collèges ont été institués pour produire la médiocrité scientifique.

La défaite de Boileau devait donc être complète. « Il put voir tout autour de lui la *préciosité* renaître et, dans les ruelles transformées en salons, les Fontenelle et les Lamotte reprendre la tradition des Balzac et des Voiture. Ce sera bien autre chose encore, quelques années plus tard, quand la marquise de Lambert et après elle Mme de Tencin seront devenues des puissances. Les premières années du XVIIIe siècle rappelèrent les premières années du XVIIe (1). » Suivant Fontenelle, Mme de Tencin et l'abbé Trublet, Lamotte était l'un des plus beaux génies que la France eût possédés, et voici un exemple de la poésie philosophico-scientifique de Lamotte admirée par Fontenelle (2):

La matière de ce vide
Entre ce corps supposé
Se répand comme un fluide ;
Ce n'est qu'un plein déguisé.

La revanche de Boileau devait se produire de nos jours ; il n'est pas inutile d'expliquer comment elle a pu se réaliser.

---

(1) Brunetière. *Op. cit.*, pp. 109-110.
(2) H. Rigault H. *Op. cit.*, p. 366 et p. 161.

Une révolution moderne a établi une scission fondamentale entre deux groupes d'écrivains : les uns se vantent d'être devenus des ouvriers des lettres ; ils se sont formés par un long apprentissage et ils travaillent extraordinairement leur langue ; — les autres ont continué à écrire suivant le goût du jour. Les raisons de ce phénomène se trouvent probablement dans le changement qui est survenu dans la matière même de l'art. M. Brunetière définit fort heureusement le style d'un auteur « l'espèce de maîtrise que le génie exerce sur la matière de l'art d'écrire » et il ajoute : « Toutes les grandes révolutions littéraires sont des révolutions de la langue. Chez nous, en France, à bien regarder l'histoire de notre littérature, c'est la langue d'abord et en définitive, que tous les novateurs ont révolutionnée dans son fonds : Ronsard, Malherbe, Boileau, Jean-Jacques, Chateaubriand, Victor Hugo (1). » La langue contemporaine est devenue d'autant plus difficile à manier qu'elle a abandonné les expressions vagues pour faire appel à des images bien déterminées.

Les artistes de style sont les vrais successeurs de Boileau : « Dans ce bourgeois, dit M. Brunetière il y a un artiste, je veux dire un *remarquable ouvrier* et un *théoricien consciencieux* de son art... Si quelqu'un a senti le prix de la forme en poésie, c'est Boileau... C'est ce qui peut servir à rendre raison de l'estime singulière que Boileau... a toujours professée pour Voiture. Il attendit qu'il fût mort pour en déclarer les jeux de mots insipides, dans sa satire sur l'équi-

---

(1) Brunetière, *Etudes critiques*. 2e série, 5e édition, p. 269. Il estime que l'on peut raisonner de la même manière pour la peinture, et qu'en général « les grandes révolutions dans l'histoire de l'art sont des révolutions dans le matériel même de l'art » et que notamment « c'est la technique proprement dite et peut-être uniquement que Raphaël a modifiée. »

voque ; et, en attendant, il lui savait gré d'avoir extrêmement travaillé ses ouvrages (1).

Les hommes qui travaillent aujourd'hui avec un patient labeur leurs écrits, s'adressent volontairement à un public restreint ; les autres écrivent pour les cafés-concerts et pour les journaux; il y a maintenant deux clientèles bien séparées et deux genres de littérature qui ne se mêlent guère. Aujourd'hui on a peine à comprendre la grande place que nos pères attribuaient à Béranger ; l'article que Renan publia sur lui, en 1859, produisit un scandale (2) ; il nous paraîtrait, à l'heure actuelle, bien trop favorable à celui qu'on nommait alors le *poète national*. Béranger fut un intermédiaire entre Parny et les chansonniers de cafés-concerts ; la position moyenne qu'il occupait, ne correspond plus du tout à nos habitudes littéraires actuelles : nous voulons que l'on soit un poète sérieux ou un arrangeur de refrains vulgaires pour l'*Eldorado* (3) ; ses maîtres du XVIIIe siècle sont oubliés comme lui, parce que ce furent, eux aussi, de médiocres ouvriers.

Les conséquences de cette transformation furent très considérables sur la pensée moderne. Les petits pamphlets que Voltaire lançait contre le christianisme sont passés de mode ; peu à peu on est descendu des encyclopédistes à M. Homais et aux rédacteurs de *La Lanterne*, tandis que la littérature consacrée aux questions d'histoire religieuse

---

(1) Brunetière, *Evolution des genres*, pp. 105-108. On sait que la satire sur l'équivoque a été imprimée seulement après la mort de Boileau.

(2) Cet article est reproduit dans le volume intitulé : *Questions contemporaines*. Renan ne paraît pas s'apercevoir que le genre de Béranger est fini faute d'être assez artistique.

(3) Cette profonde scission constitue une des grosses difficultés que présente la création d'un théâtre populaire ; les gens qui s'occupent de cette question ne semblent pas se douter du changement qui s'est produit dans nos habitudes depuis un siècle.

devenait très grave et presque austère. L'immense succès obtenu par les premiers ouvrages de Renan tint à ce que celui-ci sut trouver rapidement le ton sérieux qui convenait au sujet d'après nos idées contemporaines (1). On a cru souvent que l'esprit voltairien aurait disparu le jour où la bourgeoisie aurait cru nécessaire à son intérêt de se mettre à la remorque de l'Eglise ; c'est là une explication idéologique et superficielle : l'esprit voltairien a disparu quand une révolution littéraire a rendu presque ridicule l'outillage qu'employait Voltaire. On trouverait peu d'exemples aussi remarquables pour montrer l'influence que la matière exerce sur la pensée.

II

La querelle des anciens et des modernes a eu des conséquences qui dépassèrent infiniment le domaine de l'art. La société française, fière de ses conditions nouvelles d'existence et maintenant persuadée qu'elle avait atteint ou même dépassé les plus fameux temps célébrés par les historiens, estima qu'elle n'avait plus de modèles à aller chercher dans d'autres pays ; c'était elle qui devait désormais servir de modèle à tous les peuples policés ; c'était son goût qui déciderait seul de la valeur des ouvrages de l'esprit ; elle entendait jouir, en toutes choses, des fruits de sa civilisation propre sans être censurée par personne.

A la fin du xviie siècle, les questions religieuses qui avaient passionné le pays, laissaient tout le monde indifférent, à ce point que Bossuet et Fénélon gardèrent dans leurs papiers des ouvrages importants de controverse ; les sermons de

(1) On pourrait se demander si Renan ne s'est pas beaucoup inspiré de Rousseau, qui parle du christianisme d'une manière si différente de celle de ses contemporains et dont le style est si prodigieusement travaillé.

Massillon ne roulent que sur la morale (1). On a supposé souvent que les persécutions exercées contre les jansénistes et les querelles assez vaines du quiétisme avaient eu une grande influence sur cette décadence des idées religieuses (2).

Durant les dix dernières années du XVIIe siècle, tout le monde était à la joie de vivre ; jadis le jansénisme avait fourni un moyen de soulever les problèmes de la doctrine chrétienne, de combattre les solutions apportées par les casuistes prônant la religion facile et de justifier une discipline austère ; maintenant on voulait largement profiter du bonheur que permettait l'ère nouvelle, le jansénisme fut dès lors trouvé fort ennuyeux ; le nombre de ses protecteurs diminuant dans la haute société, Port-Royal fut abandonné à la fureur de ses ennemis. Je ne crois donc pas qu'il faille attribuer aux persécutions contre les jansénistes l'abaissement du niveau moral ; je comprends la relation tout à rebours. Il demeura cependant quelques familles qui conservèrent les vieilles mœurs et affectèrent une moralité archaïque avec d'autant plus de morgue qu'elles étaient plus isolées ; dans ces familles, le jansénisme demeura comme une protestation souvent fanatique.

Tout le monde fut alors scandalisé, non seulement de la dissolution des mœurs féminines, mais encore de l'indulgence avec laquelle la haute société traitait les émancipées. « Mademoiselle de la Force [qui s'était affichée comme la maîtresse du comédien Baron] tout autant qu'avec les Vendôme, était familière avec la princesse de Conti (3) ». Dans une

---

(1) Brunetière. *Etudes critiques*, 5e série, pp. 162-163 et p. 225. M. Brunetière appelle même cette morale une *morale presque laïque*.

(2) Brunetière. *Loc. cit.*, pp. 217-224.

(3) Brunetière. *Loc. cit.*, p. 210. Le roi la contraignit cependant à s'enfermer dans un couvent de 1702 à 1713 ; elle mourut en 1724.

lettre du 19 novembre 1696, l'abbé Dubos dit à Bayle que les dames veulent avoir pour laquais « les plus grands garçons et les mieux faits », qu'elles n'ont plus de suivantes mais des valets de chambre (1).

Boileau eut le courage d'attaquer les femmes ; mais sa satire causa un scandale énorme ; Arnauld, qui était en Belgique et vivait sur d'anciennes idées, approuva la rigueur du poète ; mais ses amis le prévinrent que son approbation produisait le plus mauvais effet (2). Je suppose que si Bossuet se prononça contre Boileau, c'est qu'il sentit le danger de braver ouvertement l'opinion ; il y a, en effet, une grande différence entre une diatribe de prédicateur et une critique d'un homme de lettres ; la première peut être très violente sans blesser personne (3) ; tout le monde sait que Bossuet ne passait point pour très courageux.

Il est très remarquable que Bayle eût conservé du christianisme une conception pessimiste de l'homme, en sorte que M. Brunetière a pu dire qu'il avait conservé la morale religieuse en la déchristianisant ; suivant Bayle, l'homme doit résister à la nature, ce qui paraîtra scandaleux plus tard. Avec Fénélon l'idée de la bonté de l'homme entre dans la haute littérature (4) et elle correspondait si bien aux tendances profondes des contemporains que l'optimisme ne devait pas tarder à dominer partout. On peut dire qu'à la fin du XVII[e] siècle la terreur du péché, le respect de la chas-

---

(1) L'abbé Dubos signale que le changement des mœurs s'est produit depuis environ dix ans ; la consommation d'eau-de-vie a quadruplé et la passion du jeu est devenue extraordinaire (Brunetière *Loc. cit.*, pp. 210-211.)

(2) Rigault. *Op. cit.*, pp. 259-260.

(3) Il ne faut pas perdre cela de vue quand on lit certains sermons de Bourdaloue contre les mauvaises mœurs de la Cour.

(4) Brunetière. *Loc. cit.*, pp. 157-158 ; pp. 180-181.

teté et le pessimisme disparaissaient à peu près en même temps ; le christianisme s'évanouissait donc.

Cette société ne pouvait se passer d'une philosophie parce qu'elle avait reçu des générations précédentes l'habitude de beaucoup raisonner, et particulièrement celle d'appliquer, en toutes questions, des raisonnements juridiques : c'est ainsi que les discussions sur la grâce, sur la prédestination, sur les sacrements, avaient pu occuper pendant un demi-siècle une place si prépondérante dans l'histoire de la France. Une telle société n'aurait pu s'abandonner à son bonheur sans chercher à justifier sa conduite ; elle était donc obligée de prouver qu'elle avait le droit de ne pas suivre les anciennes maximes ; car si elle n'avait pu donner cette preuve, n'aurait-on pas pu la comparer à un fils de famille qui, trop pressé de jouir de l'héritage paternel, dévore les ressources du lendemain. On fut donc très heureux de trouver des avocats habiles qui établirent doctoralement qu'on avait raison de s'amuser sans souci des conséquences (1). Ce fut l'origine de la doctrine du progrès, — Fontenelle eut le mérite de révéler à ses contemporains la possibilité d'une telle philosophie.

Nul ne songeait à contester que sous Louis XIV les conditions de la vie ne fussent devenues bien plus douces pour les hautes classes qu'elles ne l'avaient été sous le roi précédent et dès lors on avait le droit de se poser les questions suivantes : pourquoi les forces qui avaient produit cette amélioration ne seraient-elles pas des forces résultant de la nou-

(1) Il n'est pas inutile d'observer que le besoin d'une apologie était d'autant plus indiqué que des signes de décadence se faisaient sentir à l'époque où Perrault écrivait ses *Parallèles*. Le prix des terres commençait à être en baisse et cette baisse devait continuer bien au-delà encore du règne de Louis XIV. (D'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800*, t. I, pp. 387-388.

velle constitution des sociétés, par suite aussi naturelles que celles du monde physique? Pourquoi, si elles continuaient à agir, ne donneraient-elles pas un mouvement accéléré dans le monde social comme la pesanteur en produit un dans le monde matériel? Pourquoi, s'il en est ainsi, se préoccuper du sort de nouvelles générations qui sont destinées à posséder automatiquement un sort bien supérieur à celui dont on jouit aujourd'hui? M. Brunetière a très bien observé que l'idée de la stabilité des lois de la nature est un élément de la théorie du progrès (1); mais il faudrait encore savoir si cette idée est venue de la physique ou bien si elle ne doit pas s'expliquer uniquement par des raisons historiques; c'est cette deuxième hypothèse qui me semble être la plus vraisemblable.

Les contemporains de Fontenelle (qui popularisa cette idée de la stabilité des lois naturelles) étaient surtout frappés de voir à quel point la majesté royale avait pu s'élever au-dessus des accidents, d'une manière qui semblait définitive; ils étaient assez disposés à rapporter tous les mouvements aux impulsions que la société recevait de l'autorité royale; ils devaient donc regarder les institutions royales comme étant une force constante qui ajoutait chaque jour quelque nouvelle amélioration aux améliorations déjà acquises. La conception d'une accélération devait donc s'imposer à eux d'une manière à peu près mécanique. On peut même se demander si la loi de l'accélération des graves ne s'était présentée à Galilée par suite d'analogies politiques; déjà de son temps la puissance des monarques était devenu assez absolue pour qu'on pût y voir un type de force constante (2).

(1) Brunetière. *Loc. cit.*, pp. 239 240.

(2) Il se peut que l'idée d'accélération. après être descendue de la politique à la physique, ait ensuite parcouru le chemin

Suivant M. Brunetière l'idée du progrès dépendrait beaucoup de deux importantes thèses cartésiennes relatives à la science : la science ne se sépare point de la pratique et la science va toujours en croissant (1). Il semble, en effet, que de telles prémisses on doive conclure immédiatement à un progrès indéfini ; mais je pense qu'on se trompe lorsqu'on attribue à ces thèses la portée scientifique que pourrait leur donner un écrivain moderne ; elles n'avaient, au XVII[e] siècle, que la valeur qui résultait des raisons politiques sur lesquelles l'esprit les pouvait fonder, en sorte que leur importance historique doit se mesurer en partant de l'observation des phénomènes politiques. Dès le temps de Descartes on voyait bien que les gouvernements de « nouveau modèle », avec leur pouvoir concentré et leur administration régulière, étaient en mesure d'exécuter leurs plans d'une manière à peu près exacte et qu'ils pouvaient ainsi réaliser l'union de la théorie et de la pratique. D'autre part la puissance royale semblait infinie ; on avait vu tant de changements extraordinaires se produire suivant le caprice du souverain — notamment en matière religieuse — qu'on devait croire que rien n'était impossible à la royauté ; la science ne pouvait jamais manquer à des princes qui avaient affirmé la plénitude de leur droit divin ; la science devait donc croître toujours en même temps que le pouvoir de ceux qui en avaient besoin pour régner. Après la révocation de l'édit de Nantes, ces considérations étaient encore bien plus fortes qu'au temps de Descartes (2).

---

inverse, en sorte que la théorie de la chute des graves ait collaboré à préciser l'idée de progrès. On pourrait, je crois, trouver des exemples analogues dans l'histoire des idées.

(1) Brunetière. *Op. cit.*, 4[e] série, p. 122.

(2) La querelle des anciens et des modernes éclata deux ans après cet événement.

Je ne conçois pas non plus l'influence de la vulgarisation, dans cette histoire, tout à fait comme M. Brunetière ; d'après celui-ci les hommes du XVII[e] siècle finissant auraient été émerveillés de savoir tant de choses et, au lieu de s'occuper, comme leurs pères, du soin de leur conscience, ils auraient préféré la science à la religion (1) et abandonné les points de vue de Bossuet pour ceux de Fontenelle. J'estime que la vulgarisation scientifique a une très grande place dans la formation de la philosophie nouvelle ; mais elle n'a pas eu une influence directe : le goût pour la vulgarisation a surtout contribué à établir un lien étroit entre la pensée des gens du monde et le cartésianisme. Il résulta de ce fait que la querelle littéraire sur les anciens et les modernes prit une portée qu'on n'aurait pu lui soupçonner ; on ne se contenta pas de lui donner l'appui d'avocats intéressés à vanter la manière frivole de vivre ; elle devint un moment de l'histoire de la philosophie. Fontenelle, qui était à la fois un bel esprit, un très habile vulgarisateur et un cartésien fanatique, put ainsi exercer sur la marche des idées une action qui est en singulière contradiction avec sa médiocrité.

Pour bien comprendre cette question, il faut nous arrêter un instant et jeter un coup d'œil rapide sur le cartésianisme, en recherchant les raisons qui ont pu le faire devenir une philosophie des gens du monde. Nous avons là un exemple fort remarquable de l'adoption d'une idéologie par une classe qui y trouve des formules capables d'exprimer ses tendances. Il y a peu de phénomènes plus importants que de telles adaptations pour le philosophe qui étudie les doctrines au point de vue du matérialisme historique. Il doit se tenir également en garde contre l'opinion de ceux qui veulent faire dériver les faits des idées et contre l'opinion de ceux qui veulent trouver dans toute philosophie un simple décor fabriqué avec

(1) Brunetière. *Op. cit.*, 5[e] serie, p. 225.

réflexion pour cacher le réel. En réalité, il est fort rare que l'on puisse découvrir un lien fort solide entre un système philosophique et les événements contemporains ; le créateur a opéré comme tout artiste, en interprétant, d'une manière imprévue, des sensations qu'il a éprouvées ; mais si le système dure, il peut se trouver adaptable à des besoins d'une société ultérieure. C'est ce qui est manifeste pour le cartésianisme.

Le règne de Descartes commença assez tard et M. Brunetière dit même que « l'influence du cartesianisme au XVIIe siècle est une de ces erreurs dont Victor Cousin a jadis infesté la littérature française (1) ». Pendant longtemps les grands théologiens ne semblent même pas avoir compris quel rôle devait jouer la philosophie cartésienne : ils voyaient que les gens du monde incrédules (que l'on nommait *libertins*) n'étaient nullement sensibles aux arguments employés par la scolastique pour prouver l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme ; ils pensaient que les raisons cartésiennes auraient plus de succès ; c'est à ce point de vue que s'est placé Bossuet dans sa lettre du 21 mai 1687 à un disciple de Malebranche et dans celle du 16 mai 1689 à Huet (2). Une fois les principes fondamentaux acceptés, les théologiens estimaient que l'ensemble de la religion ne présentait plus de très grandes difficultés.

Il est très probable que Pascal a écrit les *Pensées* contre les cartésiens (3). Il n'était pas professionnel en théologie et n'avait, par suite, nulle confiance dans les démonstrations

---

(1) Brunetière. *Op. cit.*, 5e série, p 46.

(2) Sainte-Beuve. *Port-Royal*, t. V, p. 367. Brunetière, *loc. cit.*, p. 47. Bossuet, dans cette deuxième lettre, paraît regarder Descartes comme ayant suivi les Pères de l'Eglise sur beaucoup de points ; M. Brunetière estime que c'est un jugement exact (p. 49).

(3) Brunetière. *Op. cit.*, 4e série, pp. 144-149.

scolastiques ; il se plaçait sur le terrain de l'expérience religieuse ; celle-ci exige qu'il y ait un Dieu toujours présent et il voyait que le cartésïanisme ne connaissait qu'un Dieu absent. Les raisons que Bossuet croyait suffisantes pour vaincre l'athéisme, paraissaient très faibles à Pascal ; c'est que l'évêque jugeait de tous les hommes comme de lui-même et ne voyait pas l'extrême différence qui existe entre le prêtre vivant au milieu des sacrements et le laïc ; pour celui ci l'expérience religieuse est bien plus difficile à réaliser. Descartes semblait encourager ceux qui regardent cette expérience comme impossible et de là vient la phrase souvent citée : « Je ne puis pardonner à Descartes ; il aurait bien voulu, dans toute sa philosophie (1), pouvoir se passer de Dieu ; mais il n'a pu s'empêcher de lui faire donner une chiquenaude pour mettre le monde en mouvement, après cela, il n'a plus que faire de Dieu » (fragment 77 dans l'édition Brunschvicg).

Sainte-Beuve a très bien compris que c'est en éloignant l'homme de Dieu que la philosophie du XVIII[e] siècle combattra Pascal ; à ses yeux, c'est Buffon qui, en créant une science de la nature, a le plus complètement refuté Pascal (2). Nous savons que Diderot a étudié avec passion l'histoire naturelle dans l'espoir de rendre Dieu tout à fait inutile (3) ; on saura gré à Descartes d'avoir préparé la voie aux encyclopédistes en réduisant Dieu à fort peu de chose, tandis qu'on cherchera à abaisser Pascal. Condorcet excellera dans l'art de rendre un grand génie ridicule, tout en le couvrant de fleurs : « Pascal, dit Sainte-Beuve (4), est pré-

---

(1) *Philosophie* veut dire *physique* ; ce sens existe encore en Angleterre.
(2) Sainte-Beuve. *Op. cit.*, t. III, p. 414.
(3) J. Reinach. *Diderot*, p. 170.
(4) Sainte-Beuve. *Loc. cit.*, p. 412.

senté comme victime d'une superstition sordide ; sa piété vive et tendre disparaît sous l'étalage des bizarreries ; l'*amulette* tant répétée date de là. »

Il ne me paraît point que les admirateurs contemporains de Pascal soient toujours fort heureux dans leur manière de le comprendre; ainsi M. Brunetière veut que Pascal ait cherché à abaisser la raison (1). Il ne faut pas confondre l'emploi scientifique de la raison avec ce qu'on nomme généralement le *rationalisme* ; c'est cette pratique illusoire que Pascal attaque sans merci ; non seulement parce qu'il est chrétien, mais aussi parce que son esprit ne pouvait admettre l'emploi mal entendu de méthodes imitées des mathématiques dans les questions morales : « J'avais passé longtemps dans l'étude des sciences abstraites ; et le peu de communication qu'on en peut avoir m'en avait dégoûté. Quand j'ai commencé l'étude de l'homme, j'ai vu que ces sciences abstraites ne sont pas propres à l'homme et que je m'égarais plus de ma condition en y pénétrant que les autres en les ignorant (fragment 144). » Il faut entendre par là qu'aux yeux de Pascal les sciences mathématiques forment un îlot fort restreint dans l'ensemble des connaissances et qu'on s'expose à une infinité d'erreurs en essayant d'imiter les raisonnements mathématiques.

C'est ainsi que Pascal condamne le rationalisme qui sera à la mode durant tout le XVIIIe siècle ; on croira alors qu'une démonstration est convaincante dès qu'elle est rédigée suivant la belle ordonnance qu'on rencontre dans les traités mathématiques. Turgot posera l'imitation comme un principe universellement reconnu (2). Les gens

---

(1) Brunetière. *Loc. cit.*, p. 147.
(2) Dans son discours du 11 décembre 1750 sur les progrès de l'esprit humain. (Turgot, collection Daire, t. II, p. 600.

du monde ne peuvent point arriver à comprendre que la force des raisonnements mathématiques ne réside point dans l'appareil logique des discours, mais dans l'ensemble des figures auxiliaires que trace le géomètre et qui constituent comme un mécanisme analogue à celui que l'expérimentateur introduit pour découvrir une loi physique ; *la véritable démonstration se trouve donc dans ce qui ne s'exprime point en paroles*. Lorsque les gens du monde croient appliquer les méthodes mathématiques, ils peuvent employer des syllogismes parfaits, mais ceux ci sont dépourvus de cette base réelle sans laquelle il est impossible de rien prouver ; en fait, ils ne prouvent rien du tout et concluent en affirmant, sous une autre forme, ce qu'ils avaient posé ou sous-entendu comme postulat (1).

L'esprit éminemment rigoureux de Pascal était froissé par les procédés fantaisistes et parfois charlatanesques, employés par les cartésiens pour se donner l'air d'expliquer le monde. Il parle avec un souverain mépris des « Principes de philosophie » qu'il rapproche des thèses de Pic de la Mirandole *de omni re scibili* (fragment 72) ; — il écrit cette ligne méprisante : « Descartes inutile et incertain » (fragment 78) ; — et encore : « Il faut dire en gros : Cela se fait par figure et par mouvement, car cela est vrai. Mais dire quels et *composer la machine*, cela est ridicule. Car cela est inutile et incertain et pénible. Et quand cela serait vrai, nous n'estimons pas que toute la philosophie vaille une heure de peine » (fragment 79).

C'est au nom de la véritable science que Pascal proteste contre une physique qui était seulement propre à satisfaire la curiosité des gens du monde ; plus tard Newton se pla-

---

(1) C'est pourquoi tant de philosophes ont contesté la valeur du syllogisme comme moyen de démonstration ; il n'est le plus souvent qu'une caricature de la démonstration.

cera au même point de vue que Pascal et il invitera les géomètres à ne point faire d'hypothèses pour expliquer la gravitation Nous savons que cette réforme newtonienne souleva beaucoup d'objections et il ne manque pas encore aujourd'hui de *gens éclairés* pour déplorer notre ignorance sur les *causes des lois* de la mécanique céleste. Pascal n'avait point encore la ressource de dire à ses contemporains : la preuve que toute votre prétendue philosophie est vaine et ne vaut pas une heure de peine, c'est que je résous sans elle tous les problèmes astronomiques (1). Il ne pouvait opposer aux illusions qu'il voyait si répandues autour de lui, que la protestation de l'homme de génie. Comme il écrivait pour lui seul, il ne se privait pas d'exprimer franchement toute la mauvaise humeur qu'il éprouvait en constatant l'enthousiasme provoqué par les belles et décevantes machines cartériennes.

Il me semble que je ne m'exagère pas la portée des *Pensées* quand je vois en Pascal un précurseur de M. Bergson ; quelquefois l'auteur a jeté sur la connaissance un regard si profond qu'il a écrit des choses dont peu de gens purent apercevoir le véritable sens à son époque. Nous comprenons aujourd'hui assez facilement qu'une connaissance cons-

---

(1) Newton a exprimé au moins deux fois l'incompétence de la science en présence des mécanismes cartésiens : « Virium causas et sedes physicas jam non expendo » ; — « Rationem harum gravitatis proprietarum nondum potui deducere et hypotheses non fingo. » Cependant il n'osait pas nier complètement l'intérêt que présentent des considérations sur de telles causes ; on en trouve la preuve dans une lettre à Bayle et une autre à à Bentley (Stallo, *La matière et la physique moderne*, p. 31 et pp. 34-35). Ce sont les successeurs qui, pourvus d'un instrument excellent et ne voyant plus l'intérêt de la *philosophie cartésienne*, s'émancipèrent complètement ; Côtes fit le premier une déclaration radicale ; dans sa lettre du 18 octobre 1760. Euler proteste encore contre cette simplification.

truite suivant un mode mathématique ne peut atteindre la parfaite réalité, en sorte que le clair et le logique (qui servaient de critères à la vérité suivant l'opinion des cartésiens, ne sont applicables qu'à une vue superficielle de la nature ou ne conviennent exactement qu'à ce monde artificiel que l'homme construit par l'expérimentation. Il est évident que Pascal ne pouvait avoir une conception bien assurée d'une telle doctrine qui a tant de peine à se faire accepter ; il n'avait pas devant les yeux les procédés de la physique expérimentale et il devait deviner plutôt qu'analyser les conditions de la science. Il avait abordé les recherches philosophiques dans l'intention d'écrire une apologie de la religion ; il était ainsi conduit à noter seulement quelques particularités qu'il rencontrait sur son chemin ; ses réflexions ne sont pas toujours aisées à comprendre et on peut se demander parfois à quelles thèses définitives elles auraient abouti.

Si l'on prend les choses en gros, on voit clairement que Pascal était choqué du caractère superficiel des conceptions cartésiennes, qui sont infiniment mieux appropriées à la conversation qu'à la véritable science.

Mais pourquoi ce besoin de conversation scientifique ? C'est que les hommes du XVIIe siècle avaient été fort habitués à raisonner sur les causes : on ne saurait trop rapprocher la sophistique des casuistes et la physique des cartésiens ; dans un cas comme dans l'autre on cherche à faire disparaître la réalité sous un amoncellement de chimères explicatives et on esquive les véritables difficultés, en imaginant des raisons plausibles. La science cartésienne n'était pas assez embarrassée de technique mathématique pour que des gens du monde ayant reçu une bonne éducation libérale, ne pussent discuter avec les professionnels. Descartes était admirable pour improviser des explications soit des faits naturels connus, soit des expériences nouvelles qu'on lui soumettait; un homme d'esprit, familier avec les raisonnements carté-

siens, pouvait trouver réponse à tout: c'est là ce qui constitue le caratère essentiel d'une bonne philosophie pour les habitués des salons — qu'il s'agisse de physique ou de morale.

En formulant sa fameuse règle du doute méthodique, Descartes n'avait fait qu'introduire dans la philosophie les habitudes de l'esprit aristocratique; M. Brunetière observe, très justement, que les écrivains d'origine noble ont fort peu de respect pour les traditions (1). Il semble bien que cette analogie du cartésianisme et du specticisme cher aux gens de qualité n'ait pas été une des moindres raisons du succès de la nouvelle philosophie..

Les personnes étrangères aux procédés de la science expérimentale ne sont pleinement satisfaites que si l'on parvient à rattacher (d'une manière qui n'ait rien de choquant) les explications à quelques principes que leur bon sens accepte sans peine; elles ne s'aperçoivent pas qu'un tel procédé comporte une grande dose de tromperie. Taine cite comme caractéristique de l'esprit cartésien cette phrase de Malebranche: « Pour atteindre la vérité, il suffit de se rendre attentif aux *idées claires que chacun porte en lui* (2). » Ainsi les gens d'esprit ne manqueront-ils pas d'embrasser avec ardeur le cartésianisme quand il leur sera apporté.

Environ trente ans après la rédaction des *Pensées*, Bossuet découvrit le danger que le rationalisme faisait courir à la religion: « Sous prétexte qu'il ne faut admettre que ce qu'on entend clairement (ce qui, réduit à certaines bornes, est très véritable) chacun se donne la liberté de dire: J'entends ceci et je n'entends pas cela... Sans égard pour la tradition, on avance témérairement tout ce qu'on pense... Tant

(1) Brunetière. *Evolution des genres*, p. 172.
(2) Taine. *Ancien Régime*, p. 262, cf. p. 242.

que le Père Malebranche n'écoutera que des flatteurs et des gens qui, *faute d'avoir pénétré le fond* de la théologie, n'auront que des *adorations pour ses belles expressions*, il n'y aura point de remède au mal que je prévois (1). »

Cette lettre a une extrême importance pour nous, car elle nous montre l'évêque indigné par l'audace des gens qui traitent la théologie comme un sujet frivole; ils s'attachent plus à la beauté du langage qu'aux raisons et négligent d'approfondir les questions qu'ils veulent juger par le bon sens. Nous enregistrons donc ici une protestation contre la vulgarisation. Ainsi tout ce qui se rattache au cartésianisme, présente le même caractère, déjà reconnu par Pascal; c'est de la littérature qui ne conduit à rien d'utile ni de certain. L'élégance des expositions fait toute la valeur de cette philosophie.

Nous voyons encore, par les termes qu'emploie Bossuet, qu'il s'agit d'un fait tout nouveau; l'auteur s'aperçoit qu'il se *prépare un grand combat* contre l'Eglise sous le nom de la philosophie cartésienne; c'est en effet à cette époque que Fontenelle venait de publier son fameux livre sur la pluralité des mondes; nous sommes au commencement du règne de Descartes.

En y regardant de près, on reconnaît sans peine que les conceptions fondamentales de la philosophie cartésienne correspondaient parfaitement à l'état d'esprit des gens de ce temps. Le cartésianisme était résolument optimiste (2), ce qui devait beaucoup plaire à une société désireuse de s'amuser librement et horripilée par la rigueur du jansénisme. D'autre part, il n'y a point de morale cartésienne (3);

---

(1) Lettre du 21 mai 1687. Sainte-Beuve, *op. cit.*, t. V, p. 368.

(2) Brunetière. *Loc. cit.*, p. 129.

(3) Brunetière. *Loc. cit.*, p. 125.

Descartes a réduit l'éthique à une règle de convenance qui prescrit de respecter les usages établis : cela était fort commode depuis que les mœurs étaient devenues peu sévères. Descartes ne semble avoir jamais été préoccupé du sens de la vie (1) ; en sa qualité d'ancien élève des Jésuites, il ne devait pas beaucoup réfléchir sur le péché et ses disciples pouvaient faire comme Renan et le supprimer (2). Sainte-Beuve dit que Descartes avait relégué la foi « comme les dieux d'Epicure dans je ne sais quels intermondes de la pensée (2) » ; cela convenait fort à des gens qui aspiraient à être libérés du joug chrétien.

IV

Désormais la philosophie française demeurera marquée de caractères rationalistes, tout a fait spéciaux, qui la rendront agréable aux gens du monde ; le cartésianisme pourra être abandonné et même déclaré ridicule par le siècle suivant, il restera toujours le type de la philosophie française parce qu'il était parfaitement adapté à l'esprit d'une aristocratie spirituelle, se piquant de raisonner et désireuse de trouver des moyens de justifier sa légèreté (4).

Le progrès sera toujours un élément essentiel du grand courant qui ira jusqu'à la démocratie moderne, parce que

---

(1) Brunetière. *Loc. cit.*, p 131.

(2 Renan, *Feuilles détachées*, p. 370.

(3) Sainte-Beuve. *Op. cit.*, t. III. p. 422.

(4) Taine observe que les hommes de ce temps « ont beau se dire sectateurs de Bacon, avec un autre point de départ que les cartésiens, ils marchent dans la même voie ». (*Op. cit.*, pp.262-263).

la doctrine du progrès permet de jouir en toute tranquillité des biens d'aujourd'hui, sans se soucier des difficultés de demain ; elle avait plu à l'ancienne société de nobles désœuvrés ; elle plaira toujours aux politiciens que la démocratie hisse au pouvoir et qui, menacés d'une chute prochainement, veulent faire profiter leurs amis de tous les avantages qui procure l'Etat.

De nos jours, comme au temps de Fontenelle, la société dominante veut qu'on la mette en possession d'une science complète du monde, qui lui permette d'avoir des opinions sur toutes choses sans avoir besoin d'avoir reçu une instruction spéciale (1). Ce qu'elle appelle science est une manière d'inventer la nature à la manière de Descartes, et n'a aucun rapport avec l'approfondissement des problèmes que se pose la véritable science fondée sur la prosaïque réalité. Les thèses de Spencer ou de Hæckel amusent les personnes lettrées, comme des contes mythologiques ; mais les conséquences de l'enthousiasme provoqué par ces contes sont considérables, parce que leurs lecteurs aiment à se figurer que leur esprit est capable de résoudre toutes les difficultés que présente la vie journalière, après avoir résolu toutes celles qui existent dans la cosmologie. De là provient la confiance insensée dans la décision des gens éclairés qui est de-

---

(1) Renan a écrit à ce sujet quelques lignes bien significatives : « Il arriva ce semble, à Babylone, ce qui arriverait chez nous si les *charlatans scientifiques soutenus par les gens du monde et les journaux*, envahissaient l'Institut le Collège de France, les Facultés. Chez nous, certains besoins supérieurs aux *caprices des gens du monde*, l'artillerie, la fabrication des substances explosibles, l'*industrie appuyée sur la science*, maintiendront la science vraie. A Babylone, les farceurs l'emportèrent. » (*Histoire d'Israël*, t. III, p. 179-180). Le XVIIe et le XVIIIe siècles n'avaient pas d'industrie scientifique.

meurée une des bases idéologiques de la superstition de l'Etat.

De nos jours, l'idée que tout peut être soumis à une exposition parfaitement claire n'est guère moins forte que du temps de Descartes ; si l'on s'avise de protester contre l'illusion du rationalisme, on passe immédiatement pour un ennemi de la démocratie. J'ai maintes fois entendu des personnes qui se vantent de travailler au progrès, déplorer l'enseignement de M. Bergson et le signaler comme le plus grand danger que puisse avoir à combattre l'esprit moderne.

Pour nos démocrates, comme pour les beaux esprits cartésiens, le progrès ne consiste point dans l'accumulation de moyens techniques, ni même de connaissances scientifiques, mais dans l'ornement de l'esprit qui, débarrassé des préjugés, sûr de lui-même et confiant dans l'avenir, s'est fait une philosophie assurant le bonheur à tous les gens qui possèdent les moyens de vivre largement. L'histoire de l'humanité est une sorte de pédagogie qui amène à passer de l'état sauvage à la vie aristocratique. « Le genre humain, disait Turgot en 1750 (1), considéré depuis son origine, paraît aux yeux d'un philosophe un tout immense qui a, comme chaque individu, *son enfance et ses progrès*. » Condorcet, en reprenant l'œuvre inachevée de Turgot, entrera encore davantage dans cet ordre d'idées : c'est l'école historique de l'humanité qu'il va essayer de nous décrire.

Quand on se place à ce point de vue, la grande question est d'apprendre aux hommes à bien raisonner, et de là provient l'extraordinaire importance que l'on attribuait à la logique. Condorcet nous présente Locke comme un des bienfaiteurs de l'esprit humain : « Enfin Locke saisit le fil qui

(1) Turgot, t. II, p. 598.

devait guider » la philosophie ; sa « méthode devint bientôt celle de tous les philosophes, et c'est en l'appliquant à la morale, à la politique, à l'économie politique, qu'ils sont parvenus à suivre dans ces sciences une marche presque aussi sûre que celle des sciences naturelles (1). » Parmi les projets que rêvait Condorcet pour une humanité régénérée par la Révolution figure le perfectionnement de la langue, « si vague encore et si obscure » ; il estimait que les hommes avaient besoin d'une langue d'autant plus précise qu'ils avaient reçu une instruction moins complète (2), en sorte qu'il espérait sans doute reformer la langue populaire sur le modèle des langues appauvries dont se servait alors la bonne société. Il espérait aussi que l'on pourrait créer une langue scientifique universelle qui arriverait à rendre « la connaissance de la vérité facile et l'erreur presque impossible (3). »

Ces préoccupations étaient fort naturelles chez des hommes qui avaient pour but de mettre un résumé des connaissances

---

(1) Condorcet. *Tableau historique des progrès de l'esprit humain.* (Edition de la bibliothèque positiviste), p. 123-124.

Taine estime que les philosophes du XVIII[e] siècle étaient en possession d'une méthode excellente, mais qu'ils l'employèrent mal, faute d'avoir assez de faits à leur disposition (*op. cit.*, p. 237-238). L'expérience de Taine n'est pas favorable à cette méthode; il avait à sa disposition une masse énorme de faits pour raisonner sur l'art grec et il n'a cependant écrit, sur ce sujet, que des choses sans véritable intérêt et parfois puériles.

(2) Condorcet. *Op. cit.*, p. 178 179.

(3) Condorcet. *Op. cit.*, p. 186. Taine observe que la langue française, en s'appauvrissant, était devenue très propre à dire clairement les choses qu'elle savait exprimer (*Op. cit.*, p. 247). Condorcet espère que la langue populaire disparaîtra ; elle est qualifiée par lui de *grossière* ; mais il faut savoir qu'au XVIII[e] siècle toute expression qui n'était pas conforme aux règles d'un purisme ridicule, était réputée grossière (p. 246). Si Malherbe eût pu renaître, il aurait dit, une fois de plus, que les crocheteurs du Port au foin sont ses maîtres pour le langage.

à la portée des gens du monde et de tout transformer en agréables sujets de conversation. La vulgarisation apparaît à Condorcet comme étant une des œuvres qui honorent le plus le XVIIIe siècle ; la longueur du passage et le ton qu'il affecte montrent bien toute l'importance que l'auteur attachait à la diffusion de la philosophie : « Il se forma en Europe une classe d'hommes moins occupés encore de découvrir ou d'approfondir la vérité, que de la répandre, qui mirent leur gloire à détruire les erreurs populaires plutôt qu'à reculer les limites des connaissances humaines, manière indirecte de servir à leurs progrès, qui n'était ni la moins périlleuse, ni la moins utile. En Angleterre, Collins et Bolingbroke, en France, Bayle, Fontenelle, Voltaire, Montesquieu et les écoles formées par ces hommes célèbres, combattirent en faveur de la vérité, employant toutes les formes, depuis la plaisanterie jusqu'au pathétique... poursuivant dans la religion, dans l'administration, dans les mœurs, dans les lois, tout ce qui portait le caractère de l'oppression, de la dureté, de la barbarie, prenant enfin pour cri de guerre : Raison, tolérance, humanité (1). »

On ne saurait célébrer, en termes plus enthousiastes, le passage de la littérature au journalisme, de la science au rationalisme des salons et des assemblées parlantes, de la recherche originale à la déclamation.

Lorsque Condorcet devint un homme considérable dans le gouvernement, il jugea que le moment était venu de faire participer le peuple à ce progrès des lumières. Ses idées sur l'instruction publique ont pour nous une importance considérable, parce que nous pouvons, en les étudiant, nous

(1) Condorcet. *Op. cit.*, p. 126-127. On remarquera la rancune de Condorcet contre Buffon, qui ne figure point dans cette énumération.

rendre un compte exact de ce qu'était la notion du progrès pour les hommes du XVIIIe siècle ; nous saisissons cette notion dans ses applications sociales, c'est-à-dire dans toute sa réalité complexe et vivante. Un examen sommaire des projets de Condorcet est donc nécessaire ici.

Condorcet regardait comme évident que si l'on mettait le peuple à même de raisonner suivant les modes qui avaient été reçues dans les salons de l'Ancien Régime, le bonheur du monde serait assuré. Le plan qu'il traça en conséquence pour l'instruction secondaire n'a pas été regardé comme fort heureux par les spécialistes contemporains ; M. Compayré, qui admire cependant beaucoup les idées de l'auteur, estime que la Convention fut mal inspirée en suivant trop les indications de Condorcet sur ce point ; les *écoles centrales* échouèrent, parce que c'étaient « des établissements mal définis où l'enseignement était trop vaste, les programmes trop touffus, où l'élève devait, semble-t-il, s'instruire à discuter *de omni re scibili* » (1). M. Compayré ne me paraît point comprendre la pensée de Cordorcet.

Celui-ci ne se proposait point de former des agriculteurs, des industriels, des ingénieurs, des géomètres, des savants ; il voulait « former des hommes éclairés (2) » et il exposait, dans son rapport, qu'il s'était inspiré, pour choisir les objets d'étude,de la philosophie du XVIIIe siècle « libre de toutes les chaînes, affranchie de toute autorité, de toute habitude ancienne qui, en éclairant les générations contemporaines, présage, prépare, devance déjà la raison supérieure à laquelle les progrès nécessaires du genre humain appellent les générations futures » (3).

---

(1) Compayré. *Condorcet. Rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique*, p. XVIII.
(2) Compayré. *Op. cit.*, p. 25.
(3) Compayré. *Op. cit.*, p. 29.

S'inspirer de la philosophie du XVIII[e] siècle, former des esprits éclairés, nous savons ce que cela signifie : c'est vulgariser les connaissances de manière à mettre les jeunes républicains en état de tenir une place honorable dans une société constituée suivant les conceptions de l'Ancien Régime, c'est vouloir que la démocratie se modèle sur la noblesse disparue, c'est placer les nouveaux maîtres au rang qu'occupaient leurs prédécesseurs. Il fallait, pour obtenir ce résultat, donner aux hommes une teinture de toutes sortes de savoirs, et c'est dans ce but que les *écoles centrales* étaient conçues. Condorcet parle avec un grand mépris des langues anciennes ; c'est que le grec et le latin ne doivent pas plus servir aux gens qui tiennent à briller dans une société démocratique qu'à ceux qui avaient brillé dans les salons (1) ; nous avons ici le dernier écho de la querelle des anciens et des modernes ; ce sont ces derniers qui avaient triomphé dans le monde fréquenté par Condorcet et notre réformamateur prend ses idées dans le passé.

Condorcet pensait qu'il serait très facile d'obtenir, dans la nouvelle société, des résultats beaucoup plus satisfaisants que ceux qu'on obtenait dans les anciens collèges, par l'emploi de tableaux synoptiques dont il nous entretient en ces termes : « Nous exposerons comment, à l'aide d'un petit nom-

---

(1) Les raisons que donne Condorcet ne sont point pour nous arrêter ; il est fort rare, en effet, que dans des questions de ce genre on fasse valoir les vrais motifs ; il prétend que les livres des anciens sont remplis d'erreurs et une éloquence, excellente pour un peuple qui se gouvernait lui-même dans ses assemblées générales, est dangereuse pour un peuple soumis à un régime parlementaire ; il ne faut pas que les représentants se laissent entraîner par leurs sentiments personnels (*Op. cit.*, p. 27-28.)

Dupont de Nemours avait donné un tableau de ce genre sous le titre : *Abrégé des principes de l'économie politique* (Physiocrates, collection Daire, p. 367-385). Cet exemple ne donne pas une haute idée de ce qu'on peut apprendre par le procédé que Condorcet admire si naïvement.

bre de ces tableaux, dont il serait facile d'apprendre l'usage, les hommes qui n'ont pu s'élever assez au-dessus de l'instruction la plus élémentaire, pour se rendre propres les connaissances de détails utiles à la vie commune, pourront les retrouver à volonté lorsqu'ils en éprouveront le besoin ; comment enfin l'usage de ces mêmes méthodes peut faciliter l'instruction élémentaire, dans tous les genres où cette instruction se fonde soit sur un ordre systématique de vérités, soit sur une suite d'observations ou de faits (1). » Il est possible, en effet, par une telle méthode, de faire parcourir aux élèves une encyclopédie ; et si on les a exercés à parler à tort et à travers *de omni re scibili*, on peut mettre des hommes à même de faire un article de journal sur des matières qu'ils ne connaissent pas. Nous avons atteint ainsi le dernier terme de la vulgarisation ; les moyens qu'indique Condorcet sont aussi ceux qu'emploient les cancres pour préparer des examens : voilà un bel idéal démocratique.

Notre auteur nous a appris quel but il espérait pouvoir atteindre par l'enseignement populaire ; cela mérite un court exposé : « On peut instruire, dit-il, la *masse entière* d'un peuple, de tout ce que chaque homme a besoin de savoir pour l'économie domestique, pour l'administration de ses affaires, pour le libre développement de son industrie et de ses facultés, pour connaître ses droits, les défendre et les exercer ; pour être instruit de ses devoirs, pour pouvoir les bien remplir, pour juger ses actions et celles des autres d'après ses propres lumières et n'être *étranger à aucun des sentiments élevés ou délicats qui honorent la nature humaine*. » Arrêtons-nous ici provisoirement. Taine était choqué de voir quelle uniformité le XVIII[e] siècle supposait dans l'humanité : « Les personnages ne sont que des mannequins bien appris, et le plus souvent des trompettes par lesquelles l'auteur lance au pu-

---

(1) Condorcet. *Tableau historique*, p. 185.

blic ses déclamations. Grecs, Romains, chevaliers du Moyen-Age, Turcs, Arabes, Péruviens, Guèbres, Byzantins, ils sont tous la même mécanique à tirades. Et le public fait un succès à tous les paysans, manœuvres, nègres, Brésiliens, Parsis, Malabares, qui viennent lui débiter leurs amplifications (1) ». « Il semble que pour la [littérature] il n'y ait que des salons et des gens de lettres (2). » Il s'agit de vulgariser tellement la manière d'exprimer les « sentiments élevés ou délicats qui honorent la nature humaine », que dans la moindre réunion de village on trouve une succursale du salon de Mme Geoffrin ; et alors le monde sera transformé suivant le modèle que les romans et les tragédies ont construit aux applaudissements d'un public frivole et lettré.

Reprenons maintenant la suite des bienfaits de l'instruction élémentaire : « Ne point dépendre aveuglément de ceux à qui il est obligé de confier le soin de ses affaires ou l'exercice de ses droits, être en état de les choisir et de les surveiller. » L'expérience contemporaine a montré que la vulgarisation des connaissances ne rend point le peuple capable de choisir et de surveiller ses prétendus représentants ; ce résultat n'offre rien de bien paradoxal ; on peut même se demander si plus on marchera dans la voie démocratique, moins ce contrôle sera efficace.

L'opinion politique se fabrique au moyen des journaux, comme se fabrique une mode quelconque, une réputation littéraire ou la valeur commerciale d'un produit pharmaceutique ; la démocratie a systématisé des procédés qui existaient avant elle et n'a rien inventé ; elle est ici, comme en toutes choses, l'héritière idéologique du XVIIIe siècle. L'identité de la presse actuelle et du monde des anciens

---

(1) Taine. *Op. cit.*, p. 258-259.
(2) Taine. *Op. cit.*, p. 261.

salons ne frappe pas les yeux parce que nous sommes choqués de la grossièreté de nos journaux contemporains et que nous voyons un peu trop le passé à travers la légende ; il n'y a pas, au fond, une si grande différence de talent entre nos grands journalistes actuels et les encyclopédistes ; quant à leurs mœurs, elles se ressemblent d'une manière étonnante. Dans un temps, comme dans l'autre, on se contente de raisons frivoles, on fait un grand étalage de nobles sentiments et on admire la Science (1). Il n'y a aucune raison pour que l'opinion faite par la presse soit de meilleure qualité que celle qui était jadis fabriquée par les salons philosophiques.

Nous ne nous exposerons pas beaucoup en disant que toute éducation ayant pour objet de faire participer le peuple aux manières de raisonner empruntées par la bourgeoisie à l'ancienne noblesse, ne saurait être utile au prolétariat ; je suppose que nos grands pédagogues pensent là-dessus exactement comme moi et que c'est pour cette raison qu'ils empoisonnent l'école primaire de tant de vieilles idées.

Condorcet espérait que l'instruction ferait disparaître toutes les illusions ayant un caractère magique : « N'être plus dupe, dit il, de ces erreurs populaires qui tourmentent la vie de craintes superstitieuses ou d'espérances chimériques ; se défendre contre les préjugés par les seules forces de la raison ; enfin échapper aux prestiges du charlatanisme qui tendrait des pièges à sa fortune, à sa santé, à la liberté de ses opinions et de sa conscience, sous prétexte de l'enrichir, de le guérir ou de le sauver. »

---

(1) Pour juger Diderot d'une manière équitable, il ne faut pas le comparer à Montesquieu, Buffon ou Rousseau, mais aux grands brasseurs d'articles modernes : « Il écrit sur toutes choses indifféremment avec le même aplomb, sans règle et sans choix, à bride abattue », dit M. Brunetière (*Evolution des genres*, p. 93).

Dans ces dernières paroles l'auteur fait évidemment allusion à Cagliostro, à Mesmer et aux illuminés qui eurent un si grand succès à la fin du XVIII[e] siècle. Jusqu'ici les charlatanismes de ce genre n'ont pas eu une notable influence sur le peuple ; mais il se peut que ce soit surtout parce qu'il ne les connaît guère; il est, en effet, très douteux que le genre d'enseignement qu'on lui donne, soit de nature à le préserver de ces folies. Les savants les plus authentiques de notre époque ont été dupes des spirites et on ne saurait cependant contester à MM. Crookes et Richet de connaître la méthode scientifique ! Nous ne saurions prévoir ce que pourrait produire une vulgarisation habile de l'occultisme faite par la grande presse. Il ne faut pas oublier que Benoît Malon était un adepte de ces extravagances et il n'était pas éloigné de les annexer au « socialisme intégral » qui n'eût pas perdu grand'chose à ce mélange (1). La facilité avec laquelle tous les inventeurs des remèdes nouveaux trouvent une large clientèle dans la petite bourgeoisie, montre que les croyances les plus absurdes peuvent obtenir du crédit, pour peu qu'elles se donnent une apparence scientifique.

Il semblerait que Condorcet eût été meilleur prophète en ce qui touche le catholicisme ; c'est bien à lui qu'il fait allusion dans les premières lignes du fragment cité. On admet assez généralement que le développement de l'école primaire

---

(1) Il n'est pas inutile de rappeler ici un jugement parfaitement justifié porté sur « le grand homme » par Gabriel Deville en 1896 : « Il fit un sort à tous les termes pédants, aux mots rébarbatifs qu'avec beaucoup de chance on rencontre normalement une fois tous les dix ans, découvrit plusieurs fois l'Amérique avec une satisfaction d'orgueil toujours nouvelle, et saupoudra le tout d'un extraordinaire latin. Le résultat a été la confection d'un socialisme bon tout au plus pour les francs-maçons et les *spirites.* » (*Principes socialistes*, p. XXV.

est très dangereux pour l'Eglise ; Renan écrivait, il y a vingt cinq ans : « Le rationalisme populaire, conséquence inévitable du progrès de l'instruction publique et des institutions démocratiques, rend les temples déserts, multiplie les mariages et les enterrements civils (1). »

Je crois qu'il n'est pas du tout facile d'expliquer pourquoi le peuple s'éloigne ainsi des sacrements. Les causes que Renan indique sont bien trop lointaines pour qu'on puisse les regarder comme satisfaisantes. Suivant les auteurs catholiques, tout proviendrait de ce qu'il se nourrirait de la « mauvaise presse » ; mais encore faudrait-il nous dire pourquoi cette « mauvaise presse » trouve tant de lecteurs.

Lafargue a essayé de rattacher l'indifférence religieuse actuelle du prolétariat aux conditions d'existence que la grande industrie fait aux salariés ; il n'a point semblé à personne qu'il ait réussi dans la tâche qu'il s'était assignée (2) ; mais il a raison de soutenir que l'irréligion prolétarienne a d'autres causes que l'irréligion bourgeoise. Le rôle de la « mauvaise presse » pourrait être fort secondaire : profitant de ce que le prolétariat est très anticlérical, des entrepreneurs de journalisme écouleraient dans la clientèle populaire des facéties qui ont fini par ne plus avoir d'écoulement dans le monde lettré, pour les raisons que nous avons esquissées antérieurement.

Je ne veux pas essayer d'aborder le problème de l'anticléricalisme populaire, parce que je le regarde comme le plus obscur de tous ceux qu'on peut se proposer. Je me borne à signaler que les thèses de Condorcet ne jettent aucune lumière sur la question.

(*A suivre.*) GEORGES SOREL.

(1) Renan. *Marc-Aurèle*, p. 641.

(2) Dans cette brochure (*Causes de la croyance en Dieu*) Lafargue argumente beaucoup sur ce que la bourgeoisie est très préoccupée de gains aléatoires ; mais il semble que dans les pays de grande industrie les ouvriers emploient aux courses une partie très considérable de leur salaire ; Kautsky adresse ce reproche aux ouvriers anglais.

L'Idée de Patrie et le Socialisme

I. L'évolution du patriotisme français (1)

(*suite*)

Il suffit d'ailleurs de regarder d'un peu près la vie militaire pour voir de quelles préoccupations peu patriotiques elle est faite. Tout le monde reconnaît que, sous l'influence de la paix persistante, l'armée est devenue une vaste administration semblable aux autres. Les officiers sont tombés au rang de vulgaires fonctionnaires en perpétuel souci d'avancement. Eux-mêmes le sentent à tel point qu'ils n'osent plus croire à ce rôle sacré que Gambetta leur avait assigné. Ils savent trop que le formalisme des exercices militaires et l'oisiveté de la vie de caserne ne comportent rien d'héroïque. Toutes les générations nouvelles d'officiers qui se sont formées au déclin de l'idée patriotique ne dissimulent plus leur impuissance à accomplir une tâche surannée. Ils cherchent une route plus ferme à leur activité insatisfaite. Par là s'explique cette manisfestation insolite : l'armée, hier encore caste à part, justement séparée du reste de la nation et des passions qui l'agitent, pour se consacrer tout entière à sa mission, *revendiquant aujourd'hui sa part d'action sociale* ! Oui, un nombre croissant d'officiers se demandent s'ils n'ont pas un « rôle social » à remplir et ceux-là fournissent d'inévitables recrues à l'humanitarisme de la bourgeoisie décadente. Ils vont grossir les rangs des pontifes de

(1) V. *Le Mouvement Socialiste*, n°s 174 et 175.

l'hypocrisie du *devoir social*, qui prétend réconcilier les classes dans une solidarité morale supérieure, en enseignant aux unes et aux autres ce qu'elles se doivent réciproquement. Ces hommes, destinés à préparer la guerre et former les soldats, ne parlent plus, *en présence de la vanité de leur fonction*, que d'édifier la paix sociale et éduquer les citoyens. Les brochures, les conférences, les articles de journaux, formulant le « rôle social de l'officier », ne peuvent plus se compter (1). On a même vu un ministre de la guerre, le général André — qui a poussé, il est vrai, la désorganisation de l'armée à un degré imprévu — introduire réglementairement ces préoccupations dans les écoles militaires (2).

Je sais bien que ces soldats « modernes » entendent conserver ainsi à l'armée un rôle utile et la sauver du désastre (3). Mais détourner l'institution militaire de sa destina-

---

(1) Je relève, entre cent autres, un article sur « le rôle social de l'officier » paru dans *le Journal* du 24 décembre 1905. On y lit : «... L'officier contemporain doit être non seulement un instructeur militaire, mais encore un éducateur, tant au point de vue *individuel* qu'au point de vue *social*... Donc, l'officier a un *rôle social*. Mais pour jouer un rôle, il faut le connaître . Nos officiers connaissent-ils l'organisation sociale actuelle et sont-ils en état de la faire connaître à leurs subordonnés. A part quelques exceptions, trop rares, je suis obligé de répondre : « non ! »... D'échelon en échelon, où monterons-nous pour trouver des professeurs du *devoir social* ? Eh bien ! nous n'en trouvons pas. C'est donc toute une éducation à faire. »

(2) Dans les invraisemblables *Mémoires* qu'il a publiés dans le *Matin*, le général André a exposé ses conceptions sur le « rôle social de l'officier ».

(3) Il faut lire à ce sujet le compte-rendu d'une discussion sur le soldat considéré comme type professionnel, qui a eu lieu à la Société de Sociologie de Paris, le 9 mai 1906, et qu'a publié la *Revue Internationale de Sociologie* de juin 1906 (p. 440 et suiv.). Les communications furent faites par des officiers de la nouvelle école : nous ne pouvons donc qu'être sûrement renseignés sur la façon dont les chefs militaires entendent le *devoir social*.

M. le capitaine Marcel Demongeot « insiste sur le rôle d'édu-

tion naturelle, donner à l'officier et au sous-officier une besogne de *civil*, n'est-ce pas là le plus sûr symptôme de la dégénérescence que je vous signale ?

---

cateur moral de l'officier. Si l'officier est avant tout un instructeur militaire, il doit se doubler d'un éducateur. Pourquoi ? Parce que, dans une démocratie, *le devoir de ceux qui savent, à quelque profession qu'ils appartiennent, est de faire l'éducation de ceux qui ne savent pas* » (p. 442). Les intellectuels sont partout les mêmes, dans l'armée comme dans le civil : le privilège des *capacités* n'est-il pas à la base de la hiérarchie que ces bons esprits construisent ? Les gens *qui savent* doivent *gouverner* les gens *qui travaillent !* Le même capitaine Marcel Demongeot conclut d'ailleurs sa communication par ces singulières affirmations : « *Si l'armée n'existait pas, il faudrait l'inventer !* — Ne pas aimer la guerre, cela ne veut pas dire : ne pas aimer l'armée. » (p. 444).

M. le lieutenant Henri Gérard ne se dissimule pas que l'opposition existant entre la vie sociale et la vie militaire engendre l'antimilitarisme, « Il est, dit-il, nécessaire de porter remède à cet état de choses. » Comment ? 1° L'armée devrait être « une école de coopération ». « L'occasion est unique [pour les soldats qui ont vingt ans] de se rapprocher et de préparer la *grande union des classes sociales*, de comprendre aussi les bienfaits de la mutualité et de la coopération. » 2° L'armée doit être « une école de discipline ». Ecoutons ! « Toute société a besoin de discipline et d'ordre. L'armée peut être une excellente école de discipline intellectuelle, *aussi profitable aux futurs patrons qu'aux futurs employés*. » Mais il y a mieux ! « Cette discipline sage, organique, manque totalement en France. Le mouvement révolutionnaire et distinctif du syndicalisme en est la preuve. *Toutes les forces vives du prolétariat en révolte ont le besoin d'être disciplinées. L'armée peut remplir ce rôle.* » Militarisme et paix sociale ! — Conclusion ? « Au point de vue social, on aura ainsi obtenu *l'unité patriotique* basée sur l'intérêt et la solidarité... »

M. le capitaine Paul Simon pense que « les vertus qui font le bon soldat.... font le bon citoyen. » (p. 447). Citoyens, comme soldats, doivent être *disciplinés* ! « Il y a donc accord entre les besoins moraux de l'armée et ceux de la démocratie... La même éducation civique bien conçue, donnée à l'école et au régiment, fera de bons soldats et de bons citoyens. » (p. 448).

Mais là ne s'arrêtent pas ces « idées nouvelles qui travaillent l'armée » et dont on nous parle tant. Ne voilà-t-il pas que le pacifisme trouve chaque jour parmi les officiers de nouveaux adeptes ? Ces guerriers professionnels nous parlent des horreurs des combats et des beautés de la paix ! Ces âmes, qu'on croyait dures comme l'airain, n'ont que des rêves d'idylle ! Et c'est ainsi du haut en bas de la hiérarchie militaire : y a-t-il un ministre de la guerre, parmi ceux qui se sont succédés dans ces derniers temps, qui ait manqué, à toute occasion, de rassurer le monde sur les sentiments pacifiques de son armée (1) ?

La même crise du patriotisme désorganise l'école. Un instituteur nationaliste, M. Bocquillon, l'a signalée dans un livre sensationnel, qui réunit pêle-mêle des documents décisifs (2). Les temps sont passés des bataillons scolaires, des chansons guerrières, des récits épiques, des histoires militaires qui devaient former l'âme patriotique de l'enfant. La guerre est maudite, l'armée discréditée, le pacifisme exalté. Un éditeur scolaire disait à Mme Paul Bert : « Il ne faut plus parler de patriotisme à l'école (3). » Et les congrès annuels

---

(1) « Est-il de signe plus évident de la décomposition des institutions militaires que de trouver des officiers pacifistes? » Ch. Guieysse : *La France et la paix armée*, p. 112.

(2) Emile Bocquillon : *La Crise du patriotisme à l'école*, préface de M. René Goblet (Paris, Vuibert et Nony, édit., 1905.)

(3) Cette anecdote montre, plus fortement que tout autre fait, la profondeur de la *crise du patriotisme à l'école*. Mme Paul Bert raconte (V. le volume de M. Bocquillon, p. 9), comment un éditeur refusa, après s'y être engagé, de publier une Vie de Paul Bert dans une collection intitulée *les Grands Français*, « en raison du chauvinisme montré par Paul Bert dans la rédaction de son petit livre : *L'instruction civique à l'école* ». Mme Paul Bert ne put retenir sa stupéfaction : « Je sais, dit-elle, comme les livres neufs succèdent aux livres anciens; comment les vivants prennent la place des morts ; je sais que la

des instituteurs, de même que la lecture de leurs revues professionnelles, nous prouvent que ce ne sont pas là de vaines paroles.

Les faits ne manquent pas : on n'a que l'embarras du choix. Je vous rappellerai, entre autres, la résolution votée par le Congrès des Amicales d'instituteurs en 1905, à Lille, et où le nouveau patriotisme *pacifiste* s'oppose au patriotisme traditionnel : « Les instituteurs français sont attachés à la paix. Ils ont pour devise : « Guerre à la Guerre » ; mais ils n'en seraient que plus résolus pour la défense de leur pays, le jour où il serait l'objet d'une agression brutale. » Si cette motion n'est pas en règle avec la logique, elle a du moins le mérite de nous renseigner sur le nouvel état d'âme de nos maîtres d'école. Vous savez aussi qu'une *Société de l'Education pacifique* a été fondée par des instituteurs et qu'elle a reçu les encouragements des autorités universitaires. Vous n'avez pas oublié non plus la campagne antimilitariste et antipatriotique que menait hier encore la *Revue de l'Enseignement primaire*, revenue aujourd'hui à un pacifisme bienséant (1). Et vous n'ignorez pas davantage à quel point les

---

vogue passe, que les programmes changent. Tout cela est dans l'ordre. Mais qu'un livre destiné à l'éducation du peuple *soit écarté pour cause de patriotisme*, cela, je l'avoue, m'a tellement stupéfiée, que j'ai cru avoir mal compris. Comme, cherchant à m'éclairer, je disais que dans un livre d'enseignement civique, le patriotisme me paraissait absolument à sa place, mon interlocuteur répondit nettement, et la phrase m'est entrée comme une flèche à la fois dans le cœur et dans le cerveau : *Il ne faut plus parler de patriotisme*, et me cita des passages « inadmissibles » du petit manuel. »

(1) La collaboration régulière de Gustave Hervé à cette revue, pendant plusieurs années, lui avait surtout imprimé ce caractère. On y trouve des déclarations suivantes : « Le patriotisme. qui est partout nocif. » (8 novembre 1903). « Aujourd'hui le militarisme s'appelle patriotisme et *le patriotisme est la raison sociale de toutes les réactions.* » (20 novembre 1904.) « Nous ne pou-

autres journaux scolaires, comme le *Volume*, le *Journal des instituteurs*, l'*Ecole nouvelle*, l'*Ecole laïque*, le *Manuel général* et les nombreux *Bulletins d'amicales* se montrent hostiles au patriotisme guerrier et vantent les bienfaits de la paix éternelle.

L'exemple vient au reste d'en haut. Les mêmes « éducateurs nationaux » qui avaient créé « l'école patriotique », la détruisent aujourd'hui pour élever sur ses ruines « l'école pacifiste ». Vous n'avez pas oublié les tumultueux débats du Congrès de la *Ligue de l'enseignement*, tenu à Amiens en 1904, où fut supprimée la devise de Jean Macé : « *Pour la patrie, par le livre, par l'épée.* » M. Ferdinand Buisson, le véritable organisateur du patriotisme à l'école, redevenu pacifiste comme aux derniers jours de l'Empire, en exposa les motifs en des termes dénués d'artifice : « Faut-il continuer à reproduire cette vignette et cette devise ? Sommes-nous *liés par ce passé* que nous honorons et respectons ? Sommes-nous tenus de le respecter passivement et indéfiniment ? Non, absolument pas, et il y a des raisons qui résultent de l'*état des choses nouveau*, pour qu'aujourd'hui nous affirmions l'*état nouveau* de la France... *Nous ne pouvons pas éterniser et le geste et le mot qui correspondait à la situation de 1872* (1). » Singulières paroles dans la bouche d'un

---

vons rien sur les jeunes hommes de l'armée active; mais nous avons le droit et le devoir de rappeler aux réservistes, sur qui nous avons prise, qu'ils ont *le droit strict de ne se rendre à aucun appel de mobilisation* tant que le parlement n'aura pas connaissance du traité franco russe... Comme dit Tolstoï : le salut est en nous. » (21 février 1904).

Depuis les retentissants événements provoqués par les déclarations anti-patriotiques de Gustave Hervé et le procès antimilitariste de décembre 1905, le directeur de la revue a remplacé ce collaborateur trop compromettant par Jaurès et ses amis, dont l'humanitarisme pacifiste est plus diplomatique.

(1) *Congrès de la Ligue de l'Enseignement à Amiens*, 30 septembre 1904, p. 377-378. Qu'il y a loin de ces paroles aux ex-

des pères de l'école patriotique, lequel au demeurant n'en était pas à la première condamnation de son œuvre passée. C'est le même M. Buisson qui, en 1902, présidait le concours organisé par la *Petite République* sur les livres scolaires, et donc le résultat fut la publication d'un opuscule qui brûlait ce que l'école avait jusque là adoré. Les auteurs patriotes, *que M. Buisson avait introduits dans l'enseignement primaire*, y étaient dénoncés comme « empoisonneurs » et « malfaiteurs » (1).

---

hortations que M. Buisson faisait entendre dans une fête de gymnastique à Roubaix, en 1887 ! Le chef de l'enseignement primaire en France recommandait alors « d'éveiller dans la jeunesse l'amour de la patrie, d'y développer l'esprit *militaire et patriotique*, inséparable de l'esprit républicain ».

Il y eut d'ailleurs, au Congrès d'Amiens, de vives protestations contre l'abandon de la devise de Jean Macé. Lire à ce sujet le petit livre de M. Henri Hauser : *La Patrie, la guerre et la paix* (E. Cornély et Cie). On demanda en vain à M. Buisson de « rester fidèle à lui-même, à son glorieux passé » (p. 17).

(1) Le *Bon Dieu Laïque. — Comment on fait des cléricaux et des nationalistes* (Edité par la *Petite République*, 1902). Voici quelques extraits du mémoire classé premier et dont l'auteur est l'instituteur Franchet : « Nos adversaires, dit-il au début du chapitre qu'il consacre à l'*idée de patrie dans les livres scolaires*, nous jetteront à la face, quand ils liront les critiques qui vont suivre, les épithètes d'internationaliste, cosmopolite, sans patrie, etc... Internationalistes, nous le sommes. Sans-patrie, nous ne le sommes pas. » — « *Contre l'étranger !* Quand j'étais enfant et que je recevais dans l'école républicaine l'enseignement moral selon Dupuy, ces mots m'impressionnaient toujours, et nous les prononçions déjà avec de la haine : l'*étranger !* On faisait de nous des nationalistes ; et ce sont encore des nationalistes qu'on forme dans l'école primaire. » — « La *Revanche !* Ce mot seul explique la glorification de la guerre, l'*éducation de la haine contre* « *l'étranger*, qui s'étalent dans les traités de morale et d'histoire actuellement en usage dans les écoles républicaines. » — « Le mot *gloire* revient souvent dans nos écoles. *C est un mot dangereux :* par cette « gloire » on justifie les horreurs de la guerre... Notre enseignement ne devrait-il pas, au contraire, s'attacher à *condamner la* « *gloire* » *militaire* par les horreurs de la guerre qui l'accompagnent ? »

Il serait trop long de citer les documents quasi-officiels qui préconisent cette substitution du pacifisme au patriotisme à l'école. Mais vous savez que des universitaires importants, comme M. Payot, recteur de l'Académie de Chambéry, ont combattu, avec une violence significative, les méthodes traditionnelles, qualifiées de « stupides » et de « sauvages », d'enseigner l'histoire (1) ; que des inspecteurs généraux, comme M. Félix Martel, ont stigmatisé la bravoure militaire comme une survivance de la brutalité primitive (2) ; que des inspecteurs d'Académie, dans des circulaires réputées, encouragent la propagande anti-guerrière (3).

---

(1) Dans le *Volume*, qu'il dirige, M. Payot écrivait le 19 janvier 1903 : « La *stupide conception* de l'histoire telle qu'on l'enseigne encore à peu près partout, nous a familiarisés avec cette idée que les hommes sont ennemis entre eux. L'éducation que nous recevons est, comme on l'a dit, une *éducation de coqs de combat* : de sorte que notre attention, toujours attirée sur les batailles, sur les guerres, sur les scènes de carnage, nous fait croire que la lutte entre les hommes est la règle et la solidarité l'exception. *C'est une grossière et dangereuse erreur*. La vérité, c'est que les hommes sont plus solidaires, plus frères qu'ils ne le croient. » — Le 16 avril 1904, le même auteur écrit encore : « Je le demande à nos « patriotes » : pensent-ils que l'école, au lieu de développer chez les enfants les conquêtes de la civilisation, doit renforcer en nous la *barbarie*, c'est-à-dire *la violence, la haine, la brutalité impulsive*. C'est une grave question. C'est proclamer que l'école doit aller contre la civilisation, que son rôle est de faire, autant qu'elle le peut, *rétrograder l'enfant vers la brute primitive*. »

(2) V. dans le *Volume*, 22 septembre 1899, l'article *Education de sauvages* ! de M. Félix Martel. L'auteur critique, entre autres, un devoir « patriotique » donné par un maître d'école à ses élèves : il reproche à cet instituteur de ne concevoir « d'autre bravoure que la bravoure *un peu grossière, souvent irréfléchie et insouciante du soldat*. » — Dans le *Volume* de septembre 1900, M. Martel recommande encore aux instituteurs de ne pas laisser une occasion de flétrir la guerre et d'en inspirer l'horreur aux enfants.

(3) Etant encore inspecteur d'Académie dans la Marne, M. Payot adressait à ses instituteurs des circulaires pacifistes,

On comprend la stupeur de vieux patriotes selon la tradition, comme M. Goblet, qui s'écriait, en constatant cette décomposition de l'enseignement primaire : « Qui aurait pu penser qu'après trente ans de République, nous assisterions à une crise du patriotisme à l'école, c'est-à-dire qu'il deviendrait nécessaire de défendre l'école contre l'accusation d'enseigner le patriotisme (1) ? ».

L'enseignement supérieur ne semble pas avoir pour le patriotisme traditionnel plus de respect que l'enseignement primaire. Il y a quelques années, M. Aulard, dans un discours sur « le patriotisme et la Révolution française », expliquait ce qu'il appelait « l'évolution du patriotisme ». Il donnait son cas en exemple. Rééditant une biographie populaire de Danton, il avouait, s'être trouvé honteux d'avoir, au temps de la grande fièvre patriotique, approuvé cette phrase belliqueuse du tribun révolutionnaire : « L'ennemi est à nos portes et nous nous déchirons les uns les autres! Toutes nos altercations tuent-elles un Prussien ? » « Ainsi, dit M. Aulard, il y a vingt ans, j'avais l'air de croire et de dire que

---

dont la suivante est le meilleur exemple : « J'invite les maîtres à faire disparaître des murs de l'école les gravures représentant les scènes de violence... Nous devons représenter aux enfants la guerre injuste comme un odieux héritage de la *brutalité ancestrale* et leur enseigner qu'une nation qui prend les armes sans avoir épuisé tous les moyens de conciliation, sans avoir tenté des efforts désespérés pour régler ses différends par l'arbitrage, commet un abus *infâme de la force* : cette nation se déshonore ; elle se met hors de la raison, hors de l'humanité, *elle agit bestialement.* »

Dans le bulletin de l'*Association amicale des instituteurs de Seine-et-Oise* de décembre 1904, M. Leune, inspecteur d'Académie, s'adresse ainsi aux instituteurs : « Il y a lieu de faire prévaloir peu à peu les idées pacifistes afin d'arriver, dans un avenir prochain, à l'avènement de la fraternité des peuples. »

(1) V. *Préface* au livre de M. Boquillon : *La Crise du patriotisme à l'école*, p. 8.

toute notre concorde nationale avait pour but, quoi ? *un homicide* ! Voulant citer une parole de Danton qui résumait tout son enseignement civique, je n'avais trouvé rien de mieux qu'un cri de haine contre une nation étrangère (1) ! » Et il conclut : « J'entends dire : Il faut opter entre le patriotisme et l'internationalisme... Eh bien, je vous le déclare, moi, je me refuse à cette option ; je me sens, je me dis, je me proclame, à la fois patriote et internationaliste... (2) »

Dans une enquête entreprise par la *Revue de Métaphysique et de Morale*, de hauts dignitaires de l'Université ne nous cachent pas leur sentiment sur *la crise du patriotisme*. Je ne retiendrai que le témoignage de M. Darlu, inspecteur général de l'instruction publique. Il analyse avec lucidité cette « dissolution de l'idée de patrie » et il en dégage « les agents matériels et intellectuels » : « Les intérêts qui se lient par dessus les frontières, dit-il, forment une sorte de solidarité internationale qui ne peut se fortifier sans affaiblir d'autant la solidarité nationale... Le capital n'inspire pas plus de tendresse à ceux qui le détiennent que le travail à ceux qu'il enchaîne à un endroit du sol. Nous entendons répéter tous les jours que « la masse prolétarienne n'a aucun intérêt à être patriote ». Hier, les grévistes d'Armentières, pour célébrer le succès de leurs revendications, chantaient : « A bas le patriotisme ! » *Et de fait, nous n'avons pas beaucoup* D'INTÉRÊT *à être patriotes*. L'intérêt du consommateur, à son tour, est d'acheter le produit le plus

(1) *A Aulard*. Le Patriotisme selon la Révolution française, p. 5 et 6. (*Brochure* ; *E. Cornely et Cie, édit.*)

(2) Dans un article de la *Dépêche* de Toulouse, du 12 août 1905, M. Aulard s'affirme *antimilitariste*. Mais, pour lui, « l'antimilitarisme, *c'est de vouloir que l'armée soit républicaine* ! » il ajoute : « C'est dans l'intérêt même de la défense nationale qu'il faut combattre, extirper le militarisme.

avantageux, d'où qu'il vienne, que ce soit un outil allemand ou une machine américaine... — D'une manière tout à fait générale, il est vrai que l'*intelligence, par ses besoins supérieurs, s'accommode assez mal des limitations du patriotisme.* La science n'a pas de patrie, comme on dit, ni la philosophie, ni l'art, ni la religion... Ainsi, à mesure que la pensée se répand, que la science se monnaye, que les idées descendent sur la place publique ou dans le journal (qui est la place publique de nos jours), *elles ont pour effet de relâcher, d'user tous les sentiments traditionnels, et le patriotisme particulièrement, qui est un sentiment de cette espèce* (1). »

---

(1) *Revue de Métaphysique et de Morale*, novembre 1903, p. 793-94. — Dans le numéro de janvier 1904, M. Feuillée se livre, à son tour, à une significative dissertation sur l'idée de patrie. Lui aussi se déclare à la fois patriote et pacifiste ; il reste profondément attaché à l'idéal patriotique, mais il a « la plus profonde horreur de la guerre et fait partie des sociétés pour la paix » (p. 129 et 130). Il combat « de toutes ses forces les préjugés guerriers et militaires ». — « J'ai fait voir, écrit-il, p. 124, que les vertus dites guerrières, courage, patience, ordre, endurance, discipline, dévouement au bien commun, sont, au fond, des vertus *civiques*, qui trouvent à s'exercer encore mieux dans les luttes pacifiques contre la maladie, contre le crime, contre tous les maux de la société. J'ai montré le déchaînement des passions brutales dans la guerre, et, en pleine paix, la démoralisation de la jeunesse par le militarisme chronique. »

On lit dans la *Revue philosophique* de juillet 1903, sous la signature d'un universitaire, M. Palante, les lignes suivantes : « Je ne vois pas en quoi je devrais de la gratitude à mes contemporains, dont une bonne part sont des gredins ou des imbéciles, pour les bénéfices que m'a procurés, comme à eux, le génie d'un Watt, d'un Ampère, o . dans un autre ordre d'idées, d'un Descartes, d'un Gœthe, d'un Victor Hugo. Si j'éprouve raisonnablement une admiration et une reconnaissance rétrospectives pour les génies qui ont permis l'éclosion de telle grande découverte scientifique ou de tel chef-d'œuvre artistique, je ne vois pas en quoi cela m'oblige envers le troupeau des Homais, des Prudhomme, des Bouvard et des Pécuchet, qui, étant le nombre, auront sans doute la prétention de m'astreindre à leur *idéal. Je*

En 1904, la *Revue* entreprit également une enquête sur ce que les contemporains les plus notoires pensent du patriotisme. Des universitaires de marque firent connaître leur sentiment (1). M. Duclaux, alors directeur de l'Institut Pasteur, nous apprit que le patriotisme « est un legs de l'époque où l'enseignement de l'histoire visait à semer les jalousies parmi les peuples et les gouvernements, à les changer en haines ». M. Izoulet, professeur au Collège de France, trouva qu'il y avait cinq patriotismes superposés : « le patriotisme municipal, le patriotisme provincial, le patriotisme national, le patriotisme continental, le patriotisme « global » ou planétaire ». M. Vidal de la Blache, le professeur de géographie bien connu, indiqua que le patriotisme guerrier « est une disposition d'esprit qui n'existe plus en France. A peine en retrouve-t-on quelque trace dans les régions qui furent éprouvées par la guerre de 1870-1871 ; mais non point sur le reste du territoire ; le peuple français est aujourd'hui foncièrement pacifique. »

(*A suivre.*) Hubert LAGARDELLE.

---

ne vois pas en quoi cela m'oblige envers une organisation sociale, qui est, pour une bonne part, un tissu de sottises et de préjugés, ou même envers un Etat qui est toujours, PAR DÉFINITION, *une oligarchie que je n'ai aucun intérêt à servir, si je ne fais pas moi-même partie des dirigeants.* »

(1) *La Revue (Ancienne Revue des Revues)*, numéro du 15 janvier 1904.

Le Parti Socialiste et les Massacres de classe en Italie

Nous avons essayé, dans un premier article (1), d'élargir le problème des massacres de classe en Italie et d'esquisser les considérations de tout ordre, politiques, économiques, psychologiques et historiques, capables d'expliquer le plus clairement possible un phénomène social qui est une honte pour le pays qui le subit. Notre exposé a eu aussi l'avantage de nous fournir les éléments qui peuvent nous montrer quelle devrait être l'action du parti socialiste italien. Par là s'éclairera la profonde crise intérieure que, comme dans tous les pays, traverse le parti socialiste en Italie ; nous voulons dire que l'attitude incertaine, hésitante, du parti socialiste en présence des massacres périodiques de travailleurs, que les gouvernements de toutes les couleurs consomment au nom de l'ordre, constitue un document singulièrement éloquent de la faillite de toute une méthode, de tout un système, de tout un programme.

Chaque fois que les balles royales fracassent les côtes des ouvriers italiens — et cela a lieu cinq, six, dix fois par an, —

(1) Voir le *Mouvement Socialiste*, numéros 174 et 175.

aussitôt éclatent dans les journaux du parti des discussions orageuses ; on assiste à un échange violent d'accusations et de reproches ; on exhibe toute une série de propositions : grève générale, révolte, démission des députés socialistes, obstruction parlementaire, projets de loi contre l'envoi de de l'armée dans les grèves, etc... Les organisations politiques et économiques s'empressent de faire savoir qu'elles existent, provoquent par centaines des meetings, dans lesquels l'orateur même le plus réformiste se transforme en tribun enragé, et où l'on vote toujours par acclamations les ordres du jour les plus violents. Puis cela finit, doucement, comme s'éteint le lumignon qui manque d'huile... sauf à recommencer avec le même cérémonial, au prochain massacre, lequel a l'obligeance de ne pas se faire attendre longtemps.

Il y a eu une exception unique : l'étonnante grève générale de septembre 1904. Mais les politiciens la firent avorter, puis, de compagnie avec tous les réactionnaires, la dénoncèrent comme une tentative folle et criminelle, tendant à égarer le mouvement ouvrier et à troubler la paix sociale. Si la France pacifiste a son Jaurès, l'Italie monarchique a son Turati : tous les journaux de cette époque reproduisirent l'article de la *Critica Sociale* contre la grève générale, qu'applaudirent tous les conservateurs.

Depuis ce jour, ce fut la tâche de tout journaliste d'ordre et de principe de dénigrer la grève générale, ce qui équivalait à encourager la bourgeoisie à continuer ses massacres. Par là s'explique aussi cette psychologie passive du prolétariat, qui le fit rester impuissant et veule toutes les fois qu'il subit une nouvelle saignée. Qui donc, si ce n'est la masse des travailleurs, peut répondre à la violence gouvernementale ? Et, d'instinct, ne se serait-elle pas soulevée, dans un vaste mouvement de révolte, à chaque massacre nouveau, si

une longue et préalable action des politiciens et des pacifistes de tout acabit ne l'avait paralysée ?

Le parti socialiste aurait été tout désigné pour rendre consciente des moyens et des fins, l'impulsion naturelle et violente de la collectivité ouvrière. Loin de là ! Non seulement, il n'a pas compris la décisive efficacité de la violence prolétarienne, mais encore il a longuement prêché la haine de la violence, à laquelle il a substitué le nouveau dogme de la conquête graduelle, pacifique et légale de la majorité. C'est là le problème socialiste, s'écrie Jaurès et répètent tous les Turati d'Italie, en se frappant la poitrine d'une main dévote, pour se faire pardonner les anciens péchés révolutionnaires. L'action directe, l'action propre à la classe ouvrière, a été présentée sous une forme grotesque, et l'on a traîné le prolétariat en adoration devant le parlementarisme.

Ou bien l'on accuse tragiquement, comme le fait Ferri, les syndicats d'être faibles, les masses inconscientes et non préparées, afin d'en tirer cette conclusion qu'il faut repousser toutes les discussions sur un syndicalisme dépourvu de syndicats et prêcher le vieux refrain de créer des consciences socialistes... électorales. Tout cela sent la vieille pédagogie socialiste, qui a fait son temps.

Lors des massacres de Turin, en mai dernier, le groupe socialiste parlementaire déposa, à la Chambre une proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de l'armée dans les conflits collectifs. Tâche bourgeoise, policière s'il en fût ! Voilà des socialistes, qui admettent *à priori* que les soldats interviennent avec leurs armes dans les conflits sociaux, et qui veulent établir par des articles de lois *quand* et *comment* on doit faire feu sur les prolétaires ! C'est une chaîne logique : l'*Avanti* réclame l'augmentation du traitement des gendarmes ! Lorsque dans les réunions du groupe socialiste

parlementaire, on parla de la grève générale, Bissolati déclara que *recourir à la grève générale équivaut à demander à la société bourgeoise son auto-destitution*. Telle est, ajouta-t-il, la méthode syndicaliste, qu'il repousse, *non pas qu'elle ne soit ni bonne ni logique, mais parce que c'est une méthode syndicaliste révolutionnaire* (1). Enfin, on n'a pas oublié que récemment la grève générale éclata malgré l'hostilité des députés socialistes : *ceux-ci donnèrent leur démission pour protester contre la grève générale et pour affirmer leur pacifisme*. Il y a eu de nouvelles élections et on a fait voter le prolétariat, qui a eu à réélire ces députés, *contre la grève générale et pour le ministérialisme*. Une fois de plus la classe ouvrière s'est dupée elle-même. Jusques à quand va-t-elle attendre son émancipation de lois et de parlements et quand comprendra-t-elle enfin que sa libération ne dépendra exclusivement que de son organisation révolutionnaire, de son action énergique contre la violence gouvernementale ?...

Il ne faut pas se le dissimuler : la masse est telle que l'a faite le système d'éducation du parti socialiste italien. L'évolution du socialisme en Italie a été, dans cette Revue, maintes fois signalée : nous sommes en présence d'un réformisme de gouvernement, aboutissant à un pur socialisme d'Etat, dissimulé sous un révolutionnarisme verbal plus dangereux que le ministérialisme avoué. Les destinées du socialisme sont toutes aujourd'hui dans le mouvement syndicaliste, qui a seul la notion réelle de la lutte de classe. Tant que le parti socialiste italien sera une simple *agence électorale*, tant qu'il ne mènera pas une action audacieuse et violente contre les classes dirigeantes et l'Etat, il ne représentera nullement les

---

(1) D'après le compte-rendu de l'*Avanti*.

intérêts du socialisme ouvrier, mais il sera au contraire un obstacle à son développement, d'autant plus redoutable qu'il s'affublera d'oripeaux révolutionnaristes.

Il n'aura, en effet, aucune autorité pour protester contre la réaction, pour dénoncer le sang que fait périodiquement couler la troupe des archers royaux, s'il continue à tromper le prolétariat, en lui donnant la violence comme une brutalité des temps anciens, la grève générale comme une absurdité criminelle, l'action directe comme une chimère ; si, au lieu de développer et de fortifier le sens de la responsabilité personnelle, il substitue un principe d'autorité à un autre ; s'il remplace la foi dans l'intervention miraculeuse de Dieu, du roi, du patron ou du philanthrope, par la foi dans la loi ou le Parlement ; s'il favorise par là la paresse naturelle et traditionnelle des opprimés, ayant l'habitude de tout attendre des autres et rien de soi ; s'il enseigne enfin que l'Etat est ou doit être le bon patron universel, dispensateur de tout bonheur, au lieu de montrer sa puissance de coercition et d'oppression !

Oui, l'impuissance du parti socialiste italien à l'égard des massacres de classe n'est qu'un aspect de la crise dans laquelle se débat le mouvement prolétaire, crise que seule peut résoudre le syndicalisme. Mais voilà qu'au moment où nous écrivons ces lignes, au moment où se prépare le prochain congrès du parti, on n'a d'autres préoccupations que de réduire à néant les syndicalistes, les pousser à accepter je ne sais quelle concilation de l'action directe et de l'action électorale !

Malgré tout, ayons foi. Le prolétariat, après avoir pâti dans sa chair des expériences douloureuses qu'il aura faites, finira bien par n'avoir plus confiance qu'en lui-même, en ses propres forces, en son organisation de classe, en son action directe.

Ottavio Dinale.

L'Evolution politique de la République Argentine et ses causes économiques

Il est intéressant d'étudier au point de vue sociologique, l'évolution politique des pays neufs, car elle rassemble dans un court espace de temps les transformations, qui, chez les autres peuples, ont mis des siècles à s'accomplir.

Un siècle d'indépendance n'a pas suffi pour régler définitivement le jeu des institutions de la République-Argentine. Et la raison en est simple : aucun agrégat social ne peut atteindre à l'organisation définitive de son régime politique, si la constitution économique qui est sa base fondamentale ne se solidifie tout d'abord, soit par l'appropriation et l'exploitation de la terre libre, soit par le développement progressif de la production industrielle capitaliste.

I. — Le « Caudillisme » anarchique.

Quand l'Argentine s'émancipa de la domination de l'Espagne — dont le système colonial était le plus néfaste qui se puisse imaginer pour la vie économique de ses colonies —, elle n'avait qu'une production rudimentaire, aucune espèce de vie industrielle, si embryonnaire fût-elle, et un commerce insignifiant, encore réduit par la contrebande.

Les créoles, politiquement émancipés, se trouvèrent désorientés. Pendant les vingt premières années de la vie politi-

que argentine (1810-1830), l'absence d'intérêts bien définis se traduisit par une complète désorganisation économique ; et cet état social eut pour conséquence une vie publique chaotique où les personnalités dominent. Les historiens locaux nomme cette période celle de « l'anarchie argentine ». C'était une sorte de féodalité barbare, où les propriétaires du sol, véritables seigneurs sur leur domaines, confondaient en leur propre personne l'autorité politique et le privilège économique. Les plus faibles de ces seigneurs, de ces *caudillos* comme on les nommait, se groupaient autour des plus puissants, et ainsi se formaient des factions politiques sans grande consistance, puisqu'elles ne se fondaient pas sur la communauté des intérêts économiques, mais sur les passions et les intérêts personnels. Ce régime politique, le *caudillisme*, fut la superstructure politique naturelle d'un régime économique encore indéfini. Quand l'action des partis n'est pas déterminée par la communauté d'intérêts, l'influence personnelle des chefs est la force unique qui rassemble les factions en lutte pour la jouissance du pouvoir.

La caractéristique objective de ce système, c'est l'absence d'intérêts économiques différenciés, conséquence du manque d'une organisation quelconque de la production. Aussi, dans cette première période, il n'existe pas à proprement parler de partis politiques ; il n'y a que les influences personnelles dues à la richesse ou à l'audace des *caudillos*.

II. — Le Caudillisme organisé.

Quand la production commence à se développer, des intérêts économiques divers se dessinent dans le pays, encore que vaguement ; alors le féodalisme anarchique se transforme en féodalisme organisé. A l' « anarchie des caudillos » se substitue le « système caudilliste organisé » qui,

dans une certaine mesure représente la partie la plus importante des intérêts économiques en formation,

Ceux-ci se déterminent à mesure que l'agriculture et l'élevage se développent méthodiquement, que la primitive vie pastorale recule devant les grandes exploitations (*estancias*) et ils prennent de plus en plus de netteté à mesure que commence la vie industrielle et que le commerce s'étend.

Ces phénomènes économiques se produisent d'abord (à égalité de capacité productive de la terre) dans les régions où la situation géographique facilite la circulation des produits. Aussi voyons-nous qu'à ce moment de l'évolution sociale argentine, la ville de Buenos-Ayres et les provinces dites du littoral, situées sur les grands affluents du Rio de la Plata, le Parana et l'Uruguay, sont dans un état de civilisation avancé, tandis que les provinces intérieures, à l'est et au nord du pays, restent en pleine barbarie féodale. Ce déséquilibre naturel entre l'évolution économique des deux zones fut la cause de graves conflits qui durèrent un demi-siècle, et qui persistent encore, bien que sous une autre forme.

Il y eut tout d'abord conflit entre l'anarchie économique et le régime économique féodal. Le « caudillisme anarchique » disparut dans l'organisation du féodalisme, dont la forme politique fut le « caudillisme organisé ». Cette première évolution de la politique argentine, caractérisée par l'enrôlement et la subordination graduelle des petits seigneurs féodaux, eut son personnage représentatif dans l'illustre *caudillo* Don Juan Manuel de Rosas. On peut dire, en ce sens, que c'est lui qui a constitué la nationalité argentine sur le chaos de la période anarchique ; il faut reconnaître qu'après l'avoir vaincu, ses ennemis ont dénaturé son rôle historique, en le représentant comme un tyran implacable. Il eut tous les défauts politiques de son époque, et les mêmes passions personnelles que ses ennemis.

Tandis que s'organise ainsi la bourgeoisie féodale argentine, sons le nom de *parti fédéraliste* (représentant les intérêts des provinces intérieures, surtout agricoles et pastorales), une autre fraction plus évoluée de la bourgeoisie se groupe peu à peu sous le nom de *parti unitaire* (représentant les intérêts de l'industrie et du commerce naissant.) Il est superflu de souligner que ces groupements politiques n'avaient aucune conscience des intérêts économiques dans lesquels ils prenaient racine ; d'ailleurs, notre classification sociologique des partis argentins doit être prise dans un sens large, comme une interprétation générale, qui ne saurait expliquer tous les détails des événements.

Le trait caractéristique de cette seconde période, c'est le conflit entre deux forces qui représentent des étapes différentes de l'évolution économique. L'intérieur du pays, c'est à dire sa presque totalité, vit dans l'état pastoral primitif, sans qu'apparaisse encore aucun symptôme d'industrialisation de l'élevage : au contraire, dans la région géographiquement favorisée s'esquisse le régime de la production moderne. aussi bien dans l'agriculture et l'élevage que dans l'industrie et le commerce. Les deux adversaires, dans cette rencontre, pourraient être symboliquement désignés par les mots « fiefs » et « douanes », chacun deux caractérisant un des deux régimes économiques. Leurs intérêts hétérogènes – il s'agit déjà, au fond, de l'universel conflit économique entre l'intérêt et la rente — seront la cause d'une longue guerre civile, où ils se dissimuleront sous les épithètes d'unitarisme et de fédéralisme. Dès maintenant, les deux partis indiquent les deux aspects que prendra plus tard la naissante bourgeoisie argentine. Quant au prolétariat rural, plein d'ignorance, il soutiendra dans la lutte la plus retardataire des fractions bourgeoises, la fraction « féodale ».

Ce qu'il faut surtout retenir, c'est qu'à cette époque, les intérêts de la bourgeoisie féodale dominent la vie économique

du pays ; il est donc logique que l'hégémonie politique lui appartienne (1825-1850).

III. — La « Parenthèse » unitaire

Le parti unitaire, qui ne représentait qu'une faible partie des intérêts économiques du pays, remplaça le parti fédéraliste grâce aux divisions de ce dernier. Urquiza, seigneur féodal des provinces de l'Est et lieutenant de Rozas, se souleva contre son chef et livra la République aux unitaires. Ceux-ci l'annihilèrent et diffamèrent le régime déchu.

D'ailleurs, les programmes politiques ne pouvaient prévaloir contre les faits. Le triomphe des unitaires resta tout à fait nominal ; les intérêts économiques du pays se confondaient avec ceux du parti fédéraliste ; même après la chute de Rozas, il adopta une constitution fédérative. Les personnalités représentatives de l'unitarisme étaient deux hommes d'Etat très considérables, Bartolomé Mitre et Domingo Sarmiento, qui se succédèrent à la présidence de la République.

Pendant cette période (1850-1874), les populations de l'intérieur, autrefois unies dans le parti fédéraliste, se réorganisent et forment le *Parti Autonomiste National,* en face de l'ancien parti unitaire, maître du pouvoir et appuyé sur Buenos-Ayres et les régions fluviales.

Alors la configuration politico-sociale de l'Argentine commence à se dessiner. La bourgeoisie féodale se définit, avec ses intérêts de classe de plus en plus nets et développés, en même temps que le régime de production capitaliste se constitue.

D'ailleurs, l'évolution économique se poursuit simultané-

ment dans les champs et dans les villes. Ici, les industries s'éveillent, le commerce s'étend, l'activité économique s'élève au niveau de celle des pays plus évolués. Là, dans l'agriculture et l'élevage, la production féodale primitive fait place à un régime plus scientifique et plus industrialisé ; en quelques années, la production rurale monte à des chiffres relativement énormes, centuplant la richesse générale du pays.

Lorsque s'achève cette période, la dissociation des intérêts économiques est plus facile à apercevoir, et elle se reflète nettement dans la vie politique : il y a une bourgeoisie rurale et une bourgeoise capitaliste.

IV. — Prédominance de la bourgeoisie rurale.

Maintenant la bourgeoisie rurale va reprendre son hégémonie naturelle ; puisqu'elle représente la plus grande partie de la richesse nationale, l'administration du pays doit lui revenir. C'est avec la présidence de Nicolas Avellaneda que commence l'arrivée aux affaires du parti autonomiste national, qui tire sa force des provinces intérieures, comme autrefois le parti fédéraliste.

Son influence a été continuellement combattue par divers groupes dont les tendances rappellent celles du parti unitaire et la politique de Mïtre ; ces partis (Civique, Radical, Démocrate. Républicain, etc.) n'ont d'adhérents qu'à Buenos-Ayres et dans la région fluviale, c'est-à-dire dans la zone de la production industrielle la plus évoluée, dans la bourgeoisie capitaliste. Mais ils ne représentent que la plus faible part dans l'ensemble de la richesse nationale, et c'est là la raison économique de la prédominance du parti autonomiste national.

Julio A. Roca, deux fois président, homme d'une rare perspicacité, doué d'un sens aïgu des réalités pratiques, est le chef de ce parti et la personnification de sa politique. Pendant ces trente dernières années, le gouvernement a été l'expression des intérêts, essentiellement ruraux, de la production nationale dans sa grande majorité. Toute politique favorable aux intérêts de la bourgeoisie capitaliste, qui n'est qu'une petite minorité, serait une politique affairiste, puisque l'agriculture et l'élevage sont les véritables sources de la richesse collective.

Pendant cette période (1874-1904), le gouvernement est devenu de jour en jour moins *caudilliste*. Le parti autonomiste national, c'est la systématisation des intérêts économiques propres de la bourgeoisie rurale et conservatrice ; les partis d'opposition sont les porte-paroles de la bourgeoisie capitaliste et libérale. D'ailleurs, tous ces partis sont également empiriques, car ils n'ont aucune conscience claire de leur fonction économique ni des intérêts qu'ils représentent dans la vie politique. Leurs programmes sont tous invraisemblablement vagues, et le vœu exprimé sous la forme la plus concrète qu'on y trouve ordinairement, concerne la « moralité politique et administrative. »

Il est très possible que ce défaut d'objectifs économiques nets vienne de l'excessive richesse du pays, dûe à l'énorme production de l'agriculture et de l'élevage ; cette richesse atténue le choc des intérêts hétérogènes, et dissimule les conflits économiques, en leur ôtant l'acuité qu'ils ont dans les pays plus pauvres.

V. — Les bases économiques de la politique future.

La République Argentine arrive à la période d'évolution organique qui précède la différenciation complète des partis.

L'absence de grandes questions historiques, religieuses et politiques est la plus sûre garantie que nos futurs partis seront franchement économiques.

Le développement de la bourgeoisie rurale et l'extension ininterrompue de la production industrielle capitaliste, l'une dans les campagnes, l'autre à Buenos-Ayres. montrent l'avenir prochain du régime bourgeois dans ses deux grandes manifestations, agraire et industrielle. Les nouvelles conditions de la vie économique déterminent la formation d'un prolétariat — dans le sens social et politique du mot — ayant des intérêts propres, et destiné à se différencier progressivement des deux fractions bourgeoises, en raison directe du développement du système capitaliste.

Le mouvement de l'économie sociale argentine montre qu'il existe actuellement — déjà formés ou en formation — trois grands groupes d'intérêts économiques, destinés à devenir les bases de la future politique du pays :

a) La bourgeoisie rurale, dont l'importance est prédominante, car elle représente le capital dans l'agriculture et l'élevage; cette fraction souhaite l'élévation de la rente foncière. Elle s'est exprimée politiquement dans le parti fédéraliste et le parti autonomiste national. Elle domine dans les provinces intérieures et constitue une force politique éminemment conservatrice. C'est le parti *tory* de la République Argentine.

b) La bourgeoisie plus évoluée, industrielle et commerçante, née du développement du régime capitaliste, qui désire l'élévation de l'intérêt au détriment de la rente et du salaire. En elle se font jour des tendances secondaires diverses: industrielle-protectioniste, commerciale-libre-échangiste, etc. Elle s'exprime traditionnellement au point de vue politique dans le parti unitaire et les autres groupes d'opposition formés à Buenos-Ayres pour lutter contre l'influence des provinces. Elle représente la plus minime par-

tie des intérêts nationaux, et c'est pourquoi son intervention dans le gouvernement a toujours été accidentelle et secondaire. En général, on peut la considérer comme un élément progressiste dans l'évolution des institutions du pays. C'est le parti *whig*.

c) Le prolétariat, encore en formation, qui se présente sous deux aspects : rural et industriel. Le premier sera pendant longtemps encore, l'instrument des conservateurs, comme il est aujourd'hui celui du parti autonomiste national ; le second a été l'instrument des partis d'opposition de la capitale, mais il commence à évoluer vers le socialisme. Il veut augmenter le salaire au détriment de la rente et de l'intérêt.

D'ailleurs, étant donné la richesse générale qui atténue les conflits de classes, l'intérêt du prolétariat argentin pourra souvent paraître concorder avec celui de l'une ou l'autre fraction bourgeoise ; de là la possibilité de manifestations politiques fondées sur la « coopération des classes », à côté des manifestations spécifiques de la « lutte de classe ». En outre le prolétariat pourra tirer de grands avantages indirects de la division des fractions bourgeoises, s'il sait la mettre à profit.

La nécessité de synthétiser en quelques pages un siècle de formation historique justifiera le caractère trop schématique de cet article, où je me suis borné à résumer mes divers essais critiques sur la sociologie argentine.

Pays riche, de grand avenir, dont la capitale, peuplée de 1.100.000 habitants, est la seconde ville du monde latin, l'Argentine mérite l'attention des hommes d'étude. Je me permets de leur indiquer, les travaux historiques de Mitre, Lopez, Paz et Saldias, ainsi que les essais sociologiques de Domingo Sarmiento, Juan Agustin Garcia, José M. Ramos Mejia, Lucas Ayarragaray, Paul Groussac, Carlos Octavio

Bunge, Ernesto Quesada, Antonio Dellepiane, Agustin Alvarez, Alfredo J. Colmo, etc., dont toutes les littératures sociologiques pourraient s'honorer.

Dr José Ingegnieros.

(Traduit par André Morizet.)

Les Organisations Socialistes

ITALIE (1)

I

Controverses sur le Syndicalisme italien.

Il serait inexact de croire que le syndicalisme italien peut être assimilé au syndicalisme français, dont l'action pratique est clairement exprimée par la *Confédération Générale du Travail* et dont les principes théoriques sont nettement déduits par le *Mouvement Socialiste.* Il n'y a pas encore en Italie un mouvement réel de masses ouvrières ni un mouvement doctrinal d'idées comparables à ce qui existe en France.

Des camarades syndicalistes d'Italie ont exposé. dans cette Revue, leur point de vue; à mon tour, je voudrais dire ici, en toute liberté, ma pensée sur la situation présente du syndicalisme italien. En confrontant mon opinion à celles qui leur ont été ou leur seront soumises à cette même place, les lecteurs du *Mouvement Socialiste* auront un élément d'appréciation de plus sur les choses d'Italie.

Deux causes ont donné naissance au syndicalisme italien : l'une matérielle, l'autre morale. La raison matérielle — le fait, — c'est la dégénérescence toujours plus marquée du socialisme en un réformisme opportuniste, tendant à ressusciter le cadavre déjà décomposé de la démocratie, ou en un socialisme d'Etat paradoxal et puéril. La raison morale est

---

(1) Etant donnée l'importance des problèmes agités à cette heure dans le parti socialiste italien, nos lecteurs nous sauront gré de donner à ces questions une place équivalente à leur portée, et de faire entendre les divers points de vue de nos camarades syndicalistes d'Italie. (*N. D. L. R.*)

double : d'une part, elle est dans l'esprit critique, dans les aspirations à la fois réalistes et idéalistes, dans la pureté d'enthousiasme, dans le modernisme de la culture de quelques hommes appartenant à la nouvelle génération socialiste, et qui ont été traités aussitôt en rivaux dangereux par tous les *pères, prophètes et martyrs* du socialisme officiel ; d'autre part, elle est dans l'ignorance inouïe de ces *chefs* ombrageux de l'orthodoxie traditionnelle, qui, maintenant qu'ils ont dicté leur *magna charta* et dressé leur arsenal de formules et formulettes, se sont retirés dans leur petite église, fermés à toute idée et à tout fait nouveaux, à la façon de ces catholiques qui refusent d'approcher les thèses de l'hétérédoxie de peur d'être touchés par le doute.

L'évolution du parti socialiste en Italie, qui s'est déroulée avec une rapidité plus grande qu'en d'autres pays pour des raisons multiples de race et de milieu, tourne autour de deux pôles opposés : le réformisme démocratique et le syndicalisme révolutionnaire Ces deux courants ont eu comme point de départ respectif la vieille question de la *transigeance* ou de l'*intransigeance* dans les luttes électorales. Déjà dès les temps héroïques du socialisme italien, dès le congrès de Parme en 1895 — la scission avec les socialistes anti-parlementaires, qui s'appelèrent ensuite socialistes-anarchistes, ayant eu lieu en 1892 — la divergence commença sur la question de l'alliance électorale avec les partis voisins (en italien *affini*) : radicaux et républicains. Les discussions sur ce sujet, brûlantes et passionnées, s'accentuèrent avec le développement du parti et constituèrent le thème obligé des Congrès de Florence (1896), de Bologne (1897, de Rome (1900) Depuis 1900, une fois finie la lutte retentissante du groupe parlementaire contre la réaction qui s'était déchaînée après les massacres de 1898, après la mort d'Humbert, après l'arrivée au pouvoir de Giolitti et Zanardelli, le ministérialisme socialiste fleurit. Turati faillit revêtir la livrée de serviteur de Sa Majesté le Roi d'Italie. La décadence du parti socialiste se précipita : ce ne fut plus qu'une grande agence électorale, préoccupée de conquérir des sièges et de collaborer plus ou moins avec la classe bourgeoise. Jaurès fut rudement dépassé et surpassé par ses élèves italiens !

C'est au Congrès d'Imola, en 1902, que l'opposition des deux courants commença à se préciser, avec l'entrée en

scène des révolutionnaires groupés autour de leur journal : l'*Avanguardia Socialista*. La question de la transigeance et de l'intransigeance électorale fut singulièrement élargie : on remonta jusqu'aux principes essentiels du socialisme, à la lutte de classe, depuis sa forme la plus simple qui est le groupement syndical jusqu'à la grève générale, et on opposa à la théorie du pacifisme turatien et de l'harmonie des classes l'anti-étatisme ouvrier. Au Congrès de Bologne, en 1904, les révolutionnaires de l'*Avanguardia* durent leur triomphe à leur alliance avec Ferri et parvinrent ainsi à pénétrer dans la direction du parti. C'est à cette époque que se place l'exode des réformistes, qui se retirèrent et, à Milan, formèrent une organisation indépendante. Mais la politique *équivoque* d'Enrico Ferri, qui limitait son révolutionnarisme à un anti-ministérialisme de circonstance, et qui deux ans plus tard en devait tomber à soutenir un ministère Sonnino, ne tarda pas à apparaître. Les révolutionnaires de l'*Avanguardia* passèrent du coup à l'opposition et constituèrent l'extrême-gauche du parti, tandis que Ferri personnifiait le centre avec sa formule enfantine et tant raillée : « Ni à droite, ni à gauche, mais droit devant soi ! » (1).

Cependant éclata, en septembre 1904, l'admirable révolte du prolétariat italien contre les tueries ouvrières, qui prit la forme spontanée de la grève générale, et qui aurait eu bien d'autres résultats sans l'intervention des professionnels de la politique et des défenseurs « socialistes » de la paix sociale. Ce fut la plus éloquente leçon d'action directe et de syndicalisme, que la réalité des faits opposa à la démagogie des docteurs officiels. L'*Avanguardia*, qui avait déjà publié en 1902 la première traduction italienne de l'*Avenir socialiste des Syndicats*, donna en exemple le syndicalisme français, sur lequel elle appela l'attention. Peu de temps après paraissait le *Divenire Sociale*, qui faisait mieux connaître Sorel, Lagardelle, Berth et les rédacteurs du *Mouvement Socialiste*. La *nouvelle école* devint vite l'objet de dis-

---

(1) Il n'est pas sans intérêt de remarquer à quel point les divisions et subdivisions des partis socialistes ont pris des dénominations parlementaires : droite, centre, gauche, etc., etc.

cussions, de controverses, où la passion ne manqua pas. Pourtant ce n'étaient encore là que des manifestations sporadiques, des symptômes, fruit des études et des observations individuelles de quelques-uns. Mais une partie de la masse prolétarienne ne pouvait tarder de sentir la force d'enthousiasme et d'action de la nouvelle direction : elle ne devait pas avoir de peine à comprendre que c'est par ce chemin seul qu'elle sortira des bas-fonds politiciens où l'a traînée le socialisme électoral.

En juin 1905, l'auteur de ces lignes émit l'idée de réunir en une *conférence* spéciale tous ceux, syndicats ou individus, qui acceptaient en Italie les thèses du syndicalisme ; cette conférence devait avoir pour but de fixer quelques principes et établir un programme d'action. La réalisation de ce projet eut lieu à Modène, à l'occasion d'un congrès provincial socialiste. La plupart des syndicats de la basse province (*la Bassa revoluzionaria*) y proclamèrent *dépassée la periode de l'épreuve électorale et insuffisante la vieille forme d'organisation*. Ils ajoutèrent que l'organe spécifique de la lutte de classe est le syndicat. On peut dire que ce fut là vraiment la première affirmation du pur syndicalisme en Italie. Ce qu'il y a de plus caractéristique. c'est que ce furent des travailleurs de la terre, des paysans qui, quoique venus les derniers au socialisme, comprirent tout de suite les aspects de la lutte révolutionnaire et acquirent une conscience de classe autrement lucide que celle de beaucoup de leurs camarades des villes. J'ai eu l'occasion de l'écrire, il y a quelques années (1) : si le parti socialiste avait compris le mouvement des paysans et l'avait orienté, les événements politiques d'Italie auraient été autre chose que le giolittisme et le monarchisme réformateur.

On a souvent donné comme le premier éveil du syndicalisme révolutionnaire italien l'expérience de Milan. Au sens d'une claire vision du syndicalisme, ce n'est pas exact. A Milan, il y a eu une lutte très âpre contre les réformistes, c'est vrai ; mais les éléments révolutionnaires qui la menaient n'avaient pas la parfaite notion du syndicalisme. Ce fut

(1) Ottavio Dinale. *Il movimento di contadini e il partito socialista* (Nerbini, Firenze, 1902).

seulement plus tard qu'Arturo Labriola orienta, en des articles inspirés par les circonstances, l'*Avanguardia* dans ce sens. Mais cela ne continua guère, du jour où Arturo Labriola eut quitté Milan pour aller à Naples. Si en 1904, la grève générale prit tant d'importance à Milan, ce fut aussi bien plutôt par ce que j'appellerai le sens instinctivement syndicaliste du prolétariat. Les révolutionnaires de Milan eurent le grand mérite de la diriger : mais ils l'arrêtèrent au moment, semble-t-il, où elle allait aboutir à des événements politiques décisifs.

Je n'ai rappelé tout cela que pour donner à la conférence de Modène la place qui lui convient historiquement. Au lendemain de notre conférence, nous prîmes, avec d'autres camarades comme Matarollo, Marventi, Baseni, et forts des innombrables adhésions venues de tous les points d'Italie, l'initiative de créer à Mirandola un journal syndicaliste révolutionnaire : *La Lotta Proletaria*. Le programme initial dénonçait la dégénérescence socialiste, qu'il attribuait à la fois au réformisme démagogique et au révolutionnarisme verbal et équivoque ; il affirmait qu'il n'y a pas de parti socialiste possible s'il ne se soumet aux revendications précises et catégoriques du prolétariat; et il concluait que le temps était venu de reprendre la vieille lutte révolutionnaire, *contre toutes les formes de l'exploitation et de l'autorité.* « L'immobilité ne va pas à notre taille, y lisait-on, ni à ceux qui veulent la vie, — laquelle n'est ni accomodement ni résignation, mais transformation et lutte. Notre pensée ne s'est pas cristallisée dans la contemplation d'un socialisme immuable, symétrique comme un mannequin, mais elle a toujours crû *à un socialisme qui se fait ou devient.* Notre pensée relègue à leur place naturelle les systèmes et les méthodes désormais dépassés par l'expérience, inutiles ou sans portée... Ce n'est pas dans les administrations publiques que se forment les capacités techniques et morales du prolétariat, mais dans ses organismes nouveaux : les syndicats... Corporativistes ? Anarchistes ? Mono-idéalistes ? — Rien de tout cela ! Mais nous avons la compréhension claire du mouvement ouvrier, qui ne tente pas de tranformer les organismes bourgeois existants — ce qui serait du temps perdu —, mais qui se prépare à les détruire. La conscience de classe ne se forme et n'existe que dans les manifestations de la classe elle-même... »

L'impression produite par le nouveau journal sur les militants ouvriers dépassa nos espérances. Mais les milieux officiels trouvèrent que *nous avions dépassé les limites du socialisme* et nous fûmes mis à l'index. D'autre part, peu de temps après, était fondé à Rome un nouveau journal syndicaliste: *Il Sindicato Operaio*. La création dans la capitale d'un organe semblable au nôtre lui donnait une sorte de cachet officiel, lui communiquait l'apparence d'être l'organe officiel des syndicalistes, que ne pouvait avoir le nôtre.

La Lotta Proletaria cependant continua ardemment sa tâche et proposa la tenue d'une conférence pour organiser l'agitation en faveur des huit heures. Mais l'*Avanguardia* de Milan et le *Sindicato Operaio* de Rome ne furent pas d'accord avec la *Lotta Proletaria;* ils trouvaient cette tentative prématurée. La conférence eut lieu à Bologne le 26 novembre 1905. Il y avait soixante organisations de représentées, six journaux, et une cinquantaine de militants socialistes et anarchistes avaient donné leur adhésion. Le problème était de trouver un terrain d'action commun entre socialistes et anarchistes pour l'unification de la classe ouvrière dans le syndicat. Les résolutions suivantes y furent votées presque à l'unanimité :

Les membres de la conférence syndicaliste reconnaissent que le syndicat, pour combattre contre toutes les formes de l'exploitation et de l'autorité, doit être neutre, c'est-à-dire qu'il ne doit pas participer en tant que syndicat aux luttes électorales, tout en laissant chacun de ses membres d'agir librement hors du syndicat.

La conférence syndicaliste italienne, jugeant nuisible la division du prolétariat en partis politiques et indispensable l'union de tous les ouvriers dans le syndicat ouvrier, affirme qu'il est nécessaire que toute activité politique des travailleurs trouve ses organes naturels dans l'organisation ouvrière.

L'*Avanguardia*, et le *Sindicato* répudièrent aussitôt ce syndicalisme de la *Lotta Proletaria* et reprochèrent à l'auteur de cet article son « anti-parlementarisme ». Le camp des syndicalistes italiens était donc divisé en deux : lui aussi avait sa gauche et sa droite.

Je crois — et je le dis sans détours dans cette Revue — qu'Arturo Labriola, Enrico Leone et d'autres camarades sont trop préoccupés de l'action du parti, et par là trop atta-

chés encore à la conquête des pouvoirs publics. Je pense qu'ils ont tort de fermer les yeux à l'antithèse de l'action directe et de l'action parlementaire. Surtout en Italie! Car, jusqu'où ne va pas la dégénérescence socialiste du parti en Italie? Le parti socialiste italien ne tend-il pas à devenir de plus en plus un des facteurs de l'ordre... bourgeois?

Assurément Labriola écrit avec clairvoyance: « *Syndicalisme et étatisme sont deux termes contradictoires.* Tout ce qui affaiblit et réduit le pouvoir de l'Etat est dans le sens du syndicalisme. Tout ce qui diminue la force de l'Etat accroit la puissance du syndicat, intensifie la lutte de classe, rend plus proche l'heure de la prise de possession des moyens de production par les ouvriers organisés. » Et encore: « Pour tous ceux qui observent et réfléchissent, tout le sens et toute la valeur qu'on accorde à l'action directe vient de ce que le syndicat sent qu'il porte sa force en lui-même; et c'est pourquoi il ne demande rien à l'Etat, sinon le droit de faire ses affaires lui-même comme il lui plaît. » Mais voici qu'il ajoute: « La fonction politique du syndicat, sa participation aux luttes politiques quotidiennes, l'influence qu'il exerce dans les assemblées électives par ses r présentants directs, a pour but de supprimer tout obstacle à la lutte immédiate entre classe capitaliste et classe salariée. » Et récemment encore, dans ce clair et remarquable article paru ici-même (1), où il parle des rapports entre syndicalistes et parti socialiste en Italie, il écrit: « Il est conforme au principe de l'*action directe* de séparer le mouvement immédiat des classes ouvrières en lutte contre leurs patrons — dont le terrain naturel est l'atelier et le marché du travail, c'est-à-dire là où se débattent des questions purement économiques — de l'action de défense générale des *conditions externes* de la lutte de classe, qui se passe sur le terrain politique et parlementaire. *L'ideal serait la stricte corrélation entre la lutte de classe et le milieu politique qui l'enveloppe, et partant, entre l'action directe et l'action parlementaire du prolétariat; mais l'expérience semble démontrer que la masse électorale est réfractaire aux purs principes de la lutte de classe. Elle impose et réclame une certaine*

---

(1) V. *Mouvement Socialiste*, juillet 1906, p. 241.

dose d'illusions démocratiques et d'espérances réformistes. »

Mais alors? C'est, bien visible, le cercle de fer, fait de contradictions et d'incertitudes, qui tient enserré des camarades comme Labriola Pourquoi? Je le signale, je le regrette, mais ne l'explique pas.

En tout cas, je vois là ou timidité ou fausses convenances ou insuffisante critique. Et c'est cela, c'est cet éternel balancement qui empêche de concentrer sur le chemin du syndicalisme ce pauvre prolétariat italien toujours ballotté. Il ne faut pas se le dissimuler : les masses, désorientées, perdent chaque jour davantage confiance dans le parti socialiste. Elles se détacheront également des révolutionnaires de l'extrême-gauche. Elles tomberont dans la plus désespérante passivité ou verseront dans le vieil anarchisme. Alors que l'unité de méthode et d'action de la lutte de classe serait si facilement réalisable dans le syndicalisme !

Je trouve que ce que j'appelle l'*inconsistance* et l'*insuffisance* du syndicalisme italien s'affirme plus encore en ce moment, dans les discussions qui précèdent le prochain Congrès national du parti socialiste, qui sera tenu à Rome en octobre.

Comme les *réformistes* et les *intégralistes*, les syndicalistes ont publié leur *manifeste*. Ils s'y sont prudemment et simplement appelés « socialistes révolutionnaires ». Sans doute il y a des affirmations très précises, comme celles-ci : Que le socialisme ouvrier de la lutte de classe n'est évidemment compris et pratiqué que dans la conception syndicaliste révolutionnaire ; ou encore qu'il faut rejeter tout ce qui tend à absorber, partiellement ou totalement, d'une façon provisoire ou définitive, le socialisme en un système autre que le système strictement syndicaliste et ouvrier... Mais, après cette profession de foi si nette, pourquoi se borner, dans la conclusion, à parler du droit des citoyens dans le Parti? Et, comme l'observe Ferri — lequel sait de quel bois on se chauffe — les signataires, qui ne se qualifient pas de syndicalistes, ne prononcent pas un seul mot sur la conquête des pouvoirs publics.

Je pense qu'il y aurait pour les syndicalistes italiens à faire plus et mieux qu'à vouloir coûte que coûte se faire accepter par le parti : ce serait de développer la conception et l'action syndicalistes. Tel qu'est surtout le parti socialiste

italien, on peut dire qu'il y a incompatibilité absolue entre le syndicalisme et lui. Mais la contradiction s'arrête là : si elle est entre le parti et le syndicalisme, elle n'est pas entre le syndicalisme et le socialisme ! Au contraire : le syndicalisme, c'est le socialisme dans son expression la plus haute. Là est la question et pas ailleurs.

J'en ai évidemment assez dit dans ces quelques pages, pour que le lecteur se rende compte du point de vue auquel je me suis placé. Que conclure ?

Enrico Ferri.le gardien de l'arche-sainte du parti, qu'il veut *un* et *triple* à la fois, comme dans le mystère de l'Eglise catholique, fait deux reproches au syndicalisme. Le premier est purement dogmatique : le syndicalisme franchit les frontières du socialisme. Inutile de discuter cette fantaisie par trop parlementariste, n'est-ce pas ? Le second est d'ordre pratique : la théorie syndicaliste est *extemporéanée*, elle attendra longtemps encore pour trouver des assises historiques. parce qu'en Italie nous n'avons ni le développement du capitalisme ni la maturité du prolétariat que le syndicalisme présuppose. Ainsi donc, selon Ferri, pour agir, il faudra attendre que le cadran de l'horloge qui marque l'évolution capitaliste et ouvrière ait sonné l'heure fixée par les philosophes patentés !

Arturo Labriola, dans l'article que nous avons déjà discuté, justifiant son activité syndicaliste *cum grano salis*, écrit que l'obstacle le plus lourd vient de ce que la classe ouvrière n'est pas parvenue au degré de capacité technique nécessaire à une transformation sociale. Il croit que le syndicalisme en Italie ne peut être qu'une anticipation idéologique. Il en conclut : « Je ne crois pas qu'il faille approuver les projets faits par certains de nos camarades, et selon lesquels les syndicalistes devraient séparer leur action politique de celle du parti socialiste et faire bande à part... Notre action de syndicalistes se confond avec la notion traditionnelle de la vieille tactique socialiste et nous n'avons pas besoin de la renier. La question de la représentation parlementaire de notre fraction étant, pratiquement, sans importance, nous pouvons même nous payer le luxe de tolérer, à côté de la démocratie parlementaire bourgeoise, cette sorte de parti démocratique ouvrier, qu'est aujourd'hui le parti socialiste parlementaire. Nous devons nous considérer, en un certain

sens, comme non-responsables de son action. Selon moi, nous devons partir de deux sortes de faits : le premier, c'est que le socialisme de la lutte de classe est une grande anticipation idéologique sur les conditions historiques de notre pays ; le second, qui découle du premier, c'est que le parti socialiste parlementaire ne peut être que ce qu'il est : un parti de réformes sociales. Or, à mon avis, nous n'avons aucun intérêt à empêcher que le parti apparaisse toujours plus clairement sous son jour démocratique. » (1).

Telle est la pensée de Labriola. Il me paraît impossible qu'un esprit aussi aigu, dont le sens critique est si profond, en arrive à pareilles contradictions. Voyons! Si, d'une part, l'on reconnaît qu'il n'y a pas lieu d'empêcher l'action démocratique et réformiste du parti socialiste ; si, d'autre part, l'on dénonce les illusions démocratiques et réformistes comme l'obstacle le plus grave à la claire vision de la lutte de classe ; — comment les syndicalistes, qui combattent ces illusions démocratiques et réformistes et qui se réclament de la lutte de classe, pourront-ils marcher avec le parti socialiste italien ?

La Conférence de Bologne avait montré la solution, en préconisant la formation d'un fort mouvement syndical indépendant et autonome. Elle l'avait fait sans tomber dans le dogme stérile d'un anti-parlementarisme suranné, car l'apriorisme du « Ne votez pas ! » est aussi absurde que celui qui prétend tout résoudre en disant : « Votez ! » Mais Ferri nous objecte qu'il n'y a pas encore un développement intellectuel et réel du prolétariat suffisant ? Mais Labriola ne croit pas à la capacité politique *immediate* de la classe ouvrière ? A tous deux je réponds : « Mais alors, il faut les créer, ce développement et cette capacité, et les créer *dans le syndicat* ! » Qu'on n'oublie pas que si le rôle du parti socialiste italien est d'obtenir les réformes sociales nécessaires pour permettre à l'Italie feudataire et presque barbare de résoudre les problèmes élémentaires de la vie politique et économique, il trouvera le gros de ses troupes électorales, non dans le prolétariat, mais dans la masse des petits bourgeois et des fonctionnaires qui n'est pas précisément prédisposée à la lutte de classe. Voilà la vérité.

---

(1) V. *Mouvement Socialiste*, 1er juillet 1906, p. 240.

D'ailleurs est-ce empêcher le parti socialiste d'accomplir sa tâche de parti démocratique, que de grouper les ouvriers dans le syndicat, de renforcer leur conscience révolutionnaire, de les amener à concevoir nettement les antagonismes irréductibles de classe, et de les empêcher de se noyer dans la masse électorale ? Assurément non. A chacun son rôle. Ferri fait et refait sonner son refrain : « Sauvons le parti par l'unité ! » Les syndicalistes ont le devoir de répondre : « Sauvons le prolétariat par l'unité prolétarienne ! » Et vraiment l'unité ouvrière a bien peu de commun avec l'unité du parti ! L'unité ouvrière, elle se formera au sein du syndicat, qui aguerrit les prolétaires, les entraîne à la lutte, les organise contre toutes les formes de l'exploitation et de l'autorité.

Cette vérité, les prolétaires d'Italie l'apercevront un jour ou l'autre. Dans la mer morte de la vie italienne commence à pénétrer un rayon de lumière. La route est tracée. Il ne faut à nos syndicalistes que du courage et de la fermeté : les ouvriers italiens ne manqueront pas de les suivre.

Ottavio Dinale.

II

La situation socialiste en Italie.

Pour bien connaitre les conditions actuelles du socialisme italien, il faut remonter aux origines de sa division en réformistes et révolutionnaires et prendre pour point de départ le Congrès national de Bologne.

A Bologne, le socialisme italien avait déjà perdu son unité psychologique et son âme colléctive. Le socialisme, pour des raisons de tactique, pour des raisons de théorie, et pour des raisons de personne, se divisa alors én trois courants distincts, chacun avec une conscience propre, une physionomie particulière, un tempérament spécial. Le socialisme eut alors une *droite*, une *gauche* et un *centre*. La droite était représentée par Turati ; la gauche par Labriola ; le centre par Ferri.

Il faut ajouter, pour ne pas créer d'équivoque et de confusion, d'autres déterminations :

Les vraies ailes extrêmes du socialisme, l'une représentant le réformisme, l'autre représentant le révolutionnarisme, n'étaient pas parfaitement séparées et distinctes : beaucoup de traits d'union, beaucoup de points de contact existaient entre elles. Il y avait dès lors dans le parti socialiste des personnes timides, qui n'osaient pas directement adhérer aux conceptions de Turati, qui n'acceptaient pas entièrement les aberrations du ministérialisme et de la collaboration des classes, qui vivaient dans un état d'incertitude : elles formaient le *centre-droit*, c'est-à-dire un réformisme mêlé de réminiscences socialistes. Il y avait aussi à gauche des personnes, qui n'étaient pas très conscientes et convaincues du socialisme révolutionnaire, qui repoussaient la notion de la *violence* considérée comme moyen de transformation sociale, qui n'acceptaient pas dans son unité et dans sa conception organique le syndicalisme révolution-

naire de Labriola, mais qui réduisaient le révolutionnarisme à la notion *négative* de l'intransigeance électorale : ceux-ci formaient le *centre-gauche*. Entre ces deux centres se maintenait encore immobile un groupe de personnes toujours croyantes dans le socialisme pur et simple des beaux jours passés, pour qui la lutte des tendances n'existait pas. Ces personnes s'obstinaient à croire encore à l'unité substantielle du socialisme, et à dire que des tendances, loin d'être le produit naturel des conditions de développement et de croissance du parti, étaient le produit artificiel des antagonismes, des haines personnelles.

Tout ce courant intermédiaire aux couleurs vagues et confuses, sans tempérament particulier, sans physionomie propre, vrai mélange de diverses idées, de divers points de vue rendit impossible à Bologne une délimitation précise des courants extrêmes du parti ; il empêcha que les réformistes d'un côté et les révolutionnaires de l'autre restassent à se disputer le terrain. Le centre, ou mieux les centres constituaient une foule hétérogène, un lest qui pouvait avec son attachement occasionnel à droite ou à gauche déterminer une motion équivoque, faite sur la base d'une entente opportuniste et non pas sur la base d'une entente organique et naturelle.

Ainsi en alla-t il à Bologne. Les deux ordres du jour, et des réformistes et des révolutionnaires, lorsqu'ils furent mis aux voix furent, repoussés tous deux. Ni l'une ni l'autre tendance extrême n'était donc dès alors capable d'imprimer sa direction à l'ensemble du parti. Pour qu'un ordre quelconque de principes et d'idées triomphât, il fallait que les centres prissent une position de faveur et de protection envers la droite ou envers la gauche ; il fallait qu'ils s'aggrégeassent aux réformistes ou aux révolutionnaires. Les ce ntres étaient les arbitres de la situation.

C'est ce qui a lieu souvent dans toutes les assemblées délibérantes : le vote décisif qui résout une question n'est pas l'expression unique de la conviction lucide et droite d'un groupe ou d'une tendance, mais il est l'expression confuse d'un mélange amorphe de convictions opposées et de principes divers, qui trouvent pour un moment une manière de s'accorder pour aboutir à un résultat final. Et alors ce sont précisément les personnes qui n'ont pas d'idées précises et

sûres, ce sont les personnes timides et inertes, ce sont les personnes sans convictions étroitement personnelles qui se laissent dominer par les sentiments et par les passions, qui se laissent guider par la tradition, ce sont les personnes qui obtiennent la victoire, qui arrivent à imprimer à tout un mouvement social la note du confusionisme et de l'équivoque.

Ainsi à Bologne, la victoire ne fut ni à Turati, ni à Labriola. Et les réformistes *ultra* et les révolutionnaires extrêmes furent vaincus. Il y eut après le vote des deux ordres du jour réformiste et révolutionnaire deux autres votes, et tous deux furent deux ordres du jour de coalition. D'une part s'unirent les réformistes et les représentants du *centre-droit*, de l'autre se coalisèrent les révolutionnaires et les représentants du *centre-gauche*. Cette seconde coalition fut triomphante, parce qu'elle fut fortement et chaudement soutenue par E. Ferri, dont l'éloquence a une grande influence sur la masse du parti. Et ce fut facile pour Ferri de prononcer un discours, qui fut entièrement une évocation des sentiments de fraternité, d'unité du parti. « Sauvons l'unité du parti ! » cria E. Ferri. L'organisation unitaire du parti — c'était l'idéal de Ferri. Et sur ce point se trouvaient d'accord alors presque tous les socialistes. L'unité du parti touchait le sentiment le plus vif des militants. L'idée d'une scission ouverte répugnait aux consciences timides et inertes, aux personnes croyantes encore au socialisme évangélique et non encore travaillés par les tendances. Mais cette idée ne répugnait ni à Turati, ni à Labriola. Ces deux représentants des ailes opposées du socialisme voulaient tirer de leurs prémisses avec cohérence et logique, les dernières conséquences, aussi celles qui pouvaient heurter la masse immobile et misonéiste des sentiments unitaires et conservateurs. Dès ce moment A. Labriola pour son groupe déclara qu'une irrémédiable dissention le séparait, lui et sa tendance, de la pensée de Ferri ; cependant il fallut alors que les socialistes révolutionnaires soutinssent l'ordre du jour de Ferri, pour éviter que Turati ne triomphât avec son réformisme, avec sa négation de la lutte de classe, avec son ministérialisme. Il était nécessaire alors de maintenir intégral dans son essence doctrinaire le socialisme. Il était nécessaire alors de faire œuvre de pure conservation du socialisme traditionnel, me-

nacé de la dégénération réformiste. Ainsi les socialistes révolutionnaires conscients de ces suprêmes et communes exigences abandonnèrent leur point de vue, ils sacrifièrent un peu leur susceptibilité et leur égoïsme de groupe, et ils votèrent l'ordre du jour de Ferri, qui signifia la négation et la débâcle du réformisme. Ce fut l'unique résultat du Congrès de Bologne de 1904.

Ce fut évidemment un résultat tout négatif : et ce Congrès valut pour ce qu'il nia, et non pas pour ce qu'il affirma. Le Congrès de Bologne n'affirme en effet rien de neuf. Tout le contenu socialiste révolutionnaire nouveau qui était renfermé dans la motion Labriola-Mocchi fut repoussé. Au contraire, le parti resta roidi et rouillé dans ces vieilles traditions, dans le vide formalisme classique. et il resta rattaché aux antiques formules. La vieille âme, la conscience cristallisée du socialisme avait triomphé. La nouvelle âme, la jeune conscience du socialisme avait été comprimée par le mécanisme écrasant de la tradition. Le socialisme de la *nouvelle ecole* avait été vaincu. L'instinct de tradition et de conservation avait eu raison de l'instinct d'innovation.

Le révolutionnarisme académique et formaliste de Ferri ne pouvait un seul moment s'accorder avec le révolutionnarisme pragmatique et réaliste de Labriola. Les deux courants restèrent divisés à jamais. Le vote de Bologne n'était donc pas l'expression d'une entente organique entre les deux fractions du socialisme. C'était le produit d'une entente occasionnelle. Les principes de la discorde ne tardèrent pas à se réaliser. Déjà toute l'œuvre de la direction du parti, élue à Bologne et composée des représentants du centre-gauche et de l'extrême-gauche. a réfléchi jusqu'ici cet état de contradiction, d'incohérence, d'opinions opposées et divergentes. Plusieurs fois les révolutionnaires de l'*Avanguardia socialiste* de Milan jugèrent âprement l'œuvre de la direction. Puis vint la grève générale de septembre 1904, qui mit encore plus en évidence et rendit encore plus irréconciliable la dissension actuelle entre Ferri et Labriola.

La grève générale était le produit psychologique de la propagande des socialistes-révolutionnaires. Ceux-ci exaltèrent ce magnifique élan, qui avait fait trembler en un seul moment toute l'Italie. La grève générale fut proclamée par

les révolutionnaires comme le suprême moyen de l'émancipation sociale.

Au lendemain de la grève générale, Ferri, au contraire, se trouvait presque d'accord avec Turati pour la critiquer et la discréditer aux yeux des foules ouvrières.

Pour Ferri, la grève générale n'eut que la misérable et négligeable signification d'une protestation sentimentale, et ne fut pas l'affirmation grandiose de la force révolutionnaire du prolétariat organisé. Dès lors s'envenimèrent les discussions, les polémiques, les critiques dans le sein du parti. Et l'esprit de vivacité et d'agression augmenta de part et d'autre. A Bologne tous s'étaient éloignés avec l'espérance d'une prochaine pacification. Au contraire, l'antagonisme éclata plus fort qu'auparavant. Il changea sa configuration et ses termes ; et les moyens logiques de raisonnement et les données de fait de la discussion théorique se changèrent aussi. Du révolutionnarisme amorphe, imparfait et incomplet de la motion de Brescia, on était arrivé au syndicalisme révolutionnaire mis en action dans la grève générale de septembre, et puis ramené à une formule conclusionnelle dans un ordre du jour de la Fédération socialiste de Milan.

Le néo-syndicalisme, dès 1904, commença à se développer d'une manière surprenante. Les forces les plus jeunes et plus intelligentes du parti socialiste adhérèrent aux nouvelles conceptions qui étaient sorties du terrain des faits, et qui venaient s'élaborer et se perfectionner dans le creuset d'une discussion aiguë et subtile, à laquelle les intelligences les plus distinctes et dialectiques du parti prenaient part. Plusieurs organes du socialisme commençaient déjà à être pénétrés par le néo syndicalisme. La *nouvelle école* commençait à croître très vigoureusement ; c'était une plante qui mettait ses racines très profondes dans l'âme et la conscience collectives, et elle se couvrait des plus belles fleurs de l'intelligence socialiste italienne. Tout ce développement ne pouvait pas ne pas préoccuper l'âme craintive des socialistes unitaires et *centralistes*, qui voyaient que les termes des vieilles formules étaient dépassées, que la doctrine scientifique de l'évolution socialiste venait d'être niée par la notion pragmatique de la grève générale considérée comme action et fait révolutionnaire concret, que la même organisation traditionnelle du parti venait d'être virtuellement secouée par la

marche compacte et disciplinée des syndicats ouvriers tendent à s'émanciper de la direction du parti socialiste politique. à se substituer à lui dans l'œuvre pratique de l'émancipation du travail, et entendent à devenir les « acteurs historiques » du socialisme.

L'instinct misonéiste. l'instinct de tradition du socialisme officiel se révolta. Et alors les réformistes ne furent pas seuls à crier contre les syndicalistes, mais un chœur général de voix s'éleva contre eux. Déjà la guerre aux syndicalistes commença avec le renvoi de Enrico Leone de l'*Avanti* ! Ferri et Leone n'étaient pas d'accord dans la rédaction du journal. Leone avait soutenu fortement et vigoureusement dans l'*Avanti*. la grève générale et le syndicalisme: Ferri le fit éloigner. Et le chœur des voix contraires s'augmenta par toutes les querelles et le prétexte des timides, des mécontents, des médiocres. de ceux qui ne voulaient plus de dissensions, de ceux qui voulaient remettre en honneur le dogme, de ceux qui voulaïent vivre en paix, figés dans la croyance du collectivisme. les yeux fermés à tout développement des nouveaux faits historiques, des nouvelles expériences, les yeux fermés à l'affirmation de nouvelles valeurs, devant l'élaboration de nouveaux principes et de nouvelles idées, bref de ceux qui — socialistes dans les formes, dans leur esprit sont encore catholiques et cléricaux. L'*intégralisme*, voilà le nom que cette réaction contre le syndicalisme a pris.

Il n'a pas été inutile d'esquisser cette histoire rétrospective. en nous reportant jusqu'au Congrès de Bologne de 1904, considéré comme point de départ de l'évolution actuelle.

Le socialisme italien est. aujourd'hui, ainsi divisé et subdivisé. ainsi plein de complications et de contraditions. que difficilement les lecteurs français, qui ne peuvent toucher *de visu* les conditions dans lesquelles il vit et il se développe, auraient pu en avoir une vision approximative, si nous n'avions pas fait brièvement cette analyse des causes d'où les conditions actuelles dérivent. De sorte que l'actuelle situation socialiste. en nous souvenant de ce que nous avons dit. peut, à grandes lignes. se préciser de la façon suivante. Tout le socialisme est divisé non plus en deux tendances distinctes avec un mélange intermédiaire, mais il est divisé

en trois tendances : à droite les réformistes avec Turati, au centre, les intégralistes avec Ferri, à gauche, les syndicalistes avec Labriola.

La première masse homogène et unitaire du parti, qui s'était déjà polarisée à droite, vers le réformisme de Turati et à gauche vers le révolutionnarisme de Labriola, va maintenant, par un procès de réaction, se recomposant et se reconstituant dans son noyau central. Cette masse centrale compacte tend à s'individualiser, se maintenant sur la vieille tradition du parti socialiste, éloignant comme déviations et aberrations de la doctrine socialiste et le réformisme et le syndicalisme. Au procès de désintégration première succède un procès de réintégration et d'individuation de la masse centrale. Or il faut que nous voyons si les deux ailes opposées resteront encore agrégées à la masse centrale, ou si elles se détacheront aussi, prenant une individualité propre et un organisme propre, de sorte que l'organisme primitif du parti socialiste pourrait déterminer trois organismes distincts : un parti réformiste socialo-démocratique ; le vieux et traditionnel parti socialiste ; un groupe autonome syndicaliste.

Le plus ardu problème du prochain Congrès national qui se réunira à Rome, les 7, 8, 9 octobre, sera celui de l'organisation intérieure du parti : si celui ci doit se maintenir sur la vieille base unitaire, accueillant dans son sein tous les socialistes qui déclarent adhérer aux rigides concepts de la lutte de classe et du collectivisme, ou s'il doit reposer sur une base fédéraliste. C'est la question principale qui occupera le Congrès. Les discussions théoriques et doctrinaires n'auront pas lieu. Ainsi on ne perdra pas du temps à discuter la formule du syndicalisme et à voir jusqu'à quel point celui-ci s'éloigne du socialisme classique ; et jusqu'à quel autre il est l'immédiate dérivation du néo criticisme marxiste. Toutes ces questions seront laissées dans le silence : le milieu n'est pas préparé.

Les plus difficiles problèmes théoriques du socialisme contemporain, qui avec tant de ferveur et de pénétration ont été agités par les esprits plus forts et plus jeunes de la *nouvelle école*, ne préoccupent pas trop la conscience socialiste de la masse ; au contraire ces problèmes inspirent la

répugnance dans la mentalité arriérée et cristallisée des bons intégralistes.

Les intégralistes ne veulent pas même que le vieux dogme socialiste soit mis en discussion : et celui qui ose le toucher est un hérétique, et par cela digne d'être excommunié.

L'objet principal de la discussion sera celui-ci :

Les parti aura-t-il une organisation centraliste ou fédéraliste ?

Les intégralistes ou les unitaires n'admettent pas la liberté d'action, de mouvements : ils réclament la discipline la plus rigide, la plus rigoureuse, la plus ferme sur le même type de celle qui gouverne la social-démocratie allemande.

Les syndicalistes au contraire tendent à une organisation fédérale, qui accueille dans son sein — en les laissant coexister — tous les divers groupes, toutes les diverses tendances socialistes, sans aucune unité *disciplinaire* et *tactique*, libres de développer toute leur force et leur énergie, sauf à trouver dans les moments les plus opportuns des points d'accord et d'union commune. Cette conception, Arturo Labriola l'a expliquée dans le *Devenire Sociale* du 17 juillet 1906 avec beaucoup de pénétration. Et ce point de vue de Labriola a été accepté par Turati, ce qui est remarquable Et cela ne semblera pas étrange si l'on pense qu'aux yeux des unitaires ou intégralistes Turati et Labriola sont tous deux hors des limites du socialisme classique. sont deux hérétiques, et si l'on pense aussi que *sous cet aspect* le syndicalisme et le réformisme s'équivalent.

Que l'organisation fédérative soit le mieux que l'on puisse désirer dans les conditions actuelles du parti, c'est démontré par le fait que tous les socialistes italiens n'ont pas répudié les concepts fondamentaux du socialisme.

Enrico Ferri a écrit que l'organisation fédéraliste est une scission masquée. Mais c'est là un jugement erroné. Et Ferri aussi a écrit que tous ceux qui admettent comme terme final du mouvement socialiste la socialisation des moyens de production et comme moyens de lutte l'action économique du prolétariat concourant avec la fonction électorale et de conquête des pouvoirs publics, ceux-là peuvent rester dans l'organisation traditionnelle du parti. Or les réformistes avec le manifeste de la Fédération socialiste de Reggio (Emilia) publié en août ont affirmé qu'ils admettent la lutte de classe et le collectivisme comme les bases du socialisme ;

et les syndicalistes d'autre part n'ont pas encore ouvertement répudié la conquête électorale des pouvoirs publics comme moyens d'action socialiste ; de sorte que, à la rigueur ni les réformistes ni les syndicalistes ne se trouvent hors de la direction générale du socialisme, et par cela ils peuvent (et ils en *ont le droit*) être inscrits sur les vieux registres du parti unitaire.

Mais si nous analysons quelques points théoriques et tactiques *particuliers* du réformisme et du syndicalisme italiens. nous ne tarderons pas à nous convaincre de l'absurdité qu'il y a à persister dans l'organisation unitaire du parti, quoique nous ne voulions ici parler, et ce n'est pas peu, des incompatibilités personnelles, de la différence des tempéraments, et de toutes les discussions qui se sont accumulées en plusieurs années.

Vraiment le réformisme, dans ses dernières manifestations, même se lançant contre ceux qui veulent réduire le socialisme à la simple fonction d'un radicalisme démocratique de gouvernement, n'a pas abjuré du tout les notions de la collaboration des classes, de l'appui systématique au gouvernement, du ministérialisme, etc.

Les syndicalistes, quoiqu'ils n'aient pas répudié la conquête électorale, déclarent que celle-ci n'est qu'un moyen très négligeable de lutte, et que la grève générale, l'*action directe* sont les moments culminants de la révolution prolétaire.

Entre ces deux points de vue il y a une absolue opposition. Aussi les réformistes, aussi les syndicalistes, voulant être logiques et cohérents à leurs prémisses, ne devraient pas tarder à venir à des conséquences séparatistes et fédéralistes, comme, en abandonnant le vieux et romantique sentimentalisme politique, Turati et Labriola l'ont déjà annoncé. Cela touche la sensibilité de Ferri, qui dès le Congrès de Boulogne protestait contre Turati, qui comparait l'antagonisme des tendances socialistes « au conflit russo-japonais ».

Si l'on veut suivre les préceptes de la logique et de la cohérence politiques, et si l'on veut éviter d'ultérieurs débats vides et inutiles, et d'autres antagonismes vraiment dangereux pour le prolétariat, il faut se décider une bonne foi à rompre le nœud gordien de l'organisation unitaire du parti.

Cette œuvre salutaire de vérité, cette séparation régénératrice n'est pas voulue par Ferri et par sa tendance. Ferri veut concilier tous les points de vue, en les intégrant dans les vieilles formules rigides, schématiques, de la lutte de classe et du collectivisme. Il accepte la lutte parlementaire et l'action directe, la conquête des pouvoirs publics, avec l'appui donné aux gouvernements, et la grève générale : Ferri fait de tout cela un faisceau et en forme le socialisme *éclectique intégraliste*. Et le mélange répond aux exigences et aux tendances de l'esprit italien !

Ferri est le symbole vivant de l'esprit national italien. On sait que le tempérament ethnique des italiens aime le juste milieu, et que lui répugnent les excès de toute manière. Ferri reflète ce substratum du caractère mental des Italiens. Ferri, avec son positivisme scientifique, avec son relativisme, avec son éclectisme, avec son intégralisme... suscite les adhésions, les consentements et la bonne humeur de tous les camarades. L'intégralisme... voici le produit théorique et pratique de la conscience *générale* socialiste italienne !

A l'intégralisme de Ferri et de la plupart des socialistes d'Italie nuisent à la fois et le réformisme et le syndicalisme. Il ne faut pas, dit Ferri, exagérer ni à droite ni à gauche. Il faut maintenir l'équilibre, le juste milieu. Voilà le socialisme éclectique, analysé par Lagardelle dans le *Mouvement Socialiste* (nº 168-169). En considérant cette réaction psychologique du vieil esprit du parti, en considérant cette tendance misonéiste, qui tend à revendiquer le passé et à nier tout ce qui est nouveauté, tout ce qui est critique, tout ce qui est liberté, en considérant que le sentiment et non pas la logique pure et simple gouvernera le cours de la discussion et la résolution des questions mises à l'ordre du jour, il est facile de prévoir qu'au prochain Congrès de Rome comme à Bologne, Turati et Labriola seront vaincus, et que la victoire sera à Ferri et à son intégralisme. C'est la prévision que je peux formuler sur les résultats du prochain Congrès, après avoir considéré objectivement les conditions actuelles

L'intégralisme vaincra. Le parti socialiste unitaire se sauvera dans son extérieure et formelle organisation. Mais il restera un organisme politique sans âme, sans vitalité, sans force. Le parti sera un corps inerte se survivant à lui-même. L'âme abandonnera ce corps, pour transmigrer

dans le jeune organisme syndical, qui se développe naturellement et vigoureusement. Cette âme, c'est le socialisme. Ainsi on arrivera à sauver le parti socialiste ; mais il y aura en Italie *un parti socialiste sans socialisme.*

SERGIO PANUNZIO

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Les Livres

Sermons laïques ou propos de morale et de philosophie, par Paul Stapfer (*Paris, Fischbacher*, 1906). — Aujourd'hui que nous sommes gouvernés, pour une bonne partie, par des *clans protestants*, il n'est pas inutile de présenter au public socialiste un des livres qui montrent le mieux l'esprit de nos maîtres. L'auteur est doyen honoraire de la faculté des lettres de Bordeaux ; il appartient donc à l'aristocratie des *intellectuels* ; le titre qu'il donne à ce recueil d'articles et de conférences indique qu'il entend parler du haut de sa chaire universitaire pour faire la leçon aux petits. Ecoutons-le.

On a très souvent signalé l'opposition si profonde qui existe entre l'esprit protestant et le marxisme ; Marx, lui-même, a pris plaisir, plusieurs fois, à accuser cette opposition, en adressant des sarcasmes aux *saints* et aux *héros* du protestantisme. Dans l'édition française du *Capital*, on lit même cette phrase souvent citée, qui a disparu des éditions allemandes : « Le protestantisme est essentiellement une religion bourgeoise » (tome I, p. 318, col. 2. Cf. 4ᵉ édition allemande. p. 687). On serait bien tenté de souscrire à ce jugement quand on lit les *Sermons laïques* de M. Stapfer.

Aujourd'hui les protestants ont la prétention de se mêler de résoudre les questions sociales et, pour parler le charabia de M. Aulard, ils se penchent, eux aussi, sur le devenir. Voici un passage bien curieux de nos *Sermons laïques* ; l'auteur, après avoir déclaré qu'on ne peut « éviter l'inévitable », estime qu'on peut dominer et canaliser « le flot qui menaçait de tout engloutir » et il applique cette thèse au socialisme. « Le socialisme vous épouvante ? Il gronde, il rugit, il est à vos portes ? Eh bien ! *apprivoisez-le*, tâchez de vous le rendre familier, faites-

lui sa part; étudiez en même temps *avec sympathie* ce qu'il contient de justice et de raison, et soyez socialiste comme Wilfred Monod, pour ne pas être réduits à le devenir comme Jules Guesde » (p. 231). L'orgueil bienveillant de l'intellectuel et la roublardise du huguenot s'allient ici admirablement : les singeries des protestants sociaux sont donc destinées à faire avorter le mouvement ouvrier, auquel les riches feront quelques sacrifices. Nous ne devrons donc plus regarder M. Wilfred Monod et ses compères comme de vulgaires toqués ; ce sont des francs-tireurs de l'ennemi, envoyés en avant pour essayer de tromper le peuple.

Il faut se défier de tout ce qu'écrivent les protestants en matière socialiste, car leur langage est plein de faux-fuyants, de réticences mentales et de grands mots menteurs. Immédiatement après le verdict du jury parisien condamnant les antimilitaristes, notre auteur prit la plume et lança un article sur « la vérité du pacifisme ». Il est inutile de faire observer qu'il n'avait pas lu l'enquête faite par le *Mouvement socialiste* (revue peu respectable où les grands protestants ne pontifient pas) et qu'il n'avait rien compris aux dépositions faites devant le jury par les syndicalistes; M. Léon Daudet avait été effrayé par ces dépositions (*Libre Parole*, 31 décembre 1905) ; mais notre universitaire a cru que les ouvriers révolutionnaires étaient des bourgeois décadents comme ceux qu'il fréquente ; toutefois il avait senti vaguement qu'il y avait une force populaire derrière les accusés et il avait résolu d'appliquer à la question la tactique protestante.

M. Stapfer se propose donc d'amadouer les antimilitaristes et de canaliser le flot qui menaçe de tout détruire ; il estime que la flatterie la plus plate ne doit pas coûter pour une si belle œuvre et il termine son article en écrivant : « Un jour le souvenir de ce qu'ils osèrent aura sa petite place au bas d'un monument à la gloire de la Paix ». Mais n'allez pas croire que notre homme veuille cependant s'insurger contre l'armée ; il a corrigé la phrase trop hardie, en disant que les accusés sont des « criminels puisqu'ils ont provoqué au meurtre » et en renvoyant l'inscription à graver en l'honneur de G. Hervé au temps où « la leçon fausse ou lâche (sera) oubliée dans le triomphe de la vérité généreuse ». Voilà du galimatias qui permet à notre auteur de se placer au-dessus de nos vaines querelles et d'être, comme la chauve-souris de La Fontaine, souris et oiseau.

Il y a dans cet article des phrases qui semblent bien grosses, au premier abord ; M. Stapfer a l'air de recommander aux soldats de tirer en l'air quand on leur commande de tirer sur l'ennemi. Ne croyez pas que M. le doyen honoraire de la Faculté des lettres de Bordeaux puisse encourir le reproche de trahison ; cet apôtre de la paix entend demeurer un excellent Fran-

çais ; en effet les soldats doivent se résoudre à tirer en l'air dans les cas seulement où « la volonté folle d'un individu conserve le pouvoir de ruer un peuple contre ses collaborateurs étrangers dans l'œuvre sociale et humaine ». Il ne s'agit point de la France, car cette phrase fait pendant à cette autre: « Et qui donc peut trouver étrange qu'à un César capable, encore au XXe siècle, de dire l'Etat c'est moi, et je vous ménerai à la boucherie quand je voudrai les prolétaires exaspérés répondent par les violences affiches qu'on a lues ? » (p. 243). Ainsi c'est pour les Allemands que G. Hervé aurait écrit !! Notre pacifiste compte que les Allemands trahiront l'Allemagne ; n'est-ce pas d'un excellent Français ? Toute la question est de lire avec soin ; les livres protestants sont trop souvent obscurs comme des apocalypses.

Notre auteur a, d'ailleurs, une singulière manière d'écrire l'histoire contemporaine. Il nous apprend que la France « a eu souvent la noble imprudence de mettre les causes générales avant son crédit particulier et de faire la guerre pour une idée » (p. 120). Cela s'applique admirablement pour la Tunisie et pour Madagascar. L'idée pour laquelle on a imposé à la Turquie une indemnité en faveur de MM. Tubini et Lorando était aussi supérieurement idéaliste ; et M. Stapfer croirait-il, sur la foi du *Petit Parisien*, que la France poursuit au Maroc le triomphe de la Justice ? A la page 242, il nous apprend que M. Roosevelt a apaisé « *à lui seul*, une guerre formidable, obtenant du vainqueur, par la persuasion, un sacrifice de conquêtes et de gloire qui eût semblé une chimère extravagante aux politiciens d'autr fois ». M. Stapfer serait-il le seul à ignorer que la paix a été imposée au Japon par les financiers ? Avec les protestants on ne peut vraiment jamais savoir s'ils p rlent sérieusement.

Dans ce livre se trouvent beaucoup de renseignements sur le dreyfusisme ; l'auteur a été fort mêlé à l'agitation dreyfusiste et il a gardé un mauvais souvenir de ses compagnons de lutte : « Il est devenu malheureusement trop indubitable que, si le dreyfusisme est né d'abord — en dépit de la calomnie — du soulèvement indigné des consciences, il a bientôt dégénéré entre les mains de *politiciens brouillons ou ambitieux* » (p. 205). Mais pourquoi ne pas voir comment les choses se sont produites ? La réhabilitation de Dreyfus et l'enthousiasme pour les Boers ont été des affaires de presse, organisées comme sont toutes les entreprises de publicité financière, M. Stapfer ne saurait ne pas le savoir. Les Juifs ont été dévalisés sans pudeur par des *intellectuels* toujours prêts à voler tout homme assez naïf pour avoir confiance dans leur *idéalisme* ; la presse a renouvelé ses saturnales panamistes. Dans de telles conditions le dreyfusisme ne pouvait faire autrement que de devenir une sale affaire.

Il n'est pas, non plus, fort satisfait de la Ligue des Droits de

l'Homme : « La retraite forcée de M. Trarieux a fait tomber la direction de la ligue aux mains de jeunes politiciens, *socialistes convaincus* et apôtres ardents de la vérité qui les passionne... L'œuvre du Bloc n'est pas notre œuvre à nous » (p. 211). Je suis fort surpris d'apprendre qu'il y a des socialistes convaincus dans la Ligue des Droits de l'Homme ; mais je voudrais bien connaître les noms de ces socialistes qui doivent être tout à fait fantastiques.

Les protestants aiment fort à faire parade des sentiments d'une haute impartialité confessionnelle ; mais, même quand ils semblent mépriser le Bloc. ils ont peine à ne pas s'attacher à la politique de M. Combes. Notre auteur n'est point partisan de mesures violentes contre l'Église catholique ; il désire qu'on l'étrangle avec des formes. « Il est plus *élégant* et plus digne d'un peuple libre de procéder avec mesure et discernement (p. 179). » Dans une page il demande que l'on rende « aux bonnes sœurs la place d'honneur dans les hôpitaux » et que l'on modère « la frénésie de cette *laïcisation cynique*, qui est un mot hideux et une chose choquante (p. 180) » ; mais ailleurs, il sacrifie ses préférences sur l'autel du Bloc : « Toute cette laïcisation affreuse est peut être utile et nécessaire ; mais rien n'est plus barbare que le mot, rien n'est moins aimable à voir que la chose (p. 225). » On constate. une fois de plus, combien il est difficile de savoir ce que pense un protestant.

L'auteur se donne pour un croyant très convaincu ; il n'a pas assez d'expressions méprisantes pour blâmer « la grossièreté des libres penseurs (p. 171 », et « la basse insolence de leurs journaux (p. 223) » ; il trouve fort sotte l'idée d'une morale laïque (p. 218). Il semble espérer beaucoup dans l'avenir du protestantisme : « Les nations protestantes ont sur les catholiques une supériorité qu'elles tiennent de leur éducation intellectuelle et morale. Les conversions religieuses, dans le sein du christianisme se font du catholicisme au protestantisme (p. 156). » Il est inutile d'instituer à ce sujet une discussion de statistique ; de telles conversions se trouvent être, en effet, trop peu nombreuses pour qu'elles aient une valeur historique. M. Stapfer est très heureux de constater que plus d'un curé défroqué est devenu pasteur, mais vraiment le pauvre homme n'avait généralement par d'autre métier à sa disposition. Ce qui importe. c'est que les masses ouvrières ont autant de méfiance pour le pasteur que pour le curé.

M. Stapfer est fort effrayé de voir tomber en décadence tout ce qui, d'après lui, constituait vraiment l'esprit français. Critiquer la Révolution, parler avec sympathie du Moyen-Age et mépriser les lieux communs, « ce fond éternel et solide (?) de

notre éloquence et de notre pensée », voilà quel serait le résultat redoutable de l'enseignement clérical (p. 114 117).

Les collèges ecclésiastiques ne produisent pas tant de résultats ; ceux des Jésuites ont toujours eu pour but principal de préparer les élèves à s'adapter à une société frivole ; c'est en raison de cette préparation que les familles riches vantent l'excellente tenue des maisons des « bons Pères ». M. Drumont accuse les jésuites d'avoir rendu lâche la jeunesse catholique ; ils l'ont tout au moins rendue prématurément semblable à une société sénile ce résultat peut être obtenu dans des maisons laïques.

L'Université recherche un autre genre d'imbécillité ; M. Stapfer est frappé des mauvais résultats obtenus par l'emploi des méthodes nouvelles. « Si nous ne savons pas revenir courageusement en arrière,... nous sommes condamnés à faire une chute de plus en plus profonde dans des complications de plus en plus chinoises ». Il estime que l'Angleterre est heureuse de ne pas avoir été fascinée par le mirage de ce qu'on nomme les *fortes études* et de ne pas se livrer, comme nous, à l'élevage des *cuistres* (p. 88 et 89). Entre les dégénérés fabriqués par les « bons Pères » et les cuistres que fabrique, suivant M. Stapfer, l'Université, il n'y a pas d'autre différence que celle qui peut exister entre des gens qui se font habiller chez le tailleur à la mode et qui savent conduire un cotillon ; et des gens qui ont des pantalons d'une coupe médiocre et qui ont quelque gaucherie aupès des dames. Les résultats sont bien les mêmes au point de vue intellectuel et moral : un même esprit de décadence se trouve dans les deux jeunesses.

Les raisons qui ont amené le mépris de la bourgeoisie qui pense pour les idées du XVIIIe siècle, chères à M. Stapfer, ont été maintes fois données par les représentants du nouvel esprit : ceux ci se sont formés en rejetant les lieux communs et les blagues dont on avait farci leur cerveau au collège, et en étudiant A. Comte, Taine et Renan : ces auteurs ne sont point certainement ceux que l'on fréquente le plus dans les collèges ecclésiastiques. D'ailleurs rien n'est amusant comme l'effroi que manifestent les anciens conservateurs quand ils entendent raisonner la génération nouvelle, toute fanatisée par l'idée de science M. Soury, en devenant une des gloires du nationalisme, n'a abandonné aucune de ses anciennes convictions matérialistes ; il est ainsi un des personnages les plus représentatifs de la tendance qui aujourd'hui se produit dans la jeunesse conservatrice. On ne prétend plus renouer les traditions avec le passé au nom d'un sentiment romantique, comme il y a un demi-siècle, mais par une raison toute scientifique. L'Université ne connaît pas du tout cet état d'esprit ; lorsque les nationalistes ont fêté la commémora-

tion de Fustel de Coulanges, beaucoup d'universitaires ont écrit des insanités qui désarment par leur niaiserie.

La situation se trouve être aujourd'hui celle-ci : la fraction de la jeune bourgeoisie qui pense, a horreur de la démocratie ; le niveau intellectuel et moral de celle-ci s'abaisse donc continuellement ; on ne trouve plus guère de son côté que des *intellectuels* payés pour la défendre par le Trésor public et les coreligionnaires de MM. Buisson et de Pressensé. La situation de la démocratie n'est donc pas brillante et la *philosophie protestante* n'est pas capable de donner beaucoup de prestige à une bourgeoisie dégénérée.

G. SOREL.

Index Bibliographique

CHARLES POISSON. — Le salaire des femmes. *Paris, Librairie des Saints-Pères, 1906.*

A. LAJUSAN. — La crise française. *Paris, Giard et Brière, 1906.*

G. DE LEENER. — Ce qui manque au commerce belge d'exportation. *Bruxelles-Leipzig. Misch et Thron, 1906*

L.-G. FROMONT. — Une expérience industrielle de réduction de la journée de travail. *Bruxelles-Leipzig, Misch et Thron, 1906*

A. PRINS. — De l'esprit du gouvernement démocratique. *Bruxelles-Leipzig, Misch et Thron, 1906.*

ERNEST BREES. — Les régies et les concessions communales en Belgique. *Paris-Bruxelles, Misch et Thron, 1906.*

E. VAXWEILER. — Esquisse d'une sociologie. *Paris-Bruxelles. Misch et Thron, 1906.*

R. PETRUCCI. — Les origines naturelles de la propriété. *Paris-Bruxelles, Misch et Thron, 1906.*

— Origine polyphylétique, homotypie et non comparabilité directe des sociétés animales. *Paris-Bruxelles, Misch et Thron, 1906.*

SERGIO PANUNZIO. — Il socialismo giuridico. *Genova, Libreria Moderna, 1907.*

TABLE DES MATIÈRES

Tome VI de la IIe Série

(Tome XIX de la Collection)

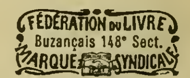
(Mai-Septembre 1906)

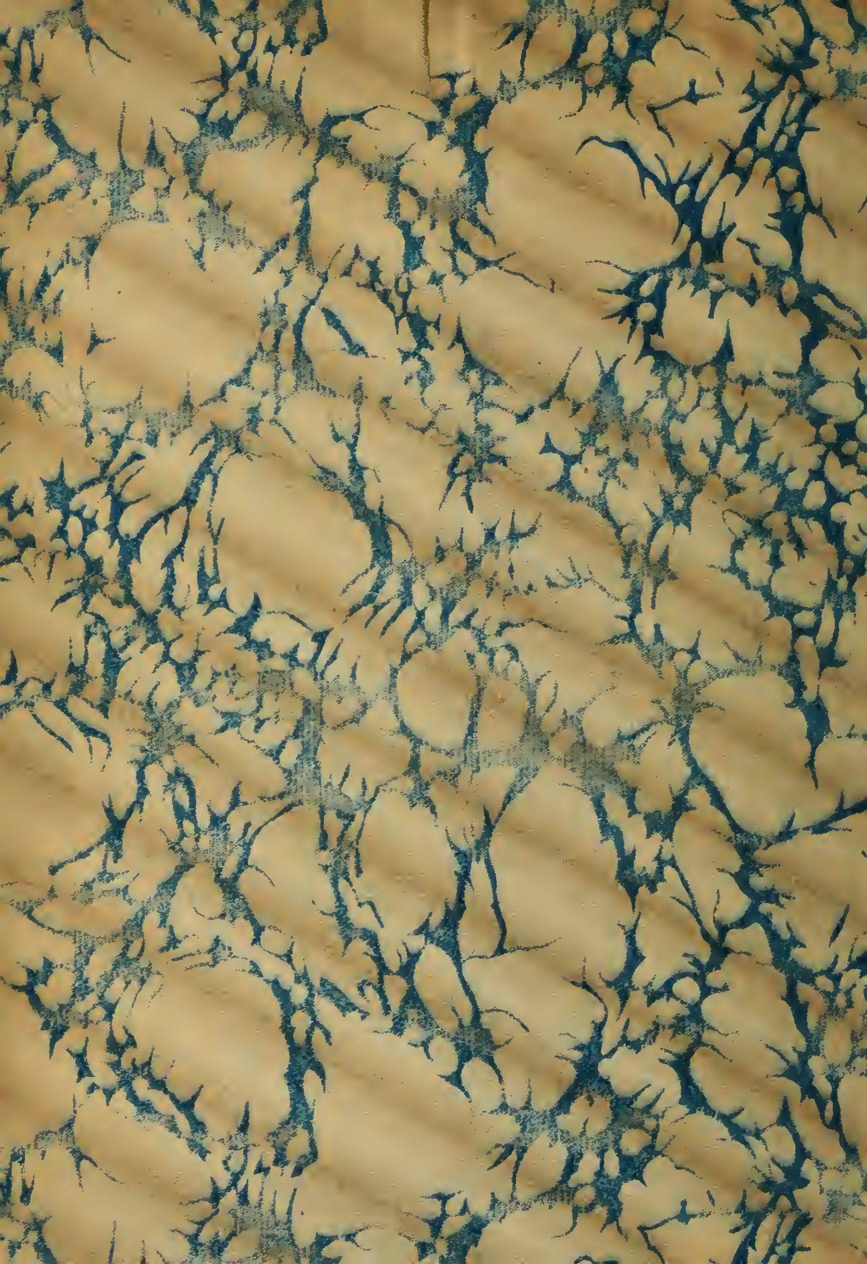
Nos 174 et 175. — 15 Mai et 15 Juin 1906.

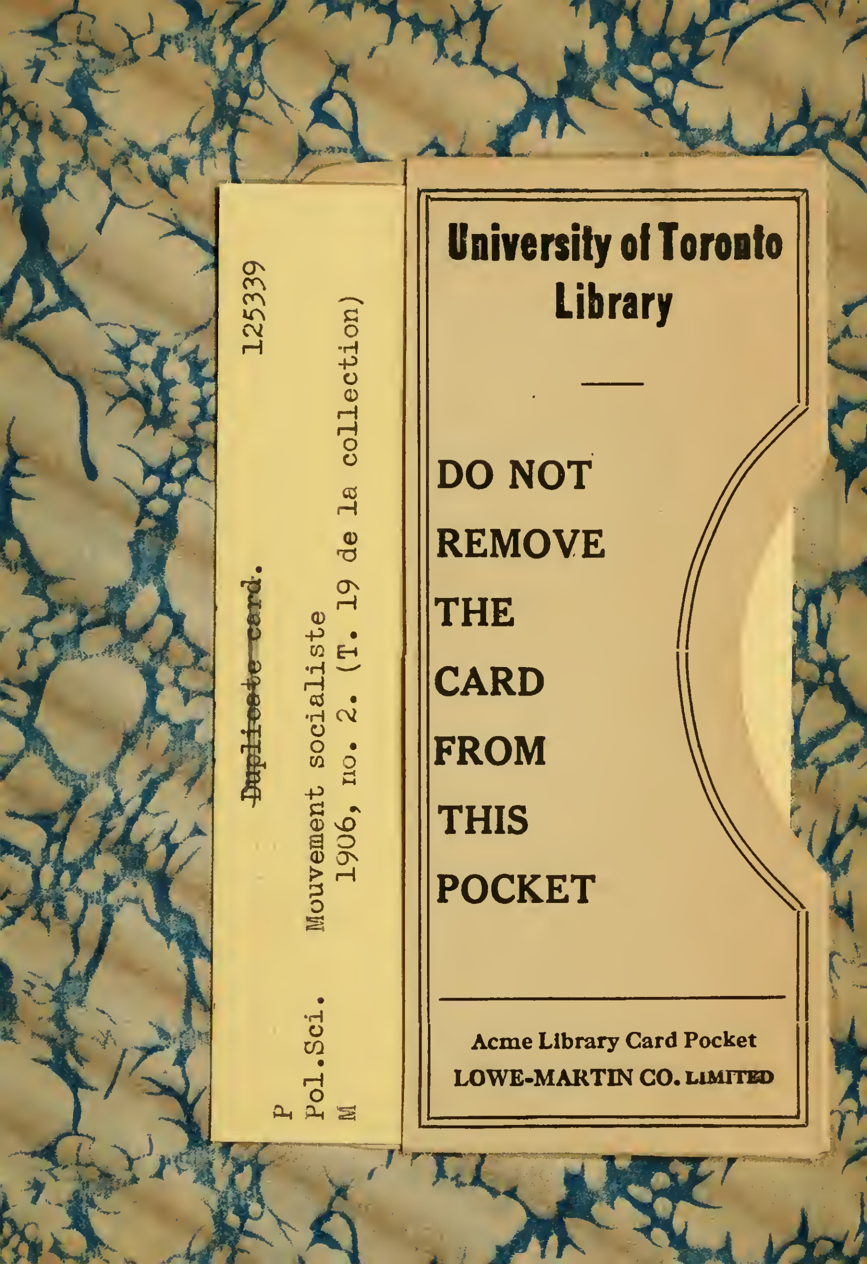
N° 176. — Juillet 1906.

Le Gérant : JEAN RIEUX.

COMPOSÉ EN COMMANDITE
IMPRIMERIE F. DEVERDUN
Buzançais (Indre)






University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED
125339
Duplicate card.
P
Pol.Sci.
Mouvement socialiste
M
1906, no. 2. (T. 19 de la collection)

